

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA TURBULENCE SOUS LA SURFACE : INVISIBILISATION DE L'IMPÉRIALISME CAPITALISTE ET
VIOLENCE CLANDESTINE DANS LES DÉBUTS DE LA GUERRE FROIDE

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR

JONATHAN VEILLETTE

AOÛT 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont à Louis Jacob, fidèle allié et aide précieuse : merci pour la confiance, celle que tu places en moi et celle que tu me donnes. Merci pour l'humanité dans la rigueur. Frédéric-Guillaume Dufour : merci pour l'inspiration, l'assiduité, l'investissement, la disponibilité et le sérieux. Merci pour les mondes théoriques que tu m'as fait découvrir. Merci à mes précieux amis : Dan Furukawa Marqués, *irmão*, je remercie la vie que nos chemins se soient croisés ; Jonathan Durand-Folco, intelligence vive et sensible, merci de donner à la curiosité autant de beauté. Jonathan Martineau : merci de grandir avec moi, merci pour la rigueur de tes analyses, pour ta fidélité et ton écoute ; merci à Alexis Lefebvre, ami généreux, drôle et brillant. Alexis, Jonathan : les souvenirs de voyage à vos côtés – l'immensité de l'océan Indien, du gamelan et de la prière matinale de Nusa Lembongan – sont des refuges éternels ; j'y retournerais, occasionnellement, quand il m'en coûtait de rédiger cette thèse. Merci à Xavier Lafrance et Thierry Drapeau : humains brillants, esprits vifs, précis, êtres inspirants et droits. Quelle chance de vous côtoyer, quel honneur de vous compter parmi mes proches. Merci à Frédéric Clermont pour les discussions passionnées, merci d'être là encore et toujours. Maxime Lefrançois : merci de m'avoir accompagné, dans la rigueur du travail ou dans ces escapades en Bosnie et au Guatemala. Maïka Sondarjee : merci pour cette curiosité sentie et vraie, merci pour les discussions, les remises en question. Sébastien Rioux : merci de ton écoute, merci pour tes conseils et tes recommandations, qui m'ont permis de démarrer la réflexion théorique. Merci à Jacques Provost, Jean-Pascal Larin et mes précieuses collègues : merci de former corps, merci de croire en ce petit collectif. Merci à Éveline Bousquet, précieuse et fidèle amie et à Benoît Guilmain, surprenant de talent et de curiosité. Merci au plus inspirant des deux Éric Duhaime ; merci de m'avoir mis en confiance dans le dernier droit de la rédaction. Merci à Julie Francoeur pour les corrections des derniers moments et la confiance que tu m'as donnée et à Emanuelle Dufour pour sa lecture attentive et ses commentaires. Merci à Guillaume Martel-Lasalle pour l'accès à son petit monde ; merci à Mahigan Lepage pour l'amitié qui dure, l'inspiration et les souvenirs d'Asie. Merci à Guillaume Tremblay, Francis Boilard, Vincent Brault, Catherine Laurent-Sédillot, Simon Chavarie, Mariève Desjardins et Gabriel Nadeau-Dubois : vos intelligences et votre créativité m'inspirent. Merci aux coéquipiers de la FCHC (Bertrand, Marc-André et les autres) ; merci à mes amies et amis de Joliette (Pierre-Luc, Jonathan, Marie-Joanne, Philippe, Kim, etc.). Merci au CRSH pour le soutien financier et à ma famille pour le soutien tout court. Merci pour tout, maman.

DÉDICACE

Pour toi, papa.

AVANT-PROPOS

Un mot d’abord sur les traductions. Il n’est pas rare, surtout dans le contexte académique, que des textes écrits dans une langue – le français, par exemple – intègrent certains passages en anglais, passant assez librement d’une langue à l’autre. Dans les cas où il n’existe pas de traduction des textes mobilisés, cette façon de procéder comporte l’avantage de demeurer parfaitement fidèle au texte d’origine. Il n’existe pas de meilleure façon de lire que de traduire, vous diront les traducteurs, mais je pense qu’il ne revient pas au lecteur de traduire et j’ai choisi d’alléger sa tâche. À moins d’indication contraire, toutes les traductions (de l’anglais vers le français et de l’espagnol vers le français) dans cette thèse sont de moi. Le traducteur Edmond Cary écrivait : « [l]es traducteurs vivent de la différence des langues, mais travaillent à la réduire » (cité dans Delisle, 2013, p. 151). Réduire la différence, réduire l’écart, rapprocher ; c’est la noble tâche de la traduction. Mais la traduction ne se contente pas de réduire l’écart entre les langues : elle rapproche et facilite l’accès à des littératures, à des connaissances, à des manières de voir et de concevoir le réel. Le travail de traduction permet, peut permettre à des événements silencieux d’avoir une voix, de s’exprimer dans une autre langue.

Il s’écrit, somme toute, très peu sur les deux cas que j’analyserai dans cette thèse. On le verra, la guerre de Corée est affublée du surnom « guerre oubliée », et en effet : elle est oubliée, négligée, trop souvent boudée – y compris, j’oserais dire, par les historiens de la Guerre froide. Dans cette thèse, j’aurai l’occasion de montrer qu’au sein même de cette guerre oubliée, on retrouve des « moments oubliés » : la mémoire des « massacres oubliés » commence à peine à réémerger et l’occupation américaine du territoire, de 1945 à 1948, demeure, pour une large part une « occupation oubliée » (on aura l’occasion de le voir dans les chapitres 4 et 5). *Traduire* signifie aussi, je le crois, permettre aux lecteurs et lectrices francophones de mieux comprendre le « cas coréen »¹, rendre ce récit – certains fragments à tout le moins – accessible au lectorat francophone. Le cas guatémaltèque est lui aussi trop peu étudié, à mon sens. À la manière de la Guerre de Corée qui est dans l’ombre de la Guerre du Vietnam, le coup guatémaltèque est souvent dans l’ombre du 11 septembre chilien, date du coup d’État qui mène au renversement du Président Salvador Allende. Il s’écrit peu, disais-je, sur ces cas et il s’écrit trop peu dans notre langue : ce

¹ Malheureusement, la pandémie de Covid-19 m’a contraint de faire le deuil d’un séjour de recherche en Corée, qui était prévu pour le mois d’avril de l’année 2020. Ce séjour aurait mené à des rencontres avec le professeur Kim Dong Choon, du Département de Sociologie et d’Anthropologie de l’Université de Séoul, connu également pour son travail au sein de la Commission de vérité et de réconciliation de Corée du Sud, créée en 2005 et dont il était un des membres permanents. Le travail de la Commission sera abordé dans cette thèse (chapitre 5).

sont les auteurs anglo-saxons qui forment le gros du corpus autour du cas guatémaltèque (Cullather, 1999 ; Gleijeses, 1991 ; Immerman, 1982 ; Schlesinger et Kinzer, 2005). Je présente ici un travail d'analyse qui est aussi un travail de traduction, une réexpression de cette littérature et de ces récits dans notre langue. J'ai cherché, dans ces traductions, à être le plus fidèle possible aux textes originaux, quitte à présenter ici des traductions plus littérales, peut-être moins élégantes, mais moins *risquées*.

Une remarque s'impose aussi quant à l'utilisation d'un terme qui reviendra à quelques reprises dans cette thèse : celui d'« hagiographie », auquel j'attribue peut-être un sens différent de celui qui est habituellement conféré à la notion. Cette utilisation s'inspire de Domenico Losurdo. L'historien et essayiste fournit la justification suivante : « J'utilise ce terme en lui attribuant une signification technique : il s'agit d'un discours entièrement centré sur ce qui, pour la communauté des hommes libres, est l'espace sacré restreint » (Losurdo, 2013, p. 333). L'explication n'est peut-être pas aussi convaincante que l'est la démarche de Losurdo. Sa *Contre-histoire du libéralisme* montre comment le récit du libéralisme qui s'est imposé a eu tendance à « sanctifier » les penseurs les plus représentatifs de ce courant de pensée, à faire le silence sur leurs propos encombrants, à enrober leurs écrits dans un tissu de mythes. Les canons de la pensée libérale – les libéraux *classiques* – sont ainsi présentés – parfois à juste titre – comme des promoteurs du progrès et de l'émancipation des formes despotiques de gouvernement. Mais on oublie que les penseurs phares du libéralisme ont défendu tour à tour liberté et asservissement, que les canons de la pensée libérale rejetaient à la fois la monarchie et la démocratie – on aura l'occasion de le voir au chapitre 2 (point 2.2.1) (Beard, 1913 ; Dupuis-Déri, 2013). Une étude attentive des textes suffit à en faire la démonstration.

Vu comme le « Père du libéralisme », non seulement John Locke (1632-1704) était-il actionnaire de la Royal African Company, célèbre compagnie de traite d'esclaves (un trait qu'il partage d'ailleurs avec Voltaire), mais il voyait en Spartacus un « 'agresseur' contre les 'richesses' et le pouvoir légitime » ; Locke n'hésitait pas à se porter à la défense des *workhouses* et préconisait le travail forcé des enfants pauvres dès l'âge de trois ans (Losurdo, 2013, p. 25, 43 et 99). Losurdo n'invente rien : le lecteur est invité à parcourir le *Draft of a Representation Containing a Scheme of Methods for the Employment of the Poor*, que John Locke publie en 1697 (Locke, 1993). Dans ce texte étonnant, Locke propose « [d']imposer la modération de la débauche [des pauvres] » (1993, p. 447), de « mettre à l'ouvrage » toutes les « mains paresseuses de l'Angleterre » et, pour ce faire, il recommande l'emploi de la force ; il suggère que « les vagabonds inactifs » soient pris en charge par des lois qui les contraindront à produire, qu'une « discipline

sévère » les y oblige (1993, p. 448-449). Pour ceux qui chercheraient à échapper à la discipline et à la rigueur du travail salarié, Locke propose une demi-servitude de trois ans ; pour qui est jugé coupable de contrefaçon : que lui soit coupé une oreille ; quant au récidiviste ? Locke recommande qu'on le contraigne de travailler sur une plantation dans les colonies (1993, p. 449). Dans ce texte méconnu, l'auteur du célèbre *Second traité du gouvernement civil*, incontournable de la pensée politique moderne, écrit : « Nous proposons humblement ces méthodes comme étant appropriées pour l'emploi des pauvres qui sont capables, mais ne veulent pas travailler » (1993, p. 451). Tout compte fait, la mère sera libérée d'un fardeau si ceux-ci sont mis à l'ouvrage (1993, p. 453) ; dans les *working-schools* où les enfants de familles pauvres et « oisives » seront envoyés, ils recevront non seulement une éducation morale et religieuse, mais également : une éducation sur la nécessité et les vertus de l'industrie (1993, p. 454-455) ². La contre-histoire de Losurdo fait émerger une violence niée dans le discours libéral dominant, *hagiographique* en ce sens. « Dire adieu à l'hagiographie », ce qui implique de reconnaître cette part de violence, est « la condition préliminaire pour aborder le terrain de l'histoire » (Losurdo, 2013, p. 385). C'est cette idée qui guide ma lecture et c'est ce qu'il faut garder à l'esprit dans cette thèse lorsqu'on verra apparaître la notion « d'hagiographie ».

Il faut penser, avec Losurdo – et dans une moindre mesure, avec Serge Guilbaut, qui fait aussi appel à la notion d'hagiographie³ – à un *désinvestissement* de l'histoire, de l'historiographie, à la faveur d'un récit

² Locke n'est pas le seul penseur libéral dont les appels à la « liberté » cohabitent de drôle de manière avec les appels à l'asservissement. Prenons par exemple Lord Acton (1834-1902), un penseur libéral « classique » que Friedrich Hayek range parmi les « meilleurs guides pour l'étude de certains problèmes contemporains » ; ces hommes, écrit Hayek, sont « d'une génération pour laquelle la liberté était encore un problème et une valeur à défendre » (Hayek, 1985, p. 255). Or, ce même Lord Acton soutenait la tentative de Sécession des États esclavagistes et voyait ce mouvement comme « [une] grande et authentique révolution libérale que les dirigeants du Sud sécessionniste ont voulu [...] promouvoir » (Losurdo, 2013, p. 343).

³ Dans son ouvrage *Comment New York vola l'idée d'art moderne* (1998), Guilbaut mobilise à plusieurs reprises la notion « d'hagiographie ». Dans cet ouvrage, c'est le récit sur l'art avant-gardiste américain – celui des critiques d'art comme Clement Greenberg, qui a joué un rôle important dans le succès et la reconnaissance institutionnelle de l'expressionnisme abstrait de Jackson Pollock ou Mark Rothko – qui est présenté comme une « hagiographie » (Guilbaut, 1998, p. 17). Cette hagiographie repose sur le mythe d'un art présenté – par les critiques ou les artistes – comme « apolitique ». Je suis d'accord avec Guilbaut sur ce point : « cet art qui se voulait foncièrement apolitique devint grâce à cela même un puissant outil politique » (Guilbaut, 1998, p. 245). Guilbaut soutient que cette « dépolitisation » de l'art fait en fait écho au recentrement idéologique qui s'impose dans l'après-guerre – et qui a beaucoup à voir avec le maccarthysme, comme j'aurai l'occasion de le montrer. Guilbaut soutient que « [...] le succès sans précédent de l'avant-garde américaine [...] repose [...] sur des raisons esthétiques et formelles, mais également, et peut-être même davantage, sur des raisons, disons, d'écho, idéologiques » (Guilbaut, 1998, p. 8). Si l'avant-garde est parvenue à s'imposer, c'est parce que « son travail et l'idéologie qui le sous-tendait, distillée dans les écrits des

tronqué, défigurant à la fois la pensée libérale et les autres traditions de pensée. Le libéralisme a ainsi tendance à s'appropriier les « progrès » qui sont pourtant issus « [de] l'action de mouvements politiques et sociaux auxquels le libéralisme s'est fréquemment et durement affronté » (Losurdo, 2013, p. 384) alors que, du même élan, sa propre violence est niée, occultée.

Une telle hagiographie de la guerre froide existe : dans le champ des relations internationales (R.I.) elle peut prendre la forme du mythe d'un équilibre « pacifique » des puissances, comme le conçoivent les néoréalistes ou d'une soi-disant « paix par le commerce », comme celle à laquelle réfèrent les institutionnalistes néolibéraux. Cette hagiographie tend à nier le rapport entre économie de marché et coercition ; toute violence est présentée comme *exogène* au libéralisme, elle est *endogène* aux idéologies socialisantes – on en aura une illustration très claire dans le chapitre 3 de cette thèse, lorsque sera abordée la lecture de Jacob L. Talmon, qui voit en la pensée de Rousseau l'origine d'une *démocratie totalitaire* (Talmon, 1966). Les revendications des succès du capitalisme posées par un Hayek ou un Friedman ne fonctionnent pas différemment : l'accumulation inégalée de richesses, le confort atteint par les sociétés occidentales est donc attribué au seul succès du capitalisme (voir Hayek sur cette question) ; les échecs, aux pressions des mouvements exogènes. « Il est clair qu'avec de tels hymnes, on abandonne le terrain de l'historiographie pour monter au ciel de l'hagiographie » (Losurdo, 2006, p. 84).

peintres comme dans leur imagerie, coïncidèrent assez précisément avec l'idéologie qui vint à dominer la vie politique après les élections présidentielles de 1948 » (Guilbaut, 1998, p. 11-12).

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
DÉDICACE.....	iii
AVANT-PROPOS	iv
LISTE DES FIGURES.....	xii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xiii
RÉSUMÉ	xiv
ABSTRACT	xv
INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1. SOUS LA SURFACE VISIBLE DE « L'ÉCONOMIQUE »	23
CHAPITRE 1 L'HISTOIRE COMME EXCAVATION	24
1.1 De la surface à l'arrière-plan du capitalisme	26
1.1.1 Premier déplacement épistémique : rendre visible l'exploitation invisible	28
1.1.1.1 Les mécanismes d'occultation de la coercition capitaliste.....	32
1.1.2 Deuxième déplacement épistémique : la violence qui présuppose la « sourde pression des rapports économiques ».....	39
1.1.2.1 Écrire l'histoire du capitalisme, c'est <i>dénaturaliser</i> le capitalisme	41
1.1.2.2 Récit de surface des échanges, récit sous-jacent de l'accumulation.....	44
1.2 De l'abstraction au concret, de la surface à l'Histoire	47
1.2.1 Fétichisme et accumulation : fonction de synthèse et rapport dialectique.....	48
1.2.2 L'Histoire démasque les fétiches.....	52
CHAPITRE 2 EMPIRE VISIBLE ET EMPIRE INVISIBLE.....	56
2.1 La spécificité de l'impérialisme capitaliste	60
2.1.1 Ellen Meiksins Wood : l'impérialisme capitaliste comme disjonction de l'économique et du politique.....	60
2.1.2 La contribution de David Harvey : l'impérialisme capitaliste comme <i>invisibilisation de la domination</i>	63
2.2 « Sous la volatilité et la turbulence de la surface » ou le déni d'impérialisme comme récit de surface	67
2.2.1 Charles A. Beard : l'attaque frontale au mythe de la puissance par dépit	69
2.2.2 William Appleman Williams : la persistance d'un impérialisme informel	74
2.2.3 Conclusion : la persistance de l'Empire capitaliste américain.....	86
CHAPITRE 3 LA JEUNE GUERRE FROIDE (1947-1954) :	88

L'INVISIBILISATION DE L'EMPIRE COMME FONCTION DE L'IMPÉRIALISME CAPITALISTE.....	88
3.1 Défitichiser les concepts de la Guerre froide	91
3.1.1 La notion de « Guerre froide » obscurcit la violence de l'impérialisme capitaliste.....	91
3.1.2 L'anticolonialisme est un impérialisme	93
3.1.3 La notion « d'endiguement » dissimule le caractère expansif de l'empire	94
3.1.4 L'instrumentalisation de l'anticommunisme : invisibiliser le socialisme historique	96
3.1.5 La notion de « totalitarisme » comme arme idéologique – qui remplit elle aussi une fonction instrumentale	99
3.1.5.1 Friedrich A. Hayek : <i>La route de la servitude</i> comme arme idéologique	101
3.1.5.2 Jacob L. Talmon : démocratie libérale contre démocratie « totalitaire »	103
3.2 Des fondements politiques de la Guerre froide à la « disparition » du politique.....	108
3.2.1 Le début de la Guerre froide : 1947, année décisive.....	110
3.2.2 La doctrine Truman comme <i>fondement politique</i>	112
3.2.3 Le plan <i>économique</i> comme extension de la doctrine <i>politique</i>	114
3.2.4 Les <i>visées politiques</i> dissimulées sous la surface du plan d'aide économique.....	116
3.2.5 Préparer la guerre (<i>sans la craindre</i>)	119
3.2.6 La présidence de Dwight D. Eisenhower : présence du clandestin	122
PARTIE 2. L'HISTOIRE COMME EXCAVATION : RÉVÉLER L'INVISIBLE, DÉTERRER LE POLITIQUE	128
CHAPITRE 4	129
LA « LONGUE GUERRE DE CORÉE » (1945-1950) :	129
DE LA GUERRE OUBLIÉE À L'OCCUPATION OUBLIÉE.....	129
4.1 Guerre oubliée, souffrances invisibles.....	131
4.1.1 La Corée : de colonie à pays divisé	133
4.1.1.1 Le colonialisme japonais (et sa persistance) : 1910-1945	134
4.1.1.2 La partition : premier geste d'endiguement	136
4.2 De la guerre oubliée à l'occupation oubliée (1945-1948) : faire apparaître le rôle impérial des États- Unis en Corée.....	138
4.2.1 L'érection d'un rempart au communisme.....	140
4.2.2 Propriété terrienne et consolidation du pouvoir étatique	143
4.2.3 Le rempart s'incarne. Il se nomme Syngman Rhee	145
4.3 Le début de la guerre de Corée... ou sa continuité.....	147
4.3.1 Les Résolutions du Conseil de Sécurité	148
4.3.2 « Aggression non provoquée », « surprise » ?	150
4.3.3 L'offensive du 25 juin 1950 : une guerre « par invitation » ?	155
CHAPITRE 5 LA « COURTE GUERRE DE CORÉE » (1950-1953) :	158
DE LA VIOLENCE IMPÉRIALISTE OUBLIÉE À L'ÉMERGENCE DU CLANDESTIN.....	158
5.1 Survol des grandes périodes de la courte guerre de Corée.....	160
5.1.1 L' <i>offensive</i> du Nord, le repli du Sud.....	160
5.1.2 La « guerre pour le Nord » : la constance de l' <i>expansion</i>	161

5.1.3	« L'impasse » et l'imprécision des « bombardements de précision »	163
5.2	L'invisibilisation des violences (les politicides invisibles)	165
5.2.1	Le massacre de No Gun Ri	166
5.2.2	No Gun Ri : la règle qui infirme le caractère exceptionnel	169
5.2.3	Daejon, juin-juillet 1950. La « fabrication d'un massacre »	172
5.3	Le « lavage de cerveau » comme <i>explanans réactif</i>	173
5.3.1	L'invention de la notion de <i>brainwashing</i> (le constat de ses potentialités instrumentales)....	174
5.3.2	Des confessions au mythe du <i>brainwashing</i>	175
5.3.3	Conclusion	180
	CHAPITRE 6 SOUS LE FÉTICHE DE LA BANANE : GÉNÉALOGIE DU COUP DE 1954	182
6.1	Les « républiques de bananes » comme dissimulation du politique	186
6.1.1	L'émergence de la compagnie-pieuvre	187
6.1.2	La création de la banane-fétiche	188
6.1.3	Contre-récit de la banane : la sueur et le sang des travailleurs	190
6.1.3.1	Violence historique de la banane-marchandise : le massacre des bananeraies (1928)	191
6.1.3.2	Jorge Eliécer Gaitán : résurgence du récit de la violence, violence du récit impérial	193
6.2	Le Guatemala, archétype des républiques bananières	195
6.2.1	Peuple invisible, violence invisible	196
6.2.2	Jorge Ubico, Napoléon d'Amérique centrale (1931-1944)	199
6.2.2.1	Structure de classes et question ethnique sous Ubico	200
6.2.2.2	Ubico : partisan de l'endiguement avant l'heure	202
6.3	De la révolution de 1944 au coup d'État de 1954	203
6.3.1	L'éveil politique : le printemps 1944	204
6.3.2	Le socialisme spirituel de Juan José Arévalo	206
	CHAPITRE 7 LE COUP DE 1954 : L'EMPIRE CLANDESTIN	211
7.1	Le Guatemala et l'Empire	213
7.1.1	Dwight D. Eisenhower : priorité à la clandestinité	214
7.1.2	La présidence d'Arbenz : la turbulence sous la surface (1950-1954)	217
7.1.3	Le déclencheur des tensions : liquider la « propriété féodale »	218
7.1.4	« Bourgeois réformiste » ou « communiste » ? « Communisme » ou « maccarthysme » ?	221
7.2	Le Guatemala comme « zone test » : l'opération PBSuccess	224
7.2.1	La diplomatie à la rescousse des opérations clandestines	225
7.2.2	L'offensive des paramilitaires – et la main dissimulée de l'Empire	227
7.2.3	La propagande – le Guatemala comme élément du tout de la Guerre froide	229
7.2.3.1	Détour par la question de la « Guerre froide culturelle »	229
7.2.3.2	Le Congrès pour la liberté de la culture (<i>Congress for Cultural Freedom</i>)	231
7.2.3.3	L'opération de perturbation au Guatemala	233
7.2.3.4	Générer un chaos (réel ou imaginaire)	239
7.3	Conclusion partielle : PBHistory ou l'importance du contrôle sur le récit	242
	CONCLUSION	246

ANNEXE A LE RÔLE DE LA CIA DANS LE RENVERSEMENT D'ARBENZ	259
ANNEXE B LE RÔLE DE LA CIA DANS LE RENVERSEMENT D'ALLENDE.....	260
ANNEXE C LE MÉMORANDUM DE RICHARD HELMS : « MAKE THE ECONOMY SCREAM”	261
BIBLIOGRAPHIE	262

LISTE DES FIGURES

Figure I-1. *Cauchemar de guerre, rêve de paix*, de Diego Rivera (1952)

Figure I-2. Le *Daily Worker* du 5 octobre 1950 (gauche) ; détail de *Cauchemar de guerre, rêve de paix* (droite).

Figure 2-1. John Samuel Pughe, « Putting his foot down », lithographie couleur..... 80

Figure 4-1. *Massacre en Corée*, de Pablo Picasso (1951)..... 129

Figure 6-1. *Glorieuse victoire*, Diego Rivera (1954)..... 182

Figure 7-1. La page couverture du *Time* de juin 1954. 237

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AFL-CIO : American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations

BBC : British Broadcasting Corporation

CIA : Central Intelligence Agency

HUAC : House Un-American Activities Committee

FBI : Federal Bureau of Investigation

FPL : Frente Popular Libertador

FUPA : Frente Unido de Partidos Arevalistas

MoMA : Museum of Modern Art (New York)

NSC : National Security Council

OEA : Organisation des États Américains

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PDC : Parti Démocratique de Corée

PGT : Partido Guatemalteco del Trabajo

PNC : Police Nationale Coréenne

TSS : Technical Services Staff

UFC : United Fruit Company

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

USIA : United States Information Agency

RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur le caractère impérialiste de la politique étrangère américaine dans les premières années de la Guerre froide. La première partie de cette thèse est théorique : ma démarche s'inscrit dans le champ de la sociologie politique d'inspiration marxiste – une sociologie marxiste non orthodoxe et non dogmatique, néanmoins, et profondément sensible à l'histoire. Ma relecture du *Capital*, montre que les nombreuses métaphores visuelles mobilisées par Marx et l'opposition entre une surface visible (*économique*) et un fonds invisible (*politique*) remplissent, dans cette œuvre tardive, un rôle essentiel et une fonction structurante qui relève de la méthode élaborée par Marx et qu'on ne peut se permettre d'escamoter. Je montre que le philosophe présente un plaidoyer favorable à une approche sociohistorique qui permet de creuser sous la surface visible, afin de faire émerger un récit enfoui, lequel pointe vers le rôle et la contribution essentiels du politique dans l'émergence du capitalisme. Cette relecture de Marx inspire mon analyse de l'impérialisme américain qui émerge dans les premières années de la Guerre froide (1947-1954). Je suggère que le « succès » de cet impérialisme capitaliste repose sur sa capacité à « faire disparaître » le rôle et la contribution du politique, de l'État ainsi que la violence qui sont nécessaires à la mise en place d'un marché global, cela par la construction d'un récit tronqué, le recours au clandestin ou l'instrumentalisation de notions remplissant une fonction stratégique. Dans la deuxième partie de cette étude, je présente une analyse comparative de deux interventions américaines dans les débuts de la Guerre froide : un conflit « ouvert » (*overt*), la guerre de Corée (1950-1953) et une intervention « clandestine » (*covert*), le coup d'État de 1954, au Guatemala. Dans ma présentation du cas coréen, je cherche à démontrer que le « miracle » sud-coréen n'est que *superficiellement* économique, qu'il a tout à voir avec la politique et l'empire américain. Quant à la « débâcle » du Guatemala, je rejette l'idée que ce sont des défaillances endogènes qui expliqueraient les insuccès de ces soi-disant « républiques de bananes ». En recourant à l'histoire, ma thèse suggère que le « succès » de la Corée du Sud et les « insuccès » du Guatemala sont indissociables de l'empire américain, ils sont en fait (géo)politiquement constitués et que c'est, précisément, en dissimulant la contribution du politique et de l'empire dans l'orchestration de succès et d'échecs politico-économiques que les États-Unis se sont constitués en un empire proprement capitaliste.

Mots clés : impérialisme capitaliste, sociologie marxiste, Guerre froide, guerre de Corée, coup d'État, Guatemala, opérations clandestines.

ABSTRACT

This thesis focuses on the imperialist nature of American foreign policy in the early years of the Cold War. The first part of this thesis is theoretical: my approach could be described as Marxist-inspired political sociology. It is a non-orthodox and non-dogmatic Marxist sociology, nevertheless, deeply sensitive to an historical approach. My rereading of Marx's *Capital* intends to show that the numerous visual metaphors mobilized by Marx and above all, the opposition between a visible surface (*economic*) and an invisible background (*political*) fulfill an essential role and a structuring function that is part of the method elaborated by Marx and that we cannot ignore. I show that the philosopher makes a case for a socio-historical approach that allows one to dig beneath the visible surface to bring out a buried narrative that points to the essential role and contribution of politics in the emergence of capitalism. This re-reading of Marx informs my analysis of the American imperialism that emerged in the early years of the Cold War (1947-1954). I suggest that the "success" of this capitalist imperialism rests on its ability to "make disappear" (through the construction of a false narrative, the use of covert operations, or the instrumentalization of notions – like totalitarianism – with a strategic function) the role and contribution of the political and the state as well as the violence that are necessary for the establishment of a global economy. In the second part of this thesis, I present a comparative analysis of two American interventions in the early Cold War: an "overt" conflict, the Korean War (1950-1953), and a "covert" intervention, the 1954 coup in Guatemala. In my presentation of the Korean case, I will try to show that the South Korean "miracle" is only superficially economic, that it has everything to do with politics and the American empire. As for the Guatemalan "debacle", I reject the idea of endogenous deficiencies to explain the failures of these so-called "banana republics". By resorting to history, my thesis suggests that the "success" of South Korea and the "failure" of Guatemala are inseparable from the American empire, they are in fact (geo)politically constituted and that it is precisely by concealing and silencing the contribution of politics and empire in the orchestration of political-economic successes and failures that the United States has constituted itself into a properly capitalist empire.

Keywords: capitalist imperialism, Marxist sociology, Cold War, Korean War, coup d'État, Guatemala, covert operations.

INTRODUCTION

La séparation de l'économique et du politique est un élément caractéristique du capitalisme et, à l'avis d'Ellen Meiksins Wood : « [c]ette séparation 'structurelle' peut, en effet, être le mécanisme de défense le plus efficace dont dispose le capitalisme » (Wood, 2000, p. 20). Cette idée est au cœur de cette thèse. Je chercherai toutefois à montrer qu'il ne s'agit pas simplement d'un « mécanisme *de défense* » (bien que je comprends parfaitement en quel sens Wood emploie cette expression). On verra que les États-Unis ont, dans les débuts de la Guerre froide, mobilisé ce mécanisme dans une optique *offensive*. Que, précisément, il s'est agi d'*invisibiliser le politique et la violence politique nécessaire à la mise en place d'un capitalisme globalisé*. Je prie le lecteur de bien vouloir m'accompagner, en guise de préambule, dans un bref détour par les arts, qui présente une belle illustration de la dynamique que je cherche à cerner et des transformations à l'œuvre durant la période analysée ici (1945-1954).

Alors que la Guerre froide impose rapidement son rythme, Pablo Picasso et Diego Rivera, hier encore les hauts-représentants de l'avant-garde artistique des années 1930 et 1940, apparaissent comme les « dinosaures » d'une époque révolue : leur art semble tout d'un coup avoir perdu de son attrait, il ne correspond plus tout à fait aux critères esthétiques de l'époque. On assimile leurs œuvres à de l'agit-prop, on les accuse (parfois avec raison) d'être trop didactiques, de s'enliser dans des œuvres militantes et « politiques » que la culture américaine triomphante s'efforce de taire. L'heure est à l'art « apolitique » : les critiques d'art américains (Clement Greenberg en tête) sont à l'avant-plan de l'histoire de l'art qui s'écrit ; ils n'en ont que pour l'expressionnisme abstrait de Pollock ou Rothko ; le pôle artistique se déplace progressivement de Paris vers New York (le *Museum Of Modern Art* devient le principal diffuseur de l'avant-garde artistique) (Guilbaut, 1998). C'est cet art « apolitique », que Nelson Rockefeller qualifiera de « peinture de la libre-entreprise » (Saunders, 2003, p. 265-266), qui s'impose désormais. Les changements dans le monde des arts font écho aux transformations dans l'ordre géopolitique : alors que le même Rockefeller exigeait en 1935 le retrait du visage de Lénine d'une œuvre murale de Diego Rivera (peinte dans l'enceinte du Rockefeller Center, à New York) c'est la présence de Franklin Delano Roosevelt dans une murale à San Francisco qui, en 1947, crée un tollé. Après de vifs débats au Congrès, Anton Refreiger sera prié de retirer FDR de sa murale (Guilbaut, 1998, p. 254).

C'est dans ce contexte que Picasso peint *Massacre en Corée*, en 1951. Diego Rivera, lui aussi sensible aux événements de son temps, choisit également de prendre position contre la guerre qui déchire la péninsule

coréenne : le muraliste accouche de *Cauchemar de guerre, rêve de paix*. Le tableau de Picasso sera boudé par les musées et discrédité par les critiques d'art. *Cauchemar de guerre, rêve de paix* est aujourd'hui disparue.

Cauchemar de guerre, rêve de paix : la violence capitaliste disparue

Figure I-1. *Cauchemar de guerre, rêve de paix*, de Diego Rivera (1952)



Tiré de Coffey, 2012, p. 58-59.

Cauchemar de guerre, rêve de paix est une murale transportable de Rivera (une technique développée par le maître mexicain) de dimensions respectables. Le caractère didactique, voire propagandiste de l'œuvre est saisissant.

En arrière-plan, on entrevoit des scènes d'une rare violence : un champignon résultant d'une explosion atomique et des flammes tapissent le fond ; juste devant, on aperçoit un peloton d'exécution, des hommes sur une potence, une scène de crucifixion. À droite, un soldat utilise un chat à neuf queues pour fouetter des captifs. À l'extrémité de la murale, une ville qui représente sans doute Mexico. Sur un des édifices apparaît l'inscription *Cine Maya*, peut-être une référence au rapport qu'entretient le Capital avec les cultures locales, autochtones (un thème récurrent chez Rivera ; dans le cas du Mexique : sa réappropriation et la destruction des cultures maya et aztèque). À l'avant-plan, on reconnaît aisément Frida Kahlo, en fauteuil-roulant. Elle s'affaire à recueillir des signatures pour une pétition. Les personnages à l'avant, femmes et enfants de divers origines ethniques, semblent tous affairés à cette même entreprise : recueillir ou signer la pétition. Il s'agit d'une référence à l'Appel de Stockholm, lequel exigeait l'abolition

définitive des armes nucléaires, la fin de la guerre de Corée et qui eut un écho considérable à l'époque – le texte aurait recueilli l'appui de 2,5 millions d'Américains, alors même que les États-Unis étaient plongés dans le maccarthysme et la Deuxième Peur rouge (Eperjesi, 2015). À l'avant-plan, on voit un homme interpellé un travailleur, qui porte péniblement une charge sur son dos. Un autre, élancé et vêtu d'une salopette de travail, tend, de la main droite, une pétition. De la gauche, il pointe vers l'extrémité gauche du tableau, où apparaissent les figures bienveillantes de Joseph Staline et Mao Zedong. Staline tend une colombe et un Traité de paix aux figures allégoriques nationales qui représentent les puissances « impérialistes occidentales » : Oncle Sam (États-Unis), John Bull (Angleterre) et Marianne (France). L'œuvre, comme le note Mesch, est « si explicite dans sa condamnation de la politique étrangère américaine [voire occidentale] qu'elle en est grossière » (Mesch, 2014, p. 28-29). On comprend aisément qu'un membre influent du Conseil Mondial de la Paix, une initiative soviétique comme on le verra, ne voyait pas « d'arrière-plan [...] plus approprié pour toute véritable délibération sur la paix » (Leow, 2017) que la reproduction en noir et blanc de cette murale : elle fut projetée sur un mur, au dernier jour de la Conférence d'Asie-Pacifique de Pékin, en octobre 1952.

Le récit du parcours de l'œuvre ne manque pas de rebondissements : chargé par le gouvernement mexicain, en 1951, de réaliser une peinture murale, Rivera soumet seulement le titre de l'œuvre à venir, sans indication quant au contenu. En théorie, l'œuvre sera envoyée à Paris dans le cadre d'une exposition itinérante sur l'Art mexicain, elle voyagera ensuite vers Stockholm et Londres. Avant cela, elle doit être exposée à l'Institut National des Beaux-Arts de Mexico (INBA), où Rivera, installé au troisième étage, confectionne le tableau, à la vue du public. Mais voyant la tournure que prend l'œuvre, le Directeur de l'INBA annonce (26 février 1952) que le tableau ne sera pas exposé en France. Il relève « des accusations sérieuses de nature politique contre un certain nombre de nations étrangères dont les gouvernements entretiennent des relations amicales avec le nôtre » (Tibol, 2007, p. 256).

Rivera conteste cette décision dans une lettre envoyée deux jours plus tard au Directeur de l'Institut National : il s'agit bel et bien, plaide-t-il, d'une œuvre pour la paix, « contre l'utilisation d'armes nucléaires » ; la « belle Marianne » est une « figure populaire et chérie du peuple » français, justifie-t-il ; le muraliste se permet même quelques incartades, pour justifier la présence de l'Oncle Sam (pistolet, sac d'argent et Sainte-Bible en main) : l'Oncle Sam n'affirme-t-il pas « sur tous les tons et par la bouche de tous ses officiers qu'il se bat pour la démocratie, la liberté, la paix et la civilisation chrétienne » ? ; voilà

pourquoi, justifie Rivera, il tient dans sa main droite « et comme il se doit, un revolver pour défendre ses objectifs » (Tibol, 2007, p. 258).

Le 14 mars 1952, le Directeur de l'INBA réitère son opposition : si elle demeure inchangée, la toile ne peut tout simplement pas être exposée à Paris. L'œuvre « exalte les hommes d'État soviétiques » rappelle-t-il, tout en rabaisant des symboles de la France, de l'Angleterre et des États-Unis : il « ne peut échapper à votre bon sens », écrit le Directeur, qu'il pourrait être offensant pour ces nations amies, que le gouvernement du Mexique expose une telle œuvre au Palais des Beaux-Arts... un « édifice public », rappelle-t-il (Tibol, 2007, p. 259-260). Les événements prennent ensuite l'allure d'un thriller policier : le soir-même, à 22h30, un groupe pénètre dans l'enceinte de l'INBA, découpe le cadre, puis retire le tableau. L'INBA évoque d'abord le vol du tableau (une version des faits que Rivera qualifie de « stupide » et « insoutenable »), mais on revient ensuite sur cette version des événements ; l'INBA confirme avoir agi à la demande « d'instances supérieures » (Tibol, 2007, p. 60-61). Outré, Rivera convoque la presse deux jours plus tard. Il voit dans cette décision le résultat de la « pression constante », sur le gouvernement mexicain, de « l'impérialisme anglo-saxon ». L'artiste réclame que son œuvre lui soit rendue. Le *Daily Worker* rapporte la nouvelle le 23 mai 1952 : *Peace Mural Banned*, titre la publication socialiste. Le caractère offensant de l'œuvre est souligné par Lloyd Goodrich, Directeur associé du *Whitney Museum*, qui dans une lettre envoyée en avril 1952 au Président de la *American Federation of Art*, écrit : « [u]n tel tableau représente une œuvre de pure propagande politique et, en tant que telle, n'a pas sa place dans une exposition gouvernementale envoyée à l'étranger » (cité dans Frascina, 1993, p. 88). C'est seulement en mai 1953 que Rivera récupère le tableau (Tibol, 2007, p. 262). L'œuvre serait ensuite vendue par l'artiste à la Chine. Enroulée dans un large tube métallique, elle quitte le Mexique le 30 juillet 1953. Elle voyage par voie maritime, en direction de la Tchécoslovaquie. Puis on perd la trace du gigantesque murale transportable. L'œuvre a tout simplement disparue.

Tout a pourtant été fait dans les règles, assure Rivera dans une lettre adressée à Jean Laffitte, Secrétaire du Conseil Mondial de la Paix, et datée du 5 septembre 1954. L'artiste est « authentiquement préoccupé » par la situation, selon Tibol, il ne voit « aucune raison » pour quelque irrégularité que ce soit ; la seule chose qui pourrait expliquer la disparition du tableau, assure Rivera c'est une « action *illégale et clandestine* » (Tibol, 2007, p. 262, l'italique est de moi). Ce n'est pas la seule œuvre envoyée vers l'Europe de l'Est par Rivera dont on perd alors la trace. L'autre œuvre, autre murale transportable, dépeint

justement une action clandestine menée par les États-Unis. *Glorieuse Victoire* (1954)⁴ critique le rôle des États-Unis dans le coup d'État qui renverse le Président Jacobo Arbenz en 1954. Les deux tableaux de Rivera tombent dans l'oubli pendant près d'un demi-siècle.

Puis, le 2 mars 2000, le quotidien mexicain *La Jornada* prétend que *Cauchemar de guerre, rêve de paix* a été relocalisée. Elle ferait partie de la collection du Musée Pouchkine, à Moscou (Audiffred, 2000). Raquel Tibol (l'historienne d'art qui nous informait du parcours de l'œuvre) attribue cette découverte à l'investigatrice, auteure et historienne d'art allemande Cristina Burrus. Celle-ci refuse de commenter. *Associated Press* commente l'affaire le 6 mars 2000 ; un article publié dans les pages du *Miami Herald* rapporte des propos échangés entre le Directeur de l'INBA, Manuel Estrada, et *La Jornada* (Rice, 2000). Quelques jours plus tard, *La Jornada* publie le compte-rendu d'une entrevue réalisée par un correspondant du journal avec Mikhail Kamensky, sous-directeur du Musée Poushkine. « Kamensky : Burrus et l'INBA mentent sur l'œuvre de Rivera », titre le journal (Duch, 2000). La scène qui est décrite dans les pages du journal relève presque du burlesque : Kamensky dément d'abord vigoureusement que l'œuvre fait partie de la collection du Musée : il s'agit d'un « grossier mensonge » (*una mentira descomunal*), assure-t-il, et il qualifie même de « stupide » la version des faits du périodique. Mais il confirme néanmoins qu'une autre murale amovible intègre effectivement la collection du Musée. C'est ainsi que *Glorieuse Victoire* refait surface. L'œuvre dort toujours – aux dernières nouvelles – dans le sous-sol du musée moscovite, enroulée dans un grand tube métallique – Cristina Burrus affirmait également l'avoir vue dans la collection du Musée. Je reviendrai en temps et lieu (chapitre 6, infra) sur ce tableau qui présente avec force détails les acteurs du coup d'État orchestré par le Renseignement américain. Avec quelques variantes, le récit ponctue l'actualité de la dernière décennie ; d'autres éléments d'informations, de nouvelles spéculations s'ajoutent. Mais on ne peut savoir avec certitude ce qu'il est advenu de *Cauchemar de guerre, rêve de paix*, qui demeure à ce jour introuvable⁵.

⁴ Le terme « glorieuse victoire » réfère à la phrase prononcée par John Foster Dulles, le 30 juin 1954, soit : le lendemain du coup (Toriello, 1955, p. 9).

⁵ Kamensky prétend que c'est à Varsovie que l'on aurait aperçu le tableau pour la dernière fois. Une version plus plausible envoie l'œuvre à Pékin, plutôt qu'à Moscou – c'est d'ailleurs cette piste que suivait depuis quelques années le gouvernement mexicain (Dellios et Travkina, 2004). Xing Xiaosheng, critique d'art chinois présenté comme un « expert » par le *Chicago Tribune* assure de son côté que l'œuvre a été détruite pendant la Révolution culturelle en Chine (Dellios et Travkina, 2004). Les spéculations autour des raisons sont nombreuses ; on prétend par exemple que Mao aurait pu être vexé d'être « dans l'ombre » de Staline dans le tableau. Mais cette version est contestée

Picasso nommait rarement ses œuvres, mais il a pris soin de nommer le dernier tableau d'une trilogie anti-guerre : *Massacre en Corée* (1951) (voir figure 4.1), c'est le titre retenu par le Maître pour cette œuvre critique de l'intervention américaine en Corée. Celle-ci est dans l'ombre des autres tableaux de cette trilogie : *Guernica* (1936), un des tableaux les plus marquants du 20^e siècle et *Le Charnier* (1944-1946), conservé au Museum of Modern Art de New York, que les critiques d'art (américains, à tout le moins) accueilleront beaucoup plus chaleureusement⁶. L'œuvre physique n'a pas disparue. Elle est conservée au Musée Picasso, à Paris, vieille capitale de l'Art moderne. Mais à l'image de la guerre de Corée, que les historiens appellent communément la « guerre oubliée », *Massacre en Corée* « a été passée sous silence, voire oubliée » (Keene, 2017, p. 80). Les critiques d'art qui jugeaient bon de commenter l'œuvre ont, dans les années 1950, formulé des jugements extrêmement sévères, autant sur le tableau que sur l'artiste, qui ont sans doute contribué à en faire un tableau peu connu, *invisible*.

Exposée au Salon de mai de Paris en 1951, la composition de l'œuvre s'inspire du célèbre *Tres de mayo*, de Francisco Goya. À la droite du tableau, on aperçoit un groupe de soldats, vêtus d'armes et d'étranges cuirasses. Sous leurs armures, les soldats sont dénudés. Aucune expression ne se lit sur leurs visages. Ils portent des armes futuristes, surréelles (le canon de certaines d'entre elles se subdivise en trois branches), pointées dans la direction opposée. À l'extrémité droite, un militaire semble donner l'ordre de

notamment par des membres de la famille de Rivera. *La Jornada*, qui avait d'abord révélé l'affaire au grand public, signe un article le 13 juillet 2006 dans lequel le journal affirme avec « certitude » que l'œuvre a été détruite en Chine : « vraisemblablement pendant la révolution culturelle » (Vargas, 2006). L'information est confirmée par Carlos Philips Olmedo, Directeur du Musée Dolores Olmedo Patiño, qui possède une importante collection des œuvres de Rivera. Elle est présentée comme *définitive* par le journal qui avait, le premier, révélé la « découverte » de l'œuvre et entamé des recherches. Mais le suspense demeure : le journal *El Universal* affirme en avril 2007 que l'œuvre de Rivera pourrait se trouver... au Mexique (Agencia EFE, 2007). Raquel Tibol assure de son côté qu'une vente a bel et bien eu lieu entre Rivera et le gouvernement chinois, mais que l'œuvre n'est jamais arrivée à destination (Agencia EFE, 2007). Dans un article publié en novembre 2007 par *Le Monde*, on rappelle que Tibol demeure « convaincue que l'œuvre n'est jamais parvenue à Pékin » et que Christina Burrus n'a toujours pas démenti l'avoir vue en 1999 – elle prétend même avoir en sa possession une photo de l'œuvre (Stolz, 2007).

⁶ Clement Greenberg, le célèbre historien d'art américain, avait qualifié *Guernica* d'œuvre « hors-propos » et « réactionnaire » qui faisait « penser à un fronton portant une scène de bataille, qui serait passé sous un rouleau compresseur en mauvais état » (cité par Hilton, 1996, p. 246). Il sera beaucoup plus généreux à l'égard de ce tableau : « [...] dans *Le Charnier*, Picasso apporte aussi une correction spécifique à la couleur du tableau précédent (*Guernica*) en introduisant un bleu gris pâle parmi les noirs, les gris et les blancs. Ce qui permet [...] de donner au second tableau [de la trilogie] plus de respiration » ; en ce qui a trait au caractère incomplet de l'œuvre, il semble que cet élément enchante Greenberg : « le tableau a été fini et mené à terme en étant laissé inachevé (Hilton, 1996, p. 62-63).

faire feu. Son corps est tourné dans la direction opposée – sans doute un clin d’œil à l’impossibilité du libre-arbitre, en contexte de guerre, à l’autorité absolue du commandement. Il pointe son épée (souligne-t-elle le caractère intemporel de la guerre?) en direction d’un groupe de civils, à l’extrémité gauche du tableau. Ce groupe est composé de femmes et d’enfants. Tous sont nus. Parmi les visages distordus (par la peur? l’angoisse?), le regard d’une jeune fille perce la toile. Elle se tient, impassible, le visage innocent, la main posée sur le cœur. Un enfant s’accroche à elle, alors qu’à ses pieds, un bébé joue, inconscient du danger. À l’extrême gauche de ce groupe, un enfant dissimule son visage ou cherche le réconfort sous le bras de sa mère. Judith Keene résume : « La scène est saturée de violence masculine. Les deux moitiés de la toile délimitent les inégalités de pouvoir saisissantes entre la victime féminine et l’agresseur masculin » (Keene, 2017, p. 82). En arrière-plan, on aperçoit des ruines, peut-être celles d’un pont. Un cours d’eau grisâtre s’estompe vers le bas du tableau, sous le pied surdimensionné du militaire le plus à gauche, qui outrepassa ou fait fi de cette limite physique (métaphore d’une limite morale franchie par les militaires?). Aucun indice n’est fourni quant à l’emplacement de la scène – le titre inscrit toutefois clairement les événements en Corée. *Massacre en Corée* ne convaincra pas les esthètes soviétiques (les communistes auraient espéré une œuvre plus didactique, dans la lignée du réalisme socialiste ; on devine l’irritation soviétique vis-à-vis l’anonymat des bourreaux⁷). Mais c’est en Occident, et plus particulièrement aux États-Unis que les jugements sur l’œuvre seront les plus sévères.

Ce n’est pas d’hier que Picasso opte pour des sujets engagés : depuis le thème retenu jusqu’aux circonstances de sa réalisation, sa célèbre *Guernica*, un tableau qui donne une prégnance et une portée à des événements historiques niés par les fascistes, dans un contexte de saturation propagandiste, est une œuvre hautement *politique*⁸. Son auteur prend clairement parti pour les Républicains, opposés

⁷ « [L’œuvre] fut un échec, son côté politique n’étant perçu par personne », résume Pierre Daix, ami proche de l’artiste (2012, p. 559). En dépeignant « des tortionnaires anonymes dissimulés sous une armure », le tableau ne mettait pas assez l’accent sur l’impérialisme américain, « distrayait le spectateur » de la violence des soldats américains (Keene, 2017, p. 92). Ce n’est pas la seule interprétation « communiste » de l’œuvre, cependant. Dans les pages du *Daily Worker* du 2 juillet 1951, un lecteur répond à un commentaire sur l’œuvre, prenant la défense de l’artiste : « [la commentatrice] reproche à Picasso de ne pas avoir peint un autre tableau – pas exactement le genre de critique d’art le plus utile » ; « Il ne peint pas le combat glorieux du peuple coréen ; il a choisi de peindre l’horreur des massacres contre des victimes innocentes » (Robb, 1951).

⁸ Le 26 avril 1937, en plein jour de marché, l’escadrille allemande venue appuyer le général Francisco Franco détruisit entièrement la ville basque de *Gernika*, n’épargnant pas les civils. Picasso chercha à immortaliser cet événement. À l’époque, Franco, les Allemands ainsi que le Vatican nièrent les faits (Hilton, 1996, p. 233). Les forces nationalistes « fascistes » lancent une campagne de propagande virulente : les mensonges et la manipulation des faits s’accumulèrent. Aucun avion allemand ne volait au-dessus de l’Espagne, prétend un communiqué : seulement que l’aviation espagnole : la destruction de la ville serait le résultat prévisible de la « barbarie marxiste », assurent

aux « fascistes » (c'est d'ailleurs le gouvernement Républicain espagnol qui finance l'œuvre). L'accueil favorable à *Guernica*, dépeignant le massacre de civils *par l'aviation allemande*, contraste avec le rejet de *Massacre en Corée* : Picasso a tout le loisir de s'en prendre aux Nazis dans *Guernica*, mais il ne peut pas s'en prendre au camp occidental, encore moins laisser entendre que cette guerre « noble » *produit des massacres*. Car dans le discours des décideurs politiques, la guerre de Corée est un conflit *légitime et nécessaire*, un conflit, d'ailleurs, *imposé par « le communisme »* (l'intervention américaine, selon le discours officiel, est *réactive, et non pas offensive* – on aura l'occasion de revenir sur cet élément au chapitre 3. Dans son *War & Genocide* (sur lequel apparaît, en couverture, l'œuvre de Picasso), un incontournable de la sociologie de la guerre, Martin Shaw rappelle néanmoins que les massacres représentent la « norme de la guerre », que c'est « la guerre sans massacre qui est l'exception » (Shaw, 2003, p. 4 et 21) (et qu'ultimement, le génocide est *une forme particulière de guerre*, qui mobilise la *logique même de la guerre* (Shaw, 2003, p. 5)). Car peu importe le « flou » entourant les bourreaux, il est clair que c'est à l'intervention des troupes américano-onusiennes en Corée que s'attaque Picasso : son auteur est membre du Parti Communiste Français, depuis 1944 (l'adhésion sans équivoque de Picasso au communisme incitera même le FBI à lancer une investigation sur lui (Mesch, 2014, p. 25)).

À l'heure où le maccarthysme déchire l'Amérique, *Massacre en Corée* fera de Picasso « un Rouge » (Bavelier, 2013). Le gouvernement américain et les médias considéreront l'œuvre comme le fait d'une « propagande éhontée » (*undisguised propaganda*), alors que le magazine *Time* la qualifiera de « Murale du Parti [communiste] » (Keene, 2017, p. 83 et 97). Un chroniqueur du *Chicago Daily Tribune* commente : « Picasso a produit un tableau de la guerre de Corée qui ne fera rien pour le rendre sympathique aux Américains » ; *Guernica* était la propriété du MoMA (il s'agissait plutôt d'un prêt), mais selon l'auteur : « il semble peu probable qu'un musée américain se soucie de posséder ou même d'exposer *Massacre en Corée* » (Jewett, 1952 cité par Keene, 2017, p. 84). La visibilité de l'œuvre sera sans doute affectée par ces évaluations négatives de l'œuvre. Les autorités italiennes choisiront par exemple de retirer le tableau

certaines publications qui font le relais de la version franquiste (Ortiz Echagüe, 2010, p. 154). Certains journaux étrangers se contentent alors de répéter les démentis franquistes ; *Le Figaro* prétend que la destruction est le résultat d'un bombardement aérien, sans toutefois préciser qui en était l'auteur (Ortiz Echagüe, 2010, p. 155) – à savoir : l'aviation allemande venue appuyer les nationalistes. À en croire les forces nationalistes, la destruction de la ville serait le résultat de dynamitages par les forces républicaines qui battaient en retraite. Ce récit des événements est relayé par la propagande cinématographique franquiste (une capsule produite par le Département de Propagande de la Phalange (1937) prétend ainsi que les images de façades de bâtiments partiellement détruites *démontrent hors de tout doute* que la ville avait été détruite par le dynamitage et les incendies des républicains) (Ortiz Echagüe, 2010, p. 157).

d'une exposition de Rome en 1953, sous prétexte qu'un allié pourrait être offusqué par celle-ci (Mesch, 2014, p. 27). Les critiques d'art emploieront, eux, des arguments plus raffinés pour discréditer le travail de Picasso.

C'est plus souvent qu'autrement au nom d'arguments et de considérations « esthétiques » que l'on justifiera le discrédit ou le rejet pur et simple du tableau de Picasso. Clement Greenberg fournit un bel exemple de cette dynamique. Aux yeux du critique d'art new yorkais, seul le Picasso *d'avant l'adhésion officielle au communisme* avait une valeur ; donnant le ton aux critiques qui le suivront, Greenberg « prétendait s'appuyer sur des considérations formelles plutôt que sur le contenu politique pour expliquer les 'échecs' de ses œuvres tardives », mais comme le dit Claudia Mesch : ce sont plus vraisemblablement les opinions politiques du maître qui menèrent à une « évaluation [...] terminale de ses œuvres tardives » (Mesch, 2014, p. 27). Tim Hilton soutient en ce sens que l'inclinaison du peintre à produire des œuvres politiques, dans les années 1940 et 1950, aboutira « à des peintures des plus regrettables », puis, afin de ne laisser aucune place au doute, il donne l'exemple de *Massacre en Corée* (Hilton, 1996, p. 266). Un autre commentateur (Jeffrey Cudlin) décrit le tableau comme « [une] tentative maladroite d'agitprop », évoquant l'incapacité de l'artiste, à la fin de sa vie, à créer un « art évocateur, par-delà ses propres goûts, ses obsessions » (Cudlin, 2011).

La mythologie grecque raconte que, pour s'être refusée à Apollon, Cassandre fut condamnée à ne plus être crue de personne. De la même manière, *Massacre en Corée* n'a convaincu ni la critique ni le public américain. Au cœur de l'œuvre, la référence aux « massacres » a été perçue, au mieux, comme une grossière caricature des événements, au pire : comme le produit d'un esprit aveuglé par l'idéologie communiste. Pourtant, on le verra dans le chapitre 5 : « il s'agit aujourd'hui d'un des aspects les mieux documentés du conflit », selon Bruce Cumings (2010, p. xviii), qui a choisi l'œuvre de Picasso pour la couverture du premier volume de son ouvrage sur les origines de la guerre de Corée (Cumings, 1981). Ce n'est pas parce qu'elle *disait faux* que l'œuvre sera dédaignée, mais parce qu'elle disait ce qui *ne pouvait pas être dit*.

Ces trois tableaux présentent une allégorie sublime de ce que je cherche à montrer dans cette thèse : le premier présente les horreurs de la guerre de Corée, les exactions commises par les troupes de Syngman Rhee (1948-1960), soutenues par les Américains, pourtant bien au fait de la violence répressive du régime. Aussi détestable et didactique soit-il dans son traitement, il semble raisonnable (on aura amplement le

temps de le montrer) de croire qu'il réfère à des *violences réelles* impliquant le régime soutenu par Washington. L'artiste soutiendra, en tout cas, qu'il s'agit d'un « fait avéré » : la « crucifixion d'un guérillero nord-coréen [...] par les troupes de Syngman Rhee » est un « fait historique publié dans tous les magazines illustrés de la planète [...] en caractères typographiques et en images photographiques » (Tibol, 2007, p. 257). Le *Daily Worker* du 5 octobre 1950 présente en effet une image photographique d'un soldat nord-coréen qui semble avoir inspiré Rivera : *Est-ce cela que soutient la Grande-Bretagne?* titre le dossier en image de la publication communiste.

Figure I-2. Le *Daily Worker* du 5 octobre 1950 (gauche) ; détail de *Cauchemar de guerre, rêve de paix* (droite).



Tiré des archives du *Daily Worker* (archives personnelles de l'auteur). Selon la légende : « Les forces de Syngman Rhee emploient la terreur comme arme de guerre. Li Duk-koo, un guérillero, est crucifié par les fascistes, sur l'île de Jeju ».

S'agit-il, comme le prétend Rivera, d'un « fait avéré » ou alors d'une vulgaire « propagande communiste », comme le prétendent les autorités américaines? On verra au chapitre 5 que les révélations de la Commission de vérité et de réconciliation de la Corée du Sud quant aux massacres de Corée semblent donner raison à l'artiste. Quant au second tableau, il se prête encore aujourd'hui au regard du public, à qui veut bien voir un tableau aussi *mollement* exécuté par le maître ; l'œuvre physique existe... mais quel est l'intérêt de cette œuvre qui « imite *laborieusement* les grandes scènes d'exécution de Goya et de Manet »? Qui voudra bien se donner la peine de voir ce tableau « si mauvais qu'il en est gênant » (Hilton, 1996, p. 270)?

Dans le contexte de la jeune Guerre froide (la période qui m'intéresse va, *grosso modo* de 1945 à 1954), l'impérialisme américain est à l'image de ces tableaux : lorsque c'est possible, *il rend sa propre violence invisible*. Lorsque cette entreprise est impossible, il désintéresse de l'affaire. Et lorsque, à l'image de *Glorieuse victoire*, ce tableau qui ressurgit et qui illustre ce que désormais les archives déclassifiées confirment, à savoir l'implication des États-Unis dans une intervention clandestine contre un gouvernement élu démocratiquement, le temps a déjà fait son œuvre et le passé ne peut qu'apparaître en fragments : oui, les États-Unis sont intervenus clandestinement pour renverser un gouvernement, mais qui peut aujourd'hui prétendre qu'ils n'ont pas, ce faisant, interrompu la marche de la servitude?

La première partie de cette thèse se compose de trois chapitres. Le premier chapitre met la table pour ceux qui suivront. Je présente une relecture/interprétation du *Capital* de Marx qui inscrit *de facto* cette étude dans le champ de la sociologie marxiste – une sociologie marxiste qui prétend, comme on le verra, ne pas tomber dans les pièges (les dogmes) tendus par le marxisme orthodoxe. L'intuition de départ est celle-ci : l'utilisation par Marx d'une variété de termes et de métaphores tirés du registre visuel (les « [fausses] apparences », ce qui est rendu « invisible » par le Capital, ce que l'histoire rend « visible », le « voile » qui « dissimule » la réalité de l'exploitation, ce qui « disparaît » ou « s'éteint », ce que le contrat « dissimule », etc.) n'est en aucun cas anecdotique. Selon moi, ils révèlent la méthode de Marx. Je chercherai à montrer que cette méthode consiste à partir *de la surface des choses*, pour ensuite révéler ce que *dissimule cette surface*. Ce qui intéresse Marx – et c'est précisément ce qui m'intéresse aussi – c'est ce « quelque chose » rendu invisible par la « surface des échanges » économiques, c'est ce *fonds* politique sur lequel repose l'*économie*. La méthode employée par Marx dans le *Livre 1* du *Capital* ne révèle pas simplement ce « fonds politique » : elle met en lumière la *tendance proprement capitaliste à invisibiliser la violence et le rapport coercitif qui permet au capitalisme de prendre forme*. Fraser et Jaeggi ont qualifié cette méthode de « mise en lumière » de « déplacements épistémiques » (Fraser et Jaeggi, 2018). Quant à la tendance capitaliste à présenter la surface des choses, l'analyse la plus aboutie de cette dynamique apparaît chez Guy Debord (Debord, 1989, 1992). On aura l'occasion de voir, dans les chapitres subséquents, que d'autres auteurs font allusion à cette dynamique au moment d'analyser l'impérialisme capitaliste (Harvey, 2005 ; Wood, 2011). Mon analyse se distingue d'autres sociologies marxistes par une *profonde sensibilité à l'histoire, à l'analyse empirique*. Comme l'indique Derek Sayer, c'est seulement une fois que le capital « a été reconceptualisé comme une relation [sociale], et non comme la chose qu'il semblait être à l'origine, [que] nous sommes dirigés vers une histoire enfouie » (Sayer, 1987, p. 135). Cette relation « sociale » doit prendre en considération le passage du temps, le travail de l'histoire. Après avoir instillé

un *soupçon des apparences*, Marx cherche à « revenir en arrière, vers le ‘concret imaginé’ de la surface de la société » (Sayer, 1987, p. 135), et ce « retour en arrière » (le marxisme orthodoxe a souvent eu tendance à le négliger) n’est possible que par l’analyse historique.

Ma relecture de l’œuvre tardive de Marx fera ressortir deux modes de récits, qui structurent l’entièreté du *Capital* : un *récit de surface* (l’économie politique bourgeoise, par exemple) et un *récit sous-jacent* (l’accumulation primitive) (Jaeggi et Fraser parlent plutôt d’une *back story* et d’une *front story* (Fraser et Jaeggi, 2018)). Mon analyse historique du capitalisme (et de l’impérialisme capitaliste américain) s’inspire en partie des travaux de Derek Sayer sur la méthode employée par Marx, qui représentent un plaidoyer en faveur d’une telle analyse empirique ou historique (Sayer, 1983, 1987, 1991). Sayer cherche à montrer la centralité du rapport entre « abstrait » et « concret » dans les écrits de Marx ; il montre que seule la méthode historique permet de donner une *concrétude* aux notions au cœur de la pensée marxiste (dans les termes de Sayer, de les *défitichiser*). Dans mes mots : je dirai que la méthode de Marx consiste à *rendre visible ce que le capitalisme (et l’impérialisme capitaliste) rend invisible*.

Mon analyse se tourne ensuite vers l’impérialisme *proprement capitaliste*, c’est-à-dire : l’impérialisme américain qui apparaît dans les « lendemains immédiats de la Seconde guerre mondiale » (une expression de Wood que j’aurai l’occasion de clarifier). Les États-Unis présentent-ils une *forme nouvelle* d’impérialisme ? On pourrait même oser la question suivante : les États-Unis *forment-ils un empire* ? Est-ce simplement le comportement des Soviétiques qui « cause » la « réaction » américaine ? Comme l’écrivait William Appleman Williams en 1955 : « [u]ne des idées récurrentes de l’historiographie américaine est qu’il n’y a rien de tel qu’un empire américain » (Williams, 1992b, p. 89). Si ces questions méritent d’être posées, c’est qu’elles partent des présupposés des discours officiels des décideurs, dans lesquels s’entremêlent plusieurs mythes entourant le comportement politique américain. Ce sont ces mythes que je cherche à déconstruire : en m’appuyant du travail pionnier d’historiens révisionnistes américains (ou leur réinterprétation par leurs contemporains) (Bacevich, 2002 ; Beard, 1913 ; Beard et Beard, 1921 ; Williams, 1972), je m’attaque au mythe tenace de la « puissance par dépit » et au « déni d’impérialisme », que je présente comme le *récit de surface* de l’impérialisme américain. Dans ce chapitre et le suivant, je cherche à montrer que le comportement des États-Unis au tout début de la Guerre froide relève clairement d’une forme impériale (parfois même *plus clairement* que le comportement de son rival idéologique). S’il *n’apparaît pas comme tel* c’est que la spécificité de l’impérialisme capitaliste (on le verra avec Wood (Wood, 2000, 2009, 2011)), repose sur la *séparation du politique et de l’économique*, qui agit

comme un « mécanisme de défense » (Wood) (voire, comme *un mécanisme offensif*) et induit un rapport particulier à la coercition – produisant ainsi un type « nouveau » d'impérialisme. Je ne dirai pas, comme Wood, que l'impérialisme capitaliste « se distingue [...] par sa capacité à étendre sa domination par des moyens purement économiques » (Wood, 2011, p. 28) ; je dirai plutôt que le « succès » de l'impérialisme capitaliste américain repose sur cette capacité à *faire disparaître le politique* et la *violence politique proprement capitaliste*, sur la dissimulation effective du caractère offensif des États-Unis et, à cette fin : sur la mobilisation effective de mécanismes proprement capitalistes.

Pour faire *apparaître* cette dynamique, il faut faire appel à l'histoire. Le troisième chapitre permet de faire la transition vers la deuxième partie de cette étude – d'ordre *empirique*, qui présente deux analyses de cas. Ce troisième chapitre est fondamental : j'inscris tout ce qui précède dans le contexte historique de la Guerre froide. À partir, surtout, de William Appleman Williams, Joyce et Gabriel Kolko et Abbott Gleason (Gleason, 1995 ; Kolko et Kolko, 1972 ; Williams, 1972), mais sans négliger d'autres historiens (Soutou, 2001), j'inscris ce qui précède dans le contexte historique des débuts de la Guerre froide (1945-1954). Un des objectifs est de démontrer que la politique américaine ne peut pas être présentée comme simplement « réactive » ; que les décideurs politiques sont tout à fait conscients des objectifs à long terme des États-Unis, et que ces objectifs relèvent d'une dynamique impérialiste. En m'inspirant de l'analyse de Sayer présentée plus haut, je chercherai à « défitichiser » certaines notions au cœur des récits de surface de la Guerre froide ; on verra que l'anticommunisme et la rhétorique totalitaire remplissent une fonction « instrumentale », et qu'en ce sens : l'endiguement est une notion qui dissimule (*rend invisible*) la *constance de l'expansion* (une notion centrale que j'explicite dans le chapitre précédent). Ce chapitre remplit deux objectifs : le premier est de faire ressortir le rôle absolument central que remplit le politique (l'État) dans la mise en place du capitalisme. Il s'agit d'invalidier la lecture apologétique du capitalisme qui verra dans la victoire du camp occidental au sortir de la Guerre froide le résultat d'une *adhésion* des différents acteurs impliqués à un système « en soi supérieur », efficace, plus prometteur ou plus « performant ». Mais si le politique, l'économique et le militaire sont interreliés dans les premières années de l'après-guerre, *l'autonomisation de l'économique* se fera progressivement, laissant apparaître, rendant *visible* la seule surface économique des choses. La présidence de Dwight D. Eisenhower marque en ce sens une *rupture absolument fondamentale*, dont l'importance est souvent ignorée par les historiens – parfois même négligée par les historiens révisionnistes (comme Kolko et Williams). Sous Eisenhower, les *interventions directes*, manifestes (*overt operations*) cèderont le pas à des *interventions clandestines* (*covert operations*). Ce glissement contribue à *opacifier*, à *invisibiliser la violence politique* de

l'impérialisme capitaliste. Le « succès » de l'impérialisme américain, la « victoire » du camp capitaliste occidental s'explique par une série d'*interventions politiques*, parfois « ouvertes » ou officielles, parfois « clandestines » et (volontairement) dissimulées, non par l'effet indirect d'un système « en soi » supérieur. Le deuxième objectif est peut-être plus porteur : il s'agit de démontrer que la *dissimulation du politique et de la violence politique*, n'est pas « accidentelle », qu'elle a été orchestrée de manière réfléchie. Peut-être pour des raisons « circonstancielles » (on verra qu'Eisenhower cherchait à réduire drastiquement les dépenses militaires), mais qui deviendront « fondationnelles », *on a cherché à faire disparaître le politique*, à ne pas révéler sa contribution dans la mise en place d'un ordre capitaliste mondialisé sous la gouverne des États-Unis. Cette idée représente une clé pour comprendre le choix des deux cas analysés.

La deuxième partie de cette étude présente deux conflits impliquant les États-Unis : la guerre de Corée (1950-1953 ou, comme on le verra : 1945-1953) et le coup d'État de 1954, au Guatemala. Pourquoi aborder la guerre de Corée ? J'ai déjà évoqué certaines raisons « superficielles » dans l'avant-propos de cette thèse – il s'écrit peu sur la guerre de Corée, par contraste avec d'autres conflits comme la guerre du Vietnam ; alors qu'il s'agit de la première intervention armée de l'après-guerre, du premier conflit majeur de la Guerre froide, ce qui confère à cette guerre un statut tout particulier, cela contraste étrangement avec le fait qu'il s'agit aujourd'hui d'une guerre « oubliée », comme l'indique le nom qu'on donne régulièrement au conflit. Mais l'intérêt d'analyser le cas coréen repose surtout, à mon sens, sur le fait que la Corée du Sud représente le paradigme d'un *succès* économique, alors que rien en 1945 ne laissait présager de telles « performances » pour la Corée – le Nord semblait promis à un meilleur sort que le Sud, comme on le verra. Pourquoi un tel succès ? Ma thèse suggère qu'il est impossible de dissocier un tel succès de la puissance américaine, que couper ce « succès » de l'empire capitaliste et célébrer le « miracle » sud-coréen, c'est tomber dans les multiples pièges – de ce que j'appelle l'hagiographie. Pourquoi le Guatemala ? À l'inverse du « succès » coréen, le Guatemala représente (tristement) l'exemple parfait d'une « débâcle » économique (après une période extrêmement porteuse, de 1944 à 1954). Cette débâcle est indissociable de l'intervention américaine de 1954. Comme le souligne Aybar de Soto, l'intervention américaine au Guatemala est devenue le « prototype » pour d'autres interventions en Amérique latine (Aybar de Soto, 2018, p. 2 et 294). Le Guatemala représente ainsi le *début* d'une politique plus agressive et aussi, une illustration parfaite, selon Aybar de Soto, de la validité et de la pertinence de la théorie de la dépendance (Cardoso et Faletto, 1979). Parfaitement intégré à la structure de dépendance durant la présidence d'Ubico, le pays cherchera à s'en *éloigner* sous la présidence d'Arévalo et, de manière plus critique, sous Arbenz. Cette remise en question de la place du Guatemala dans la structure générale de

dépendance dicte la voie – toujours selon Aybar de Soto – de l'intervention : « [p]ar la voie de l'intervention », le Guatemala a été contraint d'adopter un comportement qui « s'inscrive dans les limites fixées par les États-Unis » ; le coup de 1954 a forcé le pays à « réintégrer la position qui lui était assignée » (celle d'un État subordonné dans un système hiérarchique où les États-Unis représentent la « métropole », dans le langage de la théorie de la dépendance) (Aybar de Soto, 2018, p. 302) ⁹. Le principe général est le suivant : quelque tentative, de la part d'un État subordonné, de se soustraire à cette structure de dépendance aboutira à « l'application de la force par la métropole afin de procéder à sa réintégration » (Aybar de Soto, 2018, p. 310) ¹⁰.

Quel est l'intérêt épistémique d'analyser conjointement ces deux cas? Le premier est un conflit *ouvert* (*overt*) ; le second, une intervention *clandestine* (*covert*). Selon moi, l'analyse de ces deux dimensions de la politique étrangère américaine permet de mieux cerner l'essence de l'impérialisme américain. À un premier niveau, ce qui m'intéresse, c'est la contribution du politique, de l'État et plus spécifiquement des États-Unis, dans la constitution de « succès » et « d'échecs » politico-économiques. J'emprunte à David Harvey l'expression « économies politiquement constituées », quoique je préfère parler de « succès » – et de *débâcles* – économiques « géopolitiquement constitués ». À un deuxième niveau, ce qui m'intéresse, c'est la construction d'un récit « de surface » qui cherche à faire disparaître la contribution des États-Unis dans la constitution de « succès » (Corée du Sud, Japon, Taïwan – Chili) et « d'échecs » économiques (Guatemala, Cuba, Nicaragua ; République démocratique du Congo).

Le « succès » sud-coréen

À la *surface des choses*, la Corée du Sud représente un véritable *success story* économique : passée du statut de colonie dont l'économie reposait essentiellement sur l'agriculture, à celui de pays dévasté par la guerre, la Corée du Sud est parvenue à se hisser au douzième rang des économies mondiales, tout juste derrière la Russie (The World Bank, 2018). La Banque mondiale et le FMI se plaisent à désigner la période de croissance économique qui va de l'armistice de 1953 à la fin des années 1990 comme celle du « miracle du fleuve Han » (le fleuve qui traverse Séoul). Lucky Goldstar (LG), Samsung, Hyundai ou Kia : ces méga-

⁹ La « dépendance », en ce sens, peut être définie comme un « euphémisme pour désigner une intervention permanente et soi-disant « pacifique » (Aybar de Soto, 2018, p. 302-310)

¹⁰ Le Guatemala représenterait ainsi, toujours selon Aybar de Soto, la première « interférence dictatoriale » de l'hémisphère Ouest en vue de protéger les FMM américaines et de garder intacte la structure de dépendance (Aybar de Soto, 2018, p. 310).

entreprises, que la langue sud-coréenne désigne par le terme « *chaebols* »¹¹, contribuent à doper les indicateurs économiques du pays. Le pays ne rayonne pas simplement sur le plan économique : son cinéma est oscarisé (*Parasite*) ; ses vedettes de « K-pop » (*BTS*) s'associent à la plus célèbre des chaînes de restauration-rapide pour concocter un menu aux saveurs coréennes ; ses séries-télés (*Squid Games*) remportent un succès global. Les marchandises sud-coréennes se déversent aujourd'hui sur le marché mondial, transportant avec elles leurs fétiches. La Corée du Sud est devenue un « modèle » à suivre¹² et son pouvoir d'attraction est d'autant plus puissant qu'il est indissociable de cet anti-modèle : la Corée du Nord, régime honni, cancre de l'économie mondiale, paria infréquentable de la géopolitique.

Le *récit de surface* autour du « miracle coréen » fait reposer ce succès fracassant sur le choix de la « liberté économique », par opposition à l'échec retentissant du Nord, attribuable à son économie dirigée, à son « planisme » obstiné. Il est clair à mon sens – je suis du même avis qu'Éric Toussaint sur cette question – que le sort de la Corée du Sud aurait été différent si elle n'avait pas occupé une « position géostratégique clé » aux yeux des États-Unis (Toussaint, 2006, p. 4216). C'est pourtant un angle-mort de certaines analyses marxistes, plus particulièrement de l'analyse présentée par Vivek Chibber dans *Locked in Place* (2011). Dans cet ouvrage, salué par la critique, l'auteur cherche à expliquer ce qui a fait défaut au développement de l'Inde, et ce qui explique le succès du développement industriel sud-coréen. Contrairement aux analyses « stato-centriques » (*statists*) qui attribuent le succès ou l'échec du développement à l'État (ici, un État capable de discipliner la classe capitaliste ; là, un État faible se butant à la résistance des capitalistes), Chibber cherche à montrer que la clé pour comprendre ces développements réside dans la relation entre l'État et d'autres acteurs sociaux, tout particulièrement : la classe capitaliste. Le comportement de la classe capitaliste diffère dans les deux cas étudiés : en Inde, celle-ci s'est opposée à la fonction « disciplinante » de l'État alors qu'au contraire, les contraintes émanant de l'État sud-coréen ont été accueillies favorablement par la classe capitaliste sud-coréenne¹³. L'analyse de

¹¹ *Chae* signifie « richesse » ou « propriété » ; *bōl* signifie « faction » ou « clan ». L'influence des *chaebols* déborde depuis longtemps de la seule sphère économique : ils étaient notamment au cœur d'un des plus grands scandales financiers de l'histoire récente impliquant la défunte Daewoo. Kim Woo-Jung, à la tête de ce *chaebol*, a été condamné en 2006 à 10 ans de prison et contraint de verser une somme de 22.6 milliards (US\$) (Sang-Hun, 2006).

¹² Dans un discours à l'Université du Caire le 4 mai 2009, Barak Obama invitait les pays africains à suivre l'exemple de la Corée du sud, affirmant que des « pays tels que la Corée du sud et le Japon ont obtenu une croissance économique remarquable, tout en préservant leur spécificité culturelle » (The White House (Office of the Press Secretary), 2009).

¹³ La lecture de Chibber se distingue de celle de Toussaint, pour qui c'est « [l']État a planifié le développement économique du pays d'une main de fer [...] c'est l'État qui a créé la classe capitaliste coréenne » (Toussaint, 2006, p. 4213). Chibber présente une analyse plus nuancée : il montre comment il apparaissait comme « rationnel », pour la

Chibber invite à penser que les *chaebols* et l'industrie sud-coréenne n'auraient pas pu percer les marchés compétitifs sans l'appui du Japon : le Japon, qui concentrait de plus en plus sa production sur l'industrie lourde, délaissait peu à peu l'industrie légère ; il permettra à la Corée de prendre sa place dans ces marchés d'exportation de l'industrie légère et lui fournira un accès privilégié aux marchés (surtout américains) (Chibber, 2011, p. 234). Mais son analyse laisse en plan la contribution des États-Unis dans cette transaction : pourquoi les États-Unis acceptent-ils de dérouler le tapis rouge aux produits de l'industrie sud-coréenne ? À mon sens, Chibber reconduit la fâcheuse tendance du récit hagiographique du « miracle » coréen, lequel tend à faire disparaître la contribution de l'empire américain au succès sud-coréen. C'est seulement dans les dernières pages de la conclusion de son ouvrage qu'il mentionne, avec raison, le « levier fourni [au Japon] par la connexion américaine », mais il ne juge pas nécessaire d'analyser cette « connexion américaine » (Chibber, 2011, p. 238). « Il ne fait aucun doute que l'importance accrue accordée aux exportations a été provoquée, en partie, par [...] la pression américaine », écrit-il ailleurs (Chibber, 2011, p. 70-71). Mais son analyse coupe net. Derrière ce succès économique, on retrouve la volonté ferme des États-Unis de faire de la Corée du sud un modèle : « en-dessous » de cette performance, il y a le soutien indéfectible des États-Unis aux régimes autoritaires qui se succéderont au pouvoir pendant des décennies en Corée ; il y a les multiples plans d'aide des organisations financières internationales et le traitement préférentiel réservé à la Corée par les États-Unis¹⁴.

Comme le démontre Toussaint, les États-Unis ont offert une protection toute particulière à cet État, permettant à la Corée du Sud de mettre en œuvre des politiques qui seraient condamnées ailleurs – ainsi,

classe capitaliste indienne de rejeter les politiques contraignantes émanant de l'État qui cherchait à imposer une industrialisation axée sur l'exportation (*ELI*), alors qu'en Corée du Sud, au contraire, les grandes entreprises exportatrices avaient besoin de l'assistance – et des contraintes émanant – de l'État pour pénétrer et survivre sur les marchés d'exportation ultra-compétitifs (Chibber, 2011, p. 226). Contrairement à l'Inde, la classe capitaliste exportatrice sud-coréenne percevait les mesures disciplinaires comme avantageuse (Chibber, 2011, p. 10). Le Japon joue un rôle déterminant dans cette dynamique : c'est l'accès à de nouveaux marchés, favorisé par la collaboration de l'industrie sud-coréenne avec les firmes japonaises (Chibber, 2011, p. 65) qui aurait amené la classe capitaliste à se tourner vers l'exportation.

¹⁴ « La Corée du Sud a bénéficié d'une aide extérieure américaine massive. Seuls quelques rares autres pays ont bénéficié du même type de traitement préférentiel, comme Taïwan et Israël », écrit Éric Toussaint. Les montants de l'aide reçue entre 1945 et 1961 représentent : « deux fois que ce que les pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) ont reçu du plan Marshall, un tiers de plus que la France, 10 % de plus que la Grande-Bretagne. Les subventions reçues par la Corée de 1945 à 1961 représentent plus que le total des prêts accordés par la Banque mondiale aux pays en développement nouvellement indépendants (colonies non comprises) » (Toussaint, 2006, p. 4212-4213). Toussaint rappelle également (ce qui contraste avec l'analyse de Chibber) que sont les États-Unis qui « ont exhorté la Corée à rétablir ses relations économiques avec le Japon » et elle s'est aussi rapprochée des institutions financières internationales (Toussaint, 2006, p. 4213).

sous l'égide des États-Unis, les organisations financières internationales accorderaient à la Corée du Sud une liberté d'action qui était le privilège quelques rares pays¹⁵. Pour une large part, ce sont les États-Unis, cherchant à contrer le bloc soviétique et le « communisme », qui ont *constitué ou orchestré (géo)politiquement le succès économique* de ce pays d'Asie de l'Est.

Dans le chapitre 4, c'est vers la « violence des origines » du capitalisme en Corée du Sud que je tourne mon regard. Ce que fait disparaître le *récit de surface* du succès sud-coréen, ce sont les *fondements politiques du capitalisme sud-coréen*, indissociables des intérêts de l'empire capitaliste des États-Unis qu'il rend *invisible*. Contrairement aux prétentions du récit hagiographique du succès coréen, lequel occulte la contribution du politique, le rôle de l'empire américain et fait disparaître la « violence brute des origines » du capitalisme (Marx), je pense qu'il est nécessaire de retracer l'histoire réelle, le récit sous-jacent. Je montrerai que la stratégie américaine prend forme dès 1945. Mon analyse empirique s'inspire largement du travail de l'historien Bruce Cumings, pour qui la Corée du Sud représente plus clairement que tout autre régime d'après-guerre en Asie une « création américaine » (Cumings, 1981, p. xxvi). Je m'inspire d'ailleurs des travaux de Cumings pour présenter ce que j'appelle la « longue guerre de Corée » : cette « longue guerre » ne commence pas par l'offensive du 25 juin 1950. Contrairement au récit « superficiel » qui présente l'intervention américaine comme une « réaction » à une « invasion non provoquée » par la Corée du Nord, l'analyse des discours, des décisions et du comportement politique des États-Unis à compter de 1945 font ressortir un tout autre récit. Ce contre-récit devrait permettre de voir le caractère hautement stratégique de la Corée du sud ; il montre que *sous* cette « guerre oubliée » se dissimule une « occupation oubliée », que cette période d'occupation militaire par les États-Unis est au fondement de la dynamique de la période qui suit.

¹⁵ « La Corée du Sud a bénéficié d'une aide extérieure américaine massive. Seuls quelques rares autres pays ont bénéficié du même type de traitement préférentiel, comme Taïwan et Israël », écrit Éric Toussaint. Pendant les 17 années qui suivent la Deuxième guerre mondiale, la Corée du Sud ne s'appuiera sur aucun prêt, mais... elle pourra compter sur 3,100 millions en bourses, un montant deux fois plus élevé que celui accordé au Bénélux, un tiers plus élevé que celui accordé à la France et 10% plus élevé que ce qui avait été accordé à la Grande-Bretagne, via le plan Marshall : « [l]es subventions reçues par la Corée de 1945 à 1961 représentent plus que le total des prêts accordés par la Banque mondiale aux pays en développement nouvellement indépendants (colonies non comprises) » (Toussaint, 2006, p. 4212). C'est sans compter que, selon les mots d'un ancien Ministre des finances sud-coréen : les évaluations positives de la Banque Mondiale ont « influencé positivement les relations internationales de la Corée [et] représentait, vis-à-vis du public coréen, une justification puissante pour le maintien d'un gouvernement dictatorial consacré au développement économique » (rapportés par Toussaint, 2006, p. 4213). La Corée du Sud avait beau représenter le 4^e pays le plus lourdement endetté au monde dans les années 1980, « sa position géostratégique » lui garantissait un traitement différent des autres pays en voie de développement (Toussaint, 2006, p. 4215).

Dans le chapitre 5, j'analyse la période de la « courte guerre de Corée » (un terme qui s'inspire encore une fois de l'analyse de Cumings), qui va de l'offensive du Nord, le 25 juin 1950, jusqu'à l'Armistice du 27 juillet 1953. D'une certaine manière, la guerre de Corée remplit, dans l'histoire du pays, un rôle et une fonction semblables à l'accumulation primitive des débuts du capitalisme : elle exprime parfaitement la *toute-violence* nécessaire à la mise en place d'économies capitalistes prospères, cette *violence niée, oubliée* (comme son nom l'indique), elle est le *sous-entendu politique* par excellence de la Guerre froide. Elle n'est pas, en tout cas, ne *peut pas être simplement une* « réaction », une réponse à une « agression sans provocation » (*unprovoked aggression*), comme le répètent à outrance (on le verra) les décideurs politiques américains. Elle représente plutôt une *violence crucialement nécessaire à l'impérialisme capitaliste émergent*. Elle est au fondement (politique) de cet impérialisme. C'est vers cette violence que je tourne mon regard dans ce chapitre. La guerre de Corée est un conflit ouvert (*overt*) et puisqu'il s'agit d'un conflit ouvert, c'est simplement par un récit qui *fait disparaître les violences capitalistes* que l'impérialisme américain peut prétendre agir au nom de la liberté et de la démocratie. Mon intention est de montrer le caractère hagiographique du récit de la guerre de Corée, d'attirer le regard du lecteur vers les angles-morts et les incohérences de ce récit qu'on cherche à imposer (l'épineuse question des massacres et celle toute aussi épineuse de l'utilisation ou non d'armes bactériologiques).

« L'échec » d'une république de bananes

On ne saura jamais à quoi aurait pu ressembler le développement de la Corée du Sud, sans une alliance stratégique avec les États-Unis, si elle serait demeurée encore longtemps la « république rizicole » qu'elle était au moment où les États-Unis débarquaient sur la péninsule, à la fin de la Seconde guerre mondiale. On peut cependant avancer que le développement du Guatemala aurait pris une autre tournure, si les États-Unis n'avaient pas violemment interrompu son expérience démocratique, en 1954. Le chapitre 6 présente une relecture critique du terme « république de bananes », souvent mobilisé pour désigner les économies qui, comme au Guatemala, dépendaient principalement de l'exportation de cette marchandise. Le terme est plus pernicieux qu'il n'y paraît : il fait apparaître ces républiques comme des échecs *endogènes*, occulte les perturbations constantes et le brouillage de leurs souverainetés qui expliquent pour une large part ces succès. On verra que les zones bananières représentent des « exceptions spatiales », soustraites aux juridictions des États, reposant sur leurs propres règles, de véritables « enclaves » ; quant aux républiques bananières, elles « représent[ent] [...] la nationalisation de ces trous noirs juridiques » (Coleman, 2016, p. 158). S'il en est ainsi, c'est qu'elles tombent directement (dès le 19^e

siècle, mais de manière plus dramatique, encore après la Seconde guerre mondiale) dans la zone d'influence de l'empire américain. Comme le dit Greg Grandin : l'Amérique latine représente l'espace géographique depuis lequel « les États-Unis élaboraient des tactiques d'administration extraterritoriale », la zone qui leur a permis de mettre en place un « empire comme aucun autre dans l'histoire » (Grandin, 2006, p. 2)¹⁶. Ce chapitre est consacré à l'histoire du Guatemala *avant le coup de 1954* et à l'histoire croisée de la United Fruit Company, à l'origine de multiples perturbations politiques en Amérique latine et cherche, à travers ce récit, à *resocialiser et à réhistoriciser la banane*, à plusieurs égards : véritable paradigme de la marchandise fétichisée. Sous ce fétiche apparaissent la « coercition raciale » et la violence politique (M. Colby, 2011, p. 10).

Après le renversement de Jacobo Arbenz, le Guatemala traversera 36 années de guerre civile. À plusieurs égards, « l'échec » économique et politique du Guatemala est le résultat de l'opération clandestine américaine qui mène au renversement du gouvernement de Jacobo Arbenz, en 1954. Comme le dit Grandin, les incessantes résistances (les révolutions) en Amérique latine ont contraint les États-Unis à adopter une forme impérialiste basée sur des stratégies « plus flexibles », des stratégies qui se sont avérées « indispensables dans cette montée d'après-guerre vers la superpuissance globale » (Grandin, 2006, p. 14). Véritable paradigme des républiques bananières, le Guatemala apparaîtra comme une « zone test » pour l'empire – « nous devons considérer le Guatemala comme une *zone test* pour explorer les méthodes de lutte contre le communisme » (Cullather, 1999, p. 35), écrit le Chargé des Affaires d'Amérique centrale et du Panama, dans un échange avec le Secrétaire d'État adjoint aux affaires interaméricaines. Dans le septième et dernier chapitre, je présente un compte-rendu historique de cette « stratégie innovatrice » : l'Opération PBSuccess, menée clandestinement par les États-Unis, dans le but de renverser le gouvernement Arbenz. Le contre-récit que je présente ici devrait montrer que ce n'est pas la voie du « communisme » qu'avaient choisie les Guatémaltèques en élisant, en 1951, le président Arbenz, mais plutôt celle de l'indépendance économique, du développement industriel et de la modernisation du pays. Il fera ressortir le caractère absolument central du « jeu des apparences » : le coup de 1954 est d'abord et avant tout une « guerre psychologique », cherchant à *invisibiliser* toute contribution de l'empire

¹⁶ C'est dans l'application de sa politique étrangère à l'Amérique latine, soutient Grandin, que le Parti Républicain accoucha d'un impérialisme reposant à la fois sur un « idéalisme punitif », trouvant sa justification dans les appels à la « liberté » et un « absolutisme du libre-marché » sacralisant la propriété, et sur la « mobilisation d'une droite chrétienne » représentant un véritable « pouvoir social », disposé à appuyer l'aventurisme américain au nom des valeurs chrétiennes (Grandin, 2006, p. 6-7). On verra, sur ce dernier point, comment les États-Unis ont sollicité l'appui du Clergé, au Guatemala, pour délégitimer le gouvernement d'Arbenz.

aux perturbations qui modifieront dramatiquement le parcours du pays d'Amérique centrale. Ce compte-rendu s'appuie sur les archives déclassifiées de la CIA (Cullather, 1999)¹⁷, sur le travail de plusieurs historiens (Blum, 2003 ; Gleijeses, 1991 ; Schlesinger et Kinzer, 2005) et sur l'étude de José Aybar de Soto (2018).

En conclusion, je montre que l'opération clandestine ne s'arrête pas avec la prise du pouvoir d'un gouvernement plus conforme aux intérêts de Washington. Le cœur de l'affaire réside dans la construction d'un récit qui permet de faire disparaître la contribution de l'empire, qui rend invisible la violence et la contribution politique, qui ne laisse apparaître que la surface des choses : *l'insuccès d'un gouvernement socialiste (« communiste »)*, qui contraste de manière si éclatante avec les succès des économies qui, comme la Corée du Sud, ont opté pour la voie du capitalisme. C'est en dissimulant la contribution du politique (et sa violence)¹⁸ dans la constitution de *succès et d'échecs* politico-économiques que les États-Unis se sont constitué en un empire proprement capitaliste. Cette thèse s'inscrit dans le champ de la sociologie politique d'inspiration marxiste, une sociologie marxiste *non-orthodoxe* et *non-dogmatique* qui

¹⁷ L'ouvrage de Nick Cullather, historien pour le compte de la CIA ayant eu accès à des milliers de documents d'archives, présente une synthèse des documents déclassifiés – le texte a lui-même été caviardé à plusieurs endroits avant sa publication (il le demeure encore aujourd'hui). J'ai préféré m'appuyer plus largement sur cet ouvrage, étant donné que les révélations qu'on retrouve ailleurs dans les documents sensibles sont regroupés ici sous un seul et même ouvrage.

¹⁸ Dans cette thèse, je m'intéresse dans un premier temps à la violence des origines du capitalisme (chapitre 1) et à celle qui permet la mise en place d'un marché global (chapitres 2 et 3). Je n'ai pas jugé nécessaire de présenter les débats entourant la signification de la « violence » ; à mon sens, Marx et ses contemporains fournissent des clés pour comprendre la *spécificité de la violence* capitaliste – et la violence *spécifique* à l'impérialisme de type capitaliste. Eussé-je opté pour un débat plus large autour de la violence d'un point de vue sociologique, Foucault aurait pu être un interlocuteur pertinent. Dans *Surveiller et punir*, le philosophe montre qu'on assiste, dans la France et l'Angleterre du 18^e siècle, à une « valorisation juridique et morale plus intense des rapports de propriété » (Foucault, 1975, p. 92), à une « judiciarisation des biens » (Foucault, 1975, p. 101). L'analyse de Foucault est d'une grande richesse ; il y manque néanmoins un élément de dialectique. C'est le correctif qu'a cherché à apporter Peter Linebaugh dans *The London Hanged*. La violence des méthodes visant à imposer la propriété privée et à « discipliner » (Foucault) est bien réelle, mais le sont aussi les nombreuses tentatives d'échapper à ces méthodes coercitives émanant du tout-marché qu'une classe voudrait imposer : « Cette tendance, écrit Linebaugh, je l'ai nommée *excarcération* car je souhaite attirer l'attention sur les activités incarnées qui se réclament alors de la liberté, par contraste avec ses expressions plus idéologiques ou théoriques » (Linebaugh, 2006, p. 3). « De même que le thème de l'incarcération se joue dans les workhouses, les usines, les hôpitaux, les écoles ou les navires, le contrepoint de l'excarcération se manifeste à travers les évasions, les fuites, les désertions, les migrations et les refus » (Linebaugh, 2006, p. 23). Ma thèse se veut aussi une contribution à la sociologie de la guerre. Le lecteur et la lectrice qui voudraient pousser la réflexion sur la violence et la guerre sont invitées à consulter l'excellent ouvrage de Martin Shaw, *War and Genocide* (2003) ou encore : *The Sociology of War and Violence*, de Siniša Malešević (Malešević, 2010).

implique, à mon sens, et pour des raisons qui seront développées dans le premier chapitre qui suit, une profonde sensibilité à l'histoire.

PARTIE 1. SOUS LA SURFACE VISIBLE DE « L'ÉCONOMIQUE »

« Ne faisons pas comme l'économiste qui, lorsqu'il veut expliquer quelque chose, se transporte dans un état originel fictif ».

Karl Marx, *Le Capital*

« Impérialisme ne signifie pas construction d'un empire, et expansion ne signifie pas conquête ».

Hannah Arendt, *L'impérialisme*

CHAPITRE 1

L'HISTOIRE COMME EXCAVATION

« Une chaîne retenait l'esclave romain ; ce sont des *filles invisibles* qui rivent le salarié à son propriétaire ».

Karl Marx, *Le Capital*

Je présente ici une relecture et une interprétation du Livre 1 du *Capital* de Marx qui insiste sur le rapport particulier qu'entretient le capitalisme avec le visible, l'invisible, l'hyper-visibilité et ce que je nomme « régime de visibilité du capitalisme ». Ce régime de visibilité du capitalisme implique, comme on le verra, l'invisibilité, l'occultation de sa dimension coercitive : la violence capitaliste est souvent abstraite, opaque, nébuleuse. Elle est parfois imperceptible, impersonnelle ou désincarnée ; la violence capitaliste intervient loin des regards, dans l'espace privé de la production, est inaccessible aux sens et ne semble pas appartenir aux relations sociales de la production capitaliste. Ma contribution à la sociologie marxiste consiste à montrer que cette tendance à invisibiliser la violence et le rapport coercitif relève d'une dynamique proprement capitaliste et que cette tension entre la visibilité (les apparences, la surface, etc.), l'invisibilité (la violence des origines du capitalisme, l'exploitation, etc.) et l'hyper-visibilité (les fétiches) traverse l'œuvre de Marx. À mon sens, ces questions remplissent une fonction structurante plus que stylistique dans *Le Capital*.

L'auteur du *Capital*, on le verra, est soucieux de présenter deux modes de récits : un récit de *surface* (l'économie politique bourgeoise, par exemple) et un récit *sous-jacent* (l'accumulation primitive). Dans les discours « apologétiques », la violence capitaliste, si elle n'est pas carrément niée, est le plus souvent attribuée à une production précapitaliste ou non capitaliste – on en verra des exemples tout au long de cette étude (avec Hayek, Talmon et d'autres). Au risque de devancer les réflexions, on peut tout de suite mentionner que cette occultation de la violence a des conséquences funestes : en dernière instance, sous le capitalisme, l'agentivité humaine est invisibilisée, autant celle qui a permis le déploiement de ce mode de production spécifique, l'émergence de sa forme historique particulière, que celle qu'implique sa réactivation – et ultimement, celle qui pourrait permettre son dépassement. Paradoxalement, sous le capitalisme les sens, et plus particulièrement le regard, sont constamment sollicités. Que l'on pense par

exemple à l'invasion du champ visuel par le domaine publicitaire, par le « spectacle » (Debord) de la marchandise, une notion qui exprime parfaitement l'idée d'hyper-visibilité. Le « spectacle », résume le co-fondateur de l'*Internationale Situationniste* : « [...] est le *capital* à un tel degré d'accumulation qu'il devient image » (Debord, 1989, p. 32).

Chaque marchandise déterminée lutte pour elle-même, ne peut pas reconnaître les autres, prétend s'imposer partout comme si elle était la seule [...] C'est dans cette lutte aveugle que chaque marchandise [...] réalise en fait [...] quelque chose de plus élevé : le devenir-monde de la marchandise, qui est aussi le devenir-marchandise du monde [...] la forme-marchandise va vers sa réalisation absolue (Debord, 1992, p. 61).

Le mode de production capitaliste tend à accorder une hyper-visibilité à l'échange d'équivalents, donnant ainsi un excès de visibilité à la « surface » des choses (cette idée de « surface » est au cœur de cette étude, elle est fondamentale pour comprendre l'apport de Marx) alors même que la production présente un certain zèle dans la négation de leur profondeur, du fonds sur lequel repose cette surface. Je pense qu'une meilleure compréhension de cette dynamique permet d'éclairer un ensemble de mécanismes de la domination et de l'aliénation capitaliste, d'éclairer la forme actuelle et la forme historique récente de l'impérialisme capitaliste – qui représente le cœur et le principal objectif de cette recherche –, et en dernière instance de saisir les impossibilités ou les limitations démocratiques imposées par le capitalisme.

Ce rapport particulier au visible, à l'invisible et à l'hyper-visibilité est d'ailleurs pressenti ou indirectement abordé par nombre d'auteurs, même s'ils ou elles n'en présentent pas d'analyse systématique. Ma lecture du *Capital* s'inspirera notamment (1.1) de l'interprétation de Rahel Jaeggi et Nancy Fraser dans *Capitalism. A Conversation in Critical Theory* (Fraser et Jaeggi, 2018). Selon les deux autrices, l'ouvrage-clé de Marx est ponctué de deux grands « déplacements épistémiques ». La présentation du premier déplacement épistémique, à partir d'une lecture attentive du *Capital*, devrait nous permettre de mieux cerner le rapport à la coercition sous le capitalisme – plus précisément : son *invisibilisation*. Je présenterai certains des mécanismes coercitifs explicités – et historicisés – par Marx qui permettent à mon sens de mieux cerner le régime de visibilité du capitalisme. C'est le deuxième déplacement épistémique qui sera ensuite analysé (1.2). On verra que le premier déplacement concerne l'espace (τόπος), alors que le deuxième concerne l'histoire ou l'enquête historique (ἱστορία). Dans cette section, je survolerai la notion d'accumulation primitive (la première section abordera brièvement le fétichisme de la marchandise). L'objectif central de cette relecture de Marx est de faire ressortir ces deux « modes de récit » : un « récit de surface » (que Marx attribue à l'économie politique bourgeoise ou classique et que d'autres qualifient d'hagiographique,

comme on verra) et un « récit sous-jacent » (le récit *critique* de la violence à l'origine de la forme historique spécifique que représente le capitalisme). On verra que ce récit de surface voile les *mécanismes politiques* et *juridiques* et voile également les *dynamiques socio-historiques* à l'origine de cette forme historique particulière que représente le capitalisme.

Dans la dernière partie de ce chapitre (1.3), qui présente en quelque sorte un plaidoyer pour une sociologie marxiste non-orthodoxe au croisement de la sociologie historique, je relève d'abord le caractère distinctif (et distinctivement dynamique) des concepts marxistes et, au sein de la galaxie conceptuelle mobilisée par Marx, le caractère singulier des concepts de *fétichisme de la marchandise* et d'*accumulation primitive* chez Marx (des notions-synthèses qui nous aident à mieux cerner le projet théorique de Marx). Partant de Werner Bonefeld (Bonefeld, 2001) et Derek Sayer (Sayer, 1983, 1987, 1991), je montrerai que le travail empirique et la recherche historique sont absolument essentiels pour toute approche sociologique qui se revendique de la pensée de Marx. Comme on le verra : c'est par l'histoire, uniquement par l'histoire que l'on peut espérer défitichiser les catégories conceptuelles qui forment l'essence du capitalisme. C'est la démarche historique qui permet de donner à ces « abstractions » une forme *concrète* : « [l]es concepts de Marx prennent leur sens [*are best explicated*] à travers leur utilisation effective » (Sayer, 1987, p. 13). Définir une « classe sociale » ou toute autre notion mobilisée par Marx, cela signifie, en dernière instance « écrire son histoire » (Sayer, 1987, p. 22). Et en ce qui me concerne plus directement : définir l'impérialisme capitaliste, cela consistera également dans mon cas à écrire son histoire. C'est ce que je ferai dans les chapitres subséquents, et j'insiste sur ce point dans la conclusion de ce chapitre.

1.1 De la surface à l'arrière-plan du capitalisme

Rahel Jaeggi et Nancy Fraser publiaient en 2018 un ouvrage, sous forme de discussion entre les deux autrices, entièrement consacré à la conceptualisation, à l'historicisation, à la critique du capitalisme : *Capitalism. A conversation in Critical Theory* (Fraser et Jaeggi, 2018). Nancy Fraser introduit dans cette discussion l'idée d'un « récit de surface » (*front-story*) du capitalisme et d'un autre récit : un « récit sous-jacent » (*back-story*). Le récit de surface du capitalisme dissimulerait ainsi un récit *autre* qui tend à être nié, un récit qui révélerait néanmoins la brutalité de la mise en place du capitalisme. Sa violence originelle, primitive : « Il s'avère qu'il existe un tout autre récit de l'origine du capital lui-même – une histoire plutôt violente faite de vols, de dépossession et d'expropriations » (Fraser et Jaeggi, 2018, p. 29). Fraser et Jaeggi identifient quatre grandes caractéristiques du capitalisme (selon la présentation que les autrices qualifient d'*orthodoxe*) pour ensuite montrer que ces caractéristiques ne représentent que le récit superficiel (*front*

story) de la société capitaliste, laquelle repose sur quelque chose comme des « conditions préexistantes » (*background conditions of possibility*). Le récit de surface dissimulerait ainsi les fondements historiques de la société capitaliste, laissant croire à des mécanismes économiques *non fondés politiquement*. C'est un élément absolument essentiel sur lequel je reviendrai à plusieurs reprises et qui guide mon analyse de l'impérialisme américain – on verra que le succès économique de la Corée du Sud est *fondé politiquement*, alors que des « débâcles » économiques comme le cas du Guatemala ont beaucoup à voir avec des facteurs exogènes, à savoir : avec les ambitions impériales du capitalisme américain.

Les notions de récit de surface et de récit sous-jacent laissent entrevoir un rapport particulier entre ce qui *est* et ce qui *n'est pas visible*. Fraser emploie également les notions d'avant-plan (*foreground*) et d'arrière-plan (*background*) pour éclairer ce qui représenterait à son sens une dynamique essentielle du capitalisme pourtant escamotée par certaines lectures « orthodoxes » (j'aurai l'occasion de revenir sur cette orthodoxie). L'idée est que l'avant-plan économique *visible* de la société capitaliste reposerait sur un arrière-plan *invisible* qui est ni plus ni moins la condition de possibilité du marché et de la société capitaliste. Il faut insister sur ce point : cet arrière-plan *invisible concerne toujours le domaine du politique*. Comme le disent les autrices : « [t]outes les transformations historiques du capitalisme résultent d'interventions du politique » (*any given transformation is politically driven*) (Fraser et Jaeggi, 2018, p. 15). Pour donner une densité à ces notions, Fraser et Jaeggi se tournent vers le livre 1 du *Capital* de Marx.

Fraser identifie ainsi deux « déplacements épistémiques » (*epistemic shifts*) chez Marx. En partant de la *surface* de l'échange d'équivalents pour révéler progressivement la sourde coercition (exploitation, contrainte, pénalités diverses) qui est dissimulée au sein du processus de production, Marx effectuerait un *premier déplacement*. Ce premier déplacement doit être rapproché à mon avis de la notion de fétichisme de marchandise : c'est la forme fétichisée de la marchandise qui rend opaque, abstraite ou carrément invisible l'exploitation pourtant cristallisée en elle. Quant au *deuxième déplacement épistémique*, il nous amène de la production vers la « violence originelle » de ce mode de production, vers le processus d'*accumulation primitive du capital*. C'est un processus brutal, fait d'expropriations, de confiscations violentes, de privations et de suppression de l'accès aux moyens de production ou de subsistance. C'est la violence profonde du capitalisme que déterre Marx, sous la surface des contrats et des échanges « librement consentis ».

La méthode employée par Marx a pour effet « [...] de *rendre visible* quelque chose qui était auparavant dans l'obscurité » (Fraser et Jaeggi, 2018, p. 30, c'est moi qui souligne). En procédant de la sorte, Marx révèle ce que le capitalisme tend à rendre invisible (de même que cette tendance à *jouer sur la visibilité*) mais qui représente néanmoins un élément constitutif du capitalisme, si bien qu'à la lecture du *Capital* « [...] ce 'quelque chose' s'impose comme le présupposé nécessaire de ce qui nous apparaissait – à tort – comme la scène principale, et par ce dévoilement, un éclairage nouveau est jeté sur ce qui semblait constituer cette scène » (Fraser et Jaeggi, 2018, p. 30).

1.1.1 Premier déplacement épistémique : rendre visible l'exploitation invisible

Dans sa préface à l'édition française du *Capital* Louis Althusser invitait les lecteurs francophones à « laisser délibérément de côté » la section I pour passer directement à la section II, garantissant que : « les lecteurs qui voudront bien observer scrupuleusement cet ordre de lecture [...] ne le regretteront pas » (Althusser, 1969) ¹⁹. Le lecteur qui suivait le conseil d'Althusser devait pourtant tourner le dos aux premières réflexions du *Capital* autour de cette forme absolument fondamentale de la production capitaliste : la marchandise. Comme on le sait, Marx entonnait dès la première ligne : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une 'immense accumulation de marchandises' » (Marx, 1968, p. 109). Ce même lecteur s'affranchissait peut-être d'une lecture passablement laborieuse, mais il escamotait certaines réflexions autour d'un processus central au sein du mode de production capitaliste, d'hier à aujourd'hui : le processus de marchandisation. « Des choses qui, par elles-mêmes, ne sont point des marchandises », écrivait Marx : « [...] par exemple, l'honneur, la conscience, etc., peuvent devenir vénales et acquérir ainsi par le prix qu'on leur donne la forme marchandise » (Marx, 1968, p. 189).

Escamoter la première section du *Capital* fait perdre de vue la méthode marxienne, qui consiste à prendre la surface des échanges comme point de départ, pour montrer graduellement ce qui s'y dissimule ; à partir du *visible* pour laisser s'exprimer peu à peu l'*invisible* ; à faire apparaître l'arrière-plan (le *background*, chez Fraser) du capitalisme, jusqu'à ce que sa présence nous apparaisse comme le présupposé nécessaire de la

¹⁹ Observant, chez les marxistes, une tendance à revenir à un « idéalisme pré-marxiste », Althusser prétendait défendre la « rigueur scientifique du matérialisme marxiste » contre cette tendance. Wood – après E.P. Thompson (Thompson, 1978) – reproche toutefois au marxisme structuraliste d'Althusser d'aboutir à un « dualisme rigide » qui place d'un côté « la théorie » et de l'autre : « l'histoire », favorisant la première, au détriment de la seconde (l'empirisme, les processus, l'histoire) (Wood, 2000, p. 7-8). Comme on verra à la fin de ce chapitre (1.2.2), cette thèse en appelle à une démarche empirique fortement ancrée dans l'histoire, la démarche historique. Pour une critique de l'althusérianisme, voir : l'introduction et le chapitre 2 dans *Democracy Against Capitalism* (Wood, 2000).

surface. Anselm Jappe abonde en ce sens : on ne peut se permettre de lire *Le Capital* « par fragments ou en inversant l'ordre des chapitres » comme le recommandait Althusser : *Le Capital* « suit un développement cohérent qui va de l'abstrait au concret » (Jappe, 2017, p. 20). Je laisse consciemment en plan, pour le moment, la question de la tension entre « concret » et « abstrait », tout en gardant à l'esprit que cette tension représente, comme le souligne à juste titre Anselm Jappe, la « *contradiction fondamentale* de la formation sociale capitaliste » (Jappe, 2017, p. 46). La section 1.3 abordera plus en détails le rôle et la centralité de l'abstraction.

Le premier *déplacement épistémique* auquel réfère Fraser doit être rapproché de la notion marxienne de fétichisme : par la notion de fétichisme de la marchandise, Marx exprime des relations *sous-jacentes* aux objets qui nous entourent, qui n'apparaissent pas dans la forme phénoménologique de la marchandise comme telle. Marx cherche à « politiser », à « socialiser » ces objets apparemment « sans trajectoire » : ce sont des *objets sociaux produits du travail social*, insiste-t-il. Plus l'on avance dans la lecture du *Capital* et plus se dévoile le caractère radicalement superficiel de l'échange et la densité de ce qu'étouffe le fatras des échanges, le « bruit » de cette surface.

Le fétichisme de la marchandise : première approche

Dans les pages qui suivent, la marchandise sera qualifiée ni plus ni moins par Marx de « cellule germinale » de la société moderne (capitaliste) et, dans cette section du *Capital*, Marx introduira la notion incontournable de « fétichisme de la marchandise ». Le « fétichisme » est l'attribution d'une *signification autre*, que l'objet en lui-même ne porte pas, dans le cas de la marchandise : une signification *injectée* par les rapports sociaux capitalistes. La marchandise *apparaît devant moi* et se prête à l'échange (à l'acquisition, à la vente) ; elle ne me *donne aucun indice quant à sa provenance*, quant au *travail nécessaire à sa production*. Sous le capitalisme, la fonction d'échange de la marchandise en vient à prendre tout l'espace des significations, si bien qu'on ne voit plus les relations sociales sous-jacentes, les interactions humaines qu'implique leur production, que l'on ne conçoit plus le *travail concret* qui s'y dissimule, la *sueur et le sang* (pour reprendre une formule de Marx) qui se cristallisent dans la forme-marchandise.

Sous la plume de Debord, cette surface *visible de la marchandise* acquiert un caractère autonome, devenant finalement la *seule chose visible*. L'histoire des sociétés modernes ne repose plus simplement sur la marchandise, c'est désormais « [t]oute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production » qui s'annonce comme une « immense accumulation de spectacles » (Debord,

1992). Le « spectacle » représente la marchandise à son stade suprême de fétichisation. Il est « le moment où la marchandise est parvenue à *l'occupation totale* de la vie sociale. Non seulement le rapport à la marchandise est visible, mais on ne voit plus que lui : le monde que l'on voit est son monde » (Debord, 1992, p. 39). La *société du spectacle*, résume Debord, est une société où « [...] la marchandise se contemple elle-même dans un monde qu'elle a créé » (Debord, 1992, p. 47). L'intuition de Debord puise directement chez Marx, qui dès les premiers chapitres du *Capital* insiste sur le « voile » qui dissimule la véritable nature des marchandises – la forme argent, par exemple, plutôt que de révéler les « caractères sociaux des travaux privés » ne fait que les « voiler » (Marx, 1968, p. 158). Marx avant Guy Debord avait compris à quel point les apparences sont trompeuses dans le monde des marchandises. Car si la marchandise se présente comme quelque chose d'intelligible, qui se « comprend de soi-même », Marx y voit néanmoins une « chose très complexe, pleine de subtilités métaphysiques » (Marx, 1968, p. 152).

Anselm Jappe recense de nombreuses expressions chez Marx qui font ressortir le caractère « mystérieux » de la marchandise. Les termes employés par Marx sont en effet aussi nombreux qu'évocateurs : « secret », « subtilités métaphysiques », « énigme », « forme bizarre », « forme fantastique », « arguties théologiques », etc. (Jappe, 2017, p. 41). Le jeu des apparences, s'il n'est pas relevé *directement* par Jappe, est néanmoins omniprésent dans sa description de la marchandise : « [c]'est la forme-argent qui fait *disparaître* derrière une *apparence* de chose le vrai rapport des marchandises : [...] le travail humain abstrait » (Jappe, 2017, p. 42). Les métaphores visuelles abondent chez Marx, tout particulièrement dans les premiers chapitres du *Capital* : ici les « [fausses] apparences », les « faux-fuyants », ce qui est rendu « invisible », les « fiction[s] », le « secret », le « mysticisme », ce qui « disparaît » ou encore ce que « déguise » (Marx, 1968, p. 617) la forme contractuelle ; là ce qui « apparaît », se révèle peu à peu, « l'histoire réelle » sous le récit fictionnel et « apologétique » de l'économie politique bourgeoise, le « but » réel de la production, dissimulé, qui finit par s'imposer : « le but réel de la production capitaliste », celui que Marx « découvre » : « c'est la production d'une plus-value ou l'extorsion du travail extra » (Marx, 1968, p. 379, c'est Marx qui souligne).

Il cherchera à amener progressivement le lecteur vers le « fonds » sur lequel repose la surface visible des échanges de marchandises. Le caractère fétiche des marchandises est « *inséparable de ce mode de production [capitaliste]* » (Marx, 1968, p. 154), il est absolument spécifique au capitalisme nous dit Marx, de sorte que : « [si] nous envisageons d'autres formes de production, nous verrons disparaître aussitôt tout ce *mysticisme* qui *obscurcit* les produits du travail dans la période actuelle » (Marx, 1968, p. 158, c'est

moi qui souligne). Pour comprendre le « secret » de la marchandise, l'on doit pénétrer « dans la chambre où sont gardés les secrets les plus importants de la vie sociale, les secrets dont dépendent tous les autres » (Jappe, 2017, p. 26).

La chambre aux secrets... le laboratoire de la production

Daniel Bensaïd souligne que le *Capital* prend parfois des airs de roman noir – un genre littéraire qu'affectionnait d'ailleurs l'auteur (Bensaïd, 2009). C'est un peu à la manière d'un détective que Marx traque – et traque sans relâche – la marchandise, qu'il en questionne les apparences. Une traque parsemée d'intrigues, de mystère. À la toute fin de la section II, la narration prend d'ailleurs un tournant dramatique ; au moment d'exposer la marchandise, l'enquête rencontre son point d'inflexion ; l'on pénètre enfin dans la chambre aux secrets. On remarquera que ce premier déplacement est *spatial*, topographique, si l'on veut. Je serais tenté de dire : topo-sociologique (son amitié avec Engels, dont le père a fait fortune dans l'industrie du textile, lui fournit d'ailleurs un accès privilégié aux usines ; il est pertinent de le mentionner).

Nous allons donc, en même temps que le possesseur d'argent et le possesseur de force de travail, quitter cette *sphère bruyante* où tout se passe à *la surface* et *au regard de tous*, pour les suivre tous deux dans le laboratoire secret de la production, sur le seuil duquel il est écrit : *No admittance except on business*. Là, nous allons voir comment le capital produit, mais encore comment il est produit lui-même. La fabrication de la plus-value, ce *grand secret* de la société moderne, va enfin se *dévoiler* (Marx, 1968, p. 273, c'est moi qui souligne).

Marx découvre dans ce « laboratoire secret » les mécanismes de l'extraction de la plus-value (l'exploitation découlant du travail salarié et qui dépend de l'extraction d'un surtravail, d'un excédent de travail non-rémunéré prenant la forme d'une plus-value accaparée par le capitaliste). C'est un secret pourtant simple à décoder : « Tout le *secret* de la faculté prolifique du capital est dans ce simple fait qu'il dispose d'une certaine somme de travail d'autrui qu'il ne paye pas » (Marx, 1968, p. 575, c'est moi qui souligne). Ici comme ailleurs, le jeu des apparences est absolument fondamental, et c'est ce qui rend le décodage laborieux : « À *la surface* de la société bourgeoise, la rétribution du travailleur *se représente* comme le salaire du travail : tant d'argent payé pour tant de travail » (Marx, 1968, p. 577, c'est moi qui souligne). Cette surface dissimule le fonds de l'affaire. Le travail non payé se trouve ainsi à être « dissimulé » : le salaire fait « [...] *disparaître* toute trace de la division de la journée en travail nécessaire et surtravail, en travail payé et non payé [...] » (Marx, 1968, p. 583, souligné par moi), le surtravail prend

l'apparence d'un travail payé, de sorte que : « le rapport monétaire *dissimule le travail gratuit du salarié pour son capitaliste* » (ici, c'est Marx qui souligne).

On comprend maintenant, écrit Marx, l'immense importance que possède dans la pratique le changement de forme qui *fait apparaître* la rétribution de la force de travail comme salaire du travail, le prix de la force comme prix de sa fonction. Cette forme qui n'exprime que les *fausses apparences* du travail salarié, *rend invisible* le rapport réel entre capital et travail et en montre précisément le contraire ; c'est d'elle que dérivent toutes les notions juridiques du salarié et du capitaliste, toutes les *mystifications* de la production capitaliste, toutes les *illusions libérales* et tous les *faux-fuyants apologétiques* de l'économie vulgaire (Marx, 1996, p. 583-584, c'est moi qui souligne).

La méthode de Marx consiste dans un premier temps à révéler quelque chose qui échappait au regard malavisé. Il le fait en pénétrant dans le « lieu » de la production.

1.1.1.1 Les mécanismes d'occultation de la coercition capitaliste

« Une chaîne retenait l'esclave romain », écrit Marx, mais ce sont « des *fiels invisibles* qui rivent le salarié à son propriétaire » (Marx, 1968, p. 624, c'est moi qui souligne). C'est le rapport coercitif, rendu impersonnel, anonyme, distant, abstrait ; c'est la violence capitaliste dissimulée, niée, cachée, qui se révélera graduellement au fil de la lecture du *Capital*. Cette violence capitaliste qui échappe obstinément au regard, Marx doit la traquer dans le « laboratoire secret » de la production. Pourtant, la coercition est centrale et impose le surtravail : « [d]ans son développement, le capital devient en outre un *rapport coercitif* au sein duquel la classe ouvrière est contrainte d'exécuter plus de travail que ne l'exige le cercle resserré de ses besoins » (Marx, 1968, p. 394). Le premier « déplacement épistémique » consiste donc pour une large part à *rendre visible le rapport coercitif dissimulé sous la surface des échanges – de ce qui était posé comme des équivalents*.

Si dans l'Antiquité, au Moyen-Âge ou dans les « colonies modernes », la coordination des forces de travail était fondée sur « des rapports immédiats de domination et de servitude », le capitalisme « présuppose au contraire le travailleur libre », simple « vendeur de sa force [de travail] » (Marx, 1968, p. 422). On verra dans le chapitre suivant qu'Ellen Meiksins Wood reprend cette idée afin de distinguer l'impérialisme spécifiquement capitaliste des autres formes impérialistes. Cette « liberté » apparente du travailleur est

évidemment suspecte²⁰, ce que Marx exprime dans cet extrait où il exprime avec ironie, à la toute fin de la deuxième section du *Capital* : « Liberté, Égalité, Propriété et Bentham » ; « *Liberté!* car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise [le travail, par exemple] n'agissent par contrainte » – à ce stade-ci, il devrait être clair que cette absence de contrainte est *superficielle*, sinon carrément illusoire ; travailleurs et capitalistes, poursuit Marx, « passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits » ; l'égalité n'est qu'une façade qui donne l'*apparence* d'un échange entre des équivalents (Marx, 1968, p. 274).

Propriété! car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient [moyens de production pour l'un ; force de travail pour l'autre]. *Bentham!* car [...] en vertu d'une harmonie préétablie des choses [...] travaillant chacun pour soi [...] ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun (Marx, 1968, p. 274).

À regarder la scène de plus près, on réalise qu'il s'agit d'une illusion. Voilà qu'est jeté un « éclairage nouveau », celui-là même dont parlait Fraser sur « ce qui semblait constituer cette scène ». Voilà qu'est fragilisée la surface, que le théâtre capitaliste apparaît pour ce qu'il est : un théâtre des illusions. Sous cet éclairage nouveau, « [l]a physionomie des personnages de notre drame » se transforme, écrit Marx : le capitaliste « marche le premier ; le possesseur de la force de travail le suit par derrière, comme son travailleur à lui ; celui-là le regard narquois, l'air important et affairé » (Marx, 1968, p. 274). Dans cet extrait où le rythme de l'analyse semble suspendu, Marx nous présente le travailleur, marchant derrière le capitaliste ; il est « timide, hésitant, rétif, comme quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : à être tanné » (Marx, 1968, p. 274).

L'échange *semblait* juste et égalitaire, mais à y regarder de plus près, il n'y a que la forme d'extraction du surtravail qui change par rapport à l'esclavage (Marx, 1968, p. 318). Cette comparaison entre esclavage et travail salarié ponctue le *Capital* – particulièrement lorsqu'il s'agit de parler du travail des enfants ou du travail dans les mines. Le rapport coercitif dissimulé par la fiction des contrats « librement consentis » entre capitaliste et travailleur est un des premiers mécanismes d'occultation de la coercition capitaliste auquel Marx s'attaque.

²⁰ Marx l'exprimait avec force dans son *Discours sur le libre-échange* : « Messieurs, ne vous laissez pas imposer par le mot abstrait de liberté. Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu, en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le Capital d'écraser le travailleur » (Marx, 1999, p. 42).

(1) Le contrat jette un voile sur la relation d'exploitation

Dans la tradition libérale, de John Locke à Friedrich A. Hayek, en passant par Milton Friedman, Von Mises ou autre « apologiste » du marché, la relation contractuelle entre possesseur de force de travail et possesseur de moyens de production est souvent vue comme un facteur de la « liberté » capitaliste – chez des auteurs comme Hayek ou Milton Friedman, par exemple (Friedman, 2016 ; Hayek, 1985). Marx emploiera une des images les plus fortes, les plus sévères du Capital pour dénoncer cette relation « contractuelle », où le contrat ne sert qu'à perpétuer un rapport de domination *vampirique* :

Le contrat par lequel [le travailleur] vendait sa force de travail *semblait* résulter d'un accord entre deux volontés libres, celle du vendeur et celle de l'acheteur. L'affaire une fois conclue, il se découvre qu'il n'était point un « agent libre » ; que le temps pour lequel il lui est permis de vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est *forcé* de la vendre, et qu'en réalité le vampire qui le suce ne le lâche point « tant qu'il lui reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à exploiter » (Marx, 1968, p. 385, c'est moi qui souligne)²¹.

Face à cette volonté insatiable d'absorber le travail, la puissance publique est contrainte d'intervenir afin « [d']empêcher la transformation du sang d'enfants en capital » (Marx, 1968, p. 356), mais... l'impératif d'accumulation *contraint* le capital à *déplacer la coercition*. Lorsque, par exemple, au terme d'âpres luttes ouvrières, l'État anglais convient de fixer à 10 heures la limite d'une journée de travail, le capital réagit en intensifiant la production à l'heure. À l'heure plus « poreuse » d'une journée de 12 heures répondra dorénavant une heure plus « dense » d'une journée de 10 heures (Marx, 1968, p. 498-499)²². Ce *déplacement coercitif* est un réflexe récurrent et une dynamique inhérente au capitalisme. On verra ainsi, dans le chapitre sur la journée de travail (Le Capital, troisième section, chapitre X), les capitalistes réagir violemment à toute législation contraignante pour l'esprit d'accumulation ; on les voit faire corps pour contester les législations jugées trop limitatives, cherchant à s'amadouer le cadre légal, à s'assurer d'un confort législatif pour le bénéfice de l'accumulation sans limite.

²¹ Cette métaphore du caractère vampirique du capital revient à au moins une autre reprise, dans le Capital, où Marx compare le capital à un « vampire » qui « ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage » (Marx, 1968, p. 336).

²² Face à ces interventions de la puissance publique, le Capital s'agite « bruyamment » et ouvre une campagne pour revendiquer l'accès à cette force de travail : « L'anthropologie capitaliste décréta que l'enfance ne devait durer que jusqu'à dix ans, tout au plus jusqu'à onze [...] Ils parvinrent en fait à intimider le gouvernement à tel point que celui-ci proposa en 1835 d'abaisser la limite d'âge des enfants de treize à douze » (Marx, 1968, p. 360).

Lorsque l'offre de travailleurs joue contre eux, ou lorsque le besoin « d'absorber de la main d'œuvre » s'impose, ce sont des signatures de la main des enfants que cherchent à obtenir les capitalistes au bas des contrats qu'on aime à dire « libres » : « Jadis, l'ouvrier vendait sa propre force de travail dont il pouvait librement disposer, maintenant il vend femme et enfants ; il devient marchand d'esclaves » (Marx, 1968, p. 489). D'ailleurs, sur le plan de la forme, nous rappelle Marx, les demandes de travail d'enfants ressemblent étrangement à « la demande d'esclaves nègres telle qu'on la rencontra dans les journaux américains » (Marx, 1968, p. 490)²³. L'éloge libéral du contrat *librement consenti* garde un silence de plomb sur les formes contraignantes des relations contractuelles dans l'histoire. La forme contractuelle masque donc un rapport coercitif qui va au-delà de la seule relation entre Travail et Capital et qui interpelle directement l'État – lequel rend possible et perpétue (en reconnaissant la validité juridique ou en sanctionnant le non-respect des engagements) le rapport coercitif dissimulé par la forme contractuelle. Mais l'État peut tout aussi bien modérer les ardeurs du Capital qui, tout assoiffé qu'il est, produit « l'épuisement et la mort précoce » de la force de travail sans laquelle il n'est pourtant rien (Marx, 1968, p. 348-349).

La forme contractuelle *déplace le rapport coercitif vers une forme juridique-abstraite qui désengage et déresponsabilise le capitaliste du rapport coercitif que cette relation-même, pourtant, génère.*

(2) Le caractère invisible de l'aliénation par la machine

La machine amène une autre couche d'abstraction dans le rapport coercitif capitaliste, elle qui lance « les tisserands dans l'éternité » (c'est l'expression qu'utilisaient les journaux anglais pour « annoncer les hauts faits des bourreaux » (Marx, 1968, p. 514), mais... n'est-elle pas « innocente des misères qu'elle entraîne » (Marx, 1968, p. 519). La machine n'est bien sûr que le rempart *visible* d'une domination dissimulée ; elle participe à l'abstraction de celle-ci. C'est l'emprise du capitaliste sur la machine qui est en cause, mais cette emprise *n'apparaît pas a priori*. L'observation des formes historiques de vandalismes à l'endroit des machines rend compte de la force et de la prégnance de cette abstraction.

²³ Dans la même veine, Markus Rediker rappelle les circonstances qui menaient souvent à l'enrôlement des marins à bord de navires négriers (des marins que Rediker présente comme un *prolétariat maritime*) : le drame de cette scène-ci est celui de marins venus se griser dans quelque taverne portuaire et qui, en échange de la promesse d'un règlement de leur dette (et bien souvent d'une dette « imaginaire ») par un capitaine de négrier généralement de mèche avec un tavernier tout aussi crapuleux, acceptent sans grand discernement de signer un contrat les engageant dans une « Traversée du Milieu » qui durera plusieurs mois (Rediker, 2013).

Ainsi de la destruction par le peuple d'une scierie au 17^e siècle, dans le voisinage de Londres ou encore : le cas d'une machine à eau qui servait à tondre la laine des moutons et fut « rédui[te] en cendres » par « cent mille hommes mis par elle hors de travail » ; ainsi de la destruction des machines dans les districts manufacturiers anglais au début au 19^e siècle :

Il faut du temps [résume Marx] et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation (Marx, 1968, p. 511).

C'est l'exploitation par la machine qui se prête aux sens : *la machine participe de l'abstraction du rapport coercitif ; c'est elle qui est visible alors que la réelle exploitation, en tant que rapport social lié à la forme que prend la propriété, échappe aux sens.*

(3) La division du travail fait apparaître le travail des ouvriers comme propriété du capitaliste

En fait, la machine transforme le travailleur en une simple fonction du dispositif, elle le « le contraint d'agir avec la régularité d'une pièce de machine », faisant de lui un « travailleur parcellaire » (Marx, 1968, p. 438). Marx ajoute plus loin : « Ce n'est pas seulement le travail qui est divisé, subdivisé et réparti entre divers individus, c'est l'individu lui-même qui est morcelé [...] » et prend soudainement l'apparence d'un « automate vivant » (Marx, 1968, p. 451). En relayant le travail des ouvriers à une « opération de détail »²⁴, la machine fait apparaître la somme des opérations spécifiques – répétitives et aliénantes – comme la propriété du capitaliste : « L'habileté de l'ouvrier apparaît chétive devant la science prodigieuse, les énormes forces naturelles, la grandeur du travail social incorporées au système mécanique, qui constituent la puissance du *Maître* » ; « Dans le cerveau de ce maître, son monopole sur les machines se confond avec l'existence des machines », poursuit Marx (Marx, 1968, p. 504). « Pour pouvoir fonctionner » le travailleur a désormais besoin de « ce milieu social qui n'existe que dans l'atelier du capitaliste [...] l'ouvrier de manufacture est marqué au fer rouge du sceau de la division du travail qui le revendique comme propriété du capital » (Marx, 1968, p. 452).

²⁴ Le directeur général d'une verrerie, à qui l'on demande « Comment pouvez-vous maintenir actifs les jeunes garçons que vous occupez ? » répond : « Il leur est impossible de négliger leur besogne ; une fois qu'ils ont commencé, nul moyen de s'arrêter ; ils ne sont rien autre chose que des parties d'une machine » (Marx, 1968, p. 438-439).

La conscience bourgeoise, elle, n'éprouve aucune gêne à « exalte[r] [...] la condamnation à perpétuité du travail à une opération de détail et sa subordination passive au capitaliste », mais la voilà qui « pousse les hauts cris et se pâme quand on parle de contrôle, de réglementation sociale du processus de production ! » (Marx, 1968, p. 447). « La division manufacturière du travail suppose l'autorité absolue du capitaliste sur des hommes transformés en simples membres d'un mécanisme qui lui appartient » (Marx, 1968, p. 446).

Laissant apparaître le travail de l'ouvrier comme la puissance du capitaliste lui-même, la contrainte liée au travail productif est présentée non pas comme contrainte, mais comme concession offerte à l'ouvrier qui sans cette faveur ne peut trouver subsistance.

(4) La hiérarchie au sein de la production contribue à l'abstraction du rapport coercitif

En tant que processus d'extraction de plus-value, la « direction capitaliste » « devient nécessairement *despotique* » (Marx, 1968, p. 419). Mais plus du capital s'accumule, et plus la *surveillance despotique* au sein de la production *gagne en abstraction* – c'est un élément non négligeable, dans la mesure où il pointe vers la tendance typiquement capitaliste à cumuler les couches d'abstraction de sa violence pour tromper la vigilance :

[...] quand son capital grandit et avec lui la force collective qu'il exploite, [le capitaliste] se démet de sa fonction de surveillance immédiate et assidue [...] et la transfère à une espèce particulière de salariés [directeurs, gérants, surveillants, inspecteurs et contremaîtres, lesquels] commandent au nom du capital (Marx, 1968, p. 419).

Le capitaliste « n'est point capitaliste parce qu'il est directeur industriel ; il devient au contraire chef d'industrie parce qu'il est capitaliste » (Marx, 1968, p. 419-420). L'accumulation dicte sa position autoritaire, « despotique », au sein du régime de production, et non l'inverse. Et c'est en étant placé à distance du processus productif qu'il règne sur la production : c'est par l'abstraction de son autorité que son autorité s'impose. « La manufacture crée ainsi une *hiérarchie des forces de travail* à laquelle correspond une échelle graduée de salaires » (Marx, 1968, p. 439). Cette « gradation *hiérarchique* » parmi les ouvriers permet à la discipline de s'imposer subtilement, faisant apparaître l'illusion d'une production au nom de la production, une production régie par des impératifs extérieurs et indépendants du contrôle du capitaliste.

Ce décalage spatial, cette distance par rapport au processus productif concret – cette « abstraction » de la direction – permet la déresponsabilisation d’une coercition proprement capitaliste, elle assure au capitaliste une domination proprement capitaliste – on devrait dès maintenant abandonner l’idée d’un « dogme » d’une identité figée au sein de la direction capitaliste : l’abstraction est constitutive de cette « direction ». Le capitalisme domine par l’abstraction de sa domination. Et c’est pour cette raison que le capitalisme domine avec autant de force.

(5) La coercition s’exerce loin des regards, là où le capitaliste est législateur privé

Dans le « laboratoire secret » de la production, le capitaliste des manufactures anglaises agit sans témoin, il « [...] formule en législateur privé et d’après son bon plaisir son pouvoir autocratique sur ses bras dans son code de fabrique [code qui n’est qu’une « caricature de la régulation sociale », selon Marx] » (Marx, 1968, p. 505). L’emploi du fouet par le « conducteur d’esclaves est remplacé par le livre de punitions du contremaître » (Marx, 1968, p. 505). Engels décrit le phénomène (Marx, 1968, p. 506) : une amende pour quelques minutes de retard seulement enjoint le travailleur à respecter le « temps capitaliste »²⁵. Dix minutes de retard suffisent pour que le quart de son salaire journalier lui soit retiré :

La cloche despotique lui fait interrompre son sommeil et ses repas. Et comment se passent les choses à l’intérieur de la fabrique ? Ici le fabricant est législateur absolu [...] et s’il y introduit l’arbitraire le plus extravagant, les Tribunaux disent aux travailleurs : Puisque vous avez accepté volontairement ce contrat, il faut vous y soumettre... (Marx, 1968, p. 506).

« Toutes ces punitions se résolvent naturellement en amendes et en retenues sur le salaire [...] [ce qui] fait en sorte qu’ils profitent encore plus de la violation que de l’observation de leurs lois » (Marx, 1968, p. 505-506). Est « privé » ce qui « concerne quelqu’un dans sa personne même », mais également ce : « [q]ui ne concerne pas le public, qui se fait sans témoins » (Larousse), « [o]ù le public n’a pas accès, n’est pas admis » (Robert) : *No admittance except on business*, peut-on lire sur le seuil du laboratoire où Marx pénètre.

La coercition, l’autorité et le despotisme capitaliste tendent à s’exercer loin des regards, c’est également en ce sens qu’elle est « privée ». Toute « privatisation », en son essence, signifie également – on ne saurait

²⁵ Pour une étude sur le « temps capitaliste » par rapport à d’autres régimes de temporalité, voir (Martineau, 2017) ; Martineau y distingue le « temps concret » non capitaliste d’un « temps abstrait », capitaliste.

trop insister sur ce point – la soustraction du regard « public », la transition ou le déplacement vers « ce qui se fait sans témoin ».

(6) La concurrence agit comme une loi coercitive extérieure

La coercition est au cœur du processus productif, mais le capitaliste « individuel » n'est *qu'indirectement responsable* de cette coercition : le mauvais traitement imposé aux travailleurs « ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel », écrit Marx : « [l]a libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes » (Marx, 1968, p. 354). La concurrence contraint ainsi le capitaliste individuel à *accumuler* déplaçant le rapport coercitif vers un extérieur :

[l]a concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de *conserver* son capital *sans l'accroître* et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive (Marx, 1968, p. 644, c'est moi qui souligne).

De la même manière :

La détermination de la valeur par le temps de travail s'impose comme loi au capitaliste employant des procédés perfectionnés, parce qu'elle le force à vendre ses marchandises au-dessous de leur valeur sociale ; elle s'impose à ses rivaux, comme loi coercitive de la concurrence, en les forçant à adopter le nouveau mode de production (Marx, 1968, p. 404).

Le capitaliste individuel a donc beau jeu de se délier de toute responsabilité dans l'application de contraintes – les contraintes de la production s'expliquent par la forte concurrence du marché.

La concurrence déresponsabilise les capitalistes individuels du rapport coercitif qu'ils font pourtant exister, jour après jour, au sein de la production. Le marché déresponsabilise les agents particuliers qui le font pourtant exister comme force contraignante abstraite.

1.1.2 Deuxième déplacement épistémique : la violence qui présuppose la « sourde pression des rapports économiques »

Le deuxième déplacement épistémique de Marx intervient dans la huitième section du *Capital* et concerne l'accumulation primitive du capital. Avec force détails, mobilisant la littérature économicopolitique et de multiples interlocuteurs contemporains au phénomène, Marx détaille la violence à l'origine de

l'accumulation capitaliste. L'accumulation primitive, c'est cette violence originelle dissimulée sous les relations factices des échanges. C'est l'expropriation brutale des travailleurs (Marx, 1968, p. 772), ce sont les expropriations, la spoliation des biens de l'Église, c'est :

[...] l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée [...] voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive (Marx, 1968, p. 740).

L'idée centrale est qu'« au fond du capitalisme [Marx ne saurait être plus à propos] » s'effectue une « *séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production* » (Marx, 1968, p. 717). L'accumulation primitive est donc *la violence fondatrice*, celle qui divise la société en classe, celle qui retire les moyens de subsistance aux producteurs, à l'avantage d'une classe de possesseurs. Elle est cette violence qui rend possible l'accumulation des uns... par la déposssession des autres. « Ce qui gît au fond de l'accumulation primitive du capital, au fond de sa genèse historique, c'est l'expropriation du producteur immédiat, c'est la dissolution de la propriété fondée sur le travail personnel de son possesseur » (Marx, 1968, p. 785). On assiste à l'« usufruit des biens communaux » (Marx, 1968, p. 720) ; les paysans sont « chassés du sol », alors que l'épanouissement des manufactures de laine donne lieu à des « actes de violence » et à des expropriations – Marx référera ici à Thomas More (Marx, 1968, p. 721-722). Le mouvement à l'origine du capitalisme est celui de cette grande *séparation*.

Si elle est en un sens le « point de départ [de] la production capitaliste » (Marx, 1968, p. 715), l'accumulation primitive représente également le « *mouvement historique* [j'insiste sur les termes employés] qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures » (Marx, 1968, p. 717). Le terme « primitif » ne devrait pas faire oublier cette idée de *mouvement*, ce processus. À première vue, la violence brutale de l'accumulation *primitive* (le terme n'est pas de Marx, d'ailleurs, qui le reprend d'Adam Smith (Wood, 2000, p. 20) ; il n'est pas inutile de le mentionner) semble représenter chez Marx un moment clos : ne s'agit-il pas d'une phase « antérieure à l'accumulation capitaliste », selon ses mots (Marx, 1968, p. 715) ? L'emploi du terme « primitif » est peut-être un boulet pour le marxisme : le terme a une connotation anthropologique qui tend, de manière pourtant radicalement opposée à la méthode suggérée par Marx, à placer l'accumulation *fondatrice* dans un temps ahistorique – c'est pourtant à l'extrême-opposé de ce que Marx cherche à faire. Mais il est vrai que plusieurs formules chez Marx invitent à croire qu'il s'agit d'un moment « scellé », par exemple lorsqu'il écrit que cette violence des origines appartient « à l'âge préhistorique du monde bourgeois » (Marx, 1968, p. 717). Il est pourtant assez clair, à mon sens, que Marx

cherche à montrer comment ce moment « primitif » intègre et constitue – au sens fort – le temps « présent » du capitalisme, comment ces « origines » se rapportent au présent qu’il observe – Marx est d’ailleurs beaucoup trop sensible à l’histoire, aux processus historiques pour qu’il en soit autrement. Il est conscient que cette violence « primitive » existe toujours « en latence », qu’elle est comme « suspendue » dans le présent capitaliste. J’aborderai cette question plus en détails au point 1.3. Pour le moment, je me contente donc d’insister sur ce point : si le premier déplacement épistémique effectué par Marx concernait, comme je l’ai mentionné, l’espace (il est, comme je le disais topo-sociologique), le second fait indéniablement appel à l’histoire.

1.1.2.1 Écrire l’histoire du capitalisme, c’est *dénaturaliser* le capitalisme

Attardons-nous à un extrait de la section huit du *Capital* :

[...] il se forme, écrit Marx, une classe de plus en plus nombreuse de travailleurs qui subissent les exigences du régime [capitaliste émergeant] aussi *spontanément* que le changement des saisons. Dès que ce mode de production a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance [...] la *sourde pression des rapports économiques* achève le *despotisme du capitaliste sur le travailleur*. Parfois, on a bien encore recours à la contrainte, à l’emploi de la force brutale, *mais ce n’est que par exception*. Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être *abandonné à l’action des « lois naturelles »* de la société, c’est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le *mécanisme même de la production* (Marx, 1968, p. 744, tous les italiques sont de moi).

L’ajout des guillemets dans la toute dernière phrase de cet extrait n’a rien de fortuit : Marx a insisté à de nombreuses reprises, et tout particulièrement dans cette section sur l’accumulation primitive, sur le fait que le capitalisme représente une *forme sociale-historique* particulière. On est forcés d’en conclure qu’il ironise ici la tendance des « économistes bourgeois » à présenter le mouvement vers le capitalisme comme un mouvement « naturel ». C’est précisément à cette naturalisation du capitalisme que s’attaque Ellen Meiksins Wood, qui dans l’édition anglaise de son ouvrage *L’origine du capitalisme*, résume sa position comme suit : « Mon intention c’est par-dessus tout de défier la naturalisation du capitalisme et de relever ce qui en fait une forme sociale historiquement spécifique et une rupture radicale par rapport aux formes sociales précédentes » (Wood, 1999, p. 7). Wood reproche aux tentatives d’explication des origines historiques du capitalisme (le « modèle commercial » ou le « modèle démographique ») de présenter un argument circulaire qui consiste à assumer la « présence latente » du capitalisme dans les relations humaines afin d’en expliquer la réalisation, ce qui que ces modèles ont tendance à assumer la « chose même qui mérite d’être expliquée » (une formule qui revient souvent dans ses travaux). Ces

modèles explicatifs obscurcissent ainsi la spécificité historique du capitalisme et ont tendance à penser le capitalisme dans la continuité des sociétés non capitalistes. Aussi bien dire que la spécificité du capitalisme se retrouve masquée puisqu'on ne saisit pas bien ce qui distingue ce régime économique et social des régimes précédents. En procédant de la sorte, on tend à réaffirmer certains présupposés, ce qui a des conséquences fâcheuses : le capitalisme apparaît ainsi comme une « opportunité » qui n'attend qu'à être saisie par l'homme, il tend à être présenté comme la réalisation de la nature humaine. Cette naturalisation du capitalisme obscurcit non seulement notre compréhension du passé : elle limite également nos espoirs futurs, puisque le capitalisme étant présenté comme une force inscrite dans la nature humaine, on imagine mal comment il nous est possible de le renverser. À l'avis de ceux qui se revendiquent du « marxisme politique » (Ellen M. Wood, Robert Brenner, Benno Teschke, etc.), le projet de réinterprétation du capitalisme ne représente donc pas simplement un exercice théorique ; il s'agit, fondamentalement, d'un projet *politique* – voir l'entretien réalisé par Frédérick Guillaume Dufour et Jonathan Martineau (Dufour et Martineau, 2011).

Naturaliser le capitalisme, le poser comme une force transhistorique, c'est ni plus ni moins le dépolitiser : s'il a toujours existé en puissance, le capitalisme ne peut pas être le produit de volontés humaines, de volontés politiques. Rendre au capitalisme son caractère social-historique spécifique représente donc en soi un projet politique pour les tenants du « marxisme politique » : c'est ce caractère proprement politique du projet théorique de Wood et de Robert Brenner qui leur vaudra justement l'étiquette (péjorative, dans un premier temps, et assumée et revendiquée par la suite) de « marxisme politique ». Le marxisme politique, sous la plume de Wood, propose une réinterprétation non dogmatique de Marx, qui s'intéresse en premier lieu à la spécificité historique du capitalisme en termes de « relations sociales de propriété ». C'est le rôle essentiel du marché comme élément au cœur des relations sociales et le rapport coercitif particulier qui en est le corollaire qui donnent selon Wood sa spécificité au capitalisme : il s'agit effectivement d'un mode de production où tout est potentiellement marchandisable, un « système où même la force de travail des individus est considérée comme un produit de base, destiné à la vente sur le marché » (Wood, 2009, p. 3), elle est donc soumise à des « lois coercitives externes », pour reprendre les termes de Marx.

Une violence indirecte, décalée permet ainsi la reproduction des processus d'accumulation. Cette dépendance au marché est telle, sous le capitalisme, qu'elle affecte l'ensemble des relations sociales et englobe tous les acteurs économiques : le marché *définit* dans une très forte mesure l'ensemble des

rapports sociaux ; il impose une coercition propre, qui *ne semble pas* dépendre d'un pouvoir politique. L'avènement de cette forme historique nouvelle dans l'histoire implique une transformation radicale des rapports de production et d'exploitation.

Ce système unique de dépendance au marché résulte en un ensemble d'exigences et de contraintes systémiques spécifiques au capitalisme et qu'il ne partage avec aucun autre mode de production : les impératifs de compétition, d'accumulation et de maximisation du profit (Wood, 1999, p. 71).

À mon sens, le mérite de Wood est de rendre particulièrement limpide ce qui apparaissait déjà (à tout le moins en substance) chez Marx – parfois, en reprenant très exactement les termes et expressions employés par l'auteur du *Capital*. À l'origine même du capitalisme, comme on l'a vu avec Marx, il y a ce processus de « séparation », ce que synthétise ici Wood : le « *point de départ* de la production capitaliste est en effet rien de moins que le *processus historique de séparation* [*the historical process of divorcing*] du Producteur et des moyens de production » (Wood, 2000, p. 21, c'est moi qui souligne). Souvenons-nous, par exemple, le commentaire de Marx concernant l'Antiquité, le Moyen-Âge ou les colonies modernes : là, l'extraction de surplus reposait sur des « rapports immédiats de domination et de servitude », alors que le système capitaliste implique un travailleur « libre » vendant « librement » sa force de travail (Marx, 1968, p. 422). Cette idée est reprise et approfondie par Wood : sous le capitalisme, l'appropriation est soumise – ou *peut* être soumise – à une *logique d'accumulation strictement économique*. Au sein des relations sociales de production capitalistes, l'appropriation des surplus n'est donc *pas forcément dépendante de moyens extra-économiques d'appropriation*. Là où à d'autres époques, sous d'autres régimes économiques, la menace de la contrainte physique assurait à une classe dominante l'appropriation de surplus, le capitalisme *déplace le rapport coercitif*, le renvoie vers la sphère du marché – rompant ainsi avec un rapport coercitif direct et... la rendant de ce fait *invisible*. C'est sur ce point que j'insiste. Sous le capitalisme, ce sont ces mécanismes anonymes ou « purement » économiques, qui permettent l'accumulation des surplus. Comme le résume Wood :

Étant entendu que ceux qui s'approprient les surplus ne peuvent pas compter sur des moyens d'appropriation extra-économiques, ni exercer des contraintes coercitives directes – militaires, politiques ou judiciaires, à l'instar des seigneurs de l'époque féodale qui exigeaient du surtravail des paysans –, ils en sont réduits à dépendre des seuls mécanismes économiques du marché (Wood, 2009, p. 3).

Dans l'extrait que j'ai présenté plus haut, c'est à mon sens la méthode de Marx qui se révèle. Il écrit en toutes lettres : « Parfois, on a bien recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, *mais ce n'est que*

par exception ». N'est-ce pas ici encore l'expression de ce que Fraser considérerait comme « l'arrière-plan » de la production capitaliste, un arrière-plan qui structure, en dernière instance, tout ce qui *se prête au regard* sous le capitalisme ? Dans le « cours ordinaire des choses », les travailleurs « subissent » les contraintes de l'ordre économique « aussi spontanément que le changement des saisons » : autant dire que l'ordre économique s'est *naturalisé*, qu'il *se présente* aussi naturellement que le printemps s'impose après l'hiver. Mais son institution n'a jamais été et ne peut « être » naturelle pour autant. Et c'est à l'histoire qu'il faut en appeler pour invalider cette naturalisation du capitalisme.

1.1.2.2 Récit de surface des échanges, récit sous-jacent de l'accumulation

Le récit des économistes « bourgeois » a beau essayer de « masquer » les mécanismes violents permettant d'effectuer la rupture avec les temps précapitalistes – cette « grande transformation », selon l'expression de Polanyi –, l'histoire qu'écrit ou que *réécrit* Marx n'est pas tirée des nuages : elle est « écrite en lettres de sang et de feu indélébiles », écrit Marx dans un passage célèbre du *Capital* (Marx, 1968, p. 717-718) ; le récit brutal qui disparaît est un *récit que l'on cherche à faire disparaître*. Il en va de même, de manière générale, pour la coercition : l'emploi de la « force brutale » ne disparaît jamais véritablement, mais elle échappe au regard – ou elle est « latente », « en suspens », comme on verra de manière plus détaillée dans le chapitre deux. La rendre visible demeure le seul projet valable et viable pour toute pensée critique, pour toute pensée qui se réclame du marxisme – le fait qu'elle « échappe » au récit de l'économiste bourgeois n'est qu'une manifestation supplémentaire de la position « organique » et de l'ancrage idéologique de ce dernier, n'est qu'une expression de plus d'une vision « étriquée » et *intéressée* du réel. C'est *l'histoire réelle* que Marx prétend et cherche à raconter ; il est très clair sur ce point : « Ne faisons pas comme l'économiste qui, lorsqu'il veut expliquer quelque chose, se transporte dans un état originel fictif » (Marx, 1996, p. 108). L'accumulation primitive n'est pas simplement méconnue ; elle est *inavouée*, *niée* par l'économie politique, par le récit de surface du capitalisme. Pour découvrir cette violence à l'origine du « monde bourgeois », il est donc impératif de creuser sous le « récit de surface » : il faut quitter le terrain de l'hagiographie et reconstituer le « récit sous-jacent ».

C'est sans doute dans cette section du *Capital* que Marx adresse ses critiques les plus sévères à la « science » économique. « Dans les manuels béats de l'économie politique, écrit-il, c'est l'idylle [...] qui a de tout temps régné » (Marx, 1968, p. 716), mais « dans l'histoire réelle » (ce sont ses mots) : « c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale qui ont joué le grand rôle »

(Marx, 1968, p. 716)²⁶. À ce point-ci du *Capital*, Marx ne prend plus les détours de la phénoménologie des marchandises ou de l'argent, n'évoque plus les distinctions abstraites entre valeur d'échange et valeur d'usage ; il a suffisamment gratté la surface des choses : il s'attaque maintenant au fond de l'affaire. Désormais, c'est l'approche historique, l'histoire de la mise en place du capitalisme qui tient le haut du pavé. Le « mouvement historique qui convertit les producteurs en salariés » est tissé de violence, quoiqu'en dise l'économie politique bourgeoise. Dans les campagnes, raconte-t-il, la propriété se concentre : « [...] les petits fermiers seront transformés en autant de gens *forcés* de gagner leur subsistance en travaillant pour autrui [...] » (Marx, 1968, p. 731). Cette violence dans les campagnes se prolonge dans les villes : « [i]ls ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu » (Marx, 1968, p. 740).

Le rythme des expropriations « violentes et répétées » ne permet pas aux « manufactures naissantes » d'absorber cette masse de travailleurs potentiels et « [d']autre part, ces hommes brusquement arrachés à leurs conditions de vie habituelles ne pouvaient se faire aussi subitement à la discipline du nouvel ordre social. Il en sortit donc une masse de mendiants, de voleurs, de vagabonds » (Marx, 1968, p. 740). En réponse à cela, on verra apparaître une « législation sanguinaire contre le vagabondage » : la loi anglaise, écrit Marx « [...] les traita en criminels volontaires ; elle supposa qu'il dépendait de leur libre arbitre de continuer à travailler comme par le passé et comme s'il n'était survenu aucun changement dans leur condition » (Marx, 1968, p. 740).

Le récit des origines historiques du capitalisme remplit un objectif très précis : la méthode de Marx consiste à montrer que *l'aspect politique* de la mise en place du régime économique est absolument fondamentale et de surcroît qu'il *était historiquement visible* ; mais la contribution des pouvoirs politiques à sa mise en œuvre disparaissent progressivement, se dissipe petit à petit, laissant finalement apparaître des mécanismes « purement » économiques (l'expression est de Marx, et non de Wood) – l'emploi des guillemets est une constance chez Marx, j'insiste, ce n'est pas anecdotique : il est parfaitement conscient que la contribution du politique ne disparaît jamais complètement. Dans un premier temps – Marx pourrait

²⁶ L'accumulation primitive « [...] joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie [...] [o]n nous en explique l'origine par une aventure qui se serait passée quelques jours après la création du monde. De même, il y avait autrefois, mais il y a bien longtemps de cela, un temps où la société se divisait en deux camps : là des gens d'élite, *laborieux*, intelligents [...] ici un tas de coquins faisant gogaille [« faire gogaille » : festoyer] du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout ». On peut voir dans ces quelques lignes de Marx une boutade adressée à Locke, qui conçoit une nature humaine *duale* : industriels d'un côté, oisifs de l'autre (Marx, 1968, p. 716).

difficilement être plus clair sur ce point – les bouleversements dramatiques dans les campagnes ont « l'apparence d'une révolution politique plutôt qu'économique » (Marx, 1968, p. 513, c'est moi qui souligne), et si quelques-unes des « méthodes d'accumulation primitive » reposent sur « l'emploi de la force brutale », toutes, en tout cas « sans exception exploitent le pouvoir de l'État » (Marx, 1968, p. 761). En clair, *c'est le pouvoir politique qui fait exister les relations de marché* : ici comme ailleurs, Marx cherche à nous faire voir comment *l'économie agit comme surface* des choses et se rattache à ce *fonds politique*. Prenons la mesure de phrases comme celle-ci : « La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'État », écrit Marx (Marx, 1968, p. 744). Il y a une violence radicale des origines, une « force brute » qui mobilise le politique pour ensuite disparaître progressivement – elle disparaît dans le récit : c'est une préoccupation centrale de Marx dans cette section du *Capital*. Ce processus est pourtant le fondement même du capitalisme.

La Glorieuse Révolution exprime cette dynamique à merveille, en ce qu'elle représente un moment clé de la mobilisation de la puissance de l'État à des fins d'accumulation. Celle-ci porte au pouvoir « faiseurs d'argent, nobles terriens, et capitalistes roturiers » qui vont inaugurer « l'ère nouvelle par un gaspillage vraiment colossal du domaine public. Les domaines de l'État que l'on n'avait pillés jusque-là avec modestie, dans les limites conformes aux bienséances, furent alors extorqués de vive force au roi [...] » (Marx, 1968, p. 727). Ce détournement, « [c]ette appropriation frauduleuse du domaine public [...] voilà [...] la base sur laquelle repose l'oligarchie anglaise actuelle » (Marx, 1968, p. 728). Dans sa *Contre-histoire du libéralisme*, Losurdo ajoute : « l'aristocratie terrienne anglaise réussit à consolider sa domination sur les infortunés Irlandais (qui jouent le rôle des Indiens et des Noirs), à impulser la clôture des terres communes et l'expulsion des paysans » (Losurdo, 2013, p. 344). Après la Glorieuse Révolution, les attaques aux propriétés communales acquièrent en effet une force nouvelle : ces « actes de rapine » existaient depuis le 16^e siècle, mais constituaient des « attentats individuels combattus, vainement, il est vrai [...] par la législature. Mais au 18^e siècle – voyez le progrès! – la loi même devint l'instrument de spoliation » (Marx, 1968, p. 728-729). Le parlement si chèrement défendu chez les canons de la pensée libérale, deviendra le principal moteur de cette « spoliation » et de l'accumulation par la classe bourgeoise. Les « lois sur la clôture des terres communales » votées par le parlement représentent selon Marx « des décrets au moyen desquels les propriétaires fonciers se font eux-mêmes cadeau des biens communaux, des décrets d'expropriation du peuple » (Marx, 1968, p. 728-729). Et quoiqu'en dise la pensée libérale, la bourgeoisie s'approprie des « terres en friche », certes, mais également des terres cultivées (Marx, 1968, p. 730).

Dans ce chapitre absolument incontournable sur l'accumulation primitive, Marx s'intéresse « aux leviers [politiques] appliqués » pour « précipiter *violemment* la marche » des mécanismes « économiques » (Marx, 1968, p. 727, c'est moi qui souligne). Jamais la fonction politique ne disparaît du récit des origines du capitalisme chez Marx : c'est le « récit » apologétique du libéralisme qui cherchera à faire disparaître, qui convertira cette histoire du capitalisme en une « hagiographie » du capitalisme et, puisque souvent, le libéralisme présente une « histoire » du libéralisme et du marché : en une « hagiographie » du libéralisme comme tel, qui aboutit à un « refoulement colossal » (Losurdo, 2013) de la violence longtemps prônée par ce courant de pensée pour faire exister les formes les plus politiquement contraignantes du marché.

1.2 De l'abstraction au concret, de la surface à l'Histoire

Derek Sayer a parfaitement raison d'insister sur le caractère particulier des concepts chez Marx : les contours de ceux-ci sont « ouverts » (*open-ended*), indéfinis et entretiennent entre eux un rapport dialectique (Sayer, 1983, p. 165). Dans sa préface au livre III du Capital, Engels insistait d'ailleurs : il ne faut pas s'attendre à trouver « des définitions fixes, tranchées, applicables une fois pour toutes dans l'œuvre de Marx » et, ajoutait-il, il ne faudrait pas assumer que Marx « souhaite définir » alors qu'il ne fait « qu'investiguer » (cité dans Sayer, 1987, p. 21). Il est impossible de cerner isolément le sens d'un concept chez Marx ; les contours de ceux-ci sont en quelque sorte suspendus à cet autre pôle conceptuel qu'ils interpellent. De sorte que l'on ne peut définir le salariat sans aborder le profit ; la valeur d'usage interpelle la valeur d'échange, définir le prolétariat oblige à définir la bourgeoisie, etc. Comme le résume Sayer : « [chaque concept] est ce qu'il est en vertu de sa relation avec l'autre, et doit être conceptualisé en conséquence » (Sayer, 1987, p. 19). Il ne s'agit pas d'un angle-mort ou d'une quelconque faiblesse de la théorie qu'il faudrait chercher à corriger. Ce flou relatif qui entoure les concepts-clé du capitalisme s'explique plutôt par l'ancrage de Marx dans une ontologie profondément dialectique. Contrairement à certains postulats du marxisme orthodoxe (qui pose, par exemple, la primauté de l'infrastructure sur la superstructure), Marx concevait le monde comme un « réseau complexe de relations internes, au sein duquel tout élément n'est ce qu'il est qu'en vertu de sa relation aux autres » (Sayer, 1987, p. 19). J'aborderai plus avant (1.3.1) cet aspect relationnel-dialectique des concepts de Marx, en tentant de cerner la fonction particulière – et la relation particulière – des concepts de fétichisme de la marchandise et d'accumulation primitive.

Mais ce n'est pas simplement à travers cet entrelacement dialectique que se définissent les concepts chez Marx. De manière plus fondamentale encore, c'est par leur déploiement dans l'histoire, c'est à travers le processus que les concepts marxistes prennent leur sens, se précisent (1.3.2). Tant et aussi longtemps qu'ils ne sont pas saisis dans la durée, dans le temps, ces concepts demeurent des « abstractions » (quand bien même représenteraient-ils des « abstractions réelles », une expression qui revient souvent dans le *Capital* et ailleurs). C'est une leçon fondamentale à tirer de la pensée de Marx (et de celle Derek Sayer) : appréhender *concrètement* un concept marxien (désignant une relation *essentielle* au capitalisme : les classes sociales, le rapport entre infrastructure et superstructure, etc.) implique *nécessairement* de l'appréhender en tant que *processus historique* (Sayer, 1983, p. 159). C'est donc dire que toute sociologie marxiste qui se respecte est (doit nécessairement être) une sociologie « historique ». Mais avant toute chose, je crois qu'il est pertinent de reconnaître que dans l'univers conceptuel de Marx, les notions de fétichisme de la marchandise et d'accumulation primitive occupent une place à part.

1.2.1 Fétichisme et accumulation : fonction de synthèse et rapport dialectique

Dans un premier temps (1), les concepts de fétichisme de la marchandise et d'accumulation primitive remplissent une *fonction de synthèse*. Chacune des deux notions condensent et synthétisent toute une galaxie conceptuelle, un ensemble de processus développés par Marx tout au long des premiers chapitres du *Capital*.

Les concepts d'accumulation primitive et de fétichisme de la marchandise sont des concepts au sein desquels se *cimentent* l'ensemble des relations sous-jacentes au sein du capitalisme²⁷. Le fétichisme de la marchandise interpelle et clarifie la relation entre la valeur d'échange et la valeur d'usage, le travail concret et le travail abstrait, le rapport entre salaire et profit, le surtravail, la plus-value, etc. L'accumulation primitive agit de la même manière : elle clarifie le rôle (la contribution) politique des classes sociales, la fonction historique de la bourgeoisie, les processus historiques de formation du prolétariat ; la notion explicite les processus, le rôle absolument fondamental du politique dans la mise en place de ce mode d'accumulation, etc. Si j'ai rapproché ces deux notions des deux « déplacements épistémiques » identifiés par Fraser, c'est qu'accumulation primitive et fétichisme de la marchandise expriment la *relation sous-jacente par excellence* entre l'*avant-plan* et l'*arrière-plan* sous le capitalisme. La fonction de ces concepts-synthèses est de révéler à la fois l'arrière-plan dissimulé sous la surface et les

²⁷ « Une des principales contributions de Marx », affirme David Harvey « a été de démontrer qu'il existe des *relations sous-jacentes* au sein du capitalisme » (*Capitalism. Part 4. What if Marx was Right?*, 2014).

mécanismes d'occultation de cet arrière-plan ; ils permettent de jeter « un éclairage [...] sur ce qui semblait constituer [la] scène » (Fraser et Jaeggi, 2018, p. 30), comme le disait Fraser. Ces deux concepts-synthèses permettent de voir les couches d'abstraction qui dissimulaient, au seul regard de la surface, la *relation sous-jacente*.

Comme les principaux concepts de l'économie politique de Marx, l'accumulation primitive et le fétichisme de la marchandise entretiennent une *relation dialectique* (2) qui doit être clarifiée.

On a déjà vu comment c'est par le processus de *séparation* caractéristique de l'accumulation primitive que le travail acquiert son caractère de *marchandise*. Mais le rapport coercitif *brut* des origines de l'accumulation ne disparaît pas complètement. Il demeure tout simplement « latent » (en arrière-plan), il est, comme on le verra, « suspendu » dans la forme marchandise. Werner Bonefeld l'exprime de belle manière : « [L]a terreur de la séparation [...] à l'origine du capitalisme, est comme un cauchemar qui guette silencieusement les pratiques sociales du travail humain » (Bonefeld, 2001, p. 7). Cette *séparation* du travailleur des « conditions de son travail » n'est donc pas un processus scellé qui exprimerait uniquement le processus à l'*origine* du capitalisme : « elle est en fait le 'véritable' processus par lequel se constitue la forme marchandise » (Bonefeld, 2001, p. 6). L'accumulation primitive agit comme un « point centrifuge » depuis lequel « irradie la forme spécifique du travail sous le capitalisme, la détermination de cette activité humaine en tant que *marchandise-travail* » (Bonefeld, 2001, p. 5). Bonefeld insiste à juste titre sur la persistance et la contemporanéité de l'accumulation « primitive ». Ce processus d'accumulation ne représente pas ou pas simplement la « préhistoire » du capitalisme, puisque la forme marchandise le réactive, le réaffirme, le réactualise constamment. David Harvey a grandement contribué à surmonter ces apories en théorisant la notion d'accumulation par dépossession – une notion que j'aborde dans le deuxième chapitre. La séparation du Travail des moyens de production n'est donc pas simplement un processus *spécifiquement capitaliste*, c'est un processus *permanent*. Comme le dit Bonefeld : « [i]l ne peut y avoir d'accumulation capitaliste sans la *reproduction permanente* de la *séparation* entre le producteur et son milieu » (Bonefeld, 2001, p. 4).

L'accumulation « primitive » ne peut pas être conçue comme un moment historique accompli ou comme le seul moment « primitif » du capitalisme ; le principe de l'accumulation reprend encore aujourd'hui certaines des mêmes méthodes d'accumulation que l'on voyait à l'œuvre dans ce temps « primitif » (expropriations, privatisations, nouvelles formes d'enclosures, disparition des communs, etc.).

L'accumulation primitive, selon la formule de Bonefeld, est *toujours le présupposé de la marchandise fétichisée*. Elle représente ni plus ni moins que le processus ou la *mise en marche de la marchandisation* en tant qu'élément spécifiquement capitaliste. Elle est l'action réitérée et reproduite qui permet de « constituer les relations sociales capitalistes » (Bonefeld, 2001, p. 7). Bonefeld l'exprime dans cet extrait : « [...] l'accumulation primitive se trouve en quelque sorte *suspendue dans la forme marchandise*, en tant qu'elle en est la *condition 'sous-terrain'*, la présupposition constitutive et *la base historique* » (Bonefeld, 2001, p. 6, le dernier italique est de moi). Le fétichisme de la marchandise apparaît toujours comme la forme accomplie de l'accumulation primitive.

J'insiste sur la formule de Bonefeld : l'accumulation primitive est, dit-il, la condition « sous-terrain » de la forme marchandise. Dans mes mots, je dirais : c'est ni plus ni moins l'arrière-plan *devenu* invisible dans la forme *hyper-visible* de la marchandise fétichisée. Ce qui induit un mode narratif particulier : c'est également le récit rendu invisible par le fatras des images saturées de « chaque marchandise déterminée » qui « lutte pour elle-même » (Debord). Le concept-synthèse d'accumulation primitive chez Marx établit donc *l'appartenance du temps passé de la coercition proprement capitaliste au temps présent de l'accumulation* « purement économique ». Le travail consiste, pour l'hagiographie ou l'économie politique bourgeoise à présenter la violence « brute » des origines comme antérieure ou extérieure au capitalisme, alors qu'il s'agit plutôt, pour la pensée critique d'inspiration marxienne, de montrer que ce temps et ce récit brutal intègrent l'histoire sous-terrain du capitalisme.

La violence originelle dissimulée par la marchandise fétichisée

L'entrelacement des concepts d'accumulation primitive et de fétichisme de la marchandise permet de clarifier le rapport qu'entretiennent capitalisme et coercition : plus sera élevé le degré de fétichisation de la forme-marchandise, et moins sera apparente la violence qui lui a permis (ou continue de lui permettre) de s'exprimer. Cette remarque est absolument essentielle pour mon propos : dans les relations sociales de production spécifiquement capitalistes, la *séparation*, le *décalage* (autant spatial que temporel) sont absolument fondamentaux.

L'objectif de cette étude sera de montrer comment ce décalage a été mobilisé par l'Empire capitaliste américain. Comme le dit Wood : sous le capitalisme « [...] le 'moment' de la coercition est séparé du 'moment' de l'appropriation [des biens produits, des surplus] » (Wood, 2000, p. 30). Moments ou temporalités séparés, puisqu'après la phase (après *chaque* phase, devrais-je dire) d'accumulation

(primitive), les mécanismes du marché *apparaissent* comme auto-suffisants ou encore : comme *naturels*. Leur forme phénoménale n'est pas l'expression de leur essence pour autant : le temps passé qui permet l'instauration du capitalisme ne peut être aussi facilement séparé du temps présent capitaliste. Pour donner un exemple concret : ce n'est pas parce que des capitaux accumulés via la traite de populations esclaves « changent de mains » (ou de « fonction ») que le temps passé de l'accumulation par l'esclavage disparaît. Quoiqu'en pense l'hagiographie ou l'économie politique bourgeoise, le transfert de fortunes (ou de patrimoines) constituées, accumulées via l'échange de marchandises-esclaves ne fait pas disparaître quelque origine détestable du Capital. Marx l'exprime dans cette puissante formule : « [m]aint capital qui fait aujourd'hui son apparition aux États-Unis sans extrait de naissance, n'est que du sang d'enfants de fabrique capitalisé hier en Angleterre » (Marx, 1968, p. 766). N'est-ce pas là un appel à lier les temporalités du « temps primitif » de l'accumulation au temps présent du capital fétichisé ? Eric Williams renchérit : « [l]'existence même du capitalisme britannique dépendait du coton des plantations d'esclaves des États-Unis [...] pollué de sang » (Williams, 1944, p. 190). La forme marchandise cristallise cette histoire « polluée de sang », elle est simplement la forme de *présentification du capitalisme*.

Dans un monde où les *rapports entre les hommes* deviennent des *rapports entre les choses* (une formule qui revient dans les *Manuscrits de 1844* (Marx, 1996)), il semble logique que l'histoire des hommes se dépose *dans les objets* du travail humain. Les marchandises, qui transportent avec elles leur histoire, sont ainsi, à des degrés divers, exploitation, sujétions, contraintes devenues objets échangeables et échangés sur le marché. Une « violence originelle » est potentiellement « suspendue » dans toute marchandise banale, un simple fruit, par exemple, devenu objet d'un commerce proprement capitaliste, une simple banane – c'est la marchandise dont nous suivrons le parcours lorsque viendra le temps d'analyser le cas guatémaltèque (chapitres 6 et 7). La « banane commerciale [représente] une des grandes conquêtes de l'homme sur la nature », s'enthousiasme, au début du 20^e siècle, un apologiste de la United Fruit Company (Adams, 1914, p. 26), acteur central du coup d'État qui renversera le président Arbenz, élu démocratiquement au milieu du siècle. L'auteur manifeste pareil entrain face à la mécanisation de la production : devenue « bien d'importation et objet de consommation aux États-Unis, [la banane] est le

pur produit de ce que je désigne comme la Machine », cette Machine qui représente « le plus grand accomplissement de l'Homme » (Adams, 1914, p. 15) ²⁸.

La mise en marché de la banane ou de quelque bien que ce soit repose *sur* et *dépend de l'occultation de cette violence* : « Tout produit est un appât avec lequel on tâche d'attirer à soi l'être d'autrui, son argent », écrit Marx dans les *Manuscrits de 1844* : « Tout besoin réel ou virtuel est une faiblesse qui attirera la mouche dans la glu » (Marx, 1996, p. 186). Cette « glu » brouille les repères, elle occulte et tend à nier l'origine des marchandises, remplaçant quelque origine détestable par du *spectacle*. Le processus de marchandisation est un *processus de négation de l'appartenance de cette temporalité primitive à l'objet considéré* : la violence appartiendrait à un temps *autre*, ou plus simplement : à un *non-temps*, à un temps hors de l'histoire du capitalisme. Imaginons une partie de *Monopoly* qui commencerait par la distribution radicalement inégalitaire des sommes d'argent, accordant ainsi un avantage disproportionnel à certains joueurs, et laissant les autres joueurs sans ressources pour commencer la partie. Imaginons ensuite que ce moment « initial » de distribution serait présenté comme un « avant » de la partie entamée, un moment n'appartenant pas au jeu. Le zèle avec lequel le capitalisme nie l'appartenance de l'accumulation primitive à sa propre temporalité fonctionne exactement de cette manière. Et il n'a d'autre argument pour réitérer ce zèle que la mobilisation de fétiches.

1.2.2 L'Histoire démasque les fétiches

« Marx a parlé de la violence des objets ; la violence des abstractions peut être tout aussi dévastatrice ».

Derek Sayer, *The Abstraction of Violence*

À travers sa propre fétichisation, la marchandise tend inévitablement à nier son appartenance au temps : il n'existe pas d'histoire, dans le monde de la marchandise, qu'un présent qui s'affirme et cherche à éveiller le désir d'acquiescer, d'échanger : « chaque marchandise lutte pour elle-même », dans *l'ici* et dans le

²⁸ Jefferson et Franklin n'ont jamais eu la chance de goûter à cette banane, déplore l'auteur, mais grâce aux vertus du commerce, le consommateur américain « d'aujourd'hui » (1914) peut accéder facilement aux meilleures bananes des tropiques (*high grade bananas*) (Adams, 1914, p. 26).

maintenant, et ne souhaite que « sa propre réalisation » (Debord). Il faut, je crois, saisir la distance entre la marchandise fétichisée et les modes « primitifs » d'accumulation du capital de la même manière qu'il faut saisir la séparation entre l'économique et le politique sous le capitalisme : en tant qu'ils sont l'expression du principal « mécanisme de défense du capitalisme » (Wood).

L'histoire, l'approche historique, est pour Marx un étalon dans la mesure où l'histoire raconte les origines d'une marchandise désocialisée, dépolitisée, *déshistoricisée* précisément. C'est en voyant les choses de cette manière qu'on comprend le sens et la portée du *Capital* – et de la démarche marxienne. Sans l'histoire, on ne comprend rien de cette forme fétichisée. L'histoire réelle, libérée des mythes des économistes bourgeois, de l'hagiographie de la pensée libérale, permet de raconter ce que le capitalisme tend à fuir avec une obstination plus dense qu'aucun autre mode de production.

Pour Marx, l'avènement de la modernité capitaliste marque le passage du concret et du particulier, à l'abstrait et à l'universel (Sayer, 1987, p. 11 et 56). Dans le monde précapitaliste, la dépendance et la domination étaient *personnelles, concrètes*. Le capitalisme impose une dépendance universelle dont le caractère est profondément abstrait. C'est ce qu'exprime le concept de fétichisme (de la marchandise) : cette inversion entre l'abstraction et le concret, une inversion qui aboutit à une domination par l'abstraction. Pour Sayer, cette « abstraction de la socialité » représente possiblement la caractéristique qui a le plus d'incidence pour la compréhension des phénomènes sociaux sous le capitalisme (Sayer, 1991, p. 58). Anselm Jappe abonde dans le même sens : la notion de fétichisme exprime le « renversement entre le concret et abstrait » (Jappe, 2017, p. 73) ²⁹. Sayer cherche également – et c'est ce qui a le plus d'incidence sur mon travail – à montrer comment c'est par un travail d'historicisation que les catégories abstraites du capitalisme retrouvent chez Marx leur forme concrète. En clair, si l'on endosse la lecture de Marx effectuée par Sayer – c'est mon cas –, on comprend que seule l'histoire peut permettre de démasquer les fétiches. Si l'on est fidèle à Marx, la fonction-même du matérialisme historique devrait être de « démasquer les fétiches » (Sayer, 1983, p. 156).

²⁹ Il voit dans ce renversement la « *contradiction fondamentale* de la formation sociale capitaliste ». À travers le processus de fétichisation de la marchandise « l'objet concret et sensible » ne compte que comme « incarnation de la valeur abstraite et suprasensible [...] le concret devient un simple porteur de l'abstrait. Il n'a d'existence sociale que dans la mesure où il sert à l'abstrait pour se donner une expression sensible » (Jappe, 2017, p. 46). Le fétichisme a une incidence sur l'agentivité humaine : cette inversion « empêche la société de prendre consciemment ses décisions » (Jappe, 2017, p. 15) ; il fait que pour les hommes « leurs rapports de production » prennent l'apparence de « chose matérielle, échappant à leur contrôle » (Jappe, 2017, p. 43).

Or, selon Sayer, le marxisme orthodoxe a justement eu tendance à *fétichiser* les concepts de Marx, ce qui compromet sérieusement les prétentions autant de « matérialisme » que « d'historicité » (Sayer, 1987, p. 143). L'idée d'un déterminisme *en dernière instance de l'économique (de la base matérielle)*, peut être saisie comme « une orientation [*guiding thread*] pour la recherche empirique et historique », mais ne devrait surtout pas représenter « un substitut théorique de celle-ci » (Sayer, 1987, p. 13). On n'a qu'à relire les commentaires d'Engels pour voir à quel point la compréhension orthodoxe de la pensée de Marx demeure... *superficielle*. « [L']élément qui détermine *ultimement* le sens de l'histoire [*the ultimately determining element in history*] », écrit Engels dans une lettre à Joseph Bloc datée du 21 septembre 1890 « est la production et la reproduction de la vie réelle » (Sayer, 1987, p. 6). Il poursuit :

Marx et moi-même n'avons jamais affirmé autre chose. Ainsi, quiconque se permet de déformer cette idée pour [nous faire dire] que le facteur économique est le *seul* facteur déterminant, ne fait que transformer cette proposition en une phrase vide de sens, *abstraite*, absurde (Sayer, 1987, p. 6, c'est moi qui souligne).

Il y a, insiste Engels, une « interaction » de toutes les sphères de la vie humaine dans la trajectoire de l'histoire – l'affirmation serait banale, si elle n'avait pas été déformée avec autant d'acharnement par le marxisme orthodoxe. Les commentaires d'Engels, ne représentent pas simplement à l'avis de Sayer, une mise en garde afin de prévenir certains usages de la théorie, ils sont : « un plaidoyer pour l'analyse empirique, et en particulier pour l'analyse historique » (Sayer, 1987, p. 11). Ce ne sont pas les « forces productives » mais les « relations sociales » (la notion fait écho aux écrits d'Ellen Wood) qui ont en dernière instance une « primauté explicative » (Sayer, 1987, p. 34). Faire de la « base matérielle » le « seul » principe déterminant, représente – je suis parfaitement Sayer sur cette idée – une *fétichisation* de ses notions, au sens que Marx lui-même donne au fétichisme. Et fétichiser les phénomènes économiques c'est nier leur caractère social et historique, c'est en dernière instance confondre le caractère et la forme spécifique qu'ils incarnent sous le capitalisme pour une caractéristique transhistorique.

Comme le dit Sayer : « voir le capital, de manière fétichiste, comme une chose », ne nous permet pas d'aller au-delà du « niveau des apparences » (Sayer, 1987, p. 135). Il utilise une formule de Marx qui s'avère fort utile pour mon propos : Marx en appellerait, selon lui, à une « excavation » sous la « surface de la société » (Sayer, 1987, p. 131-132). C'est cette « excavation » qui permet de *concrétiser* ces formes abstraites. En un mot, Sayer et Marx avant lui en appellent à l'histoire. Si le point de départ de toute

analyse du capitalisme consiste à révéler (par la théorie) le caractère factice de la surface (des échanges, par exemple), alors seul un travail d'excavation profondément ancré dans l'Histoire peut nous permettre de rendre son caractère concret à l'*impérialisme* de type capitaliste. En creusant sous la surface du « succès » sud-coréen et de l'échec soi-disant « endogène » du Guatemala, le travail d'excavation auquel j'entends procéder montrera comment le politique (et la géopolitique) ont déterminé le parcours de deux économies qui, toutes deux, dépendent étroitement de l'empire américain.

CHAPITRE 2

EMPIRE VISIBLE ET EMPIRE INVISIBLE

« Et en face de la reine des mers sur son déclin se dresse de plus en plus menaçante la jeune république géante ».

Karl Marx, *Le Capital*, livre 1, annexe X.

« Ils étaient nombreux à se demander si les États-Unis ne représentaient pas une forme plus subtile – et par le fait même plus dangereuse – d'impérialisme. Cela ne manquait pas d'irriter les Américains, qui demeuraient convaincus que leurs politiques commerciales permettaient d'accroître la richesse matérielle des nations et de rehausser leur prestige [...]. À la surface des choses, cela semblait vrai ».

William Appleman Williams,
The Tragedy of American Diplomacy

L'analyse de l'impérialisme capitaliste américain s'apparente souvent au parcours du funambule. Comme le dit Ellen Meiksins Wood : « [à] peine les mots "impérialisme américain" sont-ils évoqués que déjà la riposte fuse : les États-Unis ne gouvernent que chez eux et ils n'occupent aucun pays dans le monde » (Wood, 2011, p. 15) ; à tout le moins, ils n'occupent aucun pays de manière permanente. Même quand les discours des stratèges semblent trahir une quête de satisfaction des intérêts de la puissance américaine, on demeure loin de la défense « grossière » et « cynique » de l'impérialisme d'un Cecil Rhodes (c'est Lénine qui parle (Lénine, 1970, p. 93)), figure emblématique de l'impérialisme territorial britannique – ce même Rhodes qui affirmait : « Si je le pouvais, j'annexerais les planètes » (cité dans Arendt, 1982, p. 17). Il apparaît normal et parfaitement inoffensif de dire que la superpuissance américaine *ne s'impose pas*, qu'elle repose sur le consentement bien plus que sur la force brute et la contrainte. Pourtant, les États-Unis surplombent et pour ainsi dire : « dominant » le monde.

À l'apogée de leur Empire, les Britanniques ne se posaient pas la question de savoir s'il existait ou non un impérialisme britannique. Pour mémoire, chaque année, les pays du Commonwealth célébraient

religieusement le *Jour de l'Empire*, un rite patriotique auquel même les enfants n'échappaient pas³⁰. Et l'on suppose que c'est sans contrition qu'un historien respectable tel que William E.H. Lecky écrivait : « Rien dans l'histoire n'est plus admirable que le fait que, sous le drapeau de ces deux petites îles, ait pu croître le plus grand et le plus *bénéfique des despotismes* du monde » (cité dans Losurdo, 2013, p. 254 c'est moi qui souligne)³¹. On peut difficilement imaginer pareille « célébration » de l'Empire américain, et moins encore un tel enthousiasme vis-à-vis ses formes despotiques. Ce n'est pas que l'on ne célèbre pas l'Empire américain : on tend même à nier qu'il n'eût jamais existé. Les propos de George W. Bush sont ici encore éclairants : « L'Amérique, [affirmait-t-il le 19 novembre 1999, dans un discours à la Librairie présidentielle Ronald Reagan] n'a jamais été un empire. Nous sommes peut-être la seule puissance qui eut l'opportunité [de devenir un Empire] mais qui s'y refusa – préférant la grandeur au pouvoir, la justice à la gloire » (cité dans Bacevich, 2002, p. 201). Installé depuis peu à la présidence, Donald Trump promettait quant à lui des investissements massifs afin que l'Armée américaine soit « plus grande, plus performante et plus forte que jamais » : « Il s'agira de la plus grande montée en puissance de l'armée de l'histoire de l'Amérique », assurait-il : « J'espère que jamais nous n'aurons à l'utiliser. Mais personne ne doit nous chercher des noises, les amis. Personne ! » (Cartillier, 2017). N'est-il pas ironique de déployer la « plus grande montée en puissance » de l'armée américaine de l'histoire dans l'espoir avoué de ne jamais l'utiliser ? C'est sur ce type d'ironie que repose l'Empire américain – du moins, si l'on demeure à la surface des choses.

À la différence des Empires coloniaux, il est clair que les États-Unis, ne cherchent pas à accroître l'étendue géographique de leur « Empire » ; il ne s'agit pas d'un empire *territorial*. Il est pertinent de rappeler le caractère historiquement exceptionnel de cette démarche : au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale la première puissance mondiale a préféré *céder des territoires*, plutôt que de convertir ses

³⁰ « Le jour de l'Empire, observé chaque année le jour d'école précédant le jour férié du 24 mai pour l'anniversaire de la reine Victoria, était le rite patriotique le plus important pour les enfants du Canada anglophone au cours du demi-siècle suivant sa première célébration le 23 mai 1899 », peut-on lire sur le site de l'Encyclopédie canadienne (Stamp, 2006).

³¹ L'extrait se poursuit : « [Ce despotisme] embrasse quasiment 230 millions d'habitants sous le gouvernement britannique direct et plus de 50 millions sous protectorat britannique ». Cet « orgueil » de l'Empire est bien présent à l'esprit des personnages de *Mrs Dalloway*, le célèbre roman de Virginia Woolf, qui se déroule dans le Londres des années mille neuf cent vingt : Mrs Dalloway a elle-même le « sens de l'Empire britannique », songe Peter Walsh, autrefois épris d'elle. Voir (Woolf, 1994, p. 161) Un autre personnage appartenant à la haute société anglaise a « toujours l'Empire présent à l'esprit », tant et si bien qu'il est impossible de l'imaginer séparée de « cette terre, ou errant dans des territoires sur lesquels [...] l'Union Jack aurait cessé de flotter » : « Même parmi les morts, ne pas être Anglaise ! Non, non ! Impossible ! » (Woolf, 1994, p. 302).

occupations en annexions territoriales pures et simples (colonie américaine depuis le tournant du 20^e siècle, les Philippines obtiennent leur indépendance des États-Unis en 1946). Ce rapport complexe, parfois ambigu au territoire, amènera les États-Unis à appuyer les mouvements de décolonisation, tout en cherchant parallèlement et plus ou moins « subtilement » à brouiller la souveraineté des pays concernés. Ces « ambiguïtés » doivent faire l'objet de l'analyse de l'impérialisme qui prend forme après la Deuxième Guerre mondiale.

« La Seconde Guerre mondiale et ses lendemains immédiats », écrit Wood (une formule que je clarifierai dans le chapitre suivant) marquent « très précisément le début de ce nouvel ordre impérial » (Wood, 2011, p. 182). La complexité de ce nouvel ordre impérial, qui mobilise parfois la coercition, d'autres fois le « consentement et la coopération » (Harvey, 2005, p. 39), ne devrait pas nous décourager d'en faire l'analyse et encore moins nous amener à conclure en l'absence d'un impérialisme américain. En fait, certaines ambiguïtés relevées ici font écho à des dynamiques qui constituent l'essence même du capitalisme qu'on a abordés dans le chapitre précédent. L'impérialisme de type capitaliste est empreint de ce même caractère évanescent, insaisissable, fuyant ou opaque que j'ai évoqué dans mon analyse du capitalisme, et ce modèle impérialiste entretient un rapport tout aussi particulier avec le champ visuel que le capitalisme qui oriente et en guide le déploiement.

Dans ce chapitre, je présente en premier lieu (2.1.1) la spécificité de l'impérialisme capitaliste à partir des analyses d'Ellen Meiksins Wood. Cette spécificité repose, comme on peut le supposer, sur la *séparation du politique et de l'économique*, laquelle induit un rapport particulier à la coercition – et produit ainsi un type « nouveau » d'impérialisme. Je mettrai l'accent sur la centralité du rapport visuel, lequel remplit chez Wood comme chez Marx, à mon sens, une fonction structurante qu'il faut d'abord expliciter si l'on souhaite par la suite analyser de manière empirique le comportement de l'Empire américain dans les premières années de la Guerre froide. Dans un deuxième temps (2.1.2), j'aborde l'impérialisme capitaliste américain sous l'angle de son rapport complexe au territoire. C'est principalement David Harvey qui guidera ma lecture. J'aborderai la notion « d'accumulation par dépossession » et chercherai à montrer comment un certain « déni de géographie » a contribué à occulter le caractère impérialiste du comportement politique des États-Unis. Je conclus cette section en insistant sur le caractère « évanescent », « opaque », « invisible » de l'empire américain, tel qu'il apparaît aussi chez Harvey.

On a vu que Marx identifiait un récit de surface à caractère hagiographique, qu'il y opposait (selon Fraser et Jaeggi) un « récit sous-jacent » qui faisait ressortir, sous la surface des échanges économiques, un rôle, une fonction, une contribution du politique. Un tel récit de surface accompagne l'histoire de l'impérialisme américain, un récit qui cherche en tout premier lieu à « faire disparaître » la dimension impérialiste de la politique américaine – j'ai ici à l'esprit le titre brillant de l'ouvrage de Daniel Immerwahr, *How to Hide an Empire*, « comment dissimuler un Empire » (Immerwahr, 2019). Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les architectes de la politique étrangère américaine célébreront avec enthousiasme la fin de « l'Ère des Empires ». C'est ce que proclamait John Foster Dulles, véritable « monument » de la politique étrangère américaine, acteur central du coup d'État au Guatemala et qui occupera une place centrale dans cette étude (Immerman, 2010, p. 191). Cette tendance à « faire disparaître » l'Empire imprègne l'histoire et l'imaginaire américains sur la longue durée. Daniel Immerwahr rapporte qu'un document gouvernemental publié durant la Seconde Guerre mondiale stipulait que « la plupart des Américains » étaient alors convaincus que « seuls des pays 'étrangers' comme l'Angleterre », possédaient un empire et étaient même « estomaqués » (*amazed*) lorsqu'on évoquait la « conduite impérialiste » de leur pays (Immerwahr, 2019, p. 19). William Appleman Williams écrit quant à lui (1955) : « Une des idées récurrentes de l'historiographie américaine est qu'il n'y a rien de tel qu'un Empire américain » (Williams, 1992b, p. 89). Ce « déni d'Empire » que j'analyserai ici (2.2), représente une constance dans le récit de surface de l'impérialisme capitaliste américain. On verra que les historiens Charles A. Beard (2.2.1) et William A. Williams (2.2.2) ont cherché à déconstruire ce « mythe ». Plusieurs des notions qui guideront cette étude (le « mythe de la puissance par dépit », la « *Open Door policy* », l'idée d'une constance de l'*expansion*, etc.) seront définies, explicités et historicisées dans cette partie de mon travail. J'inscrirai les thèses de Williams dans le contexte de la Guerre froide et mettrai l'accent sur certaines des notions mobilisées par l'historien révisionniste pour comprendre la dynamique de la Guerre froide.

2.1 La spécificité de l'impérialisme capitaliste

« [L]a *séparation des buts politiques et économiques* est une garantie essentielle de la liberté individuelle. [...] Le pouvoir économique, même comme instrument de coercition [...] n'est jamais exclusif et total, et *n'est jamais un pouvoir sur la vie des hommes* ».

Friedrich A. Hayek, *La route de la servitude*

« [Chez Derek Sayer] [l]e capitalisme devient l'apothéose de la *non-liberté*, remplaçant une *dépendance personnelle* par une *dépendance universelle célébrant l'aliénation et le fétichisme* ».

-Gabriel L'Écuyer, « Chapitre 5. Derek Sayer », dans *Marxisme anglo-saxon : figures contemporaines. De Perry Anderson à David McNally*

2.1.1 Ellen Meiksins Wood : l'impérialisme capitaliste comme disjonction de l'économique et du politique

On se rappellera que ce qui fonde la spécificité du capitalisme, selon Wood, c'est cette « capacité singulière de détacher le pouvoir économique du pouvoir extra-économique » (Wood, 2011, p. 20). C'est cette disjonction de l'économique et du politique qui représentait le *point de départ* de la production capitaliste. À l'origine, cette séparation prenait la forme de l'accumulation primitive, un processus historique hautement politique qui impliquait la contribution du pouvoir – et de la violence – étatique, et qui consistait en premier lieu à séparer le « producteur des moyens de production ³² ». Je me permets d'en

³² « Au fond du capitalisme il y a donc la *séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production* », écrit Marx (1968, p. 717). Ellen M. Wood, explique, dans la continuité de Marx, que c'est en Angleterre, à partir du 16^e siècle, qu'une logique sociale spécifiquement capitaliste s'impose (logique sociale qui repose sur l'idée d'*amélioration*, développée par des penseurs comme John Locke). À partir de ce moment, le marché va s'imposer comme force coercitive autosuffisante et transformer l'ensemble des relations sociales. Cela s'explique par un contexte socio-économique particulier : la concentration des propriétés terriennes dans les mains de quelques Seigneurs faisait en sorte que les Seigneurs anglais pouvaient utiliser de nouveaux moyens d'exploitation des terres. Une forte proportion des terres nécessitait ainsi le travail non pas de paysans-propriétaires, mais de locataires (fermiers). Les Seigneurs vont donc louer leurs terres à des fermiers ; forcés de rentabiliser la production de ces dernières, ceux-ci emploieront des travailleurs salariés. Le fait que les Seigneurs ne disposaient que de «

rappeler ici les grandes lignes. Selon Wood, la spécificité du capitalisme repose sur le fait que ce régime génère une différenciation unique de ces deux sphères, ce qui signifie que « l'appropriation de surplus [...] se déroule dans la sphère "économique" par des moyens "économiques" », si bien que la « contrainte immédiate » qui permet le transfert des « surplus de travail » du producteur direct (travailleur) vers le capitaliste ne résulte pas à proprement parler d'une « orientation politique » :

[...] les fonctions sociales de production et de distribution, et l'allocation du surtravail sont, en un sens, privatisés et s'accomplissent par des moyens non-autoritaires, *non politiques*. En d'autres termes, l'allocation des ressources et du travail ne résulte pas, au final, d'une direction politique ou d'une délibération [...] ils s'effectuent à travers les mécanismes [et les « lois »] de l'échange marchand (Wood, 2000, p. 28-29).

Au stade développé du capitalisme cette séparation *apparaît* comme un « donné », si bien que les mécanismes du marché *semblent* être le seul déterminant agissant sur le comportement des acteurs économiques – la « sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitalisme sur le travailleur », disait Marx (Marx, 1968, p. 744). Wood propose que ce même processus de disjonction *détermine le développement historique du capitalisme* et représente logiquement le *noyau dur de l'impérialisme capitaliste*. Le « long processus historique de développement du capitalisme » peut se comprendre comme la reconduction et la perpétuation de cette dynamique, disait-elle, ce qui se traduit par une « différenciation croissante du pouvoir de classe par rapport au pouvoir étatique, donc une forme de privatisation du pouvoir politique » (Turgeon, 2013, p. 275). C'est « la prédominance d'une coercition économique, distincte de la coercition 'extra-économique' directe – politique, militaire, judiciaire – qui donne à [...] l'impérialisme son caractère spécifiquement capitaliste » (Wood, 2011, p. 19). Il se distingue des autres formes d'impérialisme « précisément par sa capacité à étendre sa domination par des moyens purement économiques » (Wood, 2011, p. 28), par exemple : « en manipulant les forces du marché et même en se servant de l'arme de la dette » (Wood, 2011, p. 28-29). Elle ira jusqu'à dire que l'impérialisme capitaliste « n'est *pratiquement plus qu'une affaire de domination économique* » : « les impératifs du marché manipulés par les grandes puissances capitalistes *assument désormais le rôle autrefois dévolu aux États impériaux et aux colons* » (Wood, 2011, p. 209, c'est moi qui souligne). L'impérialisme capitaliste n'a pas *forcément* recours à des moyens « extra-économiques » pour assurer sa domination : il s'en remet « aux impératifs du 'marché' pour accomplir l'essentiel de son travail impérial » (Wood, 2011, p. 201). Sous

[...] faibles moyens extra-économiques signifiait qu'ils ne dépendaient pas tant de moyens coercitifs directs pour extraire une rente plus significative de leurs locataires, mais plutôt : de leur productivité ». Je n'entre pas dans les détails ici : le lecteur qui souhaite approfondir cette question se référera à l'ouvrage de Wood (Wood, 1999, p. 75).

le capitalisme, l'appropriation est soumise – *peut être soumise* – à une *logique d'accumulation strictement économique*.

Mais il faut insister sur ce point : bien que Wood considère la « séparation » de l'économique et du politique comme principal déterminant de la forme capitaliste de l'impérialisme, il est clair qu'elle demeure consciente (tout autant que Marx pouvait l'être) que ces mécanismes « purement » économiques relèvent néanmoins de la *surface des choses*. Elle est à certains moments très claire sur ce point : fidèle à Marx, elle considère que traiter les sphères économiques et politiques *séparément* équivaut à « reproduire les mystifications bourgeoises » (Wood, 2000, p. 22). De la même manière, William Appleman Williams que j'aborderai sous peu (2.2.2) sera accusé (à tort) de déterminisme économique. Pourtant, du point de vue de Williams : « [l']enjeu de la réalité ne repose pas sur une simple opposition de l'économique vis-à-vis des idées, ou du politique par opposition à l'un ou l'autre », dans la réalité, insistait-il : « un geste politique est également un geste économique [...], une décision économique est un choix politique [...], une conception de la liberté implique un engagement pour un système économique particulier » (Berger, 1992, p. 18).

À de nombreuses reprises dans *L'empire du capital*, Wood emprunte au registre visuel pour décrire cette dynamique qui constitue le noyau dur de l'impérialisme capitaliste. Ainsi, la « seule coercition » qu'exerce l'impérialisme capitaliste « en apparence du moins » (autant dire : la seule qui se prête aux sens, la seule coercition *visible*) est celle du marché. Et la contrainte exercée par le marché est particulièrement difficile à saisir : « on ne voit pas clairement », par exemple : « ce qui oblige l'ouvrier à abandonner son surtravail » (Wood, 2011, p. 17, c'est moi qui souligne). Le *rapport coercitif est tendanciellement invisible*, il est en tout cas, en tout temps « indirect ». Les dynamiques d'exploitation et d'accumulation sont « opaques », insiste-t-elle (Wood, 2011, p. 17). Ce terme revient d'ailleurs à de multiples reprises lorsque Wood se rapproche de son objet d'analyse : « [l]e rôle des pouvoirs extra-économiques dans l'impérialisme capitaliste » demeure lui aussi « opaque » ; « [e]t c'est bien là le problème », écrit-elle, car puisqu'ils agissent « indirectement » (Wood, 2011, p. 19) (j'aurais tendance à dire : *obliquement*), ceux-ci échappent aux perceptions. Même lorsqu'elle énonce la thèse centrale de son ouvrage Wood prend soin de l'inscrire dans le registre des sens : « On a même l'impression », insiste-t-elle : « que ce système est le seul à posséder une sphère économique distincte » (Wood, 2011, p. 19). Sous le capitalisme : « la seule coercition qui s'exerce ici, *en apparence du moins*, ce n'est pas celle des maîtres, mais bien celle du marché » (Wood, 2011, p. 17).

Il lui suffira de comparer la forme que prend l'impérialisme américain avec d'autres Empires historiques pour mettre en relief le caractère particulier – et particulièrement flou, évanescent – de cet impérialisme. On peut assurément inscrire cette approche comparative dans une approche marxiste non-orthodoxe, comme je l'ai présentée dans le premier chapitre (les concepts marxistes entretiennent un rapport dialectique) : l'essence de l'Empire capitaliste (l'essence des concepts) se révèle lorsque cette forme spécifique est mise en relation avec d'autres formes historiques d'impérialisme. C'est par leur historicisation que les concepts marxistes acquièrent une forme concrète ; ainsi, la puissance militaire représentait indéniablement l'essence de l'impérialisme de Rome, mais rien n'est moins « clair » dans le cas des États-Unis. Autant la suprématie militaire américaine est indiscutable, autant « le rôle impérial de cette puissance militaire » est « obscur » (Wood, 2011, p. 47). Comme le dit Wood : « Quand les Romains de l'Antiquité créent leur si vaste empire – la source de tout notre vocabulaire du colonialisme et de l'impérialisme – ils déploient aussi la force militaire la plus vaste et la plus chère jamais envisagée » (Wood, 2011, p. 47). « Opacité » dans le cas des États-Unis et « clarté » dans le cas de Rome : voilà, résume Wood, qui « en di[t] long sur les différences entre empires capitalistes et empires non capitalistes » (Wood, 2011, p. 47). C'est cette opacité, insiste-t-elle – et je me permets d'insister aussi – qui « laisse place à la dénégation » (Wood, 2011, p. 18), à ce que j'ai appelé le déni d'impérialisme (point 2.2).

2.1.2 La contribution de David Harvey : l'impérialisme capitaliste comme *invisibilisation de la domination*

Ce qui ne simplifie en rien l'analyse de l'impérialisme américain, comme le souligne Harvey, est le fait que l'impérialisme capitaliste implique une « fusion contradictoire » entre une dynamique proprement politique « émanant de l'État et de l'empire » (au sens « classique » du terme) et ce que Harvey nomme des « processus moléculaires de l'accumulation du capital en termes d'espace et de temps » (Harvey, 2005, p. 26). Dans le premier cas, il s'agit des formes classiques de l'impérialisme : « l'impérialisme en tant que projet distinctivement politique, mené par des acteurs dont le pouvoir repose sur le contrôle d'un territoire et la capacité à mobiliser ses ressources humaines et naturelles à des fins politiques, économiques et militaires » et dans le second : « l'impérialisme en tant que processus économicopolitique diffus dans l'espace et dans le temps au sein duquel l'emprise sur et l'emploi du capital a préséance » (Harvey, 2005, p. 26). Il s'agit fondamentalement de « deux logiques de pouvoir distinctes : l'une territoriale et l'autre capitaliste », mais il insiste : « [i]l est clair cependant que ces deux logiques s'entremêlent de manière complexe, voire parfois contradictoire » (Harvey, 2005, p. 29).

Pour Harvey, la principale difficulté vient du fait que les « processus géographiques d'accumulation du capital » sont *plus diffus et plus difficilement saisissables* (Harvey, 2005, p. 28). Le défi consiste à ne jamais perdre de vue ces deux dimensions – qui entretiennent un rapport *dialectique* (rien de nouveau de ce côté), insiste Harvey –, ces deux *logiques contradictoires* qui permettent précisément de procéder à l'analyse de l'impérialisme capitaliste. Comme il le dit : la difficulté est « de conserver les deux côtés de cette dialectique dans leur déploiement simultané sans glisser vers un argumentaire exclusivement politique ou principalement économique » (Harvey, 2005, p. 30) ³³. Je prends ces mises en garde au sérieux. Le concept d'*accumulation par dépossession* développé par Harvey représente un effort pour surmonter ces difficultés. Il révèle également (peut-être surtout) le caractère géographique, spatial de l'accumulation capitaliste.

L'analyse de Harvey s'inspire notamment de l'analyse d'Hannah Arendt (qui s'inspire elle-même de Rosa Luxembourg). Dans *L'impérialisme*, Arendt établit que l'impérialisme colonial apparaît historiquement comme une « solution aux problèmes internes » (une démarche semblable à celle de Charles A. Beard et William Appleman Williams, comme on le verra sous peu). Face à « l'accumulation d'un capital condamné à l'inertie à l'intérieur des capacités nationales », les capitalistes « eurent clairement à choisir entre voir s'écrouler le système entier ou bien trouver de nouveaux marchés, autrement dit pénétrer de nouveaux pays qui n'étaient pas encore soumis au capitalisme » afin de faire fructifier cet « argent superflu, utile à personne » qui s'accumulait à l'intérieur des frontières (Arendt, 1982, p. 58-59). L'impérialisme, écrit Arendt dans ce clin d'œil à la thèse de Lénine : « doit être compris comme la première phase de la domination politique de la bourgeoisie bien plus que comme le stade ultime du capitalisme » (Arendt, 1982, p. 43). « Quand l'accumulation du capital eut atteint ses limites naturelles, nationales », écrit la philosophe : « la bourgeoisie comprit que ce serait seulement avec une idéologie selon laquelle "l'expansion, tout est là" [...] » (il faut garder cela à l'esprit : ici, le lien avec Beard et Williams est évident) que l'on pourrait remettre « 'le vieux moteur' [de l'accumulation] en marche » (Arendt, 1982, p. 52).

Aux yeux des décideurs politiques, écrit Harvey, il devint assez clair qu'il est « beaucoup plus aisé, sur le plan politique, de piller et d'avilir les populations *éloignées* [...] que de confronter l'énorme pouvoir de la

³³ S'inspirant des analyses de Rosa Luxembourg, Harvey relève le caractère dual de l'accumulation capitaliste : d'un côté, celle-ci repose sur un caractère « purement économique » ; de l'autre, l'impérialisme mobilise un processus d'accumulation qui implique une relation complexe entre « capitalisme et modes non-capitalistiques de production », tels que les pratiques coloniales ou la guerre (Harvey, 2005, p. 137).

classe capitaliste à l'intérieur des frontières » (Harvey, 2005, p. 135, c'est moi qui souligne)³⁴. Pour l'impérialisme colonial européen, une « expansion illimitée semblai[t] offrir un remède permanent à un mal permanent » (Arendt, 1982, p. 63). Les impérialistes voyaient cette expansion comme « un processus illimité où chaque pays ne servait que de tremplin à une nouvelle expansion » (Arendt, 1982, p. 168). Mais pour l'impérialisme américain, l'expansion acquerrait un *caractère abstrait*. Elle signifierait l'*ouverture* et le décroisement des économies, la généralisation ou l'imposition de relations sociales capitalistes. Un phénomène que Wood décrit comme « [l']internationalisation des impératifs capitalistes » (Wood, 2011, p. 165-195). Comme on le verra sous peu, la *stratégie de l'ouverture* – c'est ce qu'observent Bacevich, et Williams avant lui – devient la stratégie privilégiée de l'empire américain. C'est une idée qui sera d'ailleurs reprise et approfondie par Wood : il s'agit pour l'Empire américain « [d']ouvrir les autres économies, leurs ressources, leur main d'œuvre et leurs marchés au capital occidental, en particulier au capital américain » (Wood, 2011, p. 182). Mais dans un cas comme dans l'autre : l'« extérieur » vient suppléer aux limitations internes. Aussi, surtout : cet « extérieur » permet de déplacer, et donc *d'invisibiliser*, les processus *et la violence* de l'accumulation.

Dans *L'impérialisme*, Arendt établit que la dépression économique des années 1860 et 1870 ouvre l'ère de l'impérialisme puisqu'elle contraint la bourgeoisie « à prendre conscience pour la première fois que le péché originel de pillage pur et simple qui, des siècles auparavant, avait permis "l'accumulation originelle du capital" (Marx) [...] allait soudain devoir se répéter » (Arendt, 1982, p. 59)³⁵. Le concept d'« accumulation par dépossession », développé par Harvey, cherche à montrer la constance, la contemporanéité du phénomène – en même temps, comme je l'ai dit, qu'il permet d'insister sur sa dimension géographique. L'accumulation par dépossession pointe vers la *réactivation constante* du processus en question – là où le concept d'accumulation dite « primitive » invite plutôt à penser, comme on l'a déjà mentionné dans le chapitre précédent (avec certaines réserves), qu'il s'agit d'un processus clos voire de la *préhistoire* du capitalisme. Harvey établit ainsi la perpétuation d'une « force irrépressible et

³⁴ Harvey donne ici l'exemple de Joseph Chamberlain (*Radical Joe*) : proche des intérêts manufacturiers de Birmingham, mais enclin aux réformes – il en appela dans un discours de 1885 à une amélioration des conditions de vie des moins fortunés –, fermement opposé, dans un premier temps, à l'impérialisme britannique, face au « tumulte » généré par les capitalistes anglais en réponse à ses politiques sociales, recula et s'affirma finalement comme « le plus ardent défenseur de l'impérialisme [britannique] » (Harvey, 2005, p. 126).

³⁵ Mentionnons que de la même manière les décideurs américains : « répondirent à la crise économique [de la décennie 1890] et à l'agitation sociale qui en découlait en [...] réaffirmant de plus en plus le rôle de la politique étrangère comme solution aux problèmes domestiques », et c'est en toute conscience qu'ils lancèrent un « vaste programme d'une forme sophistiquée d'impérialisme » (Williams, 1992a, p. 250).

persistante dans la dynamique géopolitique historique des États-Unis » (Harvey, 2005, p. 14). Son analyse montre que les « actes de rapines » dont parlait Marx sont un phénomène d'actualité. Privatisations, nouvelles enclosures (y compris dans l'espace virtuel), marchandisations des services, de l'eau, de l'air, maintien des salaires à un niveau très bas, instrumentalisation des crises : c'est par la *dépossession que se manifeste encore aujourd'hui l'accumulation*. L'accumulation par dépossession n'est pas un phénomène réservé à la périphérie, bien que certaines de ses manifestations « les plus vicieuses et inhumaines interviennent dans les régions les plus vulnérables et dépréciées au sein du développement géographique inégal » (Harvey, 2005, p. 173). Ces régions « les plus vulnérables » sont également, à n'en point douter : *moins visibles*. Ce sont ces régions qui ne font pas les manchettes, leur parole politique porte peu, les pays visés sont souvent exclus de l'arène « publique » internationale (autrement dit : il est plus facile pour une puissance impérialiste de taire le récit de ces formes violentes d'accumulation).

Comme Marx (et Wood), David Harvey aborde le caractère évanescent, opaque, insaisissable de l'impérialisme capitaliste. Dès les premières lignes de *The New Imperialism*, il signale que pour comprendre la forme spécifique de l'impérialisme américain, il faut chercher à révéler ce qui se trouve « sous la volatilité et la turbulence de la surface » (Harvey, 2005, p. 1) (le titre de cette étude emprunte à cette idée). Voilà qui interpelle assez directement la démarche marxienne présentée dans le précédent chapitre. L'analyse de l'impérialisme américain implique, selon Harvey, de « déterrer » les « significations profondes » qui sont dissimulées – enterrées – sous la surface, ces significations souvent occultées et détournées par la « rhétorique fallacieuse » et la « désinformation » (c'est l'intervention américaine en Irak qui l'intéresse surtout) ; pour accéder à ces significations profondes, il faut, selon ses termes, procéder à une véritable « excavation » (Harvey, 2005, p. 8). Cette idée est au cœur de ma démarche – elle motive par exemple le choix d'aborder une *opération clandestine* ou *sous-couvert (covert)* (le coup de 1954) menée par l'Empire américain – le « clandestin » est aussi, on le verra, ce « politique » que l'Empire cherche à dissimuler.

Les « mises en garde » de David Harvey doivent être prises très au sérieux : les États-Unis, écrit-il, n'ont pas simplement acquis leur empire « par le déni » : « ils ont simplement utilisé le *déni de la géographie* et la rhétorique de l'universalité pour dissimuler leurs engagements territoriaux, et plus face à eux-mêmes que vis-à-vis des autres » (Harvey, 2005, p. 60). Ainsi, parler de l'impérialisme américain ne relève pas d'une « excursion philologique sans scrupule » (Schlesinger Jr., 1999, p. 138) (je présenterai le contexte de cette remarque plus loin). Pour les Guatémaltèques ou pour les Sud-Coréens, pas plus que pour les Nicaraguayens, les Iraniens, les Vietnamiens ou les Sud-Vietnamiens, les Congolais, les Brésiliens, les

Argentins, les Laotiens, les Cambodgiens, les Chiliens, les Boliviens, les Salvadoriens, ou quelque pays où ce ne sont pas tant les « mécanismes du marché » qui *se sont imposés* que les États-Unis qui *ont* imposé, et parfois brutalement, les mécanismes du marché.

2.2 « Sous la volatilité et la turbulence de la surface » ou le déni d'impérialisme comme récit de surface

Ce que j'ai nommé le « déni d'impérialisme » représente une constante de l'histoire américaine. Au début du 21^e siècle, il imprégnait avec autant d'insistance la rhétorique du pouvoir : « L'Amérique ne cherche ni à étendre un Empire ni à réaliser une utopie [*America has no Empire to extend or utopia to establish*] », soutenait George W. Bush (Harvey, 2005, p. 4)... alors même que les États-Unis s'apprêtaient à lancer une offensive en Irak, évoquant des prétextes douteux – pour ne pas dire : carrément mensongers. C'est durant la première décennie de la Guerre froide qu'on verra se cristalliser le mythe de « la puissance par dépit » (qui sera abordé plus loin), l'idée-maîtresse voulant que ce soit *malgré eux* que les États-Unis recourent à la force, une idée qui alimente en retour le mythe d'une puissance américaine bienveillante se refusant à jouer un rôle impérial.

Il n'y a qu'à sonder les documents officiels américains pour cerner le phénomène. « La conspiration Communiste », peut-on lire dans un pamphlet émanant du Département de l'Armée américaine : « affecte tous les peuples du Monde libre puisqu'elle représente la forme la plus dangereuse, la plus sournoise et la plus agressive d'impérialisme jamais connue » (Department of the Army, 1956, p. 8). Face à cette « pulsion impérialiste » apparemment irrépressible et dont l'objectif, sur le long terme, est d'établir « un système Communiste mondial » (Department of the Army, 1956, p. 8), les États-Unis ne peuvent s'offrir le luxe de la passivité³⁶.

L'impérialisme Communiste (la majuscule est employée avec constance dans le texte) ne repose pas simplement sur la puissance militaire : cet impérialisme « sournois » n'hésite pas à utiliser la « subversion », la « propagande et l'endoctrinement » pour atteindre ses objectifs (Department of the Army, 1956, p. 8-9). La propagande représente en fait « l'élément vital du Communisme » ; « le Communisme ne serait jamais parvenu à s'imposer comme il l'a fait » sans cette propagande qui agite le

³⁶ D'ailleurs, peut-on lire dans ce même document : « [l]es leaders Communistes ont exprimé l'opinion, verbalement et dans d'innombrables publications, qu'une guerre entre capitalisme et communisme est inévitable » (Department of the Army, 1956, p. 6). Il est vrai que l'opinion d'une incompatibilité entre les deux régimes avait été exprimée par Staline, mais comme on le verra dans le chapitre suivant... *après* des propos bellicistes de la part Truman.

spectre des « Impérialistes Yankees », celui des « Démocraties décadentes » (Department of the Army, 1956, p. 53). Quant aux campagnes soviétiques pour la paix, on ne devrait pas tomber dans le piège tendu par les communistes : elles comptent parmi la panoplie d'instruments de propagande que mobilise ce régime hostile aux « gouvernements démocratiques » et à l'« *American way of life* » (Department of the Army, 1956, p. 6). Ce portrait idyllique des Communistes « amoureux de la paix », conclut le document, n'est rien de plus qu'une « mascarade [*big fraud*] » (Department of the Army, 1956, p. 62) ³⁷.

Le ton adopté dans ce type de document n'est en rien exceptionnel : il fait écho aux discours des administrations et des décideurs politiques des premières années de l'après-guerre, il carbure aux mêmes craintes, s'alimente des mêmes angoisses. Décideurs et politiques martèlent les mêmes idées-maîtresses, évoquent un impérialisme soviétique à l'appétit insatiable, un Empire mobilisant la propagande, les subterfuges, le mensonge pour assouvir son besoin d'expansion. L'idée sous-tendue est celle-ci : face aux ambitions soviétiques, l'Amérique est contrainte à jouer les gendarmes. Le récit de surface réactive constamment cette idée, qui traverse toute l'histoire (et surtout les premières années) de la Guerre froide. Comme on le verra surtout au prochain chapitre : certains historiens parmi les plus renommés le

³⁷ Il ne s'agit pas de nier le caractère impérialiste de l'URSS. Pour décrire la politique étrangère soviétique, Zubok parle (à juste titre) d'un « paradigme révolutionnaire-impérial » ou de « socialisme impérialiste » (Zubok, 2009, p. 8), affirmant que Staline et ses successeurs « ont utilisé toutes les méthodes à leur disposition [...] pour promouvoir les intérêts de l'État soviétique » (Zubok, 2009, p. xxiv). Pour lui, le « comportement soviétique » contribue de manière décisive à la guerre froide (Zubok, 2009, p. 29). La réouverture des archives jettent la lumière sur les ambitions impérialistes soviétiques et laissent peu de doute sur le fait que « Staline était déterminé à maintenir l'Europe de l'Est sous l'emprise soviétique à tout prix » (Zubok, 2009, p. 21). Mais s'il ne laisse planer aucun doute quant aux ambitions impérialistes de Staline, Zubok relève toutefois à plusieurs reprises la « prudence » du dirigeant soviétique, sa volonté d'éviter la provocation. Les percées en Europe de l'Est et dans les Balkans – garde-fou (*buffer*) contre l'Ouest pour la sécurité soviétique, aux yeux de Staline – se font « de manière unilatérale et sans ménagement [*with complete ruthlessness*] », toutefois, écrit-il : « [Staline] a soigneusement dosé ses actions, en avançant et en se repliant, afin d'éviter un conflit précoce avec les puissances occidentales » (Zubok, 2009, p. 25). Si les ambitions expansionnistes soviétiques sont indéniables, elles s'appuient souvent sur les promesses américaines (Zubok, 2009, p. 39) et dans les premières années de l'après-guerre et durant le premier droit de la présidence Truman, Staline semble plutôt enclin au compromis, « s'efforçant d'éviter quelque manque de respect à l'égard de Truman » (Zubok, 2009, p. 32) et envoyant le signal aux Américains qu'il veut renouer avec le cadre de Yalta (Zubok, 2009, p. 35). Staline chercha à conserver le « vernis de légitimité internationale » pour son expansion dans sa « zone d'influence » et « laissa à l'Ouest le rôle de briser les Accords de Yalta et Postdam et d'initier la confrontation », écrit Zubok (2009, p. 49). L'URSS est expansionniste, mon objectif n'est pas de le nier ; les États-Unis le sont aussi, parfois de manière beaucoup plus agressive. Mon objectif est, je le rappelle, de rompre avec le mythe d'un impérialisme américain « réactif ».

reconduisent ; on le voit à l'œuvre dans les discours de politiciens relatant le conflit opposant l'Ouest et l'Est ³⁸.

Le déni d'impérialisme alimente et puise dans ce que Bacevich appelle le « mythe de la puissance par dépit ». Il s'agit d'un récit qui revêt un caractère hagiographique et qui fait de l'exercice américain d'un pouvoir global une espèce de situation par dépit. Selon ce point de vue, les interventions américaines seraient toujours *réactives*. La politique étrangère américaine est ainsi perçue – et elle est présentée – comme une succession de « réponses à des facteurs externes » ; les États-Unis, si l'on va au bout de cette logique, n'oseraient donc jamais intervenir militairement à moins qu'ils ne soient *contraints* de le faire, à moins qu'il n'y ait « provocation » (Bacevich, 2002, p. 7-8) (on l'a vu plus haut : « personne ne doit nous chercher des noises », insistait Trump). Charles A. Beard et William A. Williams se sont attaqués frontalement à ce mythe et c'est vers leurs contributions (fondamentales, bien que promptement discréditées par l'hagiographie après la Deuxième Guerre mondiale) que j'attire l'attention du lecteur. Les notions développées par les deux historiens nous seront utiles tout au long de cette étude.

2.2.1 Charles A. Beard : l'attaque frontale au mythe de la puissance par dépit

Négligés par l'historiographie et souvent carrément ignorés par ses contemporains, les deux principaux ouvrages de Charles Austin Beard (1874-1948), *An Economic Interpretation of the Constitution* (1913) et *The Rise of American Civilization* (coécrit avec sa femme, Mary R. Beard, et publié en 1927), eurent pourtant une influence « profonde » et « décisive » sur toute une génération d'historiens et de *non-historiens* nés au tournant du 20^e siècle : comment se fait-il alors que la réputation de Beard ne soit plus aujourd'hui qu'un « champ de ruines dans le paysage de l'historiographie américaine » ?, pour reprendre les mots de Richard Hofstadter, que le monument de sa pensée n'est plus aujourd'hui qu'une « survivance ravagée » (Hofstadter, 1969, p. 722) ³⁹?

³⁸ Ainsi, Bill Clinton affirmait au sortir de la Guerre froide : « À une époque où les Américains aspiraient à rentrer au bercail, à retrouver leur vie paisible, le calme et la tranquillité, l'Amérique a dû rassembler ses forces pour faire face à une guerre d'un type nouveau, une charge menée par l'Union soviétique, déterminée à nous anéantir – il a fallu contenir, endiguer [*containing*] ces ambitions hostiles et expansionnistes. Il nous a fallu imaginer des moyens de reconstruire les économies d'Europe et d'Asie, trouver des façons d'encourager les mouvements d'indépendance et revendiquer fièrement les principes et les valeurs de notre nation dans le monde, s'élever contre cette nouvelle menace totalitaire, ce nouvel affront à la démocratie libérale » (Bacevich, 2002, p. 9).

³⁹ Cette génération assista avec déplaisir au « déclin de la réputation de Beard », poursuit Hofstadter. Charles A. Beard représentait un des historiens américains les plus influents de son temps, selon Bacevich : ses ouvrages

Des maladroites académiques contribuent dans une certaine mesure à cette mise au rancart. Mais ces maladroites ne peuvent expliquer à elles-seules la marginalisation de ces ouvrages longtemps considérés comme des œuvres-phares de l'histoire américaine. À l'avis de Bacevich, c'est surtout que les travaux de Beard représentaient une attaque frontale au « mythe de la puissance par dépit ». En effet, l'historien américain s'attaqua en fin de carrière au texte « le plus susceptible de renforcer le mythe de la superpuissance par dépit : le compte-rendu orthodoxe de l'entrée en guerre des États-Unis [en 1941] » (Bacevich, 2002, p. 12). Beard rejetait l'idée selon laquelle les États-Unis s'étaient vus « contraints » d'intervenir, y voyant plutôt la reconduction d'une volonté de puissance qu'il croyait gravée dans l'A.D.N. des États-Unis ⁴⁰. Dans les lendemains immédiats de la Deuxième Guerre mondiale, cette lecture ne passait pas. Et à l'heure où la croisade anti-communiste battait son plein, sa ruine semblait inévitable. Elle était pourtant cohérente avec les travaux qui lui avaient permis d'acquérir une notoriété.

Dans son *Economic Interpretation of the Constitution*, l'historien américain quittait le terrain de l'hagiographie pour s'attaquer à la sacro-sainte Constitution américaine. Il s'agissait, selon lui et contre les interprétations dominantes, d'un document *économique plus que philosophique*, réfléchi et élaboré en tout premier lieu par des gens qui avaient des intérêts matériels à protéger. La Constitution américaine était fondée en tout premier lieu « sur l'idée que les droits de propriété sont antérieurs au gouvernement et sur le principe moral selon lequel ces droits sont hors de portée des majorités » (Bacevich, 2002, p. 13) ⁴¹.

historiques se vendirent à quelques 11,3 millions d'exemplaires de son vivant, selon les chiffres qu'il avance (Bacevich, 2002, p. 11).

⁴⁰ Alors que les discours dominants des premières années de la Guerre froide voyaient une « rupture » dans la politique américaine, Beard cherchait à rendre compte de la « continuité », selon des termes qui structurent également la réflexion de Bacevich. Autrefois supporteur du *New Deal* et des politiques sociales de F.D.R., Beard craignait que ce dernier ne choisisse de « s'aventurer à l'étranger » afin de fuir « la responsabilité d'effectuer les transformations nécessaires pour le pays » (Bacevich, 2002, p. 16). Si les États-Unis devaient entrer en guerre, ils devaient au moins le faire « démocratiquement » et non pas « à la suite de machinations concoctées en coulisses par une poignée de politiciens » (Bacevich, 2002, p. 16). Alors que la ferveur interventionniste avait supplanté la tentation isolationniste, c'était une interprétation pour le moins audacieuse – c'est ce qu'on constate avec le recul – que l'on peut ranger parmi les « maladroites » auxquelles je faisais référence. Beard reprochait non seulement à Roosevelt d'avoir trahi ses promesses électorales de non-intervention (ce qui est avéré) : il l'accusait d'avoir été, du même élan « complice de manœuvres » peu transparentes « pour faire intervenir les États-Unis » (Bacevich, 2002, p. 12).

⁴¹ Dans la même veine, Ellen Meiksins Wood nous invite à garder à l'esprit que « les questions abordées par les théoriciens politiques prennent des formes historiques particulières » ; ainsi : les questions qu'ils se posent ne sont pas, du moins pas seulement des « abstractions philosophiques », mais représentent des « problèmes politiques précis relevant de conditions historiques singulières ». (Wood, 2013, p. 14). L'histoire sociale de leurs théories politiques ne peut faire l'économie de la relation tripartite, caractéristique de la pensée occidentale selon Meiksins Wood, entre l'État, les classes possédantes et les producteurs. Voir Wood (2013, p. 45). Plonger dans l'économie politique des penseurs analysés représente ainsi un parcours nécessaire afin de saisir pleinement la dimension

Comme ma démarche s'inspire en partie de la sienne, je me permets de présenter sommairement la thèse développée dans son ouvrage-clé, même s'il sort de la période qui m'intéresse – après tout, on le verra j'espère, Beard nous aide à cerner des dynamiques profondes du comportement politique des États-Unis.

Au moment de la publication de son *Economic Interpretation* (1913), pas même « une ébauche » de recherche ne s'attardait à sonder les « intérêts économiques » de ceux qui avaient participé à fixer le cadre constitutionnel (Beard, 1913, p. 19). Il était pourtant clair que des groupes économiques avaient cherché activement la « protection » de leur commerce, la satisfaction de leurs intérêts ; il était clair que ces groupes anticipaient qu'une nouvelle forme de gouvernement national pourrait leur offrir un avantage considérable, par exemple en sécurisant leur accès à des matières premières (Beard, 1913, p. 53-54). La démonstration de Beard partait d'abord des faits ⁴². Des membres qui étaient présents à la Convention de Philadelphie, la très grande majorité possédait des titres ; quatorze avaient investi dans la spéculation foncière ; onze étaient des investisseurs dans les secteurs manufacturiers, mercantiles ou du transport, alors que quinze des quarante-cinq étaient propriétaires d'esclaves (Hofstadter, 1969, p. 444-445). La conclusion s'imposait d'elle-même. Ceux qui avaient fixé les contours de la loi constitutionnelle « anticipaient de tirer profit du nouveau système » (Hofstadter, 1969, p. 445-446). Quoi qu'en pensait l'hagiographie (et quoiqu'elle en pense encore aujourd'hui), Alexander Hamilton ne concevait pas que les gouvernements résultaient de « principes abstraits », loin s'en faut : « Il savait [écrit Beard] que la Constitution devait répondre à certains objectifs clairement définis, affectant par le fait même des groupes d'intérêts de la société » (Beard, 1913, p. 101) ; il « savait d'expérience », insiste l'historien « de quoi étaient faits les gouvernements » (Beard, 1913, p. 114).

normative de leur réflexion sur les formes souhaitables du pouvoir – qu'il relève de l'économique ou du politique. Comme elle le dit : « [o]n trouve toujours, sous-jacente [aux questions posées par les théoriciens politiques], une certaine conception de la nature humaine, c'est-à-dire une idée des qualités qu'il faut cultiver ou maîtriser pour établir un ordre social juste et légitime » (Wood, 2013, p. 12).

⁴² La démarche particulièrement originale de Beard mérite qu'on s'y attarde. Beard présentait, en ordre alphabétique, une courte biographie de chacun des membres présents à la Convention de Philadelphie : *Gunning Belford* : fils d'un important propriétaire foncier (p. 76) ; *John Blair* : possédait une fortune (p. 77) ; *William Blount* : hérita d'un ample domaine à la mort de son père (p. 78) ; *David Brearly* : était le petit-fils de *John Brearly*, qui possédait une terre de 1600 acres près de Newton (p. 79) ; *Pierce Butler* : était un homme fortuné, il en va de même pour *Daniel Carroll* (p. 82) et *George Clymer* (pp. 82-83), etc. Beard n'épargnait pas non plus les « Pères fondateurs des États-Unis » : *Benjamin Franklin* possédait une fortune évaluée à 150 000 \$ à l'époque (p. 93) ; *James Madison*, propriétaire de plantations d'esclaves était le fils de grands propriétaires fonciers (p. 125). Quant à *George Washington* : il « était peut-être l'homme le plus riche des États-Unis en son temps », possédant une fortune de plus de 530 000 \$ – une évaluation conservatrice, nous dit Beard (p. 144-145).

Il apparaît tout aussi clairement – c’est un autre élément de constance qu’on verra à l’œuvre dans la période de la Guerre froide – que ceux qui fixèrent le cadre constitutionnel cherchaient à freiner la « démocratie égalisatrice [*levelling democracy*] » (Beard, 1913, p. 154)⁴³. L’inégalité dans la distribution des propriétés résultait de « l’inégalité des facultés », assuraient les *framers* de la Constitution, et la fonction du gouvernement était, *in fine*, de protéger cette « distribution inéquitable » en maintenant les majorités loin du pouvoir (Beard, 1913, p. 156-157). On devait s’assurer que « les intérêts contradictoires ne fusionnent pas en une majorité » qui pourrait menacer l’équilibre du pouvoir (Beard, 1913, p. 158).

Le gouverneur du Massachusetts, Elbridge Gerry, l’exprimait on ne peut plus clairement : « Les maux de notre temps prennent racine dans l’excès de démocratie » (Beard, 1913, p. 197), tranchait celui qui deviendrait le 5^e vice-président des États-Unis. Ce genre de commentaires représentait la norme, pas l’exception. Les institutions politiques devaient refléter cette idée : le pouvoir judiciaire et le Sénat allaient servir de *rempart* contre les « excès de démocratie » et le pouvoir populaire (la notion de « rempart » réapparaîtra au moment d’aborder le cas sud-coréen, aux chapitres 4 et 5 de cette étude). On s’assurerait ainsi de prolonger la durée des mandats des sénateurs (6 ans, contrairement à deux ans à la *Chambre des représentants*, éligibles au vote populaire) dans l’espoir de donner une plus grande stabilité à une institution moins démocratique (ou représentative) que la Chambre des représentants ; il fallait « réduire au minimum l’influence populaire sur le nouveau gouvernement », énonçait Roger Sherman, sénateur du Connecticut et l’un des Pères fondateurs des États-Unis (Beard, 1913, p. 162 et 213). Le processus de ratification de la Constitution serait élaboré suivant cette logique : « On déploya des efforts afin d’exclure le public du processus » (Beard, 1913, p. 232). Bref, Beard démontre hors de tout doute que ceux qui fondèrent le nouvel ordre politique comprenaient ce qui était en jeu, que c’est *en toute conscience* qu’ils

⁴³ Dans le prolongement de l’analyse de Beard, Francis Dupuis-Déri a démontré que le « mot démocratie » remplit une fonction politico-idéologique absolument fondatrice, à l’époque moderne (Dupuis-Déri, 2013). L’analyse de Dupuis-Déri permet de voir nettement que l’élite politique à l’avant-scène des transformations de ce que nous convenons aujourd’hui de nommer les « révolutions démocratiques » était empreinte d’un mépris marqué pour la « démocratie » – ce qui ne pouvait signifier d’abord qu’une *démocratie directe* –, lui préférant ces « républiques électives » – en dernière analyse : des régimes aristocratiques (du grec *ἄριστος*, signifiant « [les] meilleur[s] » et *κράτος*, qui signifie « pouvoir »). La « nouvelle aristocratie », aux États-Unis comme en France, s’est ainsi affairé à imaginer, c’est ce que soutient Dupuis-Déri, des moyens de garder le peuple à distance des affaires politiques – le principal rempart aux excès du *démos* ce sont les élections, le principe de la représentation. James Madison (un des principaux auteurs de la Constitution américaine de 1787) affirmait sans détour que « la démocratie [doit] être crainte, car elle mena[ce] la propriété privée et la stabilité économique ». Il félicitait également la droiture d’Alexander Hamilton : « [qui sait voir] les malédictions qui accablent les États et [entrevoit les remèdes] qui devraient bientôt *guérir le peuple de son penchant pour les démocraties* » (Dupuis-Déri, 2013, p. 203 et 206, c’est moi qui souligne).

élaborèrent un système de gouvernement qui favorisait les intérêts d'une classe de propriétaires tout en excluant les masses populaires. Mais, en ce qui concerne mon analyse, la principale contribution de Beard intervient à un autre niveau.

Selon Beard, la *question économique* n'avait pas simplement permis de fixer les contours de la Constitution américaine : depuis le fondement-même de la République, ce sont les considérations économiques qui représentaient le *facteur décisif* dans la définition de la politique américaine sur la scène internationale. Beard, pour qui « la politique étrangère découlait de la politique intérieure » (Bacevich, 2002, p. 14) (ce qui aide à comprendre sa réaction à l'intervention de 1941), faisait observer qu'une fois le marché intérieur américain saturé, la « pression pour l'*expansion* de l'empire commercial américain » en était venue à s'imposer ; la politique étrangère des États-Unis se présentait dès lors comme un faux-dilemme : un « choix » entre l'« expansion commerciale » ou la « stagnation et [la] dégradation » ; « puissance mondiale ou déclin économique », voilà les termes qui déchiraient dorénavant la politique américaine (Bacevich, 2002, p. 15 et 17). Les décideurs politiques avaient donc opté pour les interventions à l'étranger comme « moyen d'escamoter les décisions difficiles en matière de politique nationale » (Bacevich, 2002, p. 15). La puissance armée n'était pas en reste ; elle était appelée à intervenir afin de « forcer l'ouverture des marchés à l'étranger » si cela s'avérait nécessaire et l'on ne négligea pas non plus, souligne Beard, de répondre aux demandes des marchands d'esclaves, lesquels aspiraient à une plus grande ouverture des marchés internationaux (dans les mots de l'historien : ceux-ci revendiquaient une *open door for slave-dealers*) (Beard, 1913, p. 173 et 177). Ainsi, si l'on traduit l'analyse de Beard dans nos mots, on dira qu'il semblait clair que les décideurs avaient fait le choix de l'Empire. L'historien concluait que la « question économique » et l'impérialisme étaient au fondement même la République, ce qui représentait une lecture audacieuse pour l'époque, et à vrai dire : une lecture audacieuse *tout court*, considérant qu'aujourd'hui encore, les Américains conçoivent leur pays comme une « République », et répugnent l'idée d'une puissance américaine impérialiste, d'un « Empire » américain (Immerwahr, 2019, p. 19).

Beard renversait donc le mythe de la puissance par dépit, il s'attaquait frontalement à l'idée d'un pouvoir perçu comme simplement réactif. Les États-Unis s'étaient toujours *affirmés* comme « puissance mondiale » pour autant que la « nécessité » l'avait commandé (Bacevich, 2002, p. 14). C'était – cela avait toujours été : « en ouvrant le monde au commerce et aux investissements américains » que les États-Unis avaient pu espérer « s'épanouir » (Bacevich, 2002, p. 18) et jouir d'une position aussi favorable. La prospérité de l'Amérique reposait sur une « croissance sans entraves du commerce et des investissements

à l'étranger », une idée qui n'avait pour Beard rien d'accessoire ou de superflu et qui représentait (c'est Bacevich qui résume) « une sorte de passe-partout conceptuel ouvrant l'accès aux secrets les mieux gardés de l'administration politique américaine » (Bacevich, 2002, p. 15). J'insiste sur les mots qu'emploie Bacevich ; on verra que, par des interventions manifestes (*overt*) ou par des opérations « secrètes » (clandestines, *covert*), les États-Unis ont *activement* (et non pas *réactivement*) cherché à « ouvrir » des marchés, à satisfaire leur propre expansion commerciale.

2.2.2 William Appleman Williams : la persistance d'un impérialisme informel

« Même les anti-impérialistes accueillent favorablement
une politique impériale qui ne contemple aucune conquête
sinon celle du commerce ».

London Times, 1900.

Il est clair, écrit Bradford Perkins, que : « [l']âge d'or de [l']argumentaire] qui a fait la renommée de [William Appleman] Williams est désormais chose du passé » (Perkins, 1986, p. 34). Williams (1921-1990) compte parmi les historiens révisionnistes les plus marquants de son temps, mais l'historiographie est aujourd'hui prompte à discréditer ses travaux. Ses deux principaux ouvrages *The Tragedy of American Diplomacy* (1959) (le plus influent essai de politique étrangère réalisé par un historien du 20^e siècle, selon Lloyd Gardner (1972, p. xiii)) et *The Contours of American History* (1961) n'ont jamais été traduits en français. Georges-Henri Soutou, célèbre historien de la Guerre froide (dont il sera question au chapitre 3) discrédite en quelques lignes seulement *The Tragedy of American Diplomacy* de William Appleman Williams. L'ouvrage fondateur du courant révisionniste américain des années 1960 et 1970, tranche l'historien français conservateur : « fut suivi de bien d'autres, à la méthodologie et aux sources [...] fort contestables » (Soutou, 2001, p. 16). Mais ces commentaires ne rendent pas justice au travail de Williams.

C'est en 1947, après avoir servi dans les forces navales américaines, que Williams entame des études en histoire à l'Université du Wisconsin, une institution fortement influencée par les travaux de Beard et demeurée loyale à ses enseignements. Après avoir enseigné un temps à l'Université de l'Oregon, il revient au Wisconsin pour y diriger le département d'histoire. Il fondera et deviendra le principal représentant de la *Wisconsin School* en histoire diplomatique, un courant qui adopte une posture révisionniste, se donnant

pour objectif de sonder « les dessous de la politique étrangère américaine » présentée comme une « variante de l'impérialisme » (Bacevich, 2002, p. 24).

Lorsque Williams envoie le manuscrit de *Tragedy of American Diplomacy* à son mentor, Fred Harrington (1912-1995), alors président de l'Université du Wisconsin, ce dernier tenta de le dissuader de le publier : il s'inquiétait de la réception d'un tel « ouvrage critique » et des conséquences potentiellement négatives de cette publication sur la « carrière d'un jeune chercheur très prometteur » (Gardner, 1972, p. ix). L'accueil réservé à ses premières publications lui donne raison : à droite, les ouvrages de Williams sont accueillis froidement, le *Christian Science Monitor* les qualifiant même de « tracts stalinistes » (Perkins, 1986, p. 21). Les « libéraux » américains (au sens anglo-saxon du terme), ils ne sont pas plus réceptifs : Arthur Schlesinger Jr. – double récipiendaire du prix Pulitzer et proche des cercles du pouvoir –, évalue ainsi que pour les disciples des théories de Williams « [l']usage du terme empire ne peut qu'être décrit comme une excursion philologique sans scrupule » (Schlesinger Jr., 1999, p. 138) ⁴⁴. Cela ne dut pas contribuer à assurer la pérennité de ses idées – on se demande qui, dans le paysage intellectuel américain, aurait pu faire le relais de ses arguments. D'autant que Williams continuait de se présenter comme l'héritier des travaux de Beard alors que la popularité de ce dernier faisait clairement défaut (Bacevich, 2002, p. 24). Et tout comme ce dernier, Williams s'attaquait à des mythes tenaces entourant la politique étrangère américaine.

L'expansion comme Weltanschauung de l'impérialisme américain

« Peu important quelles qualités ou quels défauts individuels un homme peut avoir une fois qu'il a pénétré dans le maelström d'un *processus d'expansion illimitée* : il a pour ainsi dire cessé d'être ce qu'il était et il obéit [désormais] aux lois du processus, il s'identifie aux *forces anonymes* qu'il est censé servir afin de perpétuer le dynamisme du processus tout entier ».

-Hannah Arendt, *L'impérialisme*

⁴⁴ Bien que Williams s'identifiât à la gauche politique, sa relation avec les milieux gauchistes était aussi parfois tendue. Selon Bacevich : « il considérait les pitreries de la contre-culture [écrit Bacevich] comme enfantines et complaisantes » (Bacevich, 2002, p. 24).

Dans la lignée de son maître à penser, Williams croyait qu'il était temps d'abandonner une fois pour toutes l'idée selon laquelle l'impérialisme américain était simplement *réactif*. Les États-Unis représentaient, à n'en point douter, une puissance impérialiste, que Williams concevait comme une version authentiquement américaine d'*impérialisme informel* (ou d'*impérialisme du libre-échange*). Ces notions d'impérialisme informel et d'impérialisme du libre-échange précèdent Williams. Elles sont au cœur des débats historiographiques sur les transformations qu'a connues l'impérialisme britannique vers la fin du 19^e siècle et on les associe souvent aux historiens britanniques John Gallagher et Ronald Robinson. Bien que leur lecture concerne l'impérialisme britannique, les termes structurants de leur analyse apparaissent chez Williams, je me permets donc d'en présenter les grandes lignes.

Dans leur article *The Imperialism of Free-Trade*, publié dans *The Economic History Review* en 1953, Gallagher et Robinson cherchaient en tout premier lieu à montrer la continuité entre un impérialisme plus « classique » (l'impérialisme formel) fondé sur l'occupation territoriale, les colonies ou les protectorats et un impérialisme plus tardif, fondé en premier lieu sur le libre-échange (l'impérialisme informel). Pour Gallagher et Robinson, c'est l'*expansion* (une notion absolument centrale déjà chez Beard, je le rappelle) qui représentait l'élément de constance par excellence de l'empire britannique. Les historiens concluaient : « Une hypothèse qui correspond davantage aux faits serait celle d'une continuité fondamentale de l'expansion britannique tout au long du 19^e siècle » (Gallagher et Robinson, 1953, p. 5).

Non seulement fallait-il selon eux abandonner les conceptions « légalistes et étroites de l'empire », mais les termes « impérialisme informel » n'étaient pas non plus d'une grande utilité, à leurs yeux, s'ils ne permettaient pas de voir la continuité entre les modèles « formel » et « informel ». Il fallait voir dans l'impérialisme informel du libre-échange et l'impérialisme formel territorial une continuité du processus : « L'empire formel et l'empire informel sont liés dans leur essence » (Gallagher et Robinson, 1953, p. 6). Pour Gallagher et Robinson, ce qui devait être rejeté, c'était l'idée d'un impérialisme informel comme « catégorie d'expansion distincte et *non politique* » (Gallagher et Robinson, 1953, p. 7). J'insiste sur cette formule qui n'est pas sans rappeler l'analyse de l'impérialisme présentée par Meiksins Wood (le politique au fondement de l'ordre économique ; la tendance à ne laisser apparaître que la surface, les mécanismes « purement économiques »). L'étonnante proximité avec Wood apparaît également dans les phrases suivantes : « Bien que l'impérialisme soit une fonction de l'expansion économique, *ce n'est pas une*

fonction nécessaire [...] Ce n'est que lorsque les décisions politiques des [...] nouvelles régions [nécessaires à l'expansion économique] ne parviennent pas à fournir des conditions satisfaisantes pour une intégration commerciale ou stratégique et lorsque leur faiblesse relative le permet, que *la puissance est utilisée de manière impérialiste pour ajuster ces conditions* » (Gallagher et Robinson, 1953, p. 6, c'est moi qui souligne). Puis, enchaînent les auteurs : « On peut suggérer que cette volonté de limiter l'utilisation du pouvoir suprême pour établir la sécurité du commerce est le trait distinctif de l'impérialisme britannique de libre-échange ». Les auteurs insistaient : tout emploi de la notion qui ne parvient pas « à faire ressortir l'unité sous-jacente entre [l'empire informel] et l'empire formel est stérile » (Gallagher et Robinson, 1953, p. 7). Autrement dit, le liant entre impérialismes formel et informel, c'était l'expansion. Le travail de Williams embrasse pleinement cette idée.

Dans l'âme-même de l'Amérique, Williams voyait à l'œuvre une *pulsion expansionniste* irrépressible, une volonté de conquérir le marché mondial qui était motivée par la perspective (ou l'utopie ?) d'une croissance infinie du marché. Il adoptait en ce sens la posture beardienne selon laquelle *l'expansionnisme faisait partie intégrante de l'histoire américaine* (Bacevich, 2002, p. 24). Notons au passage qu'Hannah Arendt réfère souvent, elle aussi, à l'expansion dans *L'impérialisme* : « Le concept impérialiste d'expansion, selon lequel l'expansion est une fin en soi et non un moyen temporaire, fit son apparition dans la pensée politique lorsqu'il fut devenu manifeste que l'une des fonctions permanentes les plus importantes de l'État-nation allait être l'expansion du pouvoir » (Arendt, 1982, p. 41). On verra d'autres usages de la notion chez Arendt plus loin. Le désir de conquérir les marchés représentait le prolongement de la conquête territoriale américaine ; une fois cette conquête parachevée, les États-Unis, confrontés à une crise économique profonde et durable (de 1873 à 1896), s'étaient vu en quelque sorte contraints « d'ouvrir leurs horizons ». Désormais, l'expansion à l'étranger représentait « la condition sine qua non de la prospérité et de la paix sociale à l'intérieure des frontières » (Bacevich, 2002, p. 25). Trouver un « débouché » pour les « surplus devient une impérieuse nécessité », entonnait la *United States Investor* (Williams, 1972, p. 31). Ce à quoi le cadre d'une entreprise textile du Massachussetts (Charles L. Lovering, 1890) répondait : « Je suis un exportateur, c'est le monde que je veux » (cité dans Williams, 1972, p. 27).

Selon Williams, la conception du monde, la *Weltanschauung* selon ses termes, qui guidait et orientait la politique étrangère américaine était fondée sur la prémisse voulant que la « croissance et la poursuite de l'expansion » représentent le moyen à privilégier pour surmonter les problèmes rencontrés à l'intérieur des frontières de l'Amérique. Sous la forme d'une croissance sans fin ou dans la formulation

idéologique d'un *progrès* sans limite, l'*expansion* était au fondement-même de l'*American Way of Life* (Bacevich, 2002, p. 25). Plusieurs historiens et intellectuels ne voyaient aucun inconvénient à réclamer cette expansion : pour Brooks Adams (1848-1927) cette expansion représentait la « clé pour l'atteinte de la prospérité et du bien-être » ; il avertissait que les États-Unis « stagneraient s'ils ne consolidaient pas leur position en Amérique latine » et invitait l'Amérique à « accroître [sa] présence dans le Pacifique [*push on across the Pacific*] » (Williams, 1972, p. 33). Selon Williams, une parfaite « conscience » des « finalités visées » était observable parmi les décideurs qui occupaient ou avaient occupé les plus hautes fonctions de l'État (*There was consciousness of purpose in high places*) (Williams, 1972, p. 37). Inspirée des postulats du libéralisme classique, l'élite dirigeante concevait cette expansion comme une « nécessité naturelle », et définissait les « rivaux » des États-Unis comme des « hommes contre-nature » (Williams, 1972, p. 94). Woodrow Wilson (1913-1921) et Herbert Hoover (1929-1933), statuait Williams, se rejoignaient dans leur volonté de « préserver le monde du libéralisme classique » (Williams, 1972, p. 112).

L'impérialisme de Woodrow Wilson (1913-1921) avait beau s'appuyer sur des grands principes, ne s'agissait pas moins d'un « idéalisme conquérant » (*crusading idealism*) (Williams, 1972, p. 37), et *in fine* d'un « impérialisme de l'idéalisme » (Williams, 1972, p. 112). Par-delà les appels à la civilisation ou au progrès, l'assistance aux pays dans le besoin aboutissait à leur « américanisation », un principe qui court-circuitait *de facto* le principe d'auto-détermination. Le dogme d'une prospérité matérielle tributaire d'une expansion économique (Williams, 1972, p. 88) dictait la voie à suivre, sous Wilson comme sous Hoover. Ainsi, dans les années 1920, les investissements américains en Amérique latine surclasseraient les investissements britanniques – avec (comme le précisent Panitch et Gindin) une pénétration beaucoup plus importante dans les manufactures, un contrôle plus serré des ressources naturelles, etc. (Panitch et Gindin, 2013, p. 49). Ce n'est pas par distraction que l'impérialisme britannique cédait du terrain, pas plus que c'est par inadvertance que l'impérialisme américaine en venait à s'imposer. C'est plutôt un *désir d'expansion* qui motivait les décisions américaines. L'expansion représentait le noyau dur, l'élément de constance par excellence de la politique étrangère américaine. La forme qu'elle allait revêtir changerait néanmoins au fil du vingtième siècle. Comme le dit Bacevich :

Après avoir expérimenté de manière peu concluante un impérialisme [de type colonial], dans les lendemains immédiats de la guerre hispano-américaine, les dirigeants américains cessèrent de voir les possessions d'outre-mer comme le moyen privilégié d'assurer la croissance économique et renoncèrent à déployer des efforts pour conserver les possessions distantes (Bacevich, 2002, p. 25).

Le « dogme de l'ouverture », conclut Bacevich en vint à représenter « une composante essentielle de l'idéologie américaine, le principe à partir duquel le monde devait être organisé » (Bacevich, 2002, p. 26) ⁴⁵.

L'impérialisme de libre-échange par la « porte ouverte »

Pour mieux cerner la signification de cette « ouverture » pour Williams, il faut apporter des précisions sur ce qu'il entend par le terme « impérialisme de la porte ouverte » (*Open-Door imperialism*) (Bacevich, 2002, p. 26). La notion de « porte ouverte » fait référence aux *Open Door Notes*, une série de déclarations de principes élaborées par le secrétaire d'État John Hay (1898-1905) et distribuées sous forme d'instructions aux grandes puissances (Angleterre, Allemagne, France, Italie, Russie et Japon ; voir la figure 2.1). Par la voie de ces déclarations de principe, les États-Unis revendiquaient en premier lieu une égalité de traitement dans le commerce avec la Chine, mais tout en défendant l'intégrité territoriale et administrative de la Chine (voir la figure 2.2). Il s'agit d'un élément qui constitue l'essence de l'impérialisme capitaliste américain : cette « contradiction » ou cette ambiguïté (que j'ai déjà relevée) entre la défense de la souveraineté et... le brouillage systématique de cette même souveraineté par le biais des « lois » économiques.

⁴⁵ On ne peut nier, toutefois, que ce « dogme de l'ouverture » a aussi joué un rôle important dans la détermination de la politique étrangère britannique. Dans sa lecture sur la guerre de l'opium opposant l'Angleterre et la Chine, Peter Ward Fay écrit en ce sens : « Je ne pense pas que la guerre de l'opium ait porté sur l'opium [...] il s'agissait, si l'on cherche un principe général, d'amener la Chine à s'ouvrir » (Fay, 1975, p. xvii). Mais en Angleterre ce modèle coexiste avec l'occupation territoriale, le colonialisme dans sa forme « classique ». Dans la variante américaine d'impérialisme, l'empire formel a définitivement cédé le pas à l'empire informel ; l'expansion ne doit plus reposer sur les possessions territoriales, mais sur l'*ouverture* au commerce.

Figure 2-1. John Samuel Pughe, « Putting his foot down », lithographie couleur.

Face aux puissances impérialistes (Allemagne, Italie, Angleterre, Russie, France) affairées à se diviser le territoire, Oncle Sam apparaît ici comme protecteur de l'intégrité territoriale plutôt intéressé à favoriser les échanges commerciaux avec la Chine.



Tiré de « Puck », par J.S. Pughe, 1899, 46 (1172). <https://www.loc.gov/item/2012647332/>

Nous sommes dans les lendemains de la guerre hispano-américaine de 1898. Forte de sa victoire contre l'Espagne, l'Amérique cherche à élaborer une stratégie cohérente en matière de politique étrangère qui permettrait aux États-Unis de se hisser parmi les grandes puissances. À la fin du 19^e siècle et au début du vingtième, la réflexion prend la forme d'un débat tripartite qui anime la vie politique américaine. D'un côté, on retrouve les « impérialistes » ; de l'autre les « anti-impérialistes » et finalement : un troisième groupe – souvent négligé par l'historiographie – composé d'une coalition de gens d'affaires. Opposés à toute forme de colonialisme, ces derniers défendent un modèle flexible de la « porte ouverte », un modèle par la voie duquel « la puissance économique de l'Amérique pourrait s'affirmer afin de dominer les zones sous-développées de la planète » (Williams, 1972, p. 45). C'est ce débat qui accouche des *Open Door Notes*.

Dans une première dépêche datée du 6 septembre 1899, John Hay mettait en garde : dorénavant, les entrepreneurs américains allaient « bénéficier d'une parfaite égalité de traitement pour leur commerce et la navigation » (Williams, 1972, p. 51) sur tout le territoire chinois. La note suivante, datée du 3 juillet 1900, permettait d'entrevoir plus clairement la stratégie américaine : l'objectif était de contrer et de prévenir l'expansion territoriale en Chine par les puissances impérialistes *coloniales* (Williams, 1972, p. 51) (on voit déjà que les décideurs américains *cherchaient* à donner une coloration particulière au modèle impérialiste américain). Dans une troisième dépêche, généralement considérée séparément par les historiens, mais que Williams voit dans la continuité des deux précédentes, Hay établissait un lien direct entre les prêts et le commerce : « L'objectif de Hay [écrit Williams] était de bloquer l'accès à tout échappatoire qui aurait pu permettre aux compétiteurs de contourner la stratégie américaine de la porte ouverte » (Williams, 1972, p. 51) ; on glissait ici vers une conception proprement *financière*, une « porte ouverte pour l'investissement dans les chemins de fer, les mines, les prêts bancaires, et ainsi de suite » (McCormick, 2009, p. 79 cité dans Panitch et Gindin, 2013, p. 40).

La stratégie de la *porte ouverte* ne permettait pas seulement de surmonter les débats déchirants entre impérialistes et anti-impérialistes : elle devint, aux yeux de Williams, *la stratégie privilégiée* de la politique étrangère américaine, une stratégie qui confirmait simplement une tendance lourde de la politique étrangère américaine. L'idée existait d'ailleurs avant les *Open Door Notes*, comme en témoignent ces propos de John W. Foster, secrétaire d'État de 1892 à 1893 : « Peu importe les différences d'opinion qui existent au sein de la population américaine relativement à la politique d'expansion territoriale, tous semblent convenir de la nécessité d'une expansion commerciale. En fait, il est impératif aujourd'hui de trouver de nouveaux et de vastes marchés [pour écouler nos surplus] » (cité dans Williams, 1972, p. 51). Au tournant du 20^e siècle, donc, l'expansion par la porte ouverte devenait « la » vision du monde, « la » lunette par laquelle les Américains concevaient leur rôle dans la géopolitique mondiale.

La Guerre froide : la puissance expansive américaine (survol de la critique de Panitch et Gindin)

Dans leur ouvrage *The Making of Global Capitalism*, Leo Panitch et Sam Gindin relativisent la portée explicative de la notion et la centralité de la politique de la « porte ouverte » pour saisir la dynamique qui s'impose à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale (2013). Je pense toutefois que leurs critiques n'invalident pas complètement la notion et, à moins de me tromper, je pense qu'il s'agit surtout de la

nuancer (l'utilisation qu'en fait Andrew Bacevich pour aborder l'impérialisme américain « contemporain » demeure, à mon sens, une démonstration assez convaincante de la portée heuristique de la notion).

La critique des auteurs de *The Making of Global Capitalism* est compréhensible. Ils cherchent en premier lieu à se distancier des historiens qui, comme Williams, ont lié *trop intimement* l'expansion à l'étranger aux limites de l'accumulation domestique. Panitch et Gindin s'intéressent à la période qui suit la Deuxième Guerre mondiale. Ce n'est pas simplement par « manque d'opportunités », insistent les auteurs, que les capitalistes américains investissent à l'étranger durant cette période : ils cherchent en premier lieu à tirer avantage « d'opportunités supplémentaires » (Panitch et Gindin, 2013, p. 6-7). Par contraste avec la période qui suit immédiatement l'élaboration des *Open Door Notes*, une des grandes priorités de la politique économique américaine de l'après-guerre consiste en la consolidation du marché intérieur en posant les bases d'une société de consommation qui trouve difficilement d'équivalent dans l'histoire (bien qu'il s'agisse d'un phénomène plus progressif qu'on ne pourrait le croire (Leach, 1993)). Cette consolidation du marché intérieur, insistent Panitch et Gindin, met « fin à cinquante ans d'obsession pour la politique de la porte ouverte » (Panitch et Gindin, 2013, p. 87). Ultimement, qu'il s'agisse de pénétrer des marchés parce que le marché domestique est saturé ou qu'il s'agisse de pénétrer des marchés *tout en consolidant* le marché intérieur, la notion de « porte ouverte » est particulièrement utile, à mon sens, pour comprendre comment la marchandisation réalisée, encouragée ou *forcée* par l'empire américain ne repose plus en définitive sur un ancrage territorial, qu'elle s'alimente désormais d'un « brouillage » systématique de la souveraineté (alors même qu'est proclamée « l'ère de la liberté », la « fin des Empires » et que le respect de l'intégrité territoriale devient un principe central de l'ordre géopolitique). Le fait que la notion réfère aux *Open Door Notes* qui émanent du Département d'État permet aussi de voir que la *nécessité stratégique* d'une forme impérialiste « autre », distincte de l'impérialisme classique s'inscrit dans la longue durée, la notion attire l'attention sur le fait qu'il y a une conscience des finalités, nécessité stratégique dans les hautes sphères du pouvoir politique. Bref, je ne suis pas prêt à disqualifier complètement la notion.

Au moment de son élaboration et dans les emplois précoces de la notion par le pouvoir, la « porte ouverte » visait comme on l'a vu à assurer une égalité de traitement entre les capitalistes américains et les États rivaux et à favoriser les exportations américaines. Dans l'après-guerre, ce sont les États-Unis qui dictent les règles du jeu : « [I]es États-Unis sont parvenus à intégrer toutes les autres puissances capitalistes dans un système efficace de coordination sous leur égide » (Panitch et Gindin, 2013, p. 8). Je

suis parfaitement d'accord avec Panitch et Gindin sur cette idée : la préoccupation stratégique consiste, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à « modifier le noyau capitaliste » (Panitch et Gindin, 2013, p. 11), en plaçant les États-Unis au centre du nouveau capitalisme mondialisé. Et le « succès » des États-Unis, après la Deuxième Guerre mondiale, repose sur le fait qu'ils sont parvenus à créer un « réseau impérial » avec les autres principaux États capitalistes, tout en se plaçant à la tête de ce réseau. Les États concernés bénéficiaient bien d'une certaine autonomie et étaient en premier lieu responsables de la « réorganisation » des « relations sociales » et de leurs institutions, mais ils « étaient désormais 'internationalisés' d'une manière différente [...] » ; sans leur dicter un « mode d'action précis », l'État américain, fixait « des paramètres à l'intérieur desquels les autres États capitalistes pouvaient déterminer leur ligne d'action » (Panitch et Gindin, 2013, p. 8). Le plan Marshall ou la création de l'OTAN, comme on le verra (chapitre 3), s'inscrivent parfaitement dans cette dynamique. Comme le disent les historiens : « l'adoption d'une 'souveraineté multilatérale' signifiait implicitement que les États membres se devaient d'adhérer au nouvel empire américain » (Panitch et Gindin, 2013, p. 75).

Étant donnée la position de surplomb qu'occupent les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale, il apparaît assez évident qu'il ne s'agira plus pour l'empire américain de « prendre sa place » parmi les puissances, comme c'était le cas au moment des *Open Door Notes*. Personnellement, je ne trouve pas pour autant la notion si particulièrement encombrante. Au cœur de la conduite politique de l'empire américain, on retrouve cette « stratégie d'ouverture » qui consiste à « ouvrir » les économies aux biens et aux entreprises américaines, de manière à en retirer des bénéfices – et Bacevich voit juste : la seule façon de « garantir l'ouverture » est à travers « l'exercice d'un pouvoir dominant » (Bacevich, 2002, p. 31). L'intérêt de la relecture de Williams que je présente réside surtout dans la question de l'*expansion*, par opposition au postulat du caractère *réactif* des politiques américaines. C'est cette idée qui me semble particulièrement fertile chez Williams pour comprendre la dynamique au cœur de la Guerre froide. C'est cet élément qui permet d'aller voir « sous la volatilité et la turbulence de la surface » (Harvey), qui pose les jalons nécessaires afin de déconstruire le récit hagiographique de la Guerre froide et ses mythes (puissance par dépit, déni d'impérialisme, caractère simplement réactif de la politique étrangère américaine, etc.)⁴⁶.

⁴⁶ William A. Williams identifie trois « présupposés structurants » de la politique étrangère des États-Unis durant la Guerre froide : (1) les États-Unis concevaient que la Russie était « diabolique » (*evil*), mais aussi et peut-être surtout (c'est ce que confirment les sources sur lesquelles s'appuie l'historien révisionniste, et elles ne sont pas aussi

À mon sens, la principale leçon de Williams, en ce qui concerne la Guerre froide, réside ici : l'historien révisionniste ne croyait pas que la politique américaine était simplement réactive et Moscou était loin à ses yeux de représenter le seul agent belliqueux de la Guerre froide. Il rejetait les lectures orthodoxes qui attribuaient obstinément à Moscou la « responsabilité de la Guerre froide » ; selon lui, le « comportement soviétique » pouvait « vraisemblablement être expliqué comme étant de nature défensive » (Bacevich, 2002, p. 27). En effet, lorsqu'on y regarde de plus près et quand on abandonne le terrain de l'hagiographie, on constate que les États-Unis, bien plus que l'Union soviétique, semblaient *déterminés* à exploiter la victoire en 1945 pour étendre leur influence. C'est d'ailleurs, comme le mentionne à juste titre Bacevich, un effort « conforme à la stratégie à long terme de l'Amérique, qui cherchait à façonner un ordre mondial réceptif à ses valeurs et à son mode de vie tout en favorisant sa propre prospérité » (Bacevich, 2002, p. 27). Williams suggère même que le « sentiment d'urgence » qui précipitera l'utilisation de la bombe atomique en août 1945 ne visait pas simplement à mettre un terme à la guerre avec le Japon : les États-Unis, avance-t-il, larguèrent la bombe « afin de conclure la guerre avec le Japon *et par le fait même, de stopper l'avancée des Russes en Asie, et de leur donner un répit en Europe de l'est* » (Williams, 1972, p. 253) ⁴⁷.

« discutables » que Soutou l'affirme) qu'elle *était faible*. Le chapitre suivant devrait démontrer la pertinence et la validité de cette lecture. Par contraste (2), les États-Unis se percevaient comme l'agent d'un « bien positif » (*positive good*) (on a déjà vu un bel exemple de ce présupposé à la lecture du document du Département d'État que j'ai survolé en début de chapitre). Finalement (3) les décideurs entrevoyaient le risque d'une récession économique s'ils ne poursuivaient pas « l'expansion à l'étranger » (Williams, 1972, p. 229-232). Le principal problème auquel les États-Unis étaient confrontés, selon Dean Acheson (un nom qu'on croiera à plusieurs reprises dans cette étude), était une question de marchés : « Nous n'avons pas un problème de production. Ce qui importe ce sont les marchés » (Williams, 1972, p. 235). C'est ce dernier point qui représente chez Williams l'élément de continuité par excellence (Panitch et Gindin ne rejettent pas l'idée d'expansion, mais ne l'attribuent pas simplement aux impératifs « domestiques »), l'élément qui permet de voir la continuité de la politique étrangère américaine sur la longue durée (l'*expansion* représentant l'ultime finalité des États-Unis) – alors que les premier et deuxième présupposés sont plutôt conjoncturels. C'est l'*expansion (par la porte ouverte, dirait Williams)* qui définirait les grandes lignes de la politique étrangère dans les premières années de la Guerre froide. Secrétaire du commerce de 1945 à 1946, Henry A. Wallace affirmait ainsi : « L'entreprise privée doit croître et prendre de l'expansion » ; à ses yeux, les pays sous-développés représentaient « des terres nouvelles recelant de nombreuses opportunités » (*unlimited new frontier of opportunities*) (Williams, 1972, p. 237) qu'il fallait chercher à exploiter (qu'il fallait *ouvrir* au commerce). L'État devait être mis à contribution. Dean Acheson (Secrétaire d'État de 1949 à 1953) et Wallace convergeaient sur la manière de procéder : les capitaux publics devaient être mobilisés *massivement* afin de favoriser l'ouverture des marchés et de permettre à l'entreprise privée de saisir ces opportunités (Williams, 1972, p. 236-237). L'expansion par la porte ouverte semblait représenter la « réponse toute faite » pour les problèmes que rencontraient les États-Unis dans le contexte de la jeune Guerre froide : « les Russes, le marché, l'accès aux matières premières » (Williams, 1972, p. 267).

⁴⁷ Les États-Unis cherchaient clairement, selon Williams, à appliquer la stratégie de la porte ouverte en Europe de l'est et dans les Balkans, faisant pression pour obtenir des « élections libres » dans la région : « en 1945, les Russes faisaient une évaluation très juste de la proposition américaine » (Williams, 1972, p. 257-258).

Effectivement, ce n'est pas tant l'intransigeance soviétique qui ressort des toutes premières rencontres d'après-guerre entre Truman et les soviétiques. C'est plutôt l'inflexibilité des États-Unis qui est frappante. Gonflé à bloc par les nouvelles de l'acquisition de la bombe atomique, Truman se présentera confiant à la conférence de Postdam ; aux dires de Winston Churchill : il « imposa les termes de la rencontre (*bossed the whole meeting*) » (Williams, 1972, p. 249). La bombe atomique allait vraisemblablement conférer aux dirigeants politiques américains une « vision d'omnipotence » (Williams, 1972, p. 202-275) qui favorisera l'atteinte des objectifs américains. C'est à l'avis de Williams – j'insiste sur l'audace de la thèse –, la décision américaine d'employer son nouveau pouvoir dominant qui permit à la dynamique de la Guerre froide de se « cristalliser » (Bacevich, 2002, p. 27). Les décideurs politiques, je pense que cela apparaîtra très clairement dans les pages qui suivent, avaient une conscience aigüe de la position favorable des États-Unis et *il fallait exploiter cet avantage pendant que c'était encore possible*.

L'interprétation de Williams clarifie les composantes du mythe de la puissance par dépit (je reprends la synthèse en 7 points présentée par Bacevich dans la postface de Williams) : (1) « Une tendance à assimiler l'anticolonialisme à l'opposition à l'empire en tant que tel » ; dans les termes de Williams : il s'agit d'un « anticolonialisme impérial » (Williams, 1972, p. 18-57), ou encore, dans les mots de Richard Immerman : un « impérialisme anticolonial » (Immerman, 2010, p. 191) ; (2) « Une insistance sur le fait que les valeurs américaines sont des valeurs universelles » ; on a vu, lorsque Williams abordait « l'impérialisme de l'idéalisme » de Wilson, que cette prétention d'universalisme n'annule pas le caractère impérialiste des politiques américaines ; (3) « Un penchant pour l'externalisation du mal » et (4) « Une prédilection pour la diabolisation des adversaires », deux éléments dont on devine la prégnance pendant la Guerre froide et qu'on approfondira dans un instant (chapitre 3) ; (5) « La croyance que l'économie américaine ne peut pas fonctionner en l'absence d'opportunités d'expansion externe », élément de constance par excellence selon Williams ; (6) « Une dérive constante, bien qu'inavouée, vers la militarisation », j'invite le lecteur intéressé à approfondir cette question à se référer à Bacevich (Bacevich, 2002, p. 319-320), mais je me permets d'insister surtout sur le caractère « inavoué » de cette « dérive » : à mon sens (c'est un élément que je développerai dans le chapitre 4), le penchant pour les opérations clandestines à partir de la présidence d'Eisenhower montre que le pouvoir a volontairement cherché à dissimuler cette dérive ; et finalement (7) : « Une confiance inébranlable dans l'exceptionnalisme et la bienveillance des Américains » (je ne crois pas qu'il soit nécessaire pour le moment d'élaborer sur cette question).

2.2.3 Conclusion : la persistance de l'Empire capitaliste américain

Si l'on s'en tient au récit de surface de l'hagiographie, les États-Unis n'imposent aucun empire : ils mènent la charge du « monde libre », avec pour seul objectif de répandre la démocratie, la liberté et la paix. Retracer l'histoire de l'Empire américain, implique néanmoins de quitter le terrain de l'hagiographie en évitant de céder « [à] la croyance séduisante selon laquelle les États-Unis peuvent retirer les bénéfices de l'empire sans en assumer les frais, et tout en niant qu'il s'agit d'un empire » (Bacevich, 2002, p. 243). Ce discours suffisant qui tend à exempter l'Amérique de toute « prétention impériale » est non seulement intenable, comme le dit Bacevich, il est « contre-productif », car une telle interprétation empêche encore aujourd'hui de procéder à une évaluation réaliste des défis auxquels les États-Unis doivent faire face – la question de savoir si les États-Unis forment un empire est futile : plonger dans les premières années de la Guerre froide nous permet de relever le caractère illusoire, désincarné et contre-productif du déni d'impérialisme. La question qu'il faut se poser, c'est celle-ci : « à quel type d'empire doivent aspirer les États-Unis » ? (Bacevich, 2002, p. 243-244).

Les analyses d'Ellen Meiksins Wood et de David Harvey laissent entrevoir la complexité et le caractère insaisissable de l'impérialisme américain ; elles nous permettent de voir la manière avec laquelle l'impérialisme américain se dérobe au regard, échappe parfois aux analyses. La disjonction de l'économique et du politique agit comme « mécanisme de défense » (Wood) de l'impérialisme capitaliste, alors que le « déni de la géographie » (Harvey) contribue à invisibiliser la domination. Charles A. Beard et William Appleman Williams nous permettent de voir de quoi sont tissés les mythes de la puissance et de l'impérialisme par dépit. Beard offrait une première approche pour saisir le caractère spécifique de cet impérialisme américain : « L'Amérique, écrivait Beard, ne sera ni la Rome impériale ni l'empire britannique. L'Amérique sera l'Amérique » (Bacevich, 2002, p. 242). Son analyse jette également les bases pour penser la constance de l'*expansion* au sein de l'empire américain, une expansion qui est au *fondement-même de la République*.

Dans le chapitre qui suit, on verra l'idée beardienne selon laquelle « la politique étrangère découle de la politique intérieure » prendre une forme beaucoup plus concrète dans le contexte de la Guerre froide, lorsqu'il s'agira de lier l'endiguement à *l'extérieur des frontières* et l'endiguement (de la démocratie) à *l'intérieur des frontières* (ceci fait écho aux efforts déployés par les *framers* de la Constitution afin de freiner ou de contenir la « démocratie égalisatrice »). Quant aux analyses de Williams, elles permettent de voir la constance de l'*expansion* ainsi que le caractère profondément hagiographique du postulat d'une

puissance simplement réactive. Il est en effet difficile de ne pas convenir avec Williams qu'une nation (les États-Unis) qui bénéficiait d'une telle suprématie militaire, politique et économique (après la Deuxième Guerre mondiale) ne peut pas raisonnablement prétendre qu'elle est *contrainte* de poursuivre telle ou telle politique étrangère. On devrait plutôt convenir avec Williams que les États-Unis ont cherché de manière constante et consistante à « façonner un ordre mondial réceptif à ses valeurs et à son mode de vie, tout en favorisant sa propre prospérité » (Williams, 1972, p. 208).

Quoiqu'en pense l'hagiographie, l'abandon d'un impérialisme territorial n'a pas été motivé par des valeurs humanistes, pas plus que cela annonçait, selon la formule de John Foster Dulles, la fin de « l'Ère des empires ». Le renoncement au modèle colonial repose sur un calcul de coûts et bénéfices : « les dirigeants américains » ont rapidement abandonné une stratégie « territoriale » en raison des « coûts de pacification, d'administration et de défense » élevés, relève à juste titre Bacevich (2002, p. 25). L'Empire informel américain ne résulte pas non plus de quelque accident de la nature : il est le résultat d'une stratégie concertée. Il s'agit, comme l'exprime brillamment Williams, d'un empire « conçu et imaginé afin de remporter des victoires sans aller en guerre » (Williams, 1972, p. 57). Sans tourner le dos aux interventions « ouvertes » ou « manifestes » (en témoignent l'intervention en Corée) on verra néanmoins l'Empire américain accorder une importance toujours plus grande aux interventions clandestines, sous-terraines, à la guerre psychologique. Et, de la Guerre de Corée à l'intervention en Irak, lorsque la puissance militaire américaine sera déployée, les mythes structurants de la politique étrangère américaine (mythe de la puissance par dépit, déni d'impérialisme, réaction face à une puissance à caractère expansif, etc.) accompagneront ce déploiement.

CHAPITRE 3

LA JEUNE GUERRE FROIDE (1947-1954) :

L'INVISIBILISATION DE L'EMPIRE COMME FONCTION DE L'IMPÉRIALISME CAPITALISTE

On a vu qu'Ellen Meiksins Wood utilisait une formule floue pour parler de l'émergence d'un impérialisme proprement capitaliste ; c'est dans les « lendemains immédiats » de la Deuxième Guerre mondiale que s'imposait ce dernier, selon elle. Les États-Unis formeraient, à partir de ce moment, le « premier » et le « seul empire capitaliste ». Si cette forme capitaliste d'impérialisme apparaît aussi tardivement dans l'histoire, c'est selon elle que le « développement d'impératifs économiques assez puissants pour remplacer les formes plus anciennes de domination directe prend du temps » (Wood, 2011, p. 19). Appleman Williams, qu'on vient de survoler, offre d'ailleurs une remarque complémentaire dans son *Tragedy* : « Il a [...] fallu du temps pour élaborer et institutionnaliser une division de l'autorité et du travail entre les dirigeants économiques et politiques » afin qu'une stratégie cohérente « puisse être mise en œuvre de manière routinière » (Williams, 1972, p. 52). J'aurai l'occasion de revenir sur la question du développement « d'impératifs spécifiquement capitalistes ». Pour le moment, j'insiste sur le fait que la formule « les lendemains immédiats » employée par Wood demeure imprécise ; elle laisse un certain flou quant au moment exact de l'émergence de cet Empire. De l'avis de plusieurs historiens, c'est l'année 1947 annonce le début de la Guerre froide, et je pense qu'on peut dire que l'année 1947 marque également la *transition vers un impérialisme spécifiquement capitaliste américain*. Dans ce chapitre (3.2), je chercherai à montrer de quel ordre est cette rupture. En outre, et bien que ce soit rarement la principale raison évoquée par les historiens qui insistent sur la rupture initiée en 1947, c'est cette année-là qu'est créée l'agence de renseignement américaine, la Central Intelligence Agency, acteur central de la Guerre froide, ingrédient fondamental du nouvel impérialisme qui prend forme.

Comme le dit Enzo Traverso : il faut, pour appréhender le réel, le « capturer par des concepts » mais sans perdre de vue que « l'histoire réelle » ne coïncide jamais tout à fait avec ses « représentations abstraites » (Traverso, 2011, p. 19). Une attention particulière aux concepts incombe aux approches théoriques qui se réclament d'un certain matérialisme historique, et comme le dit Derek Sayer, toute démarche qui s'en inspire doit reconnaître que les concepts émanent, d'abord et avant tout, de formes d'expérience, que, s'ils fournissent le « point de départ nécessaire à l'analyse », ils peuvent néanmoins « déformer la réalité » qu'ils dépeignent (Sayer, 1987, p. 140). Il incombe, avant de pouvoir les mobiliser, de « les interroger de manière critique », de les « situer historiquement, exactement comme l'a fait Marx avec les catégories de

l'économie politique » (Sayer, 1987, p. 140) ; c'est à cette tâche que je m'attèle dans la première partie de ce chapitre (3.1). J'interrogerai les principaux concepts de la Guerre froide et par cette analyse, à la fois théorique et empirique, je tenterai de relever le caractère « fétiche » des concepts de la Guerre froide – et de les *défitichiser* (pour employer des formules de Derek Sayer que j'ai présentées dans le premier chapitre de cette étude).

On a vu également avec Meiksins Wood que pour l'impérialisme de type capitaliste, la domination « repose sur le recours généralisé aux impératifs capitalistes », ce qui constitue, comme elle le disait « un développement très récent » (Wood, 2011, p. 176). Dans les toutes premières années de la Guerre froide, l'on observe surtout un entrelacement du politique, de l'économique, du militaire, du culturel. Autrement dit, la séparation de l'économique et du politique, élément au cœur du capitalisme et « mécanisme de défense par excellence » (Wood) de l'impérialisme capitaliste n'est pas encore *effective*. Lorsqu'ils abordent la dynamique du début de la Guerre froide, Kolko et Kolko insistent pour dire que Washington concevait l'ensemble des problèmes de l'après-guerre comme étant « interreliés » : « la nécessité pour l'historien de compartimenter l'histoire [...] fait violence à la vision unifiée qui existait à Washington au début de l'année 1947 » (Kolko et Kolko, 1972, p. 332). En fait, on pourrait dire que ce qui ressort surtout de la période analysée (1947-1954), c'est l'hyperactivité du politique. Si l'accumulation primitive représentait chez Marx un moment politique fort, permettant d'imposer le marché, on aura l'occasion de voir dans ce chapitre que l'impérialisme capitaliste américain, de la même manière, a eu besoin de ce « moment politique » fort ; un tel moment politique est indispensable à la mise en place du « mécanisme de défense » qui distinguera ensuite le politique et l'économique. Ce sont ces dynamiques qui sont abordés dans la troisième partie de ce chapitre (3.3) (on verra, entre autres choses, sur quels fondements et sur quelles bases *politiques* repose par exemple l'aide économique).

Je développe également ici une idée essentielle pour passer (partie 2 de cette étude) aux analyses des cas coréen et guatémaltèque. La présidence de Dwight D. Eisenhower est souvent placée dans la continuité de celle de son prédécesseur. Kolko et Kolko considèrent par exemple que le successeur de Truman représente une « continuité essentielle » dans la conduite de la politique étrangère (*the Republican government was to maintain the essential continuity in the Postwar American foreign policy*) (Kolko et Kolko, 1972, p. 648). Le 34^e président américain, poursuivent-ils, continuera à mobiliser les moyens politiques et militaires à sa disposition, afin d'obtenir les « préconditions politiques » permettant une « intégration économique globale ». L'ouvrage de Kolko et Kolko est absolument incontournable pour

quiconque aspire, précisément, à comprendre la forme que prennent ces « préconditions politiques » de l'économie globalisée. Mon analyse historique s'appuie pour une large part sur leur analyse et je me concentre sur la même période que les auteurs analysent – leur analyse se concentre exclusivement sur la première décennie de l'après-guerre (1945-1954). Cette période représente à leur sens un « microcosme de l'expérience intégrale de l'après-guerre » ; les événements « d'après 1954 ne sont qu'une extension des principes et des procédures qui se cristallisent durant la première décennie de l'après-guerre » (Kolko et Kolko, 1972, p. 7). Les politiques étrangères américaines sont demeurées, poursuivent Kolko et Kolko : « [...] cohérentes car les objectifs, la structure et les exigences du système social américain sont demeurés les mêmes tout au long de cette période » (Kolko et Kolko, 1972, p. 7). Mais, comme plusieurs analyses de cette période, Kolko et Kolko négligent un élément absolument fondamental, un glissement dramatique qui s'effectue sous la présidence d'Eisenhower. L'administration Eisenhower marque en effet « l'âge d'or » des opérations clandestines, « l'âge d'or » du renseignement américain. On assiste ainsi, dès le tout début du mandat du président, à l'effacement progressif du politique (à sa « disparition »), à « l'affirmation » d'une volonté politique qui cherche à « faire disparaître » le politique, pour ainsi dire, laissant *apparaître* des mécanismes « purement » économiques (dois-je rappeler que Marx et Wood insistent pour dire que c'est du moins ce qui *apparaît à la surface des choses* ?).

L'analyse des premières années de la Guerre froide permet de voir clairement, premièrement, la centralité du politique dans la mise en place d'un système-monde dominé par les États-Unis (ce que je cherche à faire ressortir dans la section 3.3) et, deuxièmement, la disparition progressive du politique – ou l'autonomisation progressive de l'économique – ou pour être plus précis : les événements, les discours et les interventions ayant permis à l'empire de donner une apparence de mécanismes économiques *non fondés* politiquement. La conclusion de ce chapitre présente les clés de cette dynamique.

Si la disjonction de l'économique et du politique représente le principal « mécanisme de défense » du capitalisme, on peut dire que la CIA est l'ultime instance mobilisée par l'Empire capitaliste américain pour favoriser cette disjonction (pour *imposer le marché*) : elle est l'appareil *offensif* du mécanisme. Chaque fois qu'elle est mise à contribution pour éloigner le pouvoir politique de quelque initiative visant à socialiser l'économie, pour tenir le politique à distance des questions économiques, la CIA cherchera à soustraire le politique de l'équation, à laisser « apparaître comme un processus naturel » l'isolation, les perturbations (Prashad, 2020, p. 73), la violence qui résultent pourtant directement de ses actions, d'actions profondément et *précisément* politiques. Cela n'a évidemment rien d'accidentel, c'est inscrit

dans l'ADN de l'agence : la fonction même des opérations dites *clandestines* est de ne laisser *aucune trace de l'implication du politique*, et par le fait même : de l'empire. La directive NSC 10/2 de juin 1948 définit les opérations clandestines (*covert operations*) comme des actions « planifiées et exécutées de telle sorte que toute responsabilité du gouvernement des É.-U. à leur égard n'est pas évidente pour les personnes non autorisées » ; c'est dans cette directive du Conseil de sécurité nationale qu'apparaît pour la première fois l'idée d'une *plausible deniability* : les opérations clandestines impliquent que « le gouvernement des États-Unis [pourra] plausiblement nier toute implication » si elles étaient découvertes (Whiteclay Chambers III, 1999, p. 192).

Le déni est d'autant plus « plausible » que les notions mêmes par lesquelles s'exprime la Guerre froide sont toutes tissées du mythe de la puissance par dépit, de la conviction que face à une telle puissance « diabolique », les États-Unis, agents du « bien positif » (Williams) n'agissent que par contrainte, que c'est par devoir qu'ils ont recours à la force.

3.1 Défitichiser les concepts de la Guerre froide

Lorsque l'on jette un regard critique sur les notions censées présenter une synthèse de la période de la Guerre froide, à commencer par la notion même de guerre « froide », on se rend compte que tout le vocabulaire par lequel on doit transiter afin de comprendre les processus à l'œuvre durant cette période contribue à opacifier les dynamiques émanant de la puissance américaine – à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Ces notions sont tissées des grands mythes de la puissance par dépit qu'elles alimentent en retour.

3.1.1 La notion de « Guerre froide » obscurcit la violence de l'impérialisme capitaliste

Comme de nombreux commentateurs et nombre d'historiens, Georges-Henri Soutou attribue à tort la paternité de l'expression « Guerre froide » au journaliste américain Walter Lippman. C'est pourtant George Orwell et non Lippman qui, deux mois seulement après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, invente le terme « Guerre froide ». « Supposons », écrivait-il, que les nations « ayant survécu à la guerre s'entendent tacitement pour ne jamais utiliser la bombe atomique contre leur adversaire ? Supposons qu'ils [n]'utiliseraient que la menace de l'utiliser contre des peuples incapables d'user de représailles ? » (Orwell, 1945). Dans l'esprit d'Orwell, l'idée d'une guerre « froide » permet de mieux cerner la tension entre des puissances « incapables de se conquérir l'une l'autre » ; la bombe atomique, écrivait Orwell, risquait fort de « prolonger indéfiniment une 'paix qui n'en est pas tout à fait une' » (Orwell, 1945).

Le même esprit lucide qui allait contribuer de manière définitive à forger un « imaginaire » du totalitarisme dans une des œuvres dystopiques les plus marquantes, celui-là même semblait avoir cerné l'esprit de cette guerre en gestation. Un quart de siècle plus tard, Kolko et Kolko emploieraient des termes étonnamment semblables pour décrire la dynamique géopolitique à l'œuvre, bien que les auteurs adoptaient une posture beaucoup plus critique vis-à-vis les États-Unis : ces derniers, concluaient les auteurs, avaient *fondamentalement* besoin d'alimenter une « tension à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières » dans le but d'atteindre les objectifs plus larges de la puissance, une tension, écrivaient-ils, qui « ne devait aboutir ni à la guerre ni à la paix » (Kolko et Kolko, 1972, p. 671). La grande sensibilité d'Orwell face aux enjeux et aux dynamiques de son temps ne fait aucun doute, mais quels que soient les mérites de la notion, l'expression « Guerre froide » demeure équivoque à plusieurs égards.

L'historien « conservateur » George-Henri Soutou (il reconnaît l'influence des chroniques de Raymond Aron dans *Le Figaro* et des écrits d'André Fontaine sur son travail) convient que « [l]a guerre n'a pas été froide pour tout le monde », que l'expression « Guerre froide » est « insatisfaisante » et lui préfère plutôt l'expression « conflit Est-Ouest » (Soutou, 2001, p. 9). Enclin à attribuer la responsabilité unilatérale du conflit aux Soviétiques, il se contente de noter – assez timidement, on en conviendra – qu'en tant que première puissance mondiale, les États-Unis ont adopté une politique étrangère qui « s'apparente » à une « certaine forme d'impérialisme » (Soutou, 2001, p. 26). De ce point de vue, la dimension impérialiste de la politique étrangère soviétique, elle, ne fait pas de doute. Le présupposé général qui guide la lecture de l'historien français est que ce sont les ambitions expansives de l'URSS. qui précipitent la « réaction » américaine, contraignant les États-Unis à adopter une posture « défensive » (Soutou, 2001, p. 162). Cette tendance, comme on l'a vu, imprègne l'historiographie « dominante » de la Guerre froide et on se souvient formait le cœur de la critique de William A. Williams (et avant lui de Charles A. Beard).

Le jugement des historiens révisionnistes Joyce et Gabriel Kolko, en ce qui a trait à la notion de « Guerre froide » est plus sévère – et à mon sens plus juste. Aux yeux de Kolko et Kolko, l'expression « Guerre froide » est une notion « infâme » (*egregious*) qui présente une simplification abusive d'une dynamique pourtant beaucoup plus complexe (Kolko et Kolko, 1972, p. 6). La notion « statique » de Guerre froide, écrivent-ils : « nous conditionne à escamoter le vrai caractère des forces d'intervention et d'*expansion* [une notion qui rappelle encore une fois la posture de Beard et de Williams] – et donc la violence – de notre temps » ; l'expression « Guerre froide » tend à « minimiser la nature et les causes du destin de l'humanité aujourd'hui » ; peut-être plus fondamental encore : l'expression « Guerre froide » fait voir les

conflits et la violence comme des « conséquences accidentelles plutôt qu'inévitables des objectifs de la politique étrangère américaine » (Kolko et Kolko, 1972, p. 6-7). Même Robert S. McNamara en convient dans l'incontournable documentaire *The Fog of War*, réalisé par Errol Morris : « *Cold War? Hell, it was a hot war!* », affirme l'ancien secrétaire d'État (1961-1968) et président de la Banque mondiale (1968-1981) (*The Fog of War*, 2004). Autrement dit, c'est cette même tendance à occulter « l'expansion » pour faire ressortir simplement le caractère « réactif » des actions posées par les États-Unis qui apparaît dans l'expression « Guerre froide » et dans d'autres expressions qui remplissent similairement une fonction de synthèse – nulle part peut-être aussi clairement que dans l'expression « Longue paix (*Long Peace*) » employée par certains historiens (Bacevich, 2008, p. 1-13 ; Gaddis, 1986).

J'insiste pour le moment sur ce point : le terme « Guerre froide » *rend invisible* la volonté expansive des États-Unis (une stratégie pourtant bien comprise par les décideurs politiques de la jeune Guerre froide, comme on le verra et comme on a déjà commencé à le voir) ; elle *obscurcit* la contribution active des États-Unis à la mise en place d'un ordre géopolitique correspondant aux intérêts américains bien compris, et à l'imposition d'un ordre capitaliste global.

3.1.2 L'anticolonialisme est un impérialisme

Par-delà la vision idyllique d'un « impérialisme de la liberté », la rhétorique de l'anticolonialisme mobilisée par les États-Unis contribuait surtout à dissimuler les ambitions américaines, des ambitions qui ne reposaient pas sur l'occupation territoriale, mais sur la pénétration (*l'ouverture*) de nouveaux marchés.

Les États-Unis cherchaient, par exemple, à « circonscrire » les Britanniques au Proche-Orient afin de redéfinir les influences en fonction d'intérêts bien compris par les décideurs. L'objectif de base consistait pour les Américains à jouer de leur influence afin que l'Angleterre ne soit « ni trop affaiblie ni trop renforcée » (trop faible, elle risquait d'ouvrir la voie aux mouvements nationalistes, mais trop forte : elle risquait de barrer l'accès américain au pétrole) (Kolko et Kolko, 1972, p. 413). Washington comprenait parfaitement sur quelles « préconditions politiques » reposait son succès économique au Tiers-monde : cela impliquait l'alignement avec les forces de la « stabilité », les dirigeants réactionnaires et les compradors locaux et plus souvent qu'autrement, les États-Unis chercheraient à reprendre « le fardeau colonial résultant du déclin de l'Angleterre et de la France » (Kolko et Kolko, 1972, p. 628), si bien qu'au « nom d'une intégration libérale », les États-Unis « devenaient la fondation-même de l'ordre conservateur » (Kolko et Kolko, 1972, p. 629). Ceci apparaît on ne peut plus clairement dans

l'administration des territoires comme le Japon et, comme on le verra : la Corée du Sud. Les États-Unis s'appuieraient aussi sur les compradors locaux au Vietnam pour faire valoir leurs intérêts. La poursuite des politiques, des pratiques coloniales et la persistance d'une forme impérialiste apparaissait assez clairement aux yeux des Viet Minh : « L'impérialisme américain », affirmait Ho Chi Minh, cherche à « rendre la France de plus en plus faible afin de prendre sa place » (Kolko et Kolko, 1972, p. 688). *L'anticolonialisme est un impérialisme* : voilà un titre que l'auteur de *L'existentialisme est un humanisme* aurait bien pu utiliser pour décrire la politique américaine des premières années de la Guerre froide. Ou si l'on reprend des termes qui ont été clarifiés dans le chapitre précédent : l'effacement de l'impérialisme *formel* représentait la condition du succès de l'impérialisme *informel* (américain).

Le combat affiché pour la décolonisation permettait ainsi aux États-Unis de se présenter comme « anti-impérialistes » (selon la signification classique du terme) (Panitch et Gindin, 2013, p. 12), mais de fait : les décolonisations ouvraient la voie à l'influence des capitaux étrangers, principalement américains, et donnaient lieu à un brouillage systématique de la souveraineté des nouveaux États « indépendants ». Là où les États se distanciaient des puissances coloniales « traditionnelles » – en Indochine, en Inde, en Égypte ou ailleurs –, les États-Unis cherchaient irrémédiablement à profiter d'un nouvel accès pour leurs capitaux et utiliseraient leur influence afin d'infléchir les actions des États qui leur étaient défavorables.

3.1.3 La notion « d'endiguement » dissimule le caractère expansif de l'empire

On attribue à George Kennan la paternité de la doctrine du *containment* (qu'on traduit généralement par le terme « endiguement »). Dans un câble diplomatique daté de février 1946, Kennan, alors chargé d'affaires à l'ambassade de Moscou, soutenait que la tâche urgente des États-Unis consistait à « contenir » les tendances expansives de la Russie. Le texte est publié en juillet 1947 sous le titre *The Sources of Soviet Conduct* et sous le pseudonyme de « Mr. X » dans la revue *Foreign Affairs*. On peut difficilement nier l'impact de l'analyse de Kennan sur la définition des objectifs, de la conduite et sur les termes des discours entourant la politique étrangère américaine. Encore aujourd'hui, la notion d'endiguement permet de présenter une synthèse « commode » de la dynamique de la Guerre froide : Soutou la conçoit comme « la stratégie de base de l'Occident » (Soutou, 2001, p. 12). Mais ce terme aussi est équivoque : le terme « endiguer » (*contenir la menace extérieure*) contribue à renforcer l'idée d'une politique étrangère américaine comme simple réponse aux ambitions de conquête des Soviétiques et opacifie par le fait même le caractère affirmatif et la constance de l'*expansion*. La notion d'endiguement contribue à occulter le fait

que la politique étrangère américaine reposait sur « l'extension et l'expansion du capitalisme américain » (Kolko et Kolko, 1972, p. 23).

Il n'y a pourtant rien de nouveau dans cette idée d'endiguer la menace soviétique : l'isolement et l'endiguement de la Russie représentent au contraire des éléments explicites de la politique américaine depuis au moins 1918 (Kolko et Kolko, 1972, p. 46). Selon Bacevich, bien qu'ils aient été « largement ignorés par la majorité » des historiens, les témoignages et les « preuves » que la politique américaine reposait sur *quelque chose de plus* qu'une volonté de repousser le « mal » soviétique étaient pourtant accessibles à quiconque se donnait la peine de les consulter, et ce dès les tout débuts de la Guerre froide (Bacevich, 2002, p. 4). On ne peut donc pas prendre pour de l'argent comptant cette idée d'endiguement, et voir en cette notion « la stratégie de base de l'Occident » durant la Guerre froide est problématique, à moins que l'on entende par là qu'elle remplit elle aussi une fonction instrumentale pour les décideurs politiques.

Dans la continuité de William Appleman Williams, Kolko et Kolko affirment que le conflit opposant l'Est et l'Ouest reposait « bien moins [sur] la confrontation des États-Unis avec la Russie que [sur] l'expansion des États-Unis sur le monde entier – un monde que l'Union soviétique ne contrôlait pas et n'avait pas créé » (Kolko et Kolko, 1972, p. 31). La politique américaine aurait existé, soutiennent les auteurs, *sans* la Russie. Cette conscience aigüe de l'importance de poursuivre les intérêts historiques des États-Unis ressort clairement des discours des décideurs. John Foster Dulles affirmait par exemple en février 1947 : « La paix ne repose pas sur les compromis mais sur le *renforcement* de nos politiques [étrangères] historiques » (Williams, 1972, p. 268, c'est moi qui souligne). Le même Dulles déplorait d'ailleurs que l'endiguement « enfermait » les États-Unis dans une posture défensive qui limite l'atteinte de ses objectifs : il était impératif, selon lui, de chercher activement à saisir les opportunités afin de préserver le « Momentum de l'expansion américaine » (Williams, 1972, p. 297).

Bref, les acteurs politiques au cœur du processus décisionnel dans les années décisives des débuts de la Guerre froide étaient non seulement favorables à l'expansion : ils étaient pleinement conscients des limites stratégiques qu'imposait le terme et la doctrine du *containment*. Ainsi, dans des propos qui montrent l'acuité et la pertinence de Charles A. Beard, Spruille Braden, diplomate de premier plan et lobbyiste (pour la *United Fruit Company*, dont il sera question au chapitre 5), n'hésitait pas à appeler les Américains à répéter les « exploits » de la conquête de l'Ouest (*repeat what had been done in the*

development of our great west) (Williams, 1972, p. 271). On verra plus loin comment la doctrine du *containment* cèdera le pas à la doctrine du « refoulement » (*rollback*) – une doctrine plutôt *offensive* que *défensive* mise au point par John Foster Dulles et Eisenhower.

Et il y a plus : non seulement l'interprétation courante qui fait de l'endigement une simple « réaction » à l'expansion soviétique dissimule-t-elle la constance de la politique étrangère américaine, elle ne nous permet pas de saisir la dynamique interne aux États-Unis. En effet, en y regardant de plus près, on constate que l'endigement du communisme n'apparaît pas simplement comme une limite imposée au communisme, mais à la fois comme une limite *adressée* à la démocratie américaine elle-même – ce qui fait écho à la lecture de Beard, qui voyait derrière l'écran des grands principes philosophiques ayant guidé l'élaboration de la Constitution américaine, une volonté très nette de *niveler la démocratie*.

3.1.4 L'instrumentalisation de l'anticommunisme : invisibiliser le socialisme historique

Aux États-Unis, avec l'arrivée sur les devants de la scène politique du sénateur Joseph McCarthy (1947-1957), l'anticommunisme prend la forme de la Deuxième Peur rouge (de 1950 à 1954). La rhétorique d'une conspiration communiste internationale, sous Truman ou sous Eisenhower, mobilisait une « vision paranoïaque » qui procédait de la « même logique » que le maccarthysme ; seule différait la « localisation des dangers » (Kolko et Kolko, 1972, p. 650). Le maccarthysme voyait le mal communiste prendre racine dans la société américaine, alors que les deux présidents américains voyaient l'URSS se ramifier sur la scène mondiale. Les deux visions n'étaient pas du tout antithétiques. Selon Kolko et Kolko, les croisades anticommunistes remplissaient surtout une fonction instrumentale (ce qui ne signifie pas qu'elles n'ont pas joué un rôle déterminant : elles ont défini, selon les auteurs, le « style politique de Washington pour plusieurs décennies ») : ces attaques cyniques permettaient l'atteinte d'objectifs politiques concrets (Kolko et Kolko, 1972, p. 331). Ce n'est pas tant parce qu'on craignait l'Union Soviétique, son influence sur l'Europe et encore moins sur la politique américaine. Si l'on mobilisait des tactiques de peur et une rhétorique manichéenne, c'est en premier lieu parce qu'on cherchait à ramollir le Congrès et à favoriser ainsi l'atteinte des objectifs américains en matière de politiques étrangère (Kolko et Kolko, 1972, p. 376). En un sens, donc, la menace *interne* servait à justifier le (autant qu'à *détourner le regard du*) désir d'expansion à l'*extérieure* des frontières des États-Unis (ce que percevaient d'ailleurs très clairement des décideurs politiques comme Dean Acheson) (Kolko et Kolko, 1972, p. 650-651).

Le Programme de loyauté des employés fédéraux américains prend forme avec le Décret présidentiel 9835. Destiné à écarter de la fonction publique les employés jugés trop près des idéaux « communistes » et à faire taire les critiques qui, dans le camp républicain, accusaient Truman d'être trop « indulgents face au communisme » ([*too*] *soft on communism*), le décret est signé par Truman le 21 mars 1947. L'ampleur des mesures déployées est considérable : quelques 5 000 000 d'employés fédéraux subiront des tests de loyauté, près de 25 000 seront l'objet d'une enquête complète du FBI, environ 2700 fonctionnaires et décideurs seront démis de leurs fonctions et près de 12 000 seront contraints de démissionner (Storrs, 2013, p. 2). La Deuxième Peur rouge (les historiens n'ont généralement aucun mal à le reconnaître) représente un moment sombre dans la politique domestique des États-Unis. Ce qui est moins bien cerné cependant, c'est l'incidence qu'ont eu ces vastes enquêtes et les politiques répressives qui les accompagnaient sur l'orientation idéologique de bon nombre de fonctionnaires visés par le Programme. L'analyse présentée par Landon R.Y. Storrs dans *The Second Red Scare and the Unmaking of the New Deal Left* (2013) permet de voir que plusieurs fonctionnaires ont été *contraints à un recentrage idéologique* par les allégations de déloyauté aux États-Unis, abandonnant ensuite le combat pour la justice sociale, revoyant leurs priorités politiques, questionnant finalement le bienfondé des politiques redistributives, etc.

Les études de cas présentés par Landon R.Y. Storrs ne laissent place à aucune ambiguïté : les employés visés par ces allégations et mis sous enquête (certains ou certaines fonctionnaires occupaient des postes névralgiques, participaient à l'élaboration de politiques domestiques ou occupaient des postes-clés pour l'élaboration des politiques étrangères américaines) représentaient un groupe assez modéré, sur le plan idéologique. Ils ne cherchaient pas tant à « implanter le socialisme » qu'ils aspiraient à poursuivre certaines politiques sociales du New Deal. Leur admiration allait à Franklin Delano Roosevelt, pas à Staline. Ils aspiraient à une distribution plus juste des fruits de la croissance, pas à un socialisme autoritaire à la soviétique. Loin de correspondre au portrait des « communistes complotant contre l'Amérique » que décrivait McCarthy, la plupart d'entre eux étaient profondément attachés aux principes démocratiques et avaient parfaitement conscience des dérives autoritaires qui secouaient l'Union soviétique. Si l'on se fie à l'historien Richard Hofstadter, ce n'est pas tant l'anticommunisme qui motivait cette « inquisition » : c'est en premier lieu le fondamentalisme religieux, c'est le mépris des Nations Unies, la haine de l'État-Providence et de l'héritage de Roosevelt (cité dans Storrs, 2013, p. 6). *A posteriori*, ce qui est surtout frappant de cette période, c'est la rapidité et l'efficacité avec laquelle on s'emploie à effacer cet héritage. Serge Guilbaut nous en fournissait un exemple éloquent dans le domaine des arts : Anton Refregier, ce

New Deal Artist (un terme qu'on employait pour désigner les artistes qui peignaient des fresques, souvent inspirés par les muralistes mexicains, qui avaient bénéficié de programmes de soutien gouvernementaux dans les années de la crise), avait dû retirer, on s'en souvient, d'une fresque le portrait de F.D.R., en 1947 (Guilbaut, 1998, p. 254).

Il est difficile de ne pas convenir, en effet, que l'anticommunisme remplissait une fonction instrumentale et il est impossible de ne pas reconnaître que le Programme de loyauté a contribué de *manière décisive* à infléchir la tendance socialiste-démocratique du New Deal (ce qu'il a accompli en écartant certains décideurs de leur poste, en les marginalisant ou en les contraignant de recentrer leurs positions politiques). Il faut donc conclure que le recentrage idéologique est en partie au moins le fait des « contraintes » mobilisées par cet « appareil ». Le Programme a eu pour effet de « réduire au silence » ces fonctionnaires qui affirmaient pourtant un rejet sans détour du communisme, qui proposaient simplement de « renforcer la démocratie en réduisant les inégalités sociales » ; on chercherait à atténuer leurs visées redistributives ou à éloigner leurs visions des lieux de prises de décision, ou plus simplement à les évincer des postes d'influence (Storrs, 2013, p. 258). Si le Programme de loyauté et l'appareillage coercitif qu'il mobilisait représente « un facteur extrêmement important » dans le virage à droite qui s'effectue dans l'après-guerre, il s'agit néanmoins, écrit Storrs (et c'est peut-être la plus grande contribution de son étude) d'un « facteur caché » ayant contribué au recentrage idéologique (Storrs, 2013, p. 12-13).

Le récit de surface a eu tendance à présenter le recentrement idéologique qui marque les années 1950 comme l'effet de quelque supériorité idéologique du « libéralisme de marché ». L'étude de Storrs fait clairement ressortir un facteur qui était jusque-là « dissimulé » ; les entrevues réalisées par Storrs avec des fonctionnaires visées par les enquêtes font ressortir ce « facteur caché » (Storrs, 2013, p. 12-13), qui a vraisemblablement joué un rôle décisif « dans la définition des contours des mouvements sociaux de l'après-guerre et la définition des politiques publiques » (Storrs, 2013, p. 235). C'est donc dire que « la fin de l'ère des réformes » aux États-Unis n'a rien de « naturel », qu'elle ne repose pas sur une adhésion « spontanée ». Elle est le résultat des « contraintes exercées sur ceux et celles qui incarnaient une autre vision de la politique américaine – domestique ou internationale » (Storrs, 2013, p. 258). Sachant que les dés du système étaient « pipés » (*rigged against them*), et parce qu'ils soupçonnaient que les fonctionnaires et les administrateurs du programme ne feraient aucune distinction entre « les Communistes et d'autres gauchistes », les employés visés par les investigations ont cherché à minimiser leurs points de vue gauchistes ou leur activisme du passé, à réaffirmer constamment leur anticommunisme

(Storrs, 2013, p. 262-263). Aussi les victimes des vagues répressives ont, dans une vaste mesure, préféré taire leurs mésaventures (Storrs, 2013, p. 178), ce qui porte à conséquence. Car c'est tout un pan de la pensée critique qui a ainsi été réduit au silence, donnant l'impression que les points de vue qu'incarnaient ces personnes visées ont eu beaucoup moins de prégnance dans la société américaine. Comme le résume Storrs, le Programme de loyauté a eu pour effet, très concrètement : de « rédui[re] au *silence* toute discussion relative aux tendances anti-démocratiques du capitalisme » (Storrs, 2013, p. 262-263, c'est moi qui souligne).

Elle ajoute :

En contraignant les décideurs politiques et les administrateurs à quitter le gouvernement ou à se réinventer en tant que centristes, le programme de loyauté n'a pas simplement limité l'influence des gauchistes non-communistes au sein du gouvernement ; il a également contribué à *occulter* le fait qu'ils aient existé (Storrs, 2013, p. 264, c'est moi qui souligne).

Ces « gauchistes non communistes » ont donc (c'est fondamental pour mon propos) *disparu* du récit (de surface). Et on a d'ailleurs cherché activement à les faire disparaître, comme en témoigne le fait que 1.8 millions de dossiers d'enquêtes du Programme ont été détruits, ce qui limite considérablement la possibilité de faire état de l'ampleur des dommages générés par le programme (Storrs, 2013, p. 263). Comme l'écrit Storrs : « L'*invisibilité* des socialistes et des sociaux-démocrates au sein du gouvernement a conduit à sous-estimer le potentiel de réforme qui existait [aux États-Unis] au milieu du siècle, tout autant que la répression qui l'a écrasé » ; la fin du New Deal, conclut Storrs : « est le résultat d'attaques concertées émanant de ceux dont le pouvoir était menacé » par ce type de politiques, conclut Storrs (Storrs, 2013, p. 264).

3.1.5 La notion de « totalitarisme » comme arme idéologique – qui remplit elle aussi une fonction instrumentale

On n'exagère pas en disant qu'on ne peut tout simplement pas comprendre la Guerre froide sans considérer la fonction vitale de la notion de totalitarisme. Il s'agit comme le mentionne Gleason du « grand concept mobilisateur et fédérateur de la Guerre froide » (Gleason, 1995, p. 3), un concept qui fournissait aux dirigeants et décideurs de la puissance américaine une grille manichéenne pour exprimer le monde naissant de la Guerre froide. Une des leçons à tirer de la notion de totalitarisme et de ses emplois par le pouvoir, selon Abbott Gleason, c'est qu'aux yeux mêmes de ses dirigeants l'Amérique ne possédait pas simplement une grande civilisation : ils *incarnaient* la civilisation (Gleason, 1995, p. 4-5). Le combat que

livraient l'Union Soviétique et les États-Unis – principalement et dans un premier temps en Europe, mais bientôt ailleurs – était perçu par les Américains comme une véritable lutte civilisationnelle.

Dans un ouvrage incontournable, Enzo Traverso a suivi le parcours du concept de « totalitarisme » depuis ses premières formulations chez les antifascistes puis les fascistes eux-mêmes, jusqu'aux développements théoriques de l'après 1989 – moment où le « totalitarisme » devient « une clé de lecture du siècle désormais achevé et un *outil de légitimation de l'Occident triomphant* » (Traverso, 2001, p. 106). Le travail réalisé par Traverso permet de voir clairement que la notion relève pour une large part d'une stratégie politico-idéologique. En effet, le couple libéralisme/totalitarisme a contribué durant la Guerre froide à *naturaliser* le rapprochement entre démocratie et libéralisme : « [l']unité du totalitarisme ne se dessine donc qu'en négatif, comme *antithèse du libéralisme* » (Traverso, 2001, p. 13). C'est d'ailleurs précisément ceci qui discrédite la notion aux yeux de Slavoj Žižek : « la notion de 'totalitarisme', écrit-il, est une sorte de subterfuge » qui ne vise qu'à garantir l'hégémonie démocrate-libérale : « au lieu de nous donner les moyens de réfléchir [...] elle nous dispense du devoir de penser » (Žizek, 2007, p. 13). Domenico Losurdo abonde dans le même sens : il rejette le « rapprochement nazisme-communisme », lequel « fait disparaître le colonialisme, qui auparavant, chez des auteurs très divers, constituait le point de référence privilégié pour la compréhension du Troisième Reich » (Losurdo, 1998, p. 7) et conclut : « la catégorie de totalitarisme est brandie de manière purement idéologique » (Losurdo, 1998, p. 59)⁴⁸. Il est indéniable, à mon sens, que *démocratie* et *totalitarisme* représentent des notions qui ont entretenu historiquement une espèce de rapport *diacritique*⁴⁹ : le sens et la portée de la démocratie a été redéfini, circonscrit, à mesure que l'on *nommait* le « totalitarisme ». Dans son rapport à ce grand Autre, les « contours » de la démocratie se sont affinés – et rigidifiés.

⁴⁸ Losurdo poursuit : « Fait défaut quelque tentative que ce soit de reconstruction des institutions dans leur ensemble. Quand est né et comment s'est diffusé le camp de concentration ? Le lecteur ne saura rien du recours à cette institution de la part de l'Espagne en lutte mortelle avec la révolution cubaine, ou de la part de l'Angleterre en guerre contre les Boers, ou de la part des USA engagés dans la répression de la révolte des Philippines [...] De ce silence, on déduit que le recours au camp de concentration a caractérisé seulement le communisme et le nazisme, qui doivent et peuvent donc être assimilés » (Losurdo, 1998, p. 59-60).

⁴⁹ J'emploie ce terme à la manière de Merleau-Ponty dans *Le langage indirect et les voix du silence* (Merleau-Ponty, 2001). Dans ce texte Merleau-Ponty retenait de la linguistique saussurienne que la valeur des signes est *discriminante*, que le sens ne se construit pas seulement dans la plénitude des mots, mais également dans les silences, les interstices, *entre les signes* ; une chose est à travers et par *ce qu'elle n'est pas*, ces choses *autres* la constituent, la font être. Démocratie et totalitarisme entretiennent à mon sens ce même rapport diacritique.

L'interprétation du totalitarisme comme forme radicale et prolongement logique du socialisme (et/ou du progressisme) émerge aux États-Unis en « réaction » à l'administration Roosevelt, que la droite accuse d'avoir des ambitions dictatoriales semblables aux dictatures fascistes en Europe (Gleason, 1995, p. 64). Pendant la campagne présidentielle de 1940, Herbert Hoover proclame par exemple que « totalitaire » est synonyme de « socialiste » et que la situation aux États-Unis dans la période du New Deal est semblable à celle de la République de Weimar avant l'ascension d'Hitler (Gleason, 1995, p. 64). Dans un article publié dans *American Mercury*, Hoover emploiera même l'expression « libéraux totalitaires » pour désigner Roosevelt et le *brain trust* du New Deal (selon lui, un « 'libéral' partisan du New Deal » était « un totalitaire en puissance ») (Gleason, 1995, p. 52). Aux États-Unis, avant même la publication du célèbre ouvrage de Hayek, on voyait poindre le germe du totalitarisme dans les mesures socialisantes de Roosevelt. « Si vous ramenez cette administration au pouvoir [Roosevelt] », menaçait le Républicain Wendell Wilkie : « vous serez au service d'un gouvernement totalitaire avant la fin d'un troisième mandat » (Gleason, 1995, p. 52). Friedrich A. Hayek allait présenter une synthèse raffinée de cette idée. On ne peut tout simplement pas parler de la fonction instrumentale de la notion de « totalitarisme » sans présenter un survol de *La route de la servitude*.

3.1.5.1 Friedrich A. Hayek : *La route de la servitude* comme arme idéologique

Publié en Angleterre en 1944, alors que les démocraties occidentales sont toujours alliées avec l'URSS dans la lutte contre le nazisme, l'ouvrage de Hayek est assurément à contrecourant (lui-même concevait son ouvrage comme « une mise en garde » contre la préservation d'une telle alliance après la fin du conflit (Traverso, 2001, p. 407)). Il faut d'abord relativiser l'idée convenue selon laquelle *La route de la servitude* ne connaîtrait qu'un succès tardif (lié à la montée du néolibéralisme dans les années 1970). C'est faux : l'ouvrage fera sensation aux États-Unis. Une recension de *La route de la servitude* fera la une du *New York Times* en septembre 1944 (Gleason, 1995, p. 65), alors qu'une version abrégée, publiée par l'américaine *Reader's Digest*, sera vendue à plus de 600 000 exemplaires (Laine, 2014). À vrai dire, l'ouvrage de Hayek donne une impulsion et une portée nouvelle à la notion de « totalitarisme ».

La cible première des attaques de Hayek est ce qu'il nomme le « planisme ». Tout contrôle, toute planification de l'économie par l'État glisserait inéluctablement vers le totalitarisme – c'est l'idée derrière le titre de son ouvrage : tout « planisme » pave la voie à la servitude. Avec Hayek, le totalitarisme tend ainsi à être présenté *seulement* sous l'angle de cette « absorption » de l'économique par le politique, de sorte que *quitter le marché*, cela signifie apparemment *quitter la démocratie*, prendre la route de la

servitude ; la liberté consisterait à préserver ou à accentuer la disjonction des deux sphères. Car du point de vue de Hayek, une des conditions de la « démocratie » (qui ne peut être que *libérale*) c'est précisément ce caractère « autonome » de la sphère économique.

Il justifie : « [l]e gouvernement démocratique n'a pu réussir que partout où la liberté de discussion permet l'accord » (Hayek, 1985, p. 77) et « [...] dans le domaine économique les intérêts à concilier sont si divergents qu'il n'y a guère de chance de se mettre vraiment d'accord à leur sujet dans une assemblée démocratique » (Hayek, 1985, p. 73). Le principal mérite de la doctrine libérale (classique)⁵⁰, serait d'avoir « simplifié » la discussion démocratique, en réduisant le nombre de sujets susceptibles d'entrer dans le débat démocratique, bref essentiellement : en excluant l'économie du débat (Hayek, 1985, p. 77). On le voit : c'est la séparation « formelle » entre économie et politique, défense raisonnée de la « séparation des buts politiques et économiques » en tant que « garantie essentielle de la liberté individuelle » (Hayek, 1985, p. 155) qui donne une telle force à l'argumentaire de Hayek. La distinction convenue entre un libéralisme politique et un libéralisme économique permet ultimement la défense de la *forme* du premier en vue de libérer l'essence du second – autant dire qu'il s'agit finalement de *déployer l'essence même* du capitalisme, de laisser à la logique du Capital le soin d'organiser l'ensemble de la nature et de la vie humaine. Comme il l'affirme : « [...] l'égalité *formelle* devant la loi est en contradiction, voire incompatible, avec tout effort gouvernemental tendant à réaliser l'égalité matérielle ou concrète entre les hommes » (Hayek, 1985, p. 87). Avec Hayek, « marché » et « démocratie » sont posés dans un rapport d'équivalence.

La rupture avec l'état d'esprit des années Roosevelt est saisissante. Comme le résume Gleason : ce n'est pas seulement que « progressistes » et « planificateurs » avaient « tort » d'aborder autrement la question économique, c'est que leurs politiques risquaient d'aboutir à l'une ou l'autre des formes du totalitarisme (nazisme ou communisme) (Gleason, 1995, p. 65). Hayek renforce ainsi *l'emploi stratégique et politique de la notion de totalitarisme*. La droite conservatrice américaine comprend rapidement cette fonction instrumentale : dans une missive envoyée au rédacteur en chef du *New York Times* datée de février 1945,

⁵⁰ « Livre politique », insiste l'auteur dès les toutes premières lignes, *La route de la servitude* invite le lecteur à retourner aux « grands philosophes de l'âge libéral comme de Toqueville ou Lord Acton [...] Edmund Burke, ou les Federalist papers de Madison, Hamilton et Jay, hommes d'une génération pour laquelle la liberté était encore un problème, tandis que nous la considérons comme acquise » (Hayek, 1985, p. 255). Hayek participera ainsi à cette revalorisation des auteurs libéraux du libéralisme dit « classique » (John Locke ne sera pas en reste), qui représentera un des traits « distinctifs » du « néolibéralisme ». Comme l'écrit Gleason : en liant « toute planification sociale ou économique » à une « *Route de la servitude* », Hayek ne permet pas seulement aux conservateurs de combattre la « Vieille gauche » américaine ; il permet la « relance des théories économiques néoclassiques qui culminèrent dans les ouvrages de contemporains tels que Milton Friedman » (Gleason, 1995, p. 11).

Arthur A. Ballantine, sous-secrétaire d'État au Trésor sous Herbert Hoover (1929-1933), soutiendra que la planification économique n'est que le « mot poli pour désigner le totalitarisme [*polite name for totalitarianism*] » (Gleason, 1995, p. 65). La droite comprend également que les arguments avancés par Hayek peuvent favoriser l'endiguement du New Deal ou permettre de le « refouler » (conformément à la doctrine du *rollback* sous Eisenhower – on y reviendra, comme je l'ai déjà dit). L'ouvrage génère immédiatement des contre-attaques. En 1945, Herman Finer de la Fabian Society publie un article au titre évocateur : dans *The Road to Reaction*, il assure que *La route de la servitude* représente « l'offensive la plus cynique des dernières décennies contre la démocratie à avoir vu le jour dans un pays démocratique » (Gleason, 1995, p. 65).

C'est une cynique « offensive » en effet. Car si la séparation de l'économique et du politique représente, comme on l'a vu avec Wood, le principal « mécanisme de défense » du capitalisme, on peut dire qu'Hayek fournit le corps intellectuel et conceptuel (le planisme comme « route de la servitude ») qui donnera à cette disjonction un caractère *offensif*. Cette fonction stratégique de la notion de « totalitarisme » n'échappe pas aux acteurs et aux architectes du nouvel impérialisme qui prend forme. En 1946, alors que la « polarisation intellectuelle » est à son comble, le terme totalitarisme s'est déjà imposé comme « un élément central du vocabulaire [politique] occidental » ; la notion sera constamment mobilisée afin d'accentuer la division entre « deux antagonismes irréconciliables » (Gleason, 1995, p. 71) ⁵¹.

3.1.5.2 Jacob L. Talmon : démocratie libérale contre démocratie « totalitaire »

La tension entre l'Est et l'Ouest durant la Guerre froide repose également sur des définitions divergentes. Je pense ici plus particulièrement au sens que les deux pôles ont donné à la « démocratie ». Aux yeux de Georges-Henri Soutou, le caractère « inévitable » de la Guerre froide reposait sur le fait que « la version libérale de la démocratie » n'était tout simplement « pas conciliable avec sa version “socialiste” » (Soutou, 2001, p. 47). De son point de vue, l'échec du programme rooseveltien était inévitable, étant donnée la posture agressive des Soviétiques (à ce point-ci, on comprendra que c'est précisément ce genre de lecture que je cherche à éviter) (Soutou, 2001, p. 161) ; quant au postulat rooseveltien d'un possible « convergencisme des systèmes » (la libéralisation graduelle du régime soviétique), l'idée était au mieux illusoire selon lui (Soutou, 2001, p. 27). La « guerre de cinquante ans », conclut Soutou, a permis de clore

⁵¹ L'usage de la notion est définitivement plus tardif dans la langue française : le terme « totalitarisme » n'apparaît pas dans le *Dictionnaire Larousse complet* de 1945 ; c'est seulement dans le *Larousse classique illustré* de 1953 qu'on retrouve une inscription pour le terme « totalitaire », présenté comme un néologisme.

« le cycle des grands conflits idéologiques issus des Lumières et du 19^e siècle européen » (Soutou, 2001, p. 10). On se rappellera qu’au sortir de la Guerre froide, non seulement Francis Fukuyama proclamait-il la victoire définitive des démocraties libérales, mais il annonçait que l’humanité avait atteint le « point final de [son] évolution idéologique » (Fukuyama, 1992, p. 11). George-Henri Soutou affirmait quant à lui que la fin de la Guerre froide mettait un terme à la « controverse sur la signification du concept de démocratie » (Soutou, 2001, p. 732). Référant aux « deux versants » de la démocratie, Soutou évoque Jean-Jacques Rousseau ; c’est ce dernier qui serait à l’origine et au fondement-même des dérives et des excès de la démocratie à l’Est. Cette idée puise directement chez Jacob L. Talmon (1916-1980) (Soutou ne s’en cache pas d’ailleurs ; la note de bas de page qui accompagne le commentaire précédent réfère à l’ouvrage-phare de ce dernier).

Les origines de la démocratie totalitaire est publié en 1952 et si l’auteur à qui l’on doit le terme « démocratie totalitaire » est aujourd’hui quelque peu tombé dans l’oubli, il est important d’insister sur le fait que dans les années 1950, c’est cet ouvrage de Talmon, et non celui d’Arendt qui « donne le ton au débat sur le totalitarisme » (Traverso, 2001, p. 65). Aussi simple qu’audacieuse, la thèse de Talmon était promise au succès dans le contexte de la guerre de Corée et du maccarthysme. « On croit communément que la dictature voit le jour et se maintient à cause de l’indifférence populaire et du manque de vigilance démocratique », mais selon Talmon, la leçon à tirer des écrits de Jean-Jacques Rousseau est que cette dictature peut poindre de l’excès de démocratie (Talmon, 1966, p. 65). Aux yeux de Talmon, le marxisme ne représente qu’une des diverses interprétations de cet *idéal démocratique totalitaire* – adossé, selon lui à une idéologie fondamentaliste, quasi-religieuse – qui se sont succédé pendant les cent cinquante ans qui précédèrent la publication de son ouvrage.

Dire que le portrait de Rousseau qui ressort de la lecture de Talmon est peu reluisant relève de l’euphémisme⁵². Son interprétation de Rousseau est toute aussi controversée que discutable : de

⁵² Le penseur suisse, nous dit Talmon : « n’a jamais pu décider s’il voulait libérer la nature humaine ou la moraliser en la brisant » ; il est « une des natures les plus inadaptées et les plus égocentriques qui aient laissé un témoignage de leur pénible situation » (Talmon, 1966, p. 56). Selon Talmon, c’est cette même « inadaptation psychologique » que l’on retrouve dans la personnalité-même de Rousseau qui serait à l’œuvre chez les héritiers de sa pensée que sont Robespierre, Saint-Just et Babeuf, cette même « tendance paranoïaque » qui les animent, eux qui portent comme lui la marque et le « tempérament », du « messianisme totalitaire » (une notion centrale dans son ouvrage) (Talmon, 1966, p. 57). Rousseau, assure-t-il : « c’est un paquet de contradictions, un reclus et un anarchiste [...] enclin à la rêverie » ; il est « sentimental et larmoyant, pitoyablement contraint et en désaccord avec son entourage » ; à l’image des communistes, Rousseau est un « apôtre de la discipline et de la submersion de l’individu dans l’entité

l'inadaptation psychologique, à la tendance paranoïaque, au besoin de dominer les autres, la pensée de Rousseau mènerait ainsi inéluctablement au « chef paranoïaque » que représentent un Robespierre, et plus tard un Staline. Pourtant considéré par les contemporains de Rousseau comme sa principale contribution à l'émancipation du pouvoir autoritaire, c'est l'idéal de la « souveraineté populaire » qui est prise en défaut ; à en croire Talmon, son absolutité ouvrirait la voie au développement de son contraire, un « état de guerre » contre les « éléments antipopulaires », un « système coercitif » cherchant à « rééduquer les masses » jusqu'à ce que plus aucun élément ne résiste, jusqu'à ce que les hommes soient « capables de vouloir spontanément leur volonté véritable » (Traverso, 2001, p. 605). Les conclusions de Talmon sont sans appel. Rousseau représenterait la parfaite démonstration de « la relation étroite qui existe entre la souveraineté populaire poussée à l'extrême et le totalitarisme » (Talmon, 1966, p. 65).

Si les thèses de Hayek s'attaquent à la « substance » économique de la démocratie, Talmon, lui s'en prend beaucoup plus directement à sa substance politico-idéologique. Et il ne se contente pas de relever l'équivocité du concept de volonté générale, il affirmera qu'elle « est devenue la force motrice de la démocratie totalitaire, et la source de toutes les contradictions et de toutes les antinomies » (Talmon, 1966, p. 147). Elle mènerait directement à l'exclusion, puisqu'elle revêt le « caractère d'un but prédéterminé », but qui est l'affaire d'une élite politique. « [L]e seul vrai but, que nous voulons ou que nous voudrions [...] la notion de peuple en vient [donc] naturellement à ne plus recouvrir que les individus qui s'identifient à la volonté générale et à l'intérêt général. Les autres ne font pas vraiment partie de la nation. Ce sont des étrangers » (Talmon, 1966, p. 67).

Il est difficile de ne pas conclure que Rousseau ressort... défiguré de l'analyse de Talmon : loin d'être « une » et « absolue » comme le suggère Talmon, la volonté générale ne suppose-t-elle pas plutôt la transparence, la concertation, l'usage du libre-arbitre ? C'est ce qu'Ellen Meiksins Wood affirme sans détour : « [La volonté générale de Rousseau] ne représente pas la volonté du dirigeant, non plus une manifestation de sa suprématie, mais l'expression de sa subordination à la communauté des citoyens [...] quelque chose qui émane de la communauté elle-même, exprimant les intérêts qu'elle partage » (Wood, 2012, p. 199). Les magistrats (ceux qui exercent le pouvoir exécutif) sont tenus de respecter et d'agir conformément à cette volonté qui émane de la communauté. Et c'est pourquoi Rousseau situe la souveraineté chez le peuple, et qu'il prend soin de distinguer entre gouvernement et souveraineté – dans

collective », et c'est de sa propre situation dont parle Rousseau « [...] lorsqu'il parle dans l'Émile et ailleurs, du malheur de l'homme qui [...] est la proie [...] des devoirs de la société civilisée » (Talmon, 1966, p. 56).

la mesure où le gouvernement n'est que l'exécutant du corps législatif qui émane de la communauté des citoyens. La communauté des citoyens délibère et cette délibération produit des lois ; le gouvernement applique et sanctionne ces lois – il ne détient pas la souveraineté, qui appartient en définitive au peuple. Cette distinction entre souveraineté et gouvernement, pourtant si centrale chez Rousseau, échappe à Talmon, ce qui transparaît dans un extrait comme celui-ci : « [l]e souverain de Rousseau est l'extériorisation de la volonté générale » (Talmon, 1966, p. 61).

L'emploi du terme « extériorisation » révèle ce que Talmon comprend du rapport entre gouvernement et souveraineté : il tend à faire dire à Rousseau que cette autorité politique est *localisée*, qu'une fois le pouvoir entre ses mains, il n'en tient qu'à lui de juger de ce qui est bon pour le peuple ; ce faisant, il évacue complètement la distinction fondamentale chez Rousseau entre souveraineté (relevant du peuple) et gouvernement (soumis à sa volonté). Il reconduit vraisemblablement la même erreur lorsqu'il suppose que le contenu du *Contrat social* « donne à ceux qui prétendent connaître et représenter la volonté réelle et profonde de la nation, c'est-à-dire au parti de l'avant-garde, toute latitude d'agir au nom du peuple sans se référer à sa volonté véritable » (Talmon, 1966, p. 67). Talmon bute apparemment à cet axiome voulant que la souveraineté politique ne peut (et ne doit) appartenir en propre qu'au gouvernement, et c'est bien plutôt sa propre conception de la souveraineté qu'il voit à l'œuvre chez Rousseau.

Domenico Losurdo emploiera l'expression « sophisme de Talmon », pour désigner la thèse de ce *Cold War Liberal* et son emploi par ses contemporains. Cette posture sophistique prend chez les contemporains de Talmon la forme d'une opposition systématique des faits et des méfaits du communisme historique non pas avec les « comportements réels du monde que celui-ci veut mettre en discussion » mais plutôt : « avec les déclarations de principe du libéralisme », de sorte que « l'histoire réelle » du libéralisme (une histoire tissée de violences, de justifications de l'esclavage, de despotisme, etc. : on le voit déjà chez Marx, mais Losurdo a consacré à ces questions plusieurs ouvrages (Losurdo, 1998, 2013)) est complètement évacuée de son récit. Comme le résume Losurdo : alors que Talmon « parle de la tradition politique qui lui est chère, [il] préfère planer dans le ciel et dans les nuages de l'hagiographie » (Losurdo, 1998, p. 61-62). Mais, dans le contexte de la jeune Guerre froide et aux yeux d'une droite de plus en plus agressive – autant dans la politique domestique que sur la scène internationale – la thèse de Talmon s'annonçait prometteuse : l'idée même de juxtaposer « démocratie » et « totalitarisme », un terme constamment mobilisé afin d'accentuer la division entre « deux antagonismes irréconciliables » (Gleason, 1995, p. 71), offrait des potentialités instrumentales indéniables. En un sens, la thèse de Talmon semble plus radicale et mieux adaptée – peut-

être précisément *parce que* plus radicale – au contexte idéologico-politique des années 1950 que celle d’Hayek. Car « l’idéal démocratique totalitaire » n’est pas simplement divergent ; il représente, selon les termes employés par Talmon, cette « maladie » qu’il est nécessaire d’éradiquer. L’expert est ainsi appelé à guérir à la racine ce mal « inconscient » qui guette la civilisation occidentale :

Comme un psychanalyste qui guérit son patient en ramenant à la conscience des contenus subconscients, le sociologue peut, en analysant la société, s’attaquer à la *poussée subconsciente qui détermine l’apparition du symptôme démocratique totalitaire* [...]. Il importe que des socioanalystes fassent comprendre aux hommes les dangers [que] comporte [une telle conception de la démocratie]. Cela peut tempérer l’effet de ses conséquences objectives (Traverso, 2001, p. 609-610, c’est moi qui souligne).

L’empire américain se chargera dès l’apparition des premiers « symptômes » de remettre les pays affectés par ce mal (la *démocratie totalitaire*) sur la voie de la « guérison ». Les acteurs qui garniront les rangs du département d’État, de même que ces acteurs de l’ombre qui garniront les rangs de la CIA baigneront dans cet imaginaire qui fait du libéralisme (*du marché*) le meilleur rempart au totalitarisme. Ils trouveront l’écho de leurs convictions dans les écrits de Hayek et de Talmon ; ils scruteront les déplacements subtils des démocraties, seront attentifs aux moindres glissements, aux moindres « égarements », aux moindres bifurcations vers cette voie qu’ils croient être la « route de la servitude » ; ils s’arrogeront cette même position de surplomb qui leur permet de poser les diagnostics, revendiqueront l’expertise pour déterminer où et quand se manifeste quelque « poussée subconsciente » des premiers « symptômes démocratiques totalitaires ».

Ce survol des concepts-clé de la Guerre froide permet de voir comment le postulat réactif de la politique étrangère américaine teinte notre compréhension de la dynamique du conflit ⁵³. Au risque de me répéter :

⁵³ Dans la même veine, les théoriciens de la dépendance ont mis en lumière le caractère idéologique et instrumental du (concept de) « développement » (particulièrement en Amérique latine) (Cardoso et Faletto, 1979). José M. Aybar de Soto présente un prolongement de la théorie de la dépendance en s’attaquant spécifiquement au cas guatémaltèque (2018). En Amérique latine, le développement représenterait aux yeux d’Aybar de Soto un « endiguement » du développement (2018, p. 12) ; le développement de la périphérie serait confiné à un développement linéaire qui maintient les pays sous-développés dans une structure de dépendance (Aybar de Soto, 2018, p. 17). Il écrit : « [I]a rhétorique en vigueur invite les États sous-développés à recourir au développement sur la base du modèle dominant mais ce qu’ils obtiennent en retour, c’est le sous-développement » (Aybar de Soto, 2018, p. 23). De plus, l’approche dominante en matière de développement « crée les conditions pour des régimes hautement autoritaires dans les pays sous-développés » (Aybar de Soto, 2018, p. 30).

il ne s'agit pas de banaliser les crimes de Staline⁵⁴, mais de rompre avec le mythe d'une puissance simplement réactive, d'une « puissance par dépit ». Le vocabulaire par lequel s'exprime la Guerre froide contribue à dramatiser la menace et le comportement expansif soviétiques et à banaliser les ambitions expansives de États-Unis, alors que, comme le concède Zubok et comme on le verra : « Depuis l'automne 1945, les États-Unis et non les Soviétiques agissaient comme le facteur déterminant des relations internationales [et dès 1946] [l]es Américains optaient pour la confrontation, et non la coopération avec l'Union soviétique » (Zubok, 2009, p. 46).

3.2 Des fondements politiques de la Guerre froide à la « disparition » du politique

Les « ingrédients » de la Guerre froide sont peut-être présents dès 1945, mais dans un premier temps, la stratégie politique et diplomatique des États-Unis semble en « gestation »⁵⁵. À mon sens, c'est l'année 1947 qui marque le « début » de la Guerre froide (on verra les commentaires de Soutou sur ce point). Je pense aussi que l'année 1947 confirme la transition vers un impérialisme de type capitaliste, autrement dit : que cerner ce qui est à l'œuvre à ce moment nous permet de comprendre l'essence de l'impérialisme qui se révèle et de clarifier la formule un peu vague que mobilisait Meiksins Wood (« les lendemains immédiats ») pour identifier le moment de l'émergence d'un impérialisme capitaliste. Entre 1945 et 1947, le fossé qui existait déjà entre les régimes américains et soviétiques se creuse – et, comme je cherche à le démontrer, on s'acharnera à le creuser. En 1947, la rupture est effective ; on a achevé de creuser les tranchées imaginaires, la guerre est lancée.

Mais bien sûr, d'autres « ruptures » donnent le ton et la somme de ces bouleversements annonce ce qui se matérialise en 1947. L'arrivée au pouvoir de Truman le 12 avril 1945, par exemple, porte en elle-même la mise au ban du New Deal et des décideurs et des fonctionnaires qui continuaient de croire en ses vertus

⁵⁴ Qu'il s'agisse des famines en Ukraine (Snyder, 2010, p. 21-58), provoquées par le plan quinquennal de Staline, de la répression, des déportations et des camps de Sibérie ou encore, de la véritable psychose que représentent les grands procès de Moscou – voir à ce sujet Snyder (2010, p. 73-75). Voir aussi à ce sujet l'analyse du cas de Boukharine présentée par Slavoj Žižek : dans une lettre adressée à Staline, ce dernier inverse la « logique habituelle » de la culpabilité ; il préférerait que Staline *le sache* non-coupable, tout en allant de l'avant avec son procès « plaçant [ainsi] les intérêts du Parti au-dessus de l'individu » ; cette issue est pour lui « parfaitement acceptable », et Boukharine se dit entièrement disposé à subir sa peine pour le bien de la cause communiste (Žizek, 2007, p. 110-114). C'est sans parler des conséquences funestes de l'antisémitisme stalinien (Snyder, 2010, p. 339-377) ou des quelques 681 692 victimes des Grandes Purges staliniennes (Snyder, 2010, p. 408 et 339-377).

⁵⁵ À l'avis de Kolko et Kolko, cela relève de la « surface » des choses (*[D]uring the first year of peace the United States' political and diplomatic strategy superficially conveyed an appearance of remaining in gestation*) (Kolko et Kolko, 1972, p. 29). Je ne suis pas tout à fait d'accord avec eux sur ce point.

après le décès de Roosevelt – comme on vient de le voir. Dès le début de l'année 1946, les tensions sont palpables. Dans un mémorandum daté du 5 janvier Truman avertit : « Si personne n'oppose à la Russie une poigne de fer et un langage ferme, nous aurons une autre guerre », mais le président, s'il est conscient de ce qui se joue, se projette néanmoins dans un futur (fut-il proche) : « Les Russes vont bientôt être remis à leur place. Les U.S.A. prendront la tête, en dirigeant le monde comme il se doit » (Guilbaut, 1998, p. 140). C'est peu de temps après (ici comme ailleurs, on peut interroger le caractère soi-disant « réactif » des politiques américaines), dans un discours livré à Moscou en février 1946, que Staline soulignera « l'incompatibilité » des modèles capitaliste et communiste et jettera le blâme aux pays capitalistes pour les récentes hostilités ; c'est « l'instabilité capitaliste » qui était selon le dirigeant soviétique responsable du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale (Gleason, 1995, p. 68).

Et un mois plus tard, en mars 1946, Winston Churchill présentera la riposte de l'Angleterre : à Fulton (Missouri), il prononce son célèbre discours au cours duquel apparaît pour la première fois la référence au fameux « rideau de fer » marquant la division entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, un discours que Staline qualifiera « d'extrêmement dangereux ». Le dirigeant soviétique ne manquera pas de soulever auprès de l'ambassadeur américain qu'en se levant pour applaudir, Truman donnait l'impression que l'Amérique s'était définitivement alliée aux Britanniques dans une guerre contre l'Union Soviétique (Williams, 1972, p. 260) (selon les mots de Serge Guilbaut : il s'agissait effectivement d'un « appel lugubre et menaçant » à faire alliance contre les Soviétiques (Guilbaut, 1998, p. 141)). Le terme « totalitarisme » dont on vient de voir la fonction stratégique y était employé à deux reprises, Churchill y opposant le « monde libre et démocratique » (Gleason, 1995, p. 69). L'expression « rideau de fer » remplissait, de la même manière, une fonction instrumentale. Ce « mythe » deviendra finalement une sorte de « prophétie autoréalisatrice », selon les mots de Kolko et Kolko, qui facilitait la représentation de « l'impératif américain de créer un bloc commercial capitaliste » comme une *réaction*, plutôt que comme le résultat d'une stratégie concertée (Kolko et Kolko, 1972, p. 217). Les Américains mobiliseraient aussi l'expression « rideau de fer » à des fins instrumentales. Face à l'échec des politiques de la « porte ouverte pour les investissements américains » en Europe de l'Est, l'expression permettait de gommer la variété des régimes politiques, offrait un raccourci convenable qui rangeait ces expériences politiques diverses (le « pluralisme Tchécoslovaque » ou la « Yougoslavie bolchévique ») dans le même moule du socialisme autoritaire (Kolko et Kolko, 1972, p. 217).

La puissante rhétorique de « l'anticommunisme » allait elle aussi imprégner tout le spectre de la politique américaine. Lors de la campagne pour l'élection de mi-mandat de 1946, les Républicains, qui n'avaient cessé de critiquer l'administration Truman pour sa réponse jugée timide vis-à-vis la menace soviétique, maintenant en quête d'une majorité au Congrès, définirent l'horizon politique de l'époque comme un « combat entre le communisme » et « le mode de vie américain » (Gleason, 1995, p. 69). La stratégie du Grand Old Party allait s'avérer payante : le Parti républicain remporte une majorité dans les deux chambres du Congrès (c'est, comme on le verra, un des éléments qui expliquent la rigidification des positions). À compter de novembre 1946, donc, la tension est vive, les camps sont assez clairement définis⁵⁶. Mais c'est au courant de l'année 1947 qu'apparaîtront les quelques pièces manquantes du puzzle de la Guerre froide.

3.2.1 Le début de la Guerre froide : 1947, année décisive

L'idée suivant laquelle l'année 1947 marque le début « officiel » de la Guerre froide et le corollaire suivant lequel il s'agit d'une rupture importante dans l'ordre géopolitique est attestée par une majorité des historiens de la Guerre froide, fussent-ils « orthodoxes », « conservateurs » ou « révisionnistes ». Georges-Henri Soutou laisse sur ce point peu de place au doute : « 1947 est l'année du début de la Guerre froide », écrit-il en toute lettre. Il associe le « changement profond » dans la politique américaine à « l'échec du programme rooseveltien » ; à son avis « on constate l'échec évident de la tentative d'instaurer un ordre européen et mondial 'démocratique' » (Soutou, 2001, p. 161). Pourquoi situer le début de la Guerre froide en 1947 plutôt qu'en 1945, et pourquoi pas employer une formule plus flexible pour marquer le début d'un impérialisme de type capitaliste – une formule comme celle empruntée par Meiksins Wood, par exemple ? Pour plusieurs raisons.

D'abord, c'est en 1947 que l'Inde obtient son indépendance et ici, l'on peut évoquer Hannah Arendt qui suggère que cette « liquidation de la domination britannique en Inde » marque ni plus ni moins la fin de « l'impérialisme colonial » (Arendt, 1982, p. 14). On a vu que l'impérialisme (capitaliste) américain qui s'impose entretient un rapport ambigu à la territorialité. La perte de ce « joyau de la couronne » (comme on appelait l'Inde) par un empire britannique qui s'essouffle, coïncide avec l'émergence fulgurante de

⁵⁶ Le « système de Yalta » s'effrite rapidement avec l'arrivée au pouvoir de Truman – ce qui s'explique notamment par le fait que plutôt que d'*institutionnaliser* ses politiques, Roosevelt avait tendance à élaborer ses politiques depuis la Maison Blanche (MacDonald, 1986, p. 7). La mort du Président et le départ des *New Dealers* des plus hautes fonctions politiques marqueront la fin définitive de la « relation privilégiée » des Soviétiques avec les Américains (Zubok, 2009, p. 46) et « l'évanouissement » des possibilités de coopération entre Américains et Soviétiques (Zubok, 2009, p. 14).

l'empire informel américain ; elle symbolise assez parfaitement cette transition d'une forme impériale (formelle, au moins en partie) à l'autre (informelle et capitaliste). Même s'il est vrai – il faut bien le dire – que cette transition était déjà amorcée, et surtout : que les décideurs américains en étaient parfaitement conscients. En février 1947, quelques mois avant que ne se matérialise l'indépendance de l'Inde (août 1947), Dean Acheson écrivait : « Il ne reste que deux puissances. C'est terminé pour les Britanniques » (Prashad, 2020, p. 41).

Et si les tensions semblaient en gestation dans les années précédentes (on devrait dire *l'année* qui précède : la guerre prend fin en septembre 1945, et l'on a vu la teneur des discours de janvier, février et mars 1946), elles s'expriment de manière décomplexée à partir de 1947. Indéniablement l'un des événements qui pèsent le plus dans le choix de l'année 1947 comme l'année du début des hostilités : c'est le 12 mars 1947 que Truman prononce devant le Congrès américain son fameux discours, qui deviendra la doctrine Truman – il sera analysé plus avant. C'est aussi au courant de l'année 1947 que sont élaborées les grandes lignes du plan Marshall. Mais l'année 1947 marque aussi l'émergence d'un acteur absolument incontournable de la Guerre froide. On accorde généralement une importance secondaire à cet événement, mais c'est le 18 septembre 1947 qu'est créée la Central Intelligence Agency, la CIA, qui sera appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans la première décennie de la Guerre froide – et particulièrement à partir de la présidence d'Eisenhower.

J'avance l'hypothèse que pour comprendre l'essence de l'impérialisme capitaliste qui prend forme dans les premières années de la Guerre froide, il faut accorder à cet événement la centralité qu'il mérite. L'idée-force d'une puissance par dépit, le récit du caractère simplement réactif des interventions américaines, le déni d'impérialisme qui structure la politique et l'imaginaire américain ou l'idée que le capitalisme s'imposerait « naturellement » parce qu'il correspond à une quelconque nature humaine ou même encore : le récit a posteriori d'une *fin de l'histoire* (Fukuyama), aucun de ces mythes n'aurait eu une telle vitalité, à mon sens, sans cette « strate gouvernementale invisible » (l'expression est d'Arendt, comme on le verra) et les effets des actions de cette dernière sur le récit de la Guerre froide. Possédant journaux, compagnies aériennes, compagnies d'assurances, agences immobilières, et bien sûr : un réseau d'espionnage tentaculaire et des technologies de pointe ; recrutant parmi les meilleurs scientifiques du pays – je pense entre autres à Sidney Gottlieb, collaborateur de la première heure avec Richard Helms et biochimiste brillant, en charge de plusieurs programmes controversés de la CIA, notamment : le programme MKULTRA (voir l'excellent ouvrage de Stephen Kinzer, *Poisoner in Chief*, sur Gottlieb (2020)) – ou même : obtenant

les services d'un des plus grands magiciens de l'histoire moderne américaine en la personne de John Mulholland (Melton et Wallace, 2009) (j'aborderai cette question dans la conclusion de cette étude), l'agence accueillera en son sein une pléthore de jeunes carriéristes, fraîchement débarqués des meilleures universités américaines. La CIA n'est pas seulement *un acteur important* de la Guerre froide (ce qui, déjà, est trop rarement reconnu par les historiens) : la structure, le mode d'action et le rapport au récit de cette entité, tout cela invite à penser que la CIA représente le « mécanisme » par excellence permettant de séparer, de disjoindre l'économie et le politique, de donner de la puissance au discours qui prend la surface de l'économie pour le tout. Le caractère clandestin de ses activités lui permet de se soustraire à l'Histoire, au récit officiel ; elle est cette force politique rendue invisible, celle qui permet d'*invisibiliser le politique* et favorise *l'invisibilisation de l'impérialisme capitaliste américain*.

3.2.2 La doctrine Truman comme *fondement politique*

La Doctrine Truman marque le « début symbolique de la Guerre froide » (MacDonald, 1986, p. 13). L'emploi instrumental de la notion de totalitarisme allait permettre à Harry Truman de donner à son discours du 12 mars 1947, qui deviendra la doctrine Truman, la tonalité dramatique *recherchée*. Car en effet, il s'agissait d'un discours « volontairement dramatisé », selon Soutou (2001, p. 164). L'emploi de la notion, son opposition au « monde libre » deviendraient des constances de l'administration Truman. Sous sa présidence, la notion qui faisait désormais des communistes les successeurs « naturels » des totalitaires nazis deviendrait « l'idée politique la plus puissante » (Gleason, 1995, p. 74). « Les graines des régimes totalitaires sont nourries par la misère et le besoin », affirmait Truman : « Elles atteignent leur pleine croissance lorsque meurt chez un peuple l'espoir d'une vie meilleure » (Truman, 1947). La leçon d'Hayek semblait avoir été retenue : l'origine de la « croissance » du totalitarisme était *économique*. Par sa tonalité grave, Truman empruntait également au registre psychologique : c'était la *mort de l'espoir* qui rendait possible *la pleine croissance* du totalitarisme, et en ce sens : c'est Talmon qui était anticipé dans le discours de Truman.

Truman devait d'abord convaincre du caractère « réactif » de la politique américaine : « Je crois [énonçait le président] que les États-Unis doivent avoir pour politique de soutenir les peuples [...] qui résistent aux tentatives d'assujettissement par des minorités armées ou par des pressions extérieures » (Truman, 1947). Mais le 33^e président américain ne cherchait pas simplement à faire ressortir le caractère réactif de la politique américaine, il cherchait surtout à faire ressortir la *nécessité* de cette « réaction ». Ce soutien qu'évoquait Truman n'était pas *en premier lieu* militaire. La priorité était accordée à la question

économique : « notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier » (Truman, 1947), tranchait-il. C'est que la doctrine Truman et le plan Marshall présentent, comme le dit Williams, les « deux faces d'une même médaille » (deux aspects de la même stratégie de « l'expansion par la porte ouverte », dans les termes de Williams) (Williams, 1972, p. 269).

Afin de débloquer l'aide économique nécessaire, Truman devait convaincre le Congrès à majorité républicaine de son soutien indéfectible à la cause de l'anticommunisme. *L'économique devait être fondé politiquement*. C'est cette fonction que remplissait la doctrine Truman. Elle n'était que le point de départ pour un plan plus ambitieux et si l'économique devait d'abord être fondé politiquement, l'option militaire qui trouvera sa forme institutionnelle aboutie en Europe avec la création de l'OTAN (1949) devait elle aussi pouvoir s'articuler sur ce fonds politique. Comme le dit Andrew Bacevich : la doctrine Truman « faisait office de chèque en blanc pour les interventions américaines » des quatre décennies qui suivirent, le soi-disant « soutien aux peuples libres » agissant comme « un voile de légitimité morale et politique » pour « justifier des interventions déclarées ou clandestines [*overt and covert*] » (Bacevich, 2002, p. 229).

On peut difficilement exagérer le caractère « sinistre » ou « menaçant » du discours : même dans les cercles rapprochés du pouvoir, on se demandait si Truman n'était pas allé trop loin. George F. Kennan, Bernard Baruch et même George Marshall « décrivirent avec appréhension le texte de Truman comme 'une déclaration de guerre sainte... ou idéologique' » (pour beaucoup de libéraux « cette position cachait une politique impérialiste », ajoute Guilbaut) (Guilbaut, 1998, p. 183). Les critiques anticipaient déjà les effets négatifs du discours. Ils s'insurgèrent contre le fait que « l'attitude » de Truman allait à l'encontre de l'esprit du New Deal. Roosevelt ne s'était-il pas efforcé de « cimenter les différents groupes libéraux dont les idées [...] s'organisaient autour du concept d'internationalisme » (Guilbaut, 1998, p. 137)? Mais Truman ne cherchait pas tant à rallier les « libéraux » : comme je l'ai déjà mentionné, c'est surtout l'opposition (bien installée au Congrès) qu'il cherchait à satisfaire. En se plaçant à la tête du mouvement antitotalitaire, Truman coupait l'herbe sous le pied des critiques Républicains, qui lui reprochaient son manque de fermeté face au communisme. Au point où Gleason affirme que c'est ce qui lui permettra de « rescaper » sa présidence (Gleason, 1995, p. 82).

Robert Lash, du *Chicago Sun* relevait le manque de perspective de la doctrine : « cette politique est presque entièrement guidée par les plus étroites considérations d'intérêt national et une peur aveugle du

communisme » (Guilbaut, 1998, p. 183)⁵⁷. Cette « peur » n'était peut-être pas aussi « aveugle » que Lash aurait bien voulu croire : dans les discours des décideurs, elle semble surtout mesurée et réfléchie. Non seulement le message de Truman serait-il relayé par les divers membres de son administration : la même tonalité dramatique colorerait ces relais. Ainsi, une semaine seulement après le discours de Truman (le 19 mars 1947), Spruille Braden, écrivait dans des mots qu'on croirait empruntés à Jacob L. Talmon (si son ouvrage n'eût été publié après) : « c'est seulement quand le totalitarisme sous toutes ses formes sera exterminé que la civilisation pourra poursuivre sa marche » (*only when totalitarianism of every color has been exterminated may civilization resume its upward march*) (Gleason, 1995, p. 75-76).

3.2.3 Le plan *économique* comme extension de la doctrine *politique*

Le plan Marshall doit être compris comme l'extension naturelle de la doctrine Truman, et comme la base de la « nouvelle suprématie économique américaine après la guerre » (Guilbaut, 1998, p. 189). Une des fonctions essentielles de la doctrine Truman, comme je l'ai dit, était de *convaincre politiquement* de la nécessité d'un plan économique qui permettrait au « Monde libre » (Bacevich, 2002, p. 229) de prévaloir (dans les dernières lignes de son discours, le Président assurait qu'il fallait s'assurer de « garder vivant » « l'espoir d'une vie meilleure »).

La fonction et le fondement politique du plan d'aide économique n'échappaient pas aux décideurs. Dean Acheson, alors Adjoint au Secrétaire d'État, concevait le plan Marshall *dans la parfaite continuité* de la doctrine Truman. Tout comme le discours de Truman, énonçait Acheson le 8 mai 1947, le plan s'adressait aux « peuples libres », à ceux et celles qui désiraient « préserver leur indépendance, leurs institutions démocratiques et leurs libertés contre les pressions totalitaires » (Gleason, 1995, p. 77). Dans ce discours, Truman avait présenté une synthèse commode et dramatique des dynamiques géopolitiques – le « monde libre » opposé au « totalitarisme ». L'élocution relativement brève du président, ne comportait pas moins de 14 mentions du mot « liberté », un terme qui représente, comme le dit Bacevich, « l'ultime mot codé » des discours politiques américains (Bacevich, 2002, p. 229). Un des codes consistait, à mon sens, à s'approprier la thèse formulée quelques années auparavant par Hayek, à effectuer un rapprochement

⁵⁷ Il affirmait : « notre politique étrangère est maintenant sous la coupe des conseillers militaires, des brasseurs d'affaires et des politiciens bornés », et concluait : « La politique de Roosevelt est morte » (Guilbaut, 1998, p. 183). Il n'avait pas tort. Et on a vu que ce n'est pas simplement la politique étrangère de Roosevelt qui paierait les frais de cette vision étroite : la Deuxième Peur rouge se chargerait de réduire au silence ce qu'il restait des partisans du *New Deal* au sein de la fonction publique. Parmi les contradictions relevées par la critique : « Il y a à peine cinq ans, on nous abjurait d'aider le communisme à stopper le fascisme. À présent, on nous somme d'aider le fascisme à stopper le communisme », pouvait-on lire dans le journal *The progressive* (dans Guilbaut, 1998, p. 184).

semblable entre *liberté politique* et *liberté économique*, à inscrire l'aide économique dans un rejet affirmé du « planisme ». L'aide économique – les décideurs en avaient pleinement conscience – allait servir de levier pour repousser les tentations, les *glissements* totalitaires. Là où elle affluait, les graines du totalitarisme ne devaient pas, ne *pouvaient* pas croître.

Et même si le peuple américain ne l'entendait pas de cette manière – un sondage Gallup révélait à l'époque que 56 % des Américains considéraient le programme comme une « entreprise de charité » et seulement 8 % concevaient le plan d'aide comme un « instrument antisoviétique » (35 % n'avaient pas d'opinion sur la question) (Guilbaut, 1998, p. 214) –, il était clair, aux yeux des décideurs, que c'est en premier lieu la protection de l'économie *américaine* qui était visée par le plan d'aide. On n'a pas à chercher bien loin pour trouver des arguments qui vont dans ce sens : Marshall lui-même soutenait devant la Chambre des représentants que « [l]e redressement économique européen est essentiel pour retrouver un taux d'échange normal dans le commerce international » (Guilbaut, 1998, p. 214). Truman était plus clair encore sur la question : « Si nous laissons [l]es pays d'Europe de l'Ouest se débrouiller seuls [...] je pense qu'il en résulterait [...] la perte d'un marché substantiel pour nos exportations et celles du reste du monde » ; sans cette aide économique, poursuivait Truman : « nous allons vers des changements économiques si radicaux, j'en ai peur, que la situation va devenir très difficile à gérer pour un système démocratique basé sur la libre-entreprise » (Guilbaut, 1998, p. 189). Kolko et Kolko insistent sur la fragilité relative de l'économie américaine et montrent comment le plan Marshall a permis de surmonter la menace d'une récession aux États-Unis (Kolko et Kolko, 1972, p. 375) (on se souvient que Beard et Williams présentaient des thèses qui allaient en ce sens). Il ne s'agit pas d'une « théorie marxiste », c'est un état de fait : la prospérité et le plein emploi en sol américain dépendaient étroitement de la remise sur pied des économies européennes et l'ouverture rapide des marchés européens permettrait ultimement aux marchandises de circuler. En ouvrant des marchés aux industries américaines, les prêts accordés par les États-Unis bénéficieraient directement à l'économie américaine « dont la croissance des temps de guerre excédait maintenant la demande domestique » (Kolko et Kolko, 1972, p. 187). Pour le dire autrement : la politique des prêts permettait « d'ouvrir la porte » (on connaît désormais l'origine de cette formule) à la « pénétration » des marchandises (Kolko et Kolko, 1972, p. 625) et, de manière non négligeable également : de la culture américaine.

Frances Stonor Saunders rapporte que le Congress for Cultural Freedom (il en sera brièvement question dans le chapitre 7 de cette étude), une institution créée et à toutes fins pratiques « administrée » par la

CIA, était en partie financée à même des fonds qui provenaient directement du plan Marshall. Selon Saunders, des accords bilatéraux entre les États-Unis et les pays bénéficiaires du plan Marshall établissaient que 95 % des fonds étaient « la propriété légale du gouvernement du pays » bénéficiaire, alors que l'administration des 5 % restants était confiée aux États-Unis ; ce sont ces « fonds de contrepartie » qui, selon son analyse, étaient ensuite mis à la disposition de la CIA (Saunders, 2003, p. 115). C'est également ce que rapporte Hugh Wilford. Selon lui, Frank Wisner (le successeur d'Allen Dulles à la tête de la CIA) avait secrètement accès à quelques 200 000 000 \$ USD, déposés dans les « fonds de contrepartie » (Wilford, 2008b, p. 28) (on ne sait pas quelle proportion de ce montant fut effectivement utilisé par le Renseignement américain). Selon des propos rapportés par Saunders, un agent de la CIA (Gilbert Greenway) aurait confié : « On n'arrivait pas à tout dépenser. [...] Il n'y avait pas de limites, et personne n'avait à rendre de comptes. C'était incroyable » (Saunders, 2003, p. 115), alors que dans un autre témoignage recueilli par Saunders, Lawrence de Neufville affirme : « [l]e plan Marshall était la caisse noire que la CIA utilisait partout à l'époque, les fonds ne tarissaient donc jamais » (Saunders, 2003, p. 82). L'espace manque ici pour aborder en détails la question de la Guerre froide culturelle. Ce qui apparaît clairement, néanmoins, c'est que le plan d'aide « économique » était plus que cela, justement : non seulement reposait-il sur des « préconditions » politiques, mais il alimentait en retour ce fonds politique.

3.2.4 Les *visées politiques* dissimulées sous la surface du plan d'aide économique

Les premières années de l'après-guerre représentent, comme le disent Panitch et Gindin, un « moment crucial dans la différenciation historique entre l'économique et le politique » (une conception proche de celle de Wood) (Panitch et Gindin, 2013, p. 6). Dans un premier temps, le *fondement politique de l'économie* est assez évident. Les prêts consentis par les États-Unis représentent en ce sens un moyen privilégié afin d'exercer ou de consolider leur influence politique. En payant la note en crédits, Washington sécurise non seulement l'intégration de pays comme la France dans l'économie mondiale dominée par les États-Unis : ils évitent du même coup une « radicalisation politique plus marquée » (Kolko et Kolko, 1972, p. 159). Les prêts sont bien loin d'être désintéressés. Les visées politiques des prêts déterminaient non seulement les bénéficiaires, le poids de ceux-ci pouvait être évalué, par exemple, en fonction de « leur impact sur l'électorat » (Kolko et Kolko, 1972, p. 155). Ce sont donc souvent les objectifs politiques qui déterminaient les circonstances et les conditions des programmes d'aide économique. Pour le dire autrement : là où le *politique* risquait d'échouer, l'*économique* se chargeait de redresser la situation. Le plan Marshall ne se limitait pas à la « nécessité de stabiliser les marchés pour répondre aux besoins de l'économie américaine » ; partout où des prêts étaient consentis, rappellent Kolko et Kolko, les États-Unis

effectuait un « brouillage » de la souveraineté nationale des pays bénéficiaires (Kolko et Kolko, 1972, p. 429). C'est donc dire que les programmes d'ajustements structurels mis en place par les organisations financières internationales surtout à partir des années 1980 ne représentaient pas une grande innovation. L'offre d'intégrer les soviétiques au plan Marshall peut d'ailleurs difficilement être interprétée autrement que comme une tentative de brouiller la souveraineté russe. Si les Soviétiques avaient accepté d'intégrer le plan d'aide, les États-Unis auraient été dans une position favorable pour influencer les politiques internes russes (Williams, 1972, p. 208). Autant les dirigeants soviétiques que les dirigeants américains l'avaient bien compris et si l'échec de cette intégration ne fut pas perçu comme tel, c'est que les décideurs américains comprenaient parfaitement que ce refus (prévisible) permettrait de brandir une fois de plus le spectre du sabotage soviétique. Dans ce cas-ci : c'est *le politique qui permettait de transcender les échecs de l'économie*. Bref, l'idée suivant laquelle il faut voir le plan comme une « extension naturelle » de la doctrine Truman, et les deux initiatives comme les « deux faces d'une même monnaie », devrait commencer à apparaître plus clairement. La métaphore de la « porte ouverte » n'est peut-être pas la mieux adaptée pour décrire le phénomène de « libéralisation » des régimes où Washington cherchait à exercer son influence : c'est vraisemblablement plus comme on force l'ouverture d'une huître qu'on a procédé à cette « libéralisation ». Le phénomène interpelle beaucoup plus directement le politique, la contribution de l'État que ce que raconte le récit de surface du début de la Guerre froide.

L'accomplissement le plus important du plan Marshall est peut-être bien, d'ailleurs, profondément *politique*. Selon Kolko et Kolko, sa plus grande contribution réside dans la « consolidation » (notamment via la conditionnalité des plans d'aide économique) d'une « classe conservatrice » positionnée favorablement en Europe de l'Ouest ou en Asie, ce qui allait permettre de consolider un capitalisme répondant aux impératifs de Washington (Kolko et Kolko, 1972, p. 640). C'est un élément qu'il faut garder à l'esprit : on verra dans le chapitre suivant que cette stratégie a dicté la conduite des États-Unis durant la période de l'occupation militaire du territoire sud-coréen. Derrière le « brouillard de l'idéologie américaine, opacifié par les commentaires libéraux » (ce sont les mots de Kolko et Kolko), qui s'obstinaient à présenter le plan comme une manifestation de la générosité américaine, cette classe qui représentait l'orthodoxie économique appliquerait avec obstination et indistinctement des critères de gestion comptable, d'équilibre budgétaire et autres politiques économiques qui favoriseraient les profits tout en permettant

le maintien des salaires bas (Kolko et Kolko, 1972, p. 429)⁵⁸. En Allemagne ou dans les autres pays qui bénéficiaient de plans d'aide comme le plan Marshall ou quelque autre plan d'aide reprenant la même formule, ce sont les classes laborieuses qui devaient porter le fardeau de la productivité et de la croissance (Kolko et Kolko, 1972, p. 524). La formule valait aussi pour le gouvernement japonais, qui bénéficiait d'un soutien économique massif de la part des États-Unis. Ces derniers demandaient en contrepartie une réduction de la masse des salaires, l'élimination de subventions publics aux entreprises, etc. (Kolko et Kolko, 1972, p. 519). Washington veillait à l'application des règles, le politique surveillait de près la « compétition » économique, s'assurant de faire redémarrer le plus rapidement possible la production industrielle de ce pays qui hier encore représentait l'ennemi juré de l'Amérique. Le développement économique du Japon dépendait de son inscription effective dans l'économie mondiale. Les Américains exerçaient la pression (*politique et diplomatique*) nécessaire pour que les pays européens « s'ouvrent » aux marchandises produites au Japon (Kolko et Kolko, 1972, p. 519). Il n'est peut-être pas inutile de mentionner, comme le font les auteurs que les dirigeants européens ne voyaient pas toujours d'un bon œil ces politiques favorables au développement industriel japonais. Mais la géopolitique de la Guerre froide pliait rarement l'échine vis-à-vis les sensibilités périphériques. Face au géant soviétique, il avait été convenu que les Japonais devaient « exporter pour vivre », une formule plus triste qu'il n'y paraît puisque, pour exporter, les marchandises devaient être produites à faible coût (Kolko et Kolko, 1972, p. 519). On ne punirait pas le Japon par des traités, mais par une économie politique aux visées claires : les salaires bas représentaient ni plus ni moins une nécessité *structurelle* de cette équation.

Le mécontentement des classes laborieuses ne tarderait pas à suivre, et la répression des travailleurs devait également partie du plan (Kolko et Kolko, 1972, p. 521). C'était un moindre mal : il était plus rentable du point de vue de Washington et de ses alliés organiques « d'écraser les mouvements de grève, de diviser les syndicats et de réprimer les travailleurs que d'assumer les coûts d'un meilleur niveau de vie » (Kolko et Kolko, 1972, p. 442). Pour favoriser l'atteinte de leurs objectifs, les États-Unis pouvaient désormais compter sur une nouvelle force de l'ombre : la CIA, allié obscur qui alimenterait la division *entre* et *au sein-même* des syndicats. Irving Brown, représentant de l'American Federation of Labour (AFL) et son acolyte Jay Lovestone dès 1946, directeur de la section internationale de l'AFL, consacraient leurs énergies à consolider le pouvoir des syndicats non communistes en Europe. « C'est la multiplicité des

⁵⁸ Les Français n'étaient pas tous aussi insatisfaits des politiques économiques du pays : les profits des industries françaises représentaient 50 % des revenus bruts et les salaires 34 %, comparativement au ratio d'avant la guerre qui était de 29 % pour les profits contre 45 % pour les salaires (Kolko et Kolko, 1972, p. 465).

secrets et la variété des méthodes qui rendent la magie possible », peut-on lire dans un manuel de la CIA sur la « ruse » et la « tromperie » (Melton et Wallace, 2009, p. 73). La contribution de la CIA dans la division et l'essoufflement du syndicalisme dans les premières années de l'après-guerre est aujourd'hui un secret moins bien gardé : devenue la AFL-CIO après sa fusion avec le Congrès des organisations industrielles en 1955, d'aucuns en vinrent même à affubler l'organisation syndicale du sobriquet « AFL-CIA » (Wilford, 2008a). Irving Brown se sentait assez à l'aise pour se targuer lui-même d'avoir « joué un rôle de premier plan dans le mouvement pour briser les grèves en France et en Italie en 1947 et 1948, en plus d'avoir procuré les fonds nécessaires pour diviser les fédérations syndicales dans ces pays » (Kolko et Kolko, 1972, p. 450). Les États-Unis ne se sont pas contentés de procéder à la perturbation des activités syndicales et à la division des syndicats en Europe : ils ont procédé de la même manière en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

3.2.5 Préparer la guerre (*sans la craindre*)

Une des grandes ironies des premières années de la Guerre froide est que les dirigeants américains déployaient des efforts considérables afin de se préparer pour une guerre... tout en étant à peu près convaincus qu'ils n'auraient pas à la mener. Non seulement l'Union soviétique ne représentait pas, au moment de la fondation de l'OTAN par exemple, une menace concrète aux yeux des décideurs : tout invite à penser qu'il était beaucoup plus utile et beaucoup plus « payant » politiquement, pour les décideurs « de faire paraître [la Russie] comme hostile, expansionniste, et puissante » (Kolko et Kolko, 1972, p. 484). Sur ce point, les analyses de Kolko et Kolko, de Williams et celles de Panitch et Gindin convergent. L'empire britannique, écrivent à ce sujet Panitch et Gindin, a peut-être été acquis « dans un accès de distraction », à l'inverse, selon eux : « l'empire américain qui a émergé après la Seconde Guerre mondiale est le fruit d'une planification considérable » (Panitch et Gindin, 2013, p. 72).

C'est ainsi que les porte-paroles de l'administration cherchaient, par exemple, à instrumentaliser la crise engendrée par le blocus de Berlin (24 juin 1948 au 12 mai 1949), premier bras de fer opposant les titans de la Guerre froide, dans l'espoir que cela contribue à la création du pacte militaire atlantique – des conversations secrètes entourant la création de l'OTAN avaient d'ailleurs lieu, dès juillet 1948, selon ce que rapporte Soutou (2001, p. 207). Comme le disent Kolko et Kolko : « le blocus avait si bien servi à mobiliser les éléments réticents [à la signature du traité] que Bevin [Ernest Bevin, secrétaire d'État aux affaires étrangères en Angleterre], suggéra en avril [1949] que sa prolongation pendant un certain temps pourrait favoriser la ratification de l'OTAN » (Kolko et Kolko, 1972, p. 497). Le Traité prendra forme avant

la fin du blocus, le 4 avril 1949. Il sera ratifié par le Congrès américain le 21 juillet 1949. Comme on pourrait s'y attendre, l'idée d'une menace « totalitaire », l'emploi stratégique, instrumental de la notion serait constamment mobilisé pour appuyer la cause du Traité. Selon l'historien Thomas E. Lifka, le spectre du totalitarisme représentait « de loin l'argument le plus fréquemment employé pour appuyer le traité » (Gleason, 1995, p. 81).

Les décideurs étaient conscients des exagérations, du caractère hyperbolique des descriptions des crises et des menaces que servaient les décideurs. Les propos de John Foster Dulles en mai 1949 sont, sur ce point, d'une clarté déconcertante : « Je ne connais aucun haut responsable, militaire ou civil [affirmait Dulles devant le Congrès] qui croit sérieusement que les Soviétiques planifient actuellement une conquête par la voie d'une agression militaire *ouverte* » (Kolko et Kolko, 1972, p. 499). J'insiste sur l'emploi du terme « [agression] ouverte » : émanant de la bouche du frère du directeur de la CIA et peu de temps avant la période que l'on considère comme « l'âge d'or » de l'agence, ces mots ont une résonance toute particulière. George Marshall abondait dans le même sens : non seulement les Russes n'étaient pas disposés à déclencher une guerre ; ils étaient *sur la défensive* (Kolko et Kolko, 1972, p. 480). C'est seulement en 1955, comme on le sait, que le Pacte de Varsovie, contrepoids institutionnel à l'OTAN, verrait le jour.

À l'été 1949, les Soviétiques prirent néanmoins les Américains par surprise. C'est le 29 août 1949 que détonnait la première bombe A soviétique. La menace soviétique devenait incroyablement tangible : « La bombe atomique russe met en danger le Pacte de l'Atlantique », titrait la une du *Devoir*, le 26 septembre 1949 alors que le bureau du président venait d'annoncer la nouvelle au grand public (Baillargeon, 2019). La menace au Pacte de l'Atlantique était-elle réelle? On peut se permettre d'en douter. Même s'ils possédaient l'arme atomique (en fait, les Soviétiques prétendaient la posséder depuis 1947), « l'offensive pour la paix » des Soviétiques se poursuivait sans relâche : « les thèmes du désarmement atomique et de la coexistence satura[aient] les déclarations des communistes russes et européens » (Kolko et Kolko, 1972, p. 504). C'est un autre événement que les États-Unis chercheraient à exploiter à leur avantage. En effet, la bombe soviétique fournissait une ultime justification pour le déploiement d'investissements militaires massifs (Kolko et Kolko, 1972, p. 476) (et si l'on se fie à l'analyse de Kolko et Kolko, les visées de l'OTAN étaient, en premier lieu, économiques : l'armement représentait à leur avis « le plus important mécanisme mobilisé par les États-Unis en vue d'atteindre ses objectifs économiques en Europe » (Kolko et Kolko, 1972, p. 637-638)). Pour Washington, le déclenchement de la bombe soviétique – comme avant elle le blocus de

Berlin – représentait une autre « crise commode » (*convenient crisis*), permettant « de dissoudre les résistances à la mise en œuvre de ses politiques » (Kolko et Kolko, 1972, p. 504).

La véritable menace soviétique résidait ailleurs : « c'était sa capacité à communiquer son engagement pour la paix » (Kolko et Kolko, 1972, p. 483). Depuis le début de l'année 1949, les Russes avaient lancé leurs grandes campagnes pour la paix – ces « mascarades », pour reprendre les termes du document du Département de la défense qu'on a survolé au chapitre précédent –, qui remplissaient sans l'ombre d'un doute une fonction propagandiste. Ironiquement, il semble que plus les Russes militaient pour la paix et plus les Américains semblaient les considérer comme une menace. Dans tous les cas, on voit difficilement comment les Soviétiques auraient pu lancer une offensive « ouverte » sans perdre la face, alors même que l'initiative parvenait à recruter parmi les plus grands noms du monde des arts, à rallier des intellectuels de premier plan du monde occidental (Picasso, W. E. B. Dubois, Louis Aragon, Diego Rivera et Frida Kahlo, Jean-Paul Sartre, pour ne nommer que ceux-là), bref, alors que Moscou remportait des victoires aussi importantes sur le plan culturel. Et finalement, il semble assez clair que Moscou craignait souvent la riposte américaine. En matière de politique étrangère, Staline ressemblait beaucoup plus à un « réaliste » (au sens qu'on donne en relations internationales à cette notion) qu'au dirigeant paranoïaque et imprévisible que décrivaient les décideurs américains. Même dans le contexte de la guerre civile chinoise, les Soviétiques s'étaient gardé de donner un appui franc aux communistes « par crainte de générer une forte riposte américaine » (Kolko et Kolko, 1972, p. 545). On verra que cela vaut aussi pour le comportement politique des Soviétiques et de Staline en Corée.

Anticipé déjà depuis un moment, le premier grand échec américain de la Guerre froide se matérialisa en 1949 : malgré un soutien politique, économique et militaire massif au Guomindang de Tchang Kaï-chek, les communistes de Mao Zedong proclamaient, en octobre, la victoire en Chine. Convaincu que « la perte de la Chine menaçait l'équilibre des forces dans le monde », John Foster Dulles invitait (mai 1950) les décideurs à une réévaluation complète de leurs priorités politiques ; il fallait cesser de se concentrer uniquement sur l'OTAN, déplacer le point focal, cesser de regarder l'Europe : « Une série de désastres peuvent être évités si [...] nous prenons rapidement une position forte et sans équivoque [*quickly take a dramatic and strong stand*] qui témoignerait de notre confiance et de notre détermination » ; une telle position, « dramatique » reconnaissait Dulles, impliquait, il est vrai, de courir le « risque de la guerre » (Kolko et Kolko, 1972, p. 562), mais c'est un risque que le futur secrétaire d'État semblait prêt à prendre. La remarque intervenait peu de temps après qu'on eut présenté la directive NSC-68 à Truman. Le

document invitait à une « augmentation massive des dépenses militaires pour soutenir la position des États-Unis » non seulement en Europe, mais également en Asie de l'Est (Whiteclay Chambers III, 1999, p. 471). Autrement dit : le changement de ton dans les discours des décideurs faisait écho et semblait s'inspirer des directives contenues dans ce document classé *top-secret*, et qui demeurerait longtemps encore sous scellé (Kolko et Kolko n'y avaient pas accès en 1972, l'année de publication de leur ouvrage). En faisant le choix de placer sous scellé des directives concernant les ambitions globales des États-Unis en matière de politique étrangère, Truman initiait, sans le savoir, une pratique que ses successeurs, tout particulièrement Eisenhower, suivraient avec diligence.

Ce qui demeurerait accessible au public, c'est le récit hagiographique d'une puissance contrainte à réagir aux ambitions soviétiques de conquête : « Le monde sait qu'il n'y aurait pas eu de guerre en Corée, si les Communistes nord-coréens n'avaient pas été encouragés par la Chine et l'Union soviétique à envahir la République de Corée » (Department of the Army, 1956, p. 62), pouvait-on dans ce document qu'on a survolé au chapitre précédent. C'est ce récit qui allait être servi au public lorsque le 25 juin 1950, les troupes nord-coréennes traversèrent le 38^e parallèle. Cette « agression non provoquée » (du moins, si l'on demeure à la surface des choses) allait permettre de donner aux contenus « abstraits » de la NSC-68 un caractère et une forme « concrète » (Kolko et Kolko, 1972, p. 508). « Le monde » et l'historiographie *ignorent* effectivement beaucoup de choses quant à cette guerre que les historiens appellent à juste titre la « guerre oubliée ». Et l'hagiographie fait preuve d'un aveuglement bien volontaire sur le fait que, contrairement aux États-Unis, les Soviétiques n'ont jamais été *directement* impliqués dans le conflit, que c'est seulement face aux ambitions américaines de réunifier la péninsule coréenne que la Chine se décidera à intervenir.

On devine que plusieurs faits échappent également au public en ce qui concerne l'utilisation répétée de la subversion et des opérations clandestines menées par le gouvernement américain, et généralement, dans une optique beaucoup plus offensive que « réactive ».

3.2.6 La présidence de Dwight D. Eisenhower : préséance du clandestin

Gabriel et Joyce Kolko placent la présidence de Dwight D. Eisenhower (1953-1961) dans la continuité de son prédécesseur. Selon eux, Eisenhower représente la « continuité littérale » des grandes lignes de la politique étrangère fixées par l'Administration précédente (Kolko et Kolko, 1972, p. 677). Dans la lignée de son prédécesseur, Eisenhower mobiliserait les moyens politiques et militaires à sa disposition afin

d'obtenir les « préconditions politiques » permettant une intégration économique globale (Kolko et Kolko, 1972, p. 648). William Appleman Williams abonde dans le même sens : Eisenhower représente à son avis un « conservateur classique », conscient des limites de l'expansion américaine (Williams, 1972, p. 299). De son point de vue, « Ike » n'était pas un « expansionniste actif » ; il était même réticent à l'idée de lancer les États-Unis dans une autre intervention militaire d'envergure (Williams, 1972, p. 299). Je pense aussi que sa présidence s'inscrit dans la continuité des grandes idées de la politique étrangère américaine, mais ma lecture diffère sur un point : le biais favorable d'Eisenhower pour les activités clandestines marque à mon sens une rupture importante dans le comportement politique américain. Une rupture durable, profonde, qui permet de mieux cerner les caractéristiques *essentiels* de l'impérialisme capitaliste américain (le caractère opaque ou évanescent de sa violence, par exemple).

Ce point de divergence n'enlève rien, s'il est besoin de le dire, à la qualité de la thèse présentée par ces auteurs ; comme je l'ai déjà mentionné, ni Kolko et Kolko, ni Williams n'avaient accès aux sources qui seront révélées à la suite des grandes enquêtes américaines sur le renseignement américain (les commissions Rockefeller et Church de 1975 et 1976). Je me permets de soulever quelques exemples de ces désaccords. À un moment, Kolko et Kolko remarquent que l'Administration allait entreprendre « l'effort impossible » d'obtenir un « plus grand pouvoir militaire à moindre coût » (Kolko et Kolko, 1972, p. 694). Or, je ne suis pas certain qu'il s'agissait d'un effort « impossible » ; je pense au contraire que l'Administration y parvient de manière assez éclatante. Les historiens soulignent, à un autre moment, que les propos d'Eisenhower concernant une réduction des coûts militaires, alors qu'il était candidat à la présidentielle (une promesse de campagne que remplira le président) étaient « ambigus » ; il en va de même, selon eux, des propos de John Foster Dulles, que Kolko et Kolko qualifient de « confus » (Dulles affirmait que la stratégie politique américaine reposerait « seulement partiellement sur le militaire » et plus largement sur « le politique et [la guerre] psychologique ») (Kolko et Kolko, 1972, p. 694-695). La proposition d'obtenir un « plus grand pouvoir militaire à moindre coût » ne représente pas un « effort impossible », et il est clair, à mon sens, que les propos d'Eisenhower (et de Dulles) ne relèvent pas de la confusion.

De mon point de vue, Eisenhower allait transformer durablement l'essence même de l'interventionnisme américain, un lègue qui n'a peut-être rien à envier à celui de Truman. Les propos que relèvent les auteurs me semblent parfaitement cohérents avec le mode d'action privilégié de l'administration qui sera en poste au moment de la « conclusion » de la guerre de Corée. La centralité des opérations psychologiques

(*psychological operations*), la toute-puissance de la CIA sous la gouverne d'Allen Dulles, la dissimulation des perturbations par l'entremise d'opérations clandestines (*covert actions*), les programmes d'assassinats politiques visant des dirigeants étrangers (les plus célèbres, dirigés contre Fidel Castro) et le contrôle sur le récit effectué par les opérations de dissimulation après ces interventions (par exemple, dans le cadre de l'Opération PBHistory, que j'aborderai en conclusion de cette étude) formeraient un tout cohérent, véritable « main invisible » du tout-marché que continueraient d'imposer les États-Unis durant cette période critique pour l'hégémonie américaine.

Kolko et Kolko insistent à juste titre sur le fait que John Foster Dulles comptait faire reposer la politique étrangère sur des « moyens alternatifs » (*optional means*) (Kolko et Kolko, 1972, p. 699). Et comme l'affirme Williams, Dulles était tout à fait conscient du risque politique que représentaient les interventions armées ; les Républicains étaient au pouvoir pour la première fois en deux décennies et il devenait impératif d'éviter d'engouffrer les États-Unis dans quelque autre conflit coûteux (Williams, 1972, p. 298) – les États-Unis, on doit bien l'admettre, faisaient du surplace en Corée. Parmi les « moyens alternatifs » mobilisés par l'administration Eisenhower, Williams mentionne les « armes économiques » et la « pression politique », mais il omet de mentionner les opérations clandestines. Et même si l'ouvrage de Kolko et Kolko se conclut sur une très brève présentation du rôle du renseignement dans le renversement d'Arbenz au Guatemala (ce qui est assez exceptionnel pour l'époque), les historiens ne prennent pas la mesure de la signification, et la portée de ce virage. Ils affirment qu'Eisenhower « transféra virtuellement toute la responsabilité à [John Foster] Dulles [...] dans la conduite de la politique étrangère » (Kolko et Kolko, 1972, p. 677) (un point sur lequel les historiens continuent de débattre – il est étonnant de constater aujourd'hui à quel point les frères Dulles sont en quelque sorte « tombés dans l'oubli »), mais ils font le silence sur l'immense pouvoir qui découle d'une improbable alliance entre le pouvoir « manifeste » (*overt*) du Département d'État et le pouvoir « sous-terrain » (*covert*) du renseignement : c'est John Foster Dulles qui occupe le poste de secrétaire d'État, sous le président Eisenhower, alors qu'Allen Dulles, son frère est directeur de la CIA au moment de « l'âge d'or » de l'agence. C'est un élément sur lequel j'aurai l'occasion de revenir lorsqu'il s'agira d'analyser (chapitres 6 et 7) le rôle des deux frères dans le renversement du président Jacobo Arbenz Guzmán (le coup de 1954, au Guatemala).

C'est sous Harry Truman que la CIA voit le jour. Le National Security Act est signé en juillet 1947 et promulgué le 18 septembre 1947. Dans sa célèbre missive de 1947, George Kennan faisait référence aux « contre-pouvoirs » qui devaient servir à « contenir » les soviétiques ; il clarifierait le sens de cette

expression dans ses *mémoires*, parues vingt ans plus tard (1967). Les Soviétiques, observait Kennan, n'interviendraient pas *directement* – ils chercheraient plutôt à exercer leur influence à travers les partis communistes européens : « [L]es États-Unis ne pourraient donc pas intervenir directement [...] ils devraient encourager les forces locales de résistance au communisme » (Soutou, 2001, p. 166). La riposte américaine ne devait pas être *militaire* (ou *overt*). Les propos de Kennan laissaient plutôt entrevoir un biais favorable aux opérations de perturbation clandestines, aux *covert operations* (ici comme ailleurs, les décideurs et idéologues du pouvoir prenaient d'inscrire la stratégie américaine dans un explanans *réactif*, une réaction aux provocations soviétiques). Kennan n'aurait pas seulement le mérite d'avoir inventé le terme « endiguement » ; selon Hugh Wilford, il serait aussi l'un des principaux « architectes » du réseau secret de la CIA (Wilford, 2008b, p. 6).

La leçon de Kennan, dans tous les cas, sera partiellement retenue et à compter de 1948 seront lancées des opérations clandestines de perturbation d'une certaine ampleur. Ainsi, en prévision des élections italiennes d'avril, les États-Unis allaient soutenir « par tous les moyens indirects possibles [...] les adversaires des communistes » ; selon Soutou (qui présente peu d'arguments pour étayer cette thèse) : cet échec communiste en Italie représenterait « l'un des événements les plus importants de la Guerre froide » (Soutou, 2001, p. 196) ⁵⁹. Le commentaire est surprenant, venant d'un historien qui fait très peu de cas du rôle déterminant du renseignement américain dans les années qui suivent, et se garde d'attribuer quelque signification à ce mode d'intervention. C'est peut-être en Italie que la jeune CIA se fit la main, mais historiens ou commentateurs reconnaissent assez unanimement que c'est sous la gouverne d'Allen Dulles que l'agence connaît son « âge d'or ». Ainsi trouve-t-on, dans le lobby du siège de la CIA, à Langley, en Virginie, un bas-relief à l'effigie de Dulles sous lequel apparaît cette inscription : « His monument is around us. » C'est Dulles qui donne au renseignement américain son caractère moderne et... tentaculaire ; c'est sous son règne – donc sous la présidence d'Eisenhower – que l'agence se convertit en un acteur central, incontournable de la Guerre froide.

Dans des propos rapportés par Hannah Arendt, dans la préface de *L'impérialisme* (1963), Allen Dulles livrerait ses impressions sur le rôle et la mission de la CIA : le gouvernement américain devait « combattre le feu [allumé par les Soviétiques] par le feu », justifiait le directeur de l'agence, inscrivant une fois de plus les actions et les décisions américaines dans un explanans réactif ; le cadet des deux frères suggérait de

⁵⁹ En 1949, le service de renseignement américain – appuyé du renseignement britannique – tenta également de renverser le régime d'Enver Hoxha, en Albanie (Soutou, 2001, p. 216).

« prendre pour modèle les Services de sécurité de l'État soviétique » et, « avec cette franchise désarmante qui le distinguait » (écrit à juste titre Arendt), de créer ainsi un « instrument de *subversion, de manipulation et de violence, qui permet[trait] d'intervenir secrètement dans les autres pays* » (Dulles, 1963, p. 155 cité dans Arendt, 1967, p. 13). Il faudrait quelques années pour que Dulles se dise satisfait de l'évolution du renseignement américain : « le renseignement joui[t] [aux États-Unis] 'd'une position plus influente auprès de notre gouvernement que celle dont le renseignement jouit auprès de tout autre pays du monde' », affirmerait-il en 1957, lors d'un discours à l'Université Yale (cité dans Arendt, 1967, p. 12).

Le talentueux secrétaire d'État était peut-être limité dans ses actions « par la réticence d'Eisenhower à engager les États-Unis dans une autre intervention » (Williams, 1972, p. 299). Il allait néanmoins avoir le champ libre pour élaborer, avec son frère Allen Dulles, choisi par Eisenhower pour diriger le renseignement (de 1953 à 1961), l'architecture d'un service de renseignement qui se transformerait rapidement en un acteur des perturbations géopolitiques – à l'avantage des intérêts américains. Les commentaires sont nombreux qui accordent au duo Foster et Allen Dulles un pouvoir inhabituel, voire exceptionnel. Les frères Dulles, écrit Richard H. Immerman, étaient parfaitement conscients que « la CIA pouvait représenter l'instrument idéal permettant d'étendre les frontières de l'Amérique – son empire » (Immerman, 2010, p. 180). C'est précisément ce qu'ils cherchaient à faire. Les frères « ne pouvaient pas laisser l'histoire leur donner tort, ils ont donc entrepris de la changer », écrit Stephen Kinzer (2013, p. 326). Ce à quoi on pourrait ajouter : tout en s'assurant d'effacer les traces de leur contribution à ces changements et à ces modifications de la trajectoire de l'histoire. Les deux frères, dont les esprits semblaient « fonctionner comme un seul » (Kinzer, 2013, p. 109), écrit-il, transformèrent le Département d'État et l'agence de renseignement en « une chambre d'écho où se réverbéraient leurs convictions » (Kinzer, 2013, p. 314).

À juste titre, Arendt écrit : « On a souvent souligné le danger mortel qu'un 'gouvernement invisible' fait courir aux institutions du 'gouvernement visible' » ; mais l'on remarque beaucoup moins souvent « la relation étroite qui existe traditionnellement entre la politique impérialiste et le règne du 'gouvernement invisible' » (Arendt, 1967, p. 12-13). Théoriciens de l'impérialisme (américain) et historiens de la Guerre froide font effectivement peu de cas de cet acteur « de l'ombre ». Je pense néanmoins qu'en faisant des opérations clandestines le mode d'action privilégié de la puissance américaine, Eisenhower a contribué de manière définitive à rendre la violence impérialiste (capitaliste) américaine abstraite, voire carrément *invisible* aux yeux du public. Si l'hyperactivité du politique caractérise les premières années de la Guerre froide, l'invisibilisation du politique est une caractéristique essentielle de la présidence de Dwight D.

Eisenhower. Mais avant de voir par quels moyens procède la violence clandestine (*covert*) (chapitres 6 et 7) de l'impérialisme américain, voyons comment se présente sa violence manifeste (*overt*) (chapitres 4 et 5).

PARTIE 2. L'HISTOIRE COMME EXCAVATION : RÉVÉLER L'INVISIBLE, DÉTERRER LE POLITIQUE

« La Corée du Sud n'a pas été envahie par la Corée du Nord
en juin 1950, c'est l'impérialisme américain qui a envahi la
Corée en 1945 ».

Jon Halliday, « Anti-Communism and the Korean War (1950-1953) »

« Si l'espion Allen Dulles devait, par inadvertance, aboutir
au Paradis, il trouverait le moyen de faire exploser les
nuages, de miner les étoiles et de massacrer les anges ».

Ilya Ehrenburg, *La Pravda*

CHAPITRE 4

LA « LONGUE GUERRE DE CORÉE » (1945-1950) : DE LA GUERRE OUBLIÉE À L'OCCUPATION OUBLIÉE

Figure 4-1. *Massacre en Corée*, de Pablo Picasso (1951)



Tiré de <https://www.pablo-ruiz-picasso.net/work-4020.php>

La dimension hagiographique du récit entourant la guerre de Corée (lequel carbure à la diabolisation du Nord, à l'exaltation du bienfondé de l'intervention américaine) se révèle dès lors qu'on observe le fossé qui existe entre le récit américain « officiel » de la guerre de Corée et le récit sud-coréen. Alors que l'historiographie américaine ne remet pratiquement jamais en cause le moment du « début » de la guerre (25 juin 1950), les historiens sud-coréens la font plutôt démarrer en 1945 (Cumings, 1981, p. xxix) ⁶⁰. Contrairement à la plupart des récits de la guerre de Corée qui insistent sur la « rupture » générée par l'offensive du Nord, Cumings inscrit plutôt l'événement dans la continuité : la guerre qui « commence » en juin 1950 n'est en fin de compte que la continuité d'une guerre qui sévissait déjà sur la péninsule. C'est un moment dramatique du conflit, certes, l'escalade de celui-ci, mais qui représente la poursuite de ce conflit par « par d'autres moyens » (Cumings, 1981, p. xxi). Ici, j'adopte la poste de Bruce Cumings, et

⁶⁰ En Corée du Sud, on appelle la « courte guerre de Corée » la « Guerre du 25 juin [*the 6.25 War*] » (Gowans, 2018, p. 14).

j'endosse l'idée selon laquelle il faut voir la période qui va de la victoire américaine sur le Japon (la « libération » de la Corée en août 1945) au « grondement de l'artillerie » (selon les mots de Cumings) en juin 1950 comme une « unité historique ». Pour lui, la principale caractéristique de cette période est la dynamique de révolution et de contre-révolution : « [e]n d'autres termes, écrit-il, le conflit était de nature civile et révolutionnaire, commençant juste après 1945 et se déroulant selon une dialectique de révolution et de réaction » (Cumings, 1981, p. xxi). Il est clair à mon sens que faire démarrer la guerre de Corée en 1945 nous permet de mieux cerner le comportement politique des États-Unis et la dimension proprement impérialiste de leur politique étrangère. En contrepartie : le récit d'une guerre qui démarre avec l'offensive du 25 juin 1950 (pour des raisons que j'aurai l'occasion de détailler) *occulte le caractère impérialiste de la politique américaine*, alimente les mythes de la puissance par dépit et celui d'une politique étrangère américaine *déterminée par les pulsions imprévisibles de Moscou*, contrainte à *réagir* face aux ambitions impérialistes de l'Union soviétique.

Dans ce chapitre (et le suivant), je m'attache à déconstruire des mythes tenaces entourant la guerre de Corée, à en présenter un contre-récit qui permettra de faire ressortir, en premier lieu, le caractère impérialiste de l'intervention américaine et le rôle absolument central du politique et de l'État américain dans l'établissement d'un État de Corée du Sud répondant aux ambitions géopolitiques des États-Unis. J'aborderai dans un premier temps (très brièvement) (4.1) la période qui va de la colonisation japonaise jusqu'à la partition de la Corée (soit de 1910 à 1945). On le verra, certaines des dynamiques à l'œuvre sous l'occupation coloniale japonaise aident à comprendre la portée de décisions américaines de la période qui suit, celle du gouvernement militaire américain (USAMGIK) (1945-1948). Je chercherai, dans un premier temps, à faire ressortir le caractère *artificiel* de la partition de la péninsule (4.1.1), ce qui représente une des clés pour comprendre les origines de la guerre de Corée. Il faut cesser de voir la Corée de 1945 à travers le prisme de la division territoriale qui en résulte. La « division au 38^e parallèle » est un geste arbitraire, exogène, qui exacerbe les tensions socio-politiques et qui permet de comprendre les événements de juin 1950.

J'aborde ensuite (4.2) la période d'occupation de la péninsule coréenne par l'armée américaine (1945-1948). On verra que plutôt que d'éliminer l'héritage colonial japonais, les Américains feront reposer la « stabilité » sur les anciens collaborateurs du régime colonial, sur une classe conservatrice fortement anticommuniste (c'est un point qu'on a très brièvement évoqué dans le chapitre précédent). Encore une fois, ces décisions portent à conséquence. On verra que la consolidation de ce « rempart » contre les

tendances révolutionnaires représente une tâche *profondément politique* que, même au moment de son « retrait », le pouvoir impérial américain « continue d'agir » à travers la figure de Syngman Rhee (4.2.3). Rhee « incarne » le rempart anticommuniste auquel aspirent les États-Unis, et si l'expression « gouvernements fantoches » (*puppet states*) empruntant à la caricature, est sans doute trop connotée pour être mobilisée à l'extérieur des mouvements contestataires, elle pointe toutefois vers un brouillage de la souveraineté nationale qui est la marque de l'impérialisme américain durant la Guerre froide.

Dans la dernière partie (4.3) de ce chapitre, c'est le « début officiel » (25 juin 1950) de la guerre qui m'intéresse. Du déroulement du vote au Conseil de sécurité des Nations Unies (4.3.1), au caractère « non provoquée », soi-disant « inattendu » de l'offensive de juin 1950 (4.3.2), en passant par les propos « surprenants » de Dean Acheson concernant le périmètre de sécurité en Asie, j'interrogerai de manière critique plusieurs composantes de l'hagiographie concernant le déclenchement de la guerre.

4.1 Guerre oubliée, souffrances invisibles

Les ouvrages qui traitent de la guerre de Corée, dans le monde anglo-saxon comme dans la francophonie, soulèvent presque systématiquement – et à juste titre – la modeste historiographie consacrée au sujet. La guerre de Corée semble condamnée à être dans l'ombre d'autres conflits marquants de la Guerre froide. Pourtant, si la Guerre froide avait pu sembler se limiter à une joute oratoire dans les lendemains immédiats de la Deuxième Guerre mondiale, elle prend décidément un tournant dramatique avec la guerre de Corée. On évalue qu'entre 2 et 3,5 millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont morts en seulement trois ans de conflit ; des millions d'autres ont été mutilés ou déplacés ; 600 000 habitations et un nombre incalculable d'infrastructures ont été détruites, des milliers de kilomètres de terres rizicoles anéanties (Cadeau, 2013, p. 313-314) ⁶¹. Il est étonnant qu'un conflit d'une telle intensité et avec des conséquences aussi importantes sur la géopolitique soit aujourd'hui affublé du titre de « guerre oubliée ». À vrai dire : la guerre de Corée n'est pas simplement « oubliée », elle est pour ainsi dire « mal » remémorée. Si bien qu'il est peut-être plus approprié de parler, comme le fait Cumings, d'une « guerre inconnue » (Cumings, 2004,

⁶¹ Certains bilans font état de quelques 33 500 morts au sein de l'armée américaine, dont la moitié au courant de l'année 1950 seulement, mais ce chiffre concernant les pertes américaines varie considérablement : des ouvrages apologétiques dans leur traitement, parlent de 54 000 soldats morts au combat (Granfield, 2004, p. xvii). Le même ouvrage parle de 700 000 à 900 000 morts du côté des troupes chinoises, alors qu'Ivan Cadeau avance que près de 1,5 million de volontaires chinois auraient perdu la vie durant la guerre de Corée (Cadeau, 2013, p. 314). À peine une semaine après le début des hostilités, quelques 3 000 soldats américains manquaient à l'appel, étaient morts ou blessés (Grandin, 2011). Dans ce même laps de temps, l'armée de la République de Corée aurait perdu autour de 44 000 des 98 000 hommes en son sein (Hanley *et al.*, 2001, p. 95).

p. 22) parfois même méconnue des historiens, qui tendent à écarter de leurs récits certaines tragédies, certains massacres qui se sont produits dans son sillon (ce qu'on verra dans le chapitre suivant).

En effet, il existe quelque chose comme un récit de surface, à caractère hagiographique, de la guerre de Corée, qui, dans ses grandes lignes, va comme suit : le 25 juin 1950, la Corée du Nord franchit le 38^e parallèle et envahit le Sud, dans l'espoir de réunifier la péninsule sous la bannière du communisme. Cette invasion « non provoquée » par le « Nord communiste », causerait (toujours selon ce récit) la surprise, tant chez les Américains que du côté des Sud-Coréens. La guerre de Corée débiterait avec cette « offensive communiste », et elle se « terminerait » trois ans plus tard avec l'armistice du 27 juillet 1953. Si l'on s'en tient aux déclarations des décideurs américains, empreint de la même tonalité dramatique que celle qui traverse la doctrine Truman, il faudrait conclure que le « communisme » est alors aux portes de l'Amérique (ce que suggèrent, en clair, les déclarations de Truman de l'époque), que c'est Moscou qui dicte la voie à suivre et Staline qui tire les ficelles du gouvernement fantoche de Kim il Sung. On se rappellera les trois « présupposés structurants » de la politique étrangère américaine que Williams voyait à l'œuvre durant la Guerre froide (Williams, 1972, p. 229-232), et qu'on a abordés au chapitre 2. Le présupposé d'une Russie « maléfique » (*evil*) imprègne ce récit du déclenchement de la guerre de Corée, au point où Moscou, qui n'est à *aucun moment directement impliquée dans le conflit*, est le plus souvent présentée par les décideurs comme étant à *l'origine du déclenchement* (et de la poursuite) de la guerre. Carburant au mythe de la puissance par dépit, le discours américain dominant s'appuiera de cet autre « présupposé » identifié par Williams, celui qui fait des États-Unis l'agent d'un « bien positif » (*positive Good*). Les résolutions onusiennes qui « condamnent l'agression » (sous-entendue « communiste ») en sont l'expression institutionnelle la plus achevée ; les « troupes onusiennes » (pour l'essentiel composées de troupes américaines et sous commandement américain, comme on le verra) *réagissent*, selon ce récit, à cette « provocation » communiste ; tout le système onusien serait ainsi *contraint de réagir* à cette « agression sans provocation ».

En outre, une telle présentation du conflit néglige le fait que la guerre n'a techniquement jamais « pris fin » (un armistice n'est pas exactement un traité de paix). Mais ce qui est beaucoup plus problématique dans ce récit, c'est que cette idée suivant laquelle « la Corée du Nord a envahi la Corée en juin 1950 » et le corollaire d'une offensive « sans provocation » obscurcissent des dynamiques qui étaient à l'œuvre *avant* 1950. Lorsque l'on escamote ces dynamiques, on perd de vue un élément essentiel qui ne nous permet pas comprendre la guerre de Corée.

4.1.1 La Corée : de colonie à pays divisé

Au moment de l'arrivée des Américains en 1945, la péninsule coréenne formait un tout cohérent : ce qu'on reconnaît aujourd'hui comme « le Nord », représentait la partie industrialisée de la péninsule, bénéficiant d'une économie développée. L'économie de la portion sud de la péninsule reposait essentiellement sur l'agriculture. Le fait de scinder ces entités qui présentaient des dynamiques de développement complémentaires, le geste de la « partition », relève comme on le verra sous peu, d'une « décision éditoriale » des grandes puissances – et en tout premier lieu des États-Unis. L'élément nous ramène directement à la question de l'absence de souveraineté des acteurs qui, ayant « subi » la Deuxième Guerre mondiale, sont « libérés » par les principales puissances du nouvel ordre géopolitique qui impose son rythme. Il est d'ailleurs permis de penser, comme Kim Dong Choon, professeur à l'Université de Séoul et membre permanent de la Commission de vérité et de réconciliation de Corée du Sud, que « [n]'eut été de l'occupation de la péninsule coréenne par les troupes américaines et soviétiques » et, par la suite, de la « désignation de dirigeants répondant à leurs intérêts », le conflit qui s'est abattu sur la Corée « n'aurait peut-être pas abouti à une guerre de cette ampleur » (Kim, 2004, p. 525-526).

Il est important d'insister sur le fait qu'avant 1945, la Corée avait une longue histoire d'unité, et elle préservera cette unité durant toute la période coloniale japonaise. Unifiée, la Corée l'était sur le plan géographique ; sur le plan socio-économique, elle était divisée suivant des lignes rigides : d'un côté colons et collaborateurs (japonophones), de l'autre : colonisés (s'exprimant dans la langue et la culture coréenne). On verra l'occupant américain imposer non seulement le respect de cette nouvelle ligne de fracture sur la péninsule (le 38^e parallèle), mais également réactiver des démarcations socio-économiques et autres dynamiques politiques héritées du pouvoir colonial japonais. Il ne faut pas se bercer d'illusions : les Soviétiques cherchent eux aussi à imposer leur rythme au Nord, mais sur le plan socio-économique, les décisions soviétiques (à commencer par la volonté ferme de liquider l'héritage colonial) s'accordent assez bien avec les aspirations coréennes. Pour bien saisir l'impact des décisions américaines pendant la période d'occupation et, ainsi, mieux cerner les origines de la guerre de Corée, il faut d'abord aborder brièvement le rôle du Japon en Corée.

4.1.1.1 Le colonialisme japonais (et sa persistance) : 1910-1945

Les origines de la guerre sont à chercher dans la période qui va de 1945 à 1950, mais aussi : dans cette dynamique héritée de l'occupation coloniale japonaise (Cumings, 1981, p. 67). De 1910 à 1945⁶², le Japon exerce sur la péninsule coréenne un contrôle impérial classique, s'appuyant sur une coercition directe pour l'extraction de surplus (un enjeu discuté au chapitre 2) destinés à satisfaire unilatéralement les intérêts de la métropole – tout cela favorisé par l'alternance au pouvoir de régimes autoritaires alignés sur Tokyo.

La colonisation par le Japon de territoires contigus offre, en ce sens, des avantages considérables à la métropole : à l'industrialisation rapide du Japon correspondra une colonisation en accéléré. Sous l'occupation coloniale, la Corée « sous-développée » devient en un temps record un pays riche en infrastructures. Comme le dit Bruce Cumings : « Le temps d'échange dans les relations commerciales [avec la Corée] était extraordinairement rapide, s'appuyant principalement sur les chemins de fer plutôt que sur les voies maritimes » (Cumings, 1981, p. 7). La puissance coloniale introduit en Corée sciences et technologies modernes ; le Japon utilise les chemins de fer « pour rompre l'isolement traditionnel de la Corée et l'intégrer dans l'économie mondiale » (Cumings, 1981, p. 13). Ce développement – ces « progrès », pour utiliser un mot codé de l'histoire coloniale – demeure inscrit dans une logique de déprédation coloniale et bénéficie surtout au Japon. À titre d'exemple, les Japonais possédaient en 1928 autour de 93 % du capital investi dans le secteur manufacturier ; les Coréens possédaient 2751 usines, contre 2425 pour les Japonais (Cumings, 1981, p. 19). Quoi qu'il en soit, l'industrie coréenne se développe rapidement et l'occupation coloniale japonaise favorisera l'émergence d'une classe prolétarienne et le développement timide d'une bourgeoisie locale, qui parvient à gravir les échelons de la société coloniale en adoptant la langue et les mœurs du Japon. Soumis à la logique coloniale, les Coréens doivent « collaborer » avec la puissance d'occupation s'ils souhaitent obtenir des privilèges. Les possibilités de mobilité sociale sont limitées ; le Japon entretient des liens avec la seule élite locale composée

⁶² La colonisation est néanmoins déjà bien entamée, avec l'établissement d'un protectorat en 1905 et toute une série de traités inégaux entre l'empire japonais et la Corée dans les dernières décennies du 19^e siècle – les puissances occidentales sont bien au fait des intentions coloniales du Japon, qu'elles jugent légitimes. Ainsi, la « présence » coloniale japonaise existait avant l'annexion. Dans les années qui précèdent l'annexion, plusieurs mécanismes typiquement coloniaux étaient en place pour justifier des rapports politiques et économiques inégalitaires et contraignants (l'endettement auprès de créanciers japonais aboutissait souvent à l'appropriation des terres par l'empire ; les Coréens subissaient déjà à cette époque des abus de la part des soldats japonais et étaient interdits d'accès à certaines zones). En 1907, selon Geoff Simons : « [...] les fonctions du gouvernement [coréen] étaient [déjà] carrément entre les mains des Japonais » (Simons, 1995, p. 123).

d'aristocrates, de grands propriétaires, de bureaucrates opportunistes et autres « parvenus coloniaux » (Cumings, 1981, p. 11). On voit poindre ici cet enjeu qui deviendra décisif au moment de l'occupation de la péninsule par les Américains et les Soviétiques et qui reposera sur cette épineuse question : que faire des anciens « collaborateurs » ? Les deux puissances trouveront des réponses et adopteront des stratégies aux antipodes.

Le développement japonais des campagnes coréennes rappelle l'Angleterre des premiers élans du « capitalisme agraire » : rationalisation de la production, instauration d'un système élaboré de propriété privée renforcé, mise en place d'un appareil administratif et législatif moderne, déploiement d'un système de cadastre exhaustif, etc. (Cumings, 1981, p. 41). Quoique beaucoup plus tardif, le phénomène rappelle cette fameuse « culture », cette « éthique de l'amélioration » (*improvement*) caractéristique du développement du capitalisme agraire en Angleterre (Wood, 1984, 2012).

Mais ce développement capitaliste *imposé de l'extérieur* ne vient pas sans heurts dans une société où le mode de vie traditionnel est dominant. Comme le dit Cumings : « L'industrie exige la routine, la régularité, le rythme, la précision et la discipline. C'est l'antithèse de la vie paysanne, rythmée par un cycle agricole » ; dans un extrait qui rappelle la thèse de Karl Polanyi, il écrit : « Les gens ne choisissent pas spontanément ou à la légère d'abandonner l'un pour l'autre ; il faut les y pousser et les y inciter [...]. En Corée, le processus a commencé sous des auspices étrangers » (Cumings, 1981, p. 26). Les bienfaits du développement colonial japonais sont donc bien relatifs. Cumings insiste : si la « majorité des Coréens étaient paysans avant l'arrivée des Japonais [ils] demeurèrent paysans après leur départ » (Cumings, 1981, p. 48). Il s'agit de survoler la question de la production rizicole pour voir apparaître le caractère radicalement inégalitaire du développement en Corée : sous l'occupation japonaise les exportations de riz sont « entièrement déterminées » par les besoins d'approvisionnement de la métropole (Cumings, 1981, p. 51-52). Si le terme « république de bananes » peut être employé pour désigner certains pays d'Amérique latine où certaines compagnies fruitières exerçaient un pouvoir démesuré (en particulier la United Fruit Company, comme on le verra dans les chapitres 6 et 7), le terme « république rizicole » pourrait tout aussi bien servir à désigner la situation socio-économique de la Corée sous occupation japonaise. C'est durant cette période que se forge, au sein de la population coréenne, une opinion négative de l'industrie et du commerce, voire du *capitalisme*. À compter de ce moment, être « pro-capitalistes » et « être pro-Japonais » seront perçus comme des synonymes, et la perception s'imposera, dès lors, que les « collaborateurs » embrassent à la fois le modèle colonial japonais *et* le mode de production capitaliste (Cumings, 1981, p. 24). Il faut garder

cela à l'esprit, au moment d'analyser les heurts entre une puissance incarnant le socialisme et une autre incarnant la démocratie libérale et le marché (ou si l'on préfère : le capitalisme).

Cette association « colonisation/capitalisme » laisse des traces durables dans l'imaginaire coréen. Pendant la période d'après-guerre, au Nord comme au Sud, on référera à la période coloniale comme à la période « capitaliste », ce qui dans l'esprit des Coréens, signifie ni plus ni moins, il faut insister, l'imposition, pendant trente-cinq ans d'un « système étranger » (*an alien system*) (Cumings, 1981, p. 23). L'amalgame appelle aussi son envers : pour de nombreux Coréens « gauchisme » et « communisme » deviennent « synonymes d'une opposition au Japon » (Cumings, 1981, p. 32). On trouve ici une piste qui permet de comprendre pourquoi, dans le contexte de la Guerre froide émergente, les États-Unis, incarnation sublime d'un « impérialisme du libre-échange », auront du mal à convaincre les Coréens qu'ils ne sont pas *eux aussi* porteurs d'un « système étranger ».

4.1.1.2 La partition : premier geste d'endiguement

Après trente-cinq ans d'occupation, les Japonais, battus, quittent la Corée ; le pays est plus divisé que jamais sur le plan social et politique. Mais au moment de leur départ, il n'existe rien de tel qu'une division de la péninsule coréenne au 38^e parallèle. La partition de la Corée est le résultat de la nouvelle donne géopolitique : c'est la Guerre froide émergente qui scinde la Corée. Si l'Union soviétique et la Chine avaient des liens historiques, une frontière commune avec la Corée et des « intérêts légitimes en matière de sécurité », l'implication et l'intérêt géopolitique américain pour la péninsule était nouveaux (MacDonald, 1986, pp. 4 et 10). On ne peut pas sous-estimer la violence – et pas simplement symbolique – du geste. Et l'on ne peut minimiser son importance : la partition doit être vue comme le « premier geste d'endiguement » (Cumings, 1981, p. 117-122) de la Guerre froide ; un moment dramatique – trop souvent négligé par les récits dominants ou présenté comme un *non-temps* de la Guerre de Corée – aux conséquences énormes, « dramatiques ».

Comme Cumings et Simons, je pense qu'il faut voir la partition comme un des « moments-clés » des origines de la guerre de Corée : elle représente, selon Simons, le moment qui « cimente » les « calculs stratégiques américains » qui mèneront au conflit de 1950-1953 (Simons, 1995, p. 157). C'est autour de cette « matière » en effet, que se rigidifient décisions américaines et soviétiques, que se polarisent les blocs. On comprendra que faire « démarrer » la guerre de Corée en juin 1950, c'est écarter de l'équation ce moment dramatique (quitte à insister sur cette évidence : la Corée « du Sud » et la Corée « du Nord »

existent à partir de ce moment et pas avant). La partie sud de la Corée, ce pays que l'on nomme la Corée du Sud représente, à l'avis de Cumings, plus clairement que tout autre régime d'après-guerre une « création américaine » (Cumings, 1981, p. xxvi). À l'origine, la division est supposée être temporaire. Selon les termes employés lors de la Conférence du Caire de novembre 1943, réaffirmés à Postdam en juillet 1945, la Corée obtiendra son indépendance *in due course* (« en temps opportun ») (Simons, 1995, p. 156). La formule, que l'on souhaite floue, donne aux superpuissances toute la latitude nécessaire afin d'orienter la trajectoire (et de déterminer le destin) de la péninsule. D'ici ce « temps opportun », le 38^e parallèle servira de repère géographique pour marquer la division : les Soviétiques seront chargés de « l'administration » du Nord, les Américains se verront confier le Sud.

Le caractère arbitraire, voire hasardeux, de la division est documenté ; son caractère ambitieux ne peut pas non plus être minimisé. La décision est une manifestation assez claire, à mon avis, de la « vision d'omnipotence » qui dope l'Amérique d'après-guerre. Simons appelle d'ailleurs « parallèle de l'Amérique [*America's parallel*] », la ligne de démarcation au 38^e parallèle (Simons, 1995, p. 193). On a vu au chapitre 3 que la nouvelle de l'acquisition de la bombe atomique avait conféré aux décideurs américains ce que William Appleman Williams qualifiait de « vision d'omnipotence ». Truman, qui venait tout juste de recevoir la nouvelle du succès de l'essai nucléaire Trinity, était arrivé confiant, on s'en souvient, à la Conférence de Postdam de juillet 1945. Il semble que cette « vision d'omnipotence », portée par les décideurs américains, influence le cours des négociations entourant la Corée. C'est immédiatement après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki (6 et 9 août 1945) que la délimitation des zones nord et sud est décidée, le 10-11 août 1945, et c'est, selon Simons, simplement parce qu'il permet de « maximiser » la portion de territoire administrée par les Américains, que le choix s'arrête sur le 38^e parallèle (Simons, 1995, p. 158). On sait que depuis plusieurs décennies, la Russie lorgnait la péninsule coréenne, avec laquelle elle partageait une frontière à l'est, et jusqu'en 1945, l'influence américaine dans la région était marginale – sinon inexistante. Mais voilà que les Américains projetaient « leur puissance sur le continent asiatique » (Cumings, 1981, p. 116) ; la division au 38^e parallèle devait refléter cette volonté de puissance.

La tâche d'effectuer le tracé sera confiée à Dean Rusk, qui agissait comme colonel sous les ordres du général Douglas MacArthur. Rusk, futur secrétaire d'État sous Kennedy, raconte avoir travaillé à la hâte et sous pression ; souhaitant intégrer Séoul au périmètre de contrôle américain, ne voyant aucune division géographique convenable sur la carte du *National Geographic* qu'on avait mis à sa disposition, il fallut,

ainsi va le récit, aussi peu que trente minutes à Rusk et son acolyte (le colonel Charles « Tic » Bonesteel) pour déterminer l'emplacement de la division entre les deux entités. Rusk, selon son propre témoignage, était alors parfaitement conscient que cette division ne faisait pas plus de sens sur le plan socio-économique que sur le plan géographique (Fry, 2013). Le parallèle est choisi en tant qu'il représente « la limite la plus repoussée » que pourraient accepter les Soviétiques (MacDonald, 1986, p. 10) ; c'est ce tracé qui fut retenu et Rusk lui-même confie avoir été surpris d'apprendre que les Soviétiques avaient accepté la proposition américaine de partition. C'était pour le moins surprenant, en effet, puisqu'au même moment, les militaires américains multipliaient les avertissements : le dirigeant soviétique avait, selon eux, *le pouvoir* de prendre le contrôle de la péninsule et les Américains n'avaient pas les forces nécessaires pour « prendre pied en Corée » (Cumings, 1981, p. 120-121). Les choses allaient vite changer. Septembre 1945 marque le début du Gouvernement militaire de l'armée des États-Unis en Corée (USAMGIK). La période d'occupation de la Corée du Sud par l'armée américaine est une période absolument fondamentale et il est malheureux que les récits de la guerre de Corée tendent souvent à lui tourner le dos.

4.2 De la guerre oubliée à l'occupation oubliée (1945-1948) : faire apparaître le rôle impérial des États-Unis en Corée

Faisant écho au sobriquet qu'on a donné à la guerre de Corée, Cumings parle à juste titre de la période qui va de 1945 à 1948 comme d'une « *occupation oubliée* » – c'est le titre d'un chapitre de l'ouvrage de Bruce Cumings (Cumings, 1981, p. 101-146). Le récit de surface de la Guerre de Corée qui démarre en juin 1950 est commode en ce qu'il tend à faire disparaître cette période charnière ; tout récit de la guerre de Corée qui cherche à comprendre, à expliciter les dynamiques à l'œuvre en 1950 devrait néanmoins se pencher sur cette période qui clarifie le rôle impérial joué par les États-Unis en Corée. Le 7 septembre 1945, le général Douglas MacArthur, commandant en chef des forces armées américaines du Pacifique, annonce le « contrôle militaire » américain sur toute la portion du territoire située au sud du 38^e parallèle : « tous les pouvoirs du gouvernement » seront « exercés sous [s]on autorité » et tout acte de « résistance aux forces d'occupation » sera « sévèrement puni » (Simons, 1995, p. 159).

Et dans les derniers mois de 1945, alors que les relations entre Américains et Soviétiques se détériorent à grande vitesse, l'objectif américain se précise : il s'agira pour la puissance d'occupation d'ériger les « remparts » qui serviront à « écraser la gauche locale [*the indigenous Left*] » (Kolko et Kolko, 1972, p. 283). Contre la révolution qui bouillonne, la réaction s'impose. C'est cette dynamique qui offre peut-être la

meilleure synthèse de la période qui va de 1945 à 1948. Et le terme « rempart » est, insiste Cumings, celui qui permet le mieux de comprendre la situation au Sud. C'est une métaphore qui est selon lui mieux rendue par le terme français d'« endiguement » que par le terme *containment*, puisque le terme français décrit le contrôle d'un « flot » par des « digues » ; autrement dit : une action qui consiste à imposer une limitation *physique* et *contre-nature* à un *courant naturel* (Cumings, 1981, p. 136). Les politiques américaines d'occupation permettront en effet d'imposer un frein à la direction que semblait prendre la Corée. Sur ce point, Cumings se rapproche de la thèse énoncée par Panitch et Gindin (comme on l'a vu au chapitre 3). Ce qu'il faut chercher à faire ressortir, selon Cumings, c'est la nature *consciente* et *proactive* des politiques américaines cherchant à faire de la Corée un État qui répondrait aux impératifs et aux intérêts américains (Cumings, 1981, p. 136). Et l'on retrouve également chez Cumings une critique de la métaphore de la « porte ouverte » qui rappelle celle qu'énonçaient Panitch et Gindin : cette conscience *profondément politique* des finalités représente selon lui l'antithèse des métaphores de la porte ouverte ; elle fournirait une des clés pour comprendre le changement de nature des politiques américaines d'après-guerre (Cumings, 1981, p. 136). Comme il le dit : depuis 1943, c'est le « contrôle effectif » de la Corée, en tout ou en partie, qui est à l'ordre du jour dans les documents officiels, il est donc impératif de « creuser » (*probing a bit*) (une expression qui rappelle les objectifs de cette étude) « sous les déclarations » qui sont « destinées à la consommation publique » (Cumings, 1981, p. 136).

Ce « contrôle » est loin d'être un fait acquis en septembre 1945. Les comptes rendus américains de la situation insistent sur l'urgence d'agir afin d'éviter que le « chaos » ambiant ne fasse perdre pied aux Américains. Les nouveaux occupants doivent agir promptement pour redresser la situation, une *marée rouge* emportera la péninsule. La tâche consistera à faire alliance avec les éléments *les plus conservateurs* du pays afin d'éviter la catastrophe. Les occupants d'hier seront mis à contribution pour remplir les objectifs américains ; le passé colonial japonais, honni et que plusieurs Coréens souhaitent purger définitivement, les Américains le reconduisent sans trop de gêne. Une ordonnance du gouvernement d'occupation datée de novembre 1945 stipule ainsi que « toutes les lois [tous] les règlements, les ordres et les avis [ainsi que tout] autre document émis par tout ancien gouvernement [lire : le Japon] » demeureront en vigueur (Simons, 1995, p. 160). Dans la lutte à la « subversion communiste », les ennemis des ennemis deviennent des alliés.

Le rythme de la Guerre froide s'impose. Dès les premiers mois de l'occupation, dans le contexte de la dégradation rapide de l'alliance américano-soviétique, les Coréens deviennent aux yeux des Américains

des « quasi-ennemis » alors que les rapports avec les Japonais, ennemis jurés il y a quelques semaines à peine... deviennent « cordiaux » (*friendly*) (Cumings, 1981, p. 128). Les décisions névralgiques prises par les Américains pendant la période d'occupation favoriseront l'émergence d'une autocratie de droite triomphante – conservatrice ou fascisante –, paveront la voie à plus de trente ans de régimes autoritaires et répressifs en Corée du Sud. Elles contribueront aussi à jeter de l'huile sur les braises de la guerre.

4.2.1 L'érection d'un rempart au communisme

Dans son premier rapport daté du 15 septembre 1945, H. Merrell Benninghoff, conseiller politique du Département d'État auprès du général John R. Hodge (gouverneur militaire de la Corée du Sud) décrit la situation en ces termes : la Corée est un « véritable baril de poudre prêt à exploser » (cité dans Cumings, 1981, p. 143). Les tensions sont à leur paroxysme. S'il faut s'en tenir aux observations de Benninghoff, des « agitateurs professionnels » (*well trained agitators*) chercheraient à faire alliance avec les Soviétiques pour « collectiviser immédiatement » les propriétés des anciens occupants, et « répudier » ensuite les Américains (Cumings, 1981, p. 144). La « communisation » de la péninsule est à la porte, il est donc urgent : d'identifier les forces de l'ordre, de la stabilité. C'est à cette tâche que s'attelle Benninghoff : le « facteur le plus encourageant » de la situation politique en Corée, écrit-il, c'est « la présence à Séoul de plusieurs centaines de conservateurs parmi les Coréens les plus âgés et les plus instruits » (Cumings, 1981, p. 144). Ces éléments qui gravitent autour du Parti démocratique de Corée (PDC) – un parti qui, malgré ce que son nom indique, s'intéresse peu ou prou à l'établissement d'une société ouverte ou pluraliste – sont conciliants vis-à-vis la nouvelle puissance d'occupation, reconnaissent la nécessité d'une « période de tutelle » pour les Sud-Coréens ; ils sont conscients qu'il s'agit du meilleur, du seul moyen d'éviter de glisser « sous la direction des Soviétiques » (le lien entre les groupes de gauche et l'Union soviétique apparaîtra avec de plus en plus d'insistance, dans les rapports, au fil du temps) (Cumings, 1981, p. 149-150). Les propos des décideurs révèlent que c'est la virulence de leur *anticommunisme* qui convainc les Américains de s'appuyer sur eux pour éloigner définitivement la gauche du pouvoir.

Comme le dit Cumings : « [L]e principal test de légitimité politique dans la Corée libérée était le bilan d'une personne sous le régime japonais » ; les « communistes » n'avaient aucun mal à passer le test, leur rejet du colonialisme japonais était une constante des dernières décennies (Cumings, 1981, p. 80). Le bilan des conservateurs était moins reluisant ; plusieurs avaient collaboré activement avec les Japonais par le passé, ce qui minait sérieusement leur légitimité. Les Américains en sont conscients. Sur ce point, Benninghoff se fait rassurant : ce « stigmate » finira bien par disparaître (Cumings, 1981, p. 144) ; le retrait des Japonais

des hautes fonctions est souhaitable « du point de vue de l'opinion publique », reconnaît-il, mais cela demeure « difficile » en pratique : « [i]ls *peuvent être dispensés nominativement* », recommande Benninghoff : « mais on doit pouvoir continuer à s'appuyer sur leur travail » (Cumings, 1981, p. 143). Autant dire que *pour des raisons stratégiques*, la collaboration *ne doit pas être apparente*, mais elle s'avère toutefois indispensable. C'est par cette classe conservatrice, qui compte dans ses rangs les plus détestables des éléments de la société coréenne, que s'imposera la stabilité : un biographe de Douglas MacArthur (John Gunther), cité par Simons, fait ainsi remarquer qu'on retrouvait dans l'entourage du général Hodge, non pas seulement des « collaborateurs », mais des « fascistes » et des « assassins professionnels » (Simons, 1995, p. 160-161).

Par une étrange valse opportuniste, reconnaissant que le sort du Japon et celui de la Corée sont étroitement liés ou voyant dans le penchant « réactionnaire » américain une occasion de se positionner favorablement, les Japonais, tout juste sortis de leur rôle de puissance coloniale, s'empressent d'offrir leur collaboration aux détenteurs de cette arme ultime qui vient de pulvériser Hiroshima, de raser Nagasaki. Cette généreuse collaboration ne passera pas inaperçu. Immédiatement après avoir atterri à Incheon pour assumer ses fonctions, le général Hodge remercie les Japonais pour leur « collaboration dans la préservation de l'ordre » (Cumings, 1981, p. 138) ⁶³. L'ancienne puissance d'occupation transmettra aux nouveaux occupants toute information jugée utile au rétablissement de l'ordre et de la stabilité (détail de la composition, du fonctionnement des organisations politiques sur le terrain, listes des éléments « subversifs » à surveiller, etc.). On imagine bien que les informations transmises ne sont pas neutres. L'étiquetage des mouvements « communistes » passe par la lunette d'une puissance qui, pendant plus de trente ans, a exercé une emprise coloniale sur la péninsule – un pouvoir « fascisant », de surcroît. Les Japonais brouillent systématiquement la distinction entre « communistes » et simples opposants au régime japonais ; les Américains s'accommodent plutôt bien de ce flou sémantique. En fait, ce même brouillage entre « résistants » et « communistes » est convenablement et systématiquement reconduit par la nouvelle puissance d'occupation ; les Japonais, rapporte Cumings, alimenteront les Américains de « toutes sortes de récits à propos de trahisons communistes [*communist treachery*] et de désordre civil, espérant gagner ainsi la sympathie des Américains » (Cumings, 1981, p. 82).

⁶³ Il émet également des commentaires douteux à l'effet que les Japonais et les Coréens formaient une « seule et même espèce » (*the same breed of cat*). Le « paternalisme » apparent du gouvernement d'occupation en général et de Hodge en particulier amena un éditorial du *Seoul Times* (10 septembre 1945) à conclure que ce sont surtout les Japonais qui devraient célébrer l'arrivée des Américains, et non les Coréens (Cumings, 1981, p. 138).

Pourtant, le « communisme coréen » a somme toute peu à voir avec le sens qu'on attribue à ce terme à la même époque aux États-Unis. Cumings identifie trois axes de distinction (Cumings, 1981, p. 86) : (1) le communisme « spécifiquement coréen » ne représente ni une adhésion à une quelconque autorité émanant du Kremlin, ni un engagement en faveur de l'internationalisme marxiste ; il repose en premier lieu sur un *engagement en faveur de l'élimination de l'influence japonaise en Corée* – avec « tout ce que cela implique pour la société coréenne et pour les Coréens qui avaient tiré profit de la domination coloniale » (Cumings, 1981, p. 86). Le communisme coréen se fonde également sur (2) un appui aux organisations de masses, lesquelles pullulent au moment de l'arrivée des Américains, et que la gauche coréenne percevait comme des vecteurs de démocratie. Le communisme coréen implique finalement (3) un engagement pour la réforme de « l'héritage 'féodal' », un terme qui désigne alors « les criantes inégalités dans l'allocation des ressources, en particulier des terres » (Cumings, 1981, p. 86).

L'emploi du terme « féodal » est particulièrement significatif, et j'aurai l'occasion d'y revenir au moment d'analyser le cas guatémaltèque. On verra que Jacobo Arbenz mobilise, à compter de 1951, le même terme pour désigner une situation assez semblable. Éliminer le « féodalisme » dans les relations de propriété et dans les relations de pouvoir, de manière générale, impliquait dans le cas coréen, en clair : en finir une fois pour toute avec l'héritage colonial japonais. À compter de 1945, l'expression « relents de féodalisme » sera constamment mobilisée pour décrire la situation socio-économique qui persiste en Corée, malgré le départ des Japonais. La plateforme du gouvernement provisoire de la République populaire de Corée (un gouvernement provisoire, de courte durée, est implanté en Corée immédiatement après le retrait des Japonais) proposait ainsi d'en finir à la fois avec « l'impérialisme » japonais et avec le « féodalisme » (Cumings, 1981, p. 88). Le terme invite peut-être les analystes contemporains à y voir une formule à caractère rhétorique, une sorte de mot codé. Mais le référent était intelligible pour la population coréenne, et la gauche qui en faisait un élément central de son programme recevait un appui considérable au sein de la population coréenne.

Ce sont surtout les conservateurs qui devaient s'en remettre à un langage cryptique, s'ils espéraient générer l'adhésion. L'argument qu'ils mobilisaient se fondait sur la « tradition » : « s'ils avaient gouverné auparavant », c'est-à-dire : sous la présence coloniale japonaise : « ils pouvaient gouverner maintenant – pour autant que les [nouveaux occupants] voulaient d'eux » (Cumings, 1981, p. 97 et 100). On comprendra aisément le mécontentement de ceux qu'on désignait comme des « communistes », et qui voulaient, dans les faits, en finir avec « l'héritage colonial » et ce qu'ils nommaient « l'héritage féodal » de la terre, vis-à-

vis les décisions américaines qui concernent la propriété terrienne : en l'espace d'une semaine d'occupation à peine, s'était imposée la conviction que la résistance émanait, qu'elle ne pouvait qu'émaner d'une « cinquième colonne prosoviétique » (Cumings, 1981, p. 144).

4.2.2 Propriété terrienne et consolidation du pouvoir étatique

Les Américains héritent en Corée d'une distribution fortement inégalitaire de la propriété, résultat de plus de trente ans de despotisme colonial. Les terres, le matériel industriel et les autres propriétés confisquées à l'occupant japonais ne seront pas distribuées dans un souci d'équité. C'est plutôt la productivité qui sera le critère déterminant pour leur allocation.

Et aux yeux des Américains, les « collaborateurs » et autres « opportunistes » de la période d'occupation japonaise avaient amplement fait la démonstration de leur aptitude à produire (Blum, 2003, p. 50). Sur les questions économiques et tout particulièrement, dans un pays dont l'économie repose sur la propriété terrienne, sur la question de la (re)distribution de la propriété terrienne, le gouvernement transitoire américain, reconduira les schèmes de domination de la période d'occupation coloniale japonaise. C'est une stratégie que Kolko et Kolko qualifient à juste titre de « stratégie de restauration » ; sitôt implanté, le gouvernement militaire déterraient les « vieux registres japonais de propriété », et s'y référait pour redistribuer les titres, s'affairant ainsi à « déposséder les paysans et les travailleurs » (Kolko et Kolko, 1972, p. 286-288). On devine que les Coréens ne souhaitent pas revivre de tels moments coloniaux. Un sondage d'opinion, effectué à Séoul au printemps 1946, permet de prendre la mesure du mécontentement : pour 49 % des personnes sondées, *l'occupation japonaise était préférable à l'occupation américaine* (Kolko et Kolko, 1972, p. 290).

Des Japonais, les Américains héritèrent aussi d'une imposante structure administrative. Eux-mêmes la qualifieront de « gigantesque poulpe bureaucratique » (Cumings, 1981, p. 152). On aurait sans doute tendance à croire que vis-à-vis un tel « anachronisme ambulant » (Cumings, 1981, p. 153), les Américains allaient opter pour l'allègement, la décentralisation, l'optimisation. Les Américains choisirent plutôt de *renforcer l'État sud-coréen* (Cumings, 1981, p. 153)⁶⁴ ; ici, on fuyait le planisme et l'on célébrait le

⁶⁴ Par contraste avec les décisions prises au Japon. Comme le souligne Cumings, au pays du soleil levant, les Américains choisirent plutôt d'affaiblir l'État, solution qui était perçue comme le « remède approprié pour les vices du développement japonais ». Dans l'original : « Think of the difference from occupation policies in Japan. There, the United States weakened the state, an appropriate remedy for the ills of Japanese development » (Cumings, 1981, p.

désengagement étatique, là on alourdissait l'appareil administratif. Cet État centralisé aurait-il pu favoriser le développement rapide de la Corée? Offrir des possibilités d'avancement pour les plus méritants parmi la population coréenne? Les Américains se contentèrent de réserver l'accès aux postes-clés de l'administration publique aux anciens collaborateurs et autres « éminents Coréens de la période coloniale » (Cumings, 1981, p. 155).

Alors qu'au Sud, les employés de l'Agence japonaise de la justice (Japanese Bureau of Justice), vus comme des « collaborateurs » par la population, étaient reconduits dans leurs fonctions par les Américains (Cumings, 1981, p. 159), les Soviétiques cherchaient à enterrer le passé colonial. L'URSS appliquait aux maux du pays des remèdes et des solutions à l'extrême opposé des méthodes américaines. Dès septembre 1945, les Soviétiques présentaient, en quelques points, les conditions de l'occupation au Nord : il serait établi un gouvernement « pour les travailleurs et les paysans » et, prenait-on soin de préciser : pour les « Coréens opposés aux Japonais » ; on promettait de placer sous « contrôle d'un Comité de travailleurs », les industries contrôlées par les Japonais, de purger « immédiatement » le pays de « tous les Coréens pro-Japonais » (Simons, 1995, p. 165).

Mais c'est peut-être l'attribution par les Américains de postes à fonction coercitive à d'anciens collaborateurs dont certains avaient été « décorés » par l'ancienne puissance coloniale (Kolko et Kolko, 1972, p. 288-289), qui contribuera de manière plus décisive encore, c'est en tout cas l'avis de Kim Dong-Choon, à attiser les tensions entre le gouvernement d'occupation et les Sud-Coréens (Kim, 2004, p. 525). Sur décision de Hodge, le personnel de la Police nationale coréenne (PNC), avec ses éléments coréens et japonais, était aussi reconduit dans ses fonctions (Cumings, 1981, p. 162). On confiait ainsi les rênes de cette puissante institution aux éléments les plus conservateurs, aux plus fervents anticomunistes du pays. Confier une institution d'une telle envergure aux éléments réactionnaires, dans un pays aux prises avec une situation « chaotique » (selon les termes de l'Occupation) n'est pas hasardeux. Le choix portait à conséquence : guidée par une « peur de la gauche », la Police nationale mobilisera son appareil de surveillance pour recueillir de l'information sur toute personne suspecte, appliquant une surveillance sans faille sur les éléments correspondant à la catégorie élastique de « subversifs ». Décrite comme une institution à caractère « totalitaire » par les Américains eux-mêmes (Cumings, 1981, p. 161), la PNC sera mobilisée afin d'« endiguer la gauche ». Elle se chargera de limiter les rassemblements de la gauche et

153). Kolko et Kolko ajoutent : « Les réformes économiques et sociales qui étaient jugées nécessaires dans le Japon occupé furent vite jugées inadéquates dans la Corée libérée » (Kolko et Kolko, 1972, p. 287).

d'appliquer la censure, allant jusqu'à empêcher la tenue de certaines représentations « subversives » au théâtre (Cumings, 1981, p. 164).

Ce qu'on a pris l'habitude de désigner comme « la guerre de Corée » apparaît, devrait *déjà* apparaître, comme le prolongement, l'extension logique de la partition, puis des politiques douteuses de l'occupation par les États-Unis. Le caractère systématique et répété de ces choix politiques douteux permet de conclure qu'il ne s'agissait pas d'une planification naïve, que ces réponses relèvent et révèlent des conceptions et des préférences politiques profondément enracinées dans la *Weltanschauung* américaine – pour reprendre un terme d'inspiration beardienne. Une fois le système de propriété établi (ou *rétabli*), les institutions juridiques et coercitives consolidées, le rempart était prêt à réduire le flot ; le pouvoir impérial pouvait maintenant se retirer, ou à tout le moins : *feindre* son retrait.

4.2.3 Le rempart s'incarne. Il se nomme Syngman Rhee ⁶⁵

C'est Syngman Rhee qui assume le pouvoir en Corée du Sud après le retrait des Américains, pouvoir qu'il assume de 1948 à 1960. Revenu au pays le 16 octobre 1945 après avoir séjourné pendant plus de trois décennies aux États-Unis, Rhee est accueilli en héros lors d'une cérémonie orchestrée par le gouverneur militaire (Hodge), le 20 octobre 1945 (Simons, 1995, p. 166). Fort de ce long séjour aux États-Unis (où il obtient un doctorat de l'Université Princeton), Rhee maîtrise non seulement la langue mais aussi les codes de la culture américaine, un élément qui favorise son ascension. Mais qui lui vaut aussi d'être accusé par ses opposants de chercher à favoriser d'abord les intérêts américains, si bien qu'on le surnomme « l'Américain-Coréen » (Cumings, 1981, p. 189-190). La presse occidentale l'affublera, elle, d'un autre surnom : le « vieillard terrible ». Une référence à son âge vénérable (il est âgé de 70 ans à son retour) et... un certain penchant pour la répression.

Car ce n'est pas tant son aisance dans la langue de Shakespeare ou son ouverture sur le monde extérieur qui lui valent l'appui des autorités américaines : c'est en premier lieu sa ferveur anticommuniste. Dans les discours officiels, on le présente comme l'agent de la stabilité et de la « démocratie » en Extrême-Orient. Mais après des élections (législatives, en mai, présidentielles en juillet 1948) marquées par des grèves, de nombreux appels au boycott et l'absence de véritable opposant pour la présidentielle, le

⁶⁵ Rhee représentait un « instrument de l'endiguement » américain selon MacDonald (1986, p. 13).

caractère autoritaire de son gouvernement devient évident. L'opposition aux élections s'explique en partie par le fait qu'elle vient légitimer, voire consacrer *de facto* la partition de la péninsule (Simons, 1995, p. 168-169) ⁶⁶. Derrière le brouillard des appels à la « démocratie » et les évocations du « monde libre » apparaît ainsi un « despote totalement fermé aux idées démocratiques » (Fontaine, 2006, p. 146). Répression, surveillance et terreur deviennent les mots d'ordre du gouvernement Rhee. Toute opposition, réelle ou imaginaire, est réprimée. La police qui obéit directement à ses ordres ne s'en prend pas seulement à la gauche ; elle contrôle jusqu'aux activités de certains éléments de son parti. Les rivaux, y compris ceux qui sont « à l'intérieur » de son parti, sont intimidés, s'ils ne sont pas carrément assassinés (Simons, 1995, p. 168-169).

En Syngman Rhee, la Corée du Sud ne retrouve pas tant la souveraineté sud-coréenne ; l'homme de main de Washington représente surtout un relais parfaitement convenable aux Américains dans le cadre de la guerre au communisme que mène Washington. Dans une lettre adressée personnellement à Rhee, le colonel Preston Goodfellow écrivait (fin 1948) : « les guérillas [doivent] être nettoyées rapidement », puis, concluait le colonel américain : « le monde observe avec attention comment la Corée gère la menace communiste » (Cumings, 2010, p. 136). La « suppression de la menace interne », avec d'autant plus de force à compter de la victoire communiste d'octobre 1949 en Chine, apparaissait aux yeux des décideurs américains comme le « test ultime » pour le régime de Rhee. Si elle devait échouer, la Corée suivrait les traces de l'Empire du Milieu, mais si elle réussissait : il s'agirait d'une victoire éclatante pour la politique d'endiguement des États-Unis (Cumings, 2010, p. 136).

C'est une tâche qui convient parfaitement à Rhee, qui encouragera des organisations comme celle des Jeunesses anticomunistes à employer la violence pour réprimer les opposants (Simons, 1995, p. 169). Les Américains ne s'encombreront pas des rapports internes qui font état des nombreuses atrocités commises par le régime durant les campagnes contre-insurrectionnelles (Cumings, 2010, p. 136). Avant l'offensive nord-coréenne de juin 1950, on compte autour de 100 000 prisonniers politiques prétendument « communistes » (mais qui pouvaient tout aussi bien représenter des éléments critiques du régime dictatorial de Rhee) (Hanley *et al.*, 2001, p. 57) ; plus de 100 000 sud-coréens mourront dans

⁶⁶ Les résultats de la présidentielle de 1948 sont trompeurs : Rhee remporte la présidence avec 91,8 % des suffrages. Mais il s'agit d'un suffrage indirect, où seule l'Assemblée constitutionnelle (résultant de l'élection de mai 1948) est appelée à voter ; les 91,8 % obtenus par Rhee lors de cette élection représentent donc, en clair, le vote de 180 députés (sous la bannière de son parti) parmi les élus à l'Assemblée constitutionnelle.

des violences politiques *avant-même* le déclenchement des hostilités lancées le 25 juin 1950 (Cumings, 2010, p. 138). Avant la guerre de Corée, il y avait la guerre de Corée.

L'absence de légitimité de son gouvernement est documentée et représente un autre facteur important des origines de la guerre de Corée. Comme l'écrit Simons : « [a]u début de la guerre, en juin, nombreux étaient ceux qui, au Nord, se seraient réjouis de l'effondrement du régime de Kim Il-sung ; une proportion bien plus importante au Sud voulait voir la fin du régime de Syngman Rhee » (Simons, 1995, p. 193). Menacé de toutes parts par les soulèvements populaires (sur l'île de Jeju à compter d'avril 1948, à Yeosu en octobre 1948, etc.), le gouvernement de Rhee répond par une éclatante répression. C'est seulement plusieurs années plus tard (2005), à travers le travail réalisé par la Commission de vérité et de réconciliation, que l'étendue de violence réactionnaire sera connue du grand public – j'aurai l'occasion d'aborder dans le détail la question de la violence réactionnaire et celle, épineuse, des massacres dans le chapitre suivant. En septembre 1949, le nombre de guérilleros actifs s'élève à quelques 3 000 éléments ; la répression est si brutale qu'en avril 1950, on n'en compte plus que 400 à 600 (Simons, 1995, p. 183). Ce sont des chiffres « encourageants » pour ce « dictateur-démocrate » (c'est le surnom qu'on donnera plus tard à Ngo Diem au Vietnam du Sud, mais il se prête parfaitement à la figure de Rhee), mais qui ne doivent pas faire perdre de vue cet élément : l'autorité du dictateur peine toujours à s'imposer et certaines zones de la Corée du Sud demeurent hors du contrôle de Rhee. La violence du gouvernement semble alimenter, plutôt qu'elle n'atténue la contestation. Selon Simons, lui-même avait de bonnes raisons croire que son temps était compté... à moins que ne se produise un changement radical de la situation (Simons, 1995, p. 183-184).

4.3 Le début de la guerre de Corée... ou sa continuité

C'est dans la nuit du 24 au 25 juin 1950, vers 4h00 du matin, que la Corée du Nord lance une offensive au-delà de la frontière marquée par le 38^e parallèle. L'attaque est coordonnée. Au moins sept divisions d'infanterie et une division de chars se déplacent vers le Sud (Eisenhower, 1963, p. 172). L'armée du Sud est complètement débordée et offre peu de résistance. En quelques jours à peine les troupes atteignent la capitale. Truman en appelle vigoureusement à la condamnation de cette « agression non provoquée » (*unprovoked aggression*) par la Corée du Nord. La situation est critique. Les États-Unis convoquent une réunion d'urgence du Conseil de sécurité. Les résolutions votées par le Conseil de sécurité donneront aux Américains toute la latitude pour intervenir en Corée. Les circonstances des votes sur les résolutions du

Conseil doivent faire l'objet d'une analyse critique, puisque certains mythes qui ponctuent le récit de surface la guerre de Corée prennent racine dans cet événement.

4.3.1 Les Résolutions du Conseil de Sécurité

On se rappellera qu'en réaction à la victoire des troupes communistes et après la proclamation par Mao Zedong de la République populaire de Chine (1^{er} octobre 1949), les États-Unis refusent de reconnaître la Chine continentale « communiste ». Le veto chinois au Conseil de sécurité est alors attribué au représentant du gouvernement du Guomindang de Tchang Kaï-chek, exilé à Taïwan depuis sa défaite contre les « communistes » (avec devises et chefs-d'œuvre du Musée impérial, fait remarquer Fontaine (Fontaine, 2006, p. 143)). Devant une telle manœuvre politico-diplomatique, Moscou en appelle au boycott des séances du Conseil de sécurité – ce que Staline (et après lui la *Pravda*) désignera comme la « politique du siège vide ». C'est une « erreur » de la part Staline, selon les mots de Soutou (Soutou, 2001, p. 236), qui croyait ainsi pouvoir entraver le fonctionnement des instances onusiennes.

Mais dans les mots de Dwight D. Eisenhower, il s'agit d'une décision fort « heureuse pour le monde libre » (Eisenhower, 1963, p. 172). L'absence de l'URSS au Conseil permettra de sécuriser des résolutions qui condamnent « l'agression » nord-coréenne. Elle permettra aux États-Unis de consolider sa position de surplomb au sein du système onusien, d'affirmer son ascendant diplomatique sur des enjeux non-européens (on verra pareillement, dans le chapitre 7, les États-Unis affirmer leur pouvoir diplomatique au sein de l'Organisation des États américains (OEA), se donnant ainsi la latitude nécessaire pour intervenir en Amérique latine). Sans possibilité pour la Chine continentale de faire entendre son point de vue (le conflit ne concerne-t-il pas un pays limitrophe?), incapable d'utiliser son veto et en l'absence de l'Union soviétique, la résolution est acceptée. On ne peut pas négliger l'importance de ce qui vient d'être dit : le veto soviétique eut retiré à ce conflit cette aura de légitimité que lui fournirent les résolutions 82 et 83 du Conseil de sécurité (une aura qui, on est forcés de le reconnaître, demeure intacte dans certains récits contemporains). Les États-Unis obtiennent donc sans peine l'appui du Conseil de sécurité pour condamner cette « agression ».

Enfin, presque sans peine. Les résolutions 82 et 83, établissant la responsabilité de l'attaque à la Corée du Nord, se butent dans un premier temps à la résistance des délégués de la Yougoslavie et de l'Égypte. Le délégué égyptien demandera que le qualificatif « sans provocation » (*unprovoked*) soit retiré de la résolution, arguant (avec raison) que les hostilités entre le Nord et le Sud n'étaient pas nouvelles (c'est un

des éléments qui ressortira clairement de l'analyse des « massacres en Corée » du chapitre 5). Rhee n'avait-il pas multiplié les provocations? Le délégué yougoslave, après avoir insisté sur l'importance d'un cessez-le-feu, se refusa à désigner la Corée du Nord comme « l'agresseur », sur la base d'un « manque d'informations précises permettant au Conseil de désigner un responsable » (Stone, 2014, p. 125). Il formula une demande à l'effet que l'on puisse permettre à la Corée du Nord de présenter son point de vue au Conseil (Blum, 2003, p. 48). Il n'y eut pas de suite. La Résolution 83 obtiendra 7 votes « pour » et un seul vote « contre » (celui de la Yougoslavie).

Le 7 juillet 1950, la Résolution 84 vient sceller l'issue. Elle permettra aux États-Unis de mener l'offensive militaire – la Yougoslavie, qui avait voté contre la Résolution 83, se contente d'une abstention (l'Égypte et l'Inde s'abstiennent également). La Résolution autorise l'envoi de soldats en provenance de vingt pays-membres des Nations Unies, dont le Canada. Mais cette coalition multilatérale, ces « troupes onusiennes » sont composées en majorité de troupes américaines (certaines évaluations établissent le poids des troupes américaines à 88 % des quelques 340 000 soldats déployés) et, plus important encore : ces troupes sont *directement placées sous commandement américain*. Comme l'établit la Résolution 84, il s'agit : « [d'un] commandement unifié sous l'autorité des États-Unis d'Amérique »⁶⁷. Ce sont les États-Unis qui mènent la charge. Et c'est nul autre que le général Douglas MacArthur, en tant que « commandant en chef de l'intégrité du territoire (*all land, sea and air forces*) de la République de Corée » qui dirige. L'impérialisme américain est ainsi dissimulé derrière le brouillard d'une intervention « onusienne »⁶⁸ qui résulte de l'exploitation d'une brèche (l'absence des Soviétiques, résultat de l'absence de reconnaissance de la Chine continentale) – saisie comme une opportunité par les États-Unis.

⁶⁷ La Résolution : « [...] 3. *Recommande* que tous les Membres fournissant en application des résolutions précitées du Conseil de sécurité des forces militaires et toute autre assistance mettent ces forces et cette assistance à la disposition d'un commandement unifié sous l'autorité des États-Unis d'Amérique ; 4. *Prie* les États-Unis de désigner le commandant en chef de ces forces ; 5. *Autorise* le commandement unifié à utiliser à sa discrétion, au cours des opérations contre les forces de la Corée du Nord, le drapeau des Nations Unies en même temps que les drapeaux des diverses nations participantes ; 6. *Prie* les États-Unis de fournir au Conseil de sécurité des rapports d'importance et de fréquence appropriées concernant le déroulement de l'action entreprise sous l'autorité du commandement unifié ». Une version intégrale (bilingue) est disponible sur le site de la Bibliothèque numérique des Nations Unies : <<https://digitallibrary.un.org/record/112027?ln=fr>>

⁶⁸ On serait tentés de conclure que le Conseil de sécurité cherche à enjoliver la riposte en ajoutant la mention de la Résolution 84 selon laquelle il est permis aux troupes sur le terrain « [d']utiliser à [...] discrétion, au cours des opérations contre les forces de la Corée du Nord, le drapeau des Nations Unies ».

Si l'on se fie au commentaire du commissaire de la Commission de vérité et de réconciliation auquel on a référé plus tôt, les Américains ne prennent pas seulement le contrôle des affaires militaires : ils prennent, à partir de ce moment, le contrôle de toutes les questions de sécurité en Corée (Kim, 2004, p. 527). À vrai dire, il est difficile d'imaginer que les choses pourraient se passer autrement, lorsqu'on s'est donné la peine d'analyser les dynamiques qui déchirent le pays à compter de 1945, lorsque l'on prend la mesure du contrôle qu'exercent les États-Unis sur la Corée du Sud, depuis la partition, jusqu'aux décisions névralgiques de « l'occupation oubliée », des décisions qui déterminent la trajectoire des institutions coréennes, installent durablement au pouvoir une classe conservatrice, des décisions qui alimentent la violence répressive et font apparaître une guerre *avant* la guerre.

4.3.2 « Agression non provoquée », « surprise » ?

Le Conseil de sécurité est, comme on l'a vu, prompt à désigner un « agresseur » dans le conflit. L'offensive coordonnée des troupes nord-coréennes ne fait pas de doute, mais : les Nations Unies disposaient-elles des faits au moment du vote ? Comme le dit I.F. Stone : les Britanniques étaient disposés à appuyer une résolution du Conseil, alors que leur représentant à Séoul affirmait *ne pas être en mesure* de préciser la *nature* ou même la *provenance* de l'agression ; était-il « raisonnable », questionne Stone, que le système onusien (on peut imaginer qu'il subissait des pressions de la part des États-Unis) condamne cette « agression » sans qu'il n'y ait eu d'enquête préalable, et sans avoir entendu le point de vue d'un des belligérants (la Corée du Nord) (Stone, 2014, p. 128-129) ? Les premiers rapports quant à la provenance de « l'agression » sont confus, ce qui invite à penser qu'un examen plus approfondi des circonstances était nécessaire (ce qui aide aussi à comprendre la posture des délégués yougoslave et égyptien qu'on vient tout juste de survoler). Le 26 juin 1950, la Korean Office of Public Information ainsi que certains médias occidentaux (*Daily Herald*, *The Guardian*, *New York Herald Tribune*) rapportaient la prise de la ville de Haeju, située au Nord, par les troupes sud-coréennes... une réponse rapide de la part d'un pays supposé avoir été « surpris » par l'attaque de la veille. Peu de temps après, la Corée du Sud démentira les faits (Simons, 1995, p. 191), mais l'événement suffit à montrer l'état de confusion qui régnait dans les premiers jours du conflit. Les débats entourant les résolutions votées au Conseil ainsi que de nombreux propos des décideurs politiques invitent à penser que l'attaque du 25 juin 1950 prenait les autorités politiques américaines tout autant que le gouvernement sud-coréen par « surprise », mais la suggestion du caractère inattendu de l'offensive nord-coréenne n'est pas simplement suspecte : elle est démentie par les faits.

Ne savait-on pas qu'un corridor de 32 kilomètres avait été dégagé au Nord et que du matériel militaire, y compris des tanks s'y entassaient ⁶⁹ ? demandait à juste titre le sénateur McCarran lors d'une commission sénatoriale sur les budgets du Département de la Défense (5 juin 1951) dans un échange fascinant avec le secrétaire d'État adjoint aux organisations internationales John D. Hickerson, retranscrit et commenté par l'incisif I.F. Stone (2014, p. 134-135). Réponse de Hickerson : « Nous savions qu'ils avaient la capacité mais nous ne savions pas quand l'attaque allait avoir lieu ». Intervention du sénateur : « *But you had ample warning* » (Stone, 2014, p. 134-135). Les signaux étaient nombreux en effet : le 10 mai, le ministre de la Défense sud-coréen faisait remarquer, lors d'une conférence de presse, que des troupes nord-coréennes étaient en mouvement, qu'elles se rapprochaient du 38^e parallèle : il y avait un « danger imminent » d'invasion (Stone, 2014, p. 58 et 60). Dans les mois précédents, la CIA multipliait elle aussi les avertissements : la Corée du Nord semblait préparer une « attaque à grande échelle (*full scale attack*) » (Kolko et Kolko, 1972, p. 570), mentionnaient les rapports. Vraisemblablement, le renseignement américain *savait* que le Nord préparait une offensive ; Charles A. Willoughby, responsable du renseignement pour MacArthur, l'affirmait sans ambages : l'armée de la République de Corée « était en alerte » et « en position » depuis des mois au moment de l'offensive (Simons, 1995, p. 189-190). Et malgré ce que clamaient en bloc les décideurs politiques, il semble que le Département d'État se préparait à une telle éventualité.

Le compte rendu de la Commission sénatoriale sur les budgets du Département de la Défense du 5 juin 1951, livré par I.F. Stone dans son *Hidden History of Korea* (2014) est plus qu'éclairant : il est fascinant. Les extraits que je présente ici permettent de cerner les enjeux relevés par Stone (le lecteur intéressé pourra se référer à l'ouvrage d'I.F. Stone pour l'intégralité de cet échange). Dans ce compte rendu aux accents de théâtre-documentaire, John D. Hickerson, secrétaire d'État adjoint aux organisations internationales (1949-1953, sous Dean Acheson), livre un témoignage qui surprend par ses inconsistances. Il est difficile de ne pas conclure que quelque *chose de plus profond que la surface des déclarations officielles* se révèle, à la lecture de l'échange entre Hickerson et le sénateur Par McCarran.

⁶⁹ Des rapports du renseignement datés du 9 et du 13 juin confirment la « concentration des troupes » nord-coréennes aux abords du 38^e parallèle (Stone, 2014, p. 73-74). Le 14 juin 1950, John Foster Dulles, alors conseiller (Républicain) au secrétaire d'État (Démocrate), se rend en Corée pour rencontrer Rhee. Il fera ensuite un arrêt à Tokyo où il s'entretiendra avec le général MacArthur. À son retour, trois jours après l'offensive du Nord, Dulles commente : l'attaque s'est produite « plus tôt que ce qui était attendu »... mais à quand s'attendait-on à une attaque?, questionne I.F. Stone (Stone, 2014, p. 72).

Au début de son témoignage (Stone, 2014, p. 135-138), Hickerson prétendait, conformément au discours dominant, que le Département d'État avait été surpris par l'attaque, qu'il avait été contraint de réagir dans l'urgence, d'improviser une réponse à cette offensive. Mais le sénateur McCarran rappelait les faits à Hickerson : la CIA *avait témoigné devant cette même Commission*, à l'effet qu'elle *avait bel et bien transmis un rapport au Département d'État*, puis au Département de la Défense. Devait-on en conclure que le Département d'État ne s'intéressait pas aux rapports présentés par le renseignement américain? Que même des rapports menaçants aussi frontalement les intérêts américains n'étaient pas dignes d'intérêt pour le Département d'État? Le compte rendu d'I.F. Stone, habilement ficelé, plonge le lecteur dans le suspense ; insatisfait de la réponse fournie par Hickerson, le Sénateur insiste :

— McCarran : « Donc, vous aviez été prévenu à l'avance. On peut difficilement affirmer que vous ne saviez pas ce qui allait se produire ».

— Hickerson : « *That is correct* ».

Il y avait *eu* des avertissements, prétendre que ce n'était pas le cas relevait d'une étrange, d'une surprenante acrobatie. Pourquoi prétendre avoir été « pris par surprise »? La question était donc : qu'avait-on *fait* de ces avertissements, exactement? Avait-on un « plan » pour répondre à « l'éventualité [*contingency*] d'une attaque »? insistait McCarran. Le témoin avait entamé son témoignage en affirmant qu'un tel plan n'existait pas, mais face à l'insistance du sénateur, il répondit :

— Hickerson : « Nous y avons réfléchi, *sir*, oui ».

— McCarran : « Qu'aviez-vous sur papier? ».

— Hickerson : « Nous avons un squelette de résolution [au Département d'État aux organisations internationales] ».

— McCarran : « Qu'aviez-vous prévu [d'en] faire? ».

— Hickerson : « Nous avons prévu la présenter aux Nations Unies pour une action immédiate ».

Ainsi, bien que pris « par surprise » par l'offensive nord-coréenne, le Département d'État aux organisations internationales « savait en général » ce qu'il allait dire aux Nations Unies et disposait d'un « squelette de résolution ». En fait, on découvrait que le Département d'État avait même envisagé différents scénarios – par exemple, si les Soviétiques devaient lever leur boycott du Conseil de sécurité pour imposer leur veto. Stone résume : « Le secrétaire d'État adjoint avait commencé son témoignage en affirmant que l'attaque

avait eu lieu ‘sans avertissement’. Finalement, il admettait que des avertissements avaient été reçus, que les préparatifs avaient été discutés et qu’un ‘squelette de résolution’ avait été élaboré afin d’être soumis aux Nations Unies » (Stone, 2014, p. 138). Après avoir survolé cet échange, Stone conclut que le récit officiel du déclenchement de la guerre « ne dit pas tout ». Il est difficile de ne pas converger avec le journaliste. L’hypothèse d’une attaque « surprise » de la Corée du Nord suppose que ni les Américains ni la Corée du Sud n’étaient préparés à cette éventualité ; rien ne semble moins certain. Mais insister sur le caractère « imprévu » de l’offensive du Nord comporte l’indéniable avantage de faire ressortir le caractère « réactif » de l’intervention américaine. L’hypothèse d’une agression « non provoquée » est plus problématique encore, en ce qu’elle tend à faire disparaître du récit la trajectoire de la Corée *avant* les événements du 25 juin.

En prétendant que « l’agression » nord-coréenne était « non provoquée » (*unprovoked aggression*), on occulte, en premier lieu, la volonté maintes fois réitérée par Rhee de réunifier la péninsule *par la force* si nécessaire. Bien sûr, le Nord aspirait à réunifier la péninsule. Comme je l’ai mentionné, la Corée avait toujours représenté une unité – on a vu le caractère artificiel de la séparation au 38^e parallèle. Mais pour autant qu’elle souhaitait réunifier, avant l’offensive de juin 1950, elle en appelait à un processus pacifique (Simons, 1995, p. 192), alors que les déclarations de Rhee en faveur d’une réunification étaient autrement plus agressives. Ainsi, à peine quelques mois avant le 25 juin, Rhee s’était dit prêt « à unifier le territoire par nous-mêmes », même s’il devait en résulter « un bain de sang » (*bloodshed and civil strife*) (Simons, 1995, p. 189). Il est difficile de ne pas voir une « provocation » dans des propos aussi... tranchants. Et il ne s’agissait apparemment pas de paroles en l’air : moins d’une semaine avant l’invasion des troupes nord-coréennes (19 juin 1950), Rhee demandait aux États-Unis (à John Foster Dulles, qui agissait comme consultant au secrétaire d’État) de bien vouloir prêter assistance à la Corée du Sud en fournissant le matériel nécessaire pour mener une *offensive au-delà du 38^e parallèle* (Hanley *et al.*, 2001, p. 57). Ce n’était pas une impulsion nouvelle : en août 1949, l’ambassadeur américain faisait remarquer que la solution d’une « réunification par la force » recueillait de plus en plus d’appuis au Sud (Simons, 1995, p. 189). Selon ce que rapporte I.F. Stone, Rhee s’était d’ailleurs vanté publiquement, en octobre 1949, de pouvoir *s’emparer de Pyongyang en trois jours*. Il prétendrait ensuite avoir été freiné par les États-Unis ; son ministre de la Défense tiendrait des propos semblables peu de temps après (Stone, 2014, p. 150). Selon Cadeau, c’est la crainte d’un *déclenchement des hostilités par le Sud* qui était redoutée par Washington (Rhee risquait ainsi de brusquer la stratégie américaine) (Cadeau, 2013, p. 75). Kim Dong Choon soulève le fait que le retrait des Américains de 1948 à l’été 1949 allait nécessairement « aliment[er]

la fièvre de l'unification à tout prix [*ignited the fever of unification by any means*] » (Kim, 2004, p. 526), et aboutir aux conflits frontaliers des années 1948-1950 (Kim, 2004, p. 527-528). Il juge ce retrait « irresponsable », en ce qu'il menaçait la « survie même » de la République de Corée.

La formule *unprovoked aggression*, d'abord employée par le président Truman sera reprise par les présidents qui lui succèdent – Eisenhower l'emploie dans ses mémoires (Eisenhower, 1963, p. 172). Elle permettait, entre autres choses, de faire l'économie d'une analyse critique du comportement du régime soutenu par Washington. La réalité est que la Corée du Sud, sous la gouverne du « Vieillard terrible », multipliait les provocations. Et pas seulement verbalement. Plusieurs escarmouches ou des combats au-delà du 38^e parallèle avaient été initiés par le Sud (Stueck, 1995, p. 10). À compter de mai 1949, jusqu'à la date fatidique du 25 juin 1950 (*avant la « guerre de Corée »*), le Sud avait (selon ce qu'observait le chef de la US Korean Military Advisory) déclenché plus de batailles que le Nord ; le 4 mai 1949, une action militaire sud-coréenne à Kaesong aboutissait à la mort de 400 soldats nord-coréens (et 22 soldats sud-coréens) ; le 23 août 1949, des patrouilleurs sud-coréens coulaient quatre navires nord-coréens (Simons, 1995, p. 189). I.F. Stone écrit : « [C]es simulacres d'attaques n'excuseraient pas l'invasion, qui avait été bien planifiée et coordonnée », mais elles montrent que les Sud-Coréens ne sont pas « irréprochables » (Stone, 2014, p. 132). C'est une interprétation assez raisonnable. Selon ce que rapporte Geoff Simons, Dean Acheson ne put jamais avoir *la certitude que l'offensive du Nord* ne résultait pas de quelque *provocation de la part de Rhee* (Simons, 1995, p. 191).

De proche en proche, la *unprovoked aggression* (« provocation non provoquée ») deviendra une *communist aggression* (une « agression communiste »), puis une *communist provocation*, invitant ou contraignant les États-Unis à « réagir ». Et la « provocation communiste » deviendra, par ricochet, une *provocation soviétique*. De manière insistante et répétée, les décideurs américains chercheront à gommer le rôle de Staline dans cette escalade, à présenter l'offensive comme une action téléguidée par le Kremlin (Simons, 1995, p. 193). Entrant de plain-pied dans le manichéisme de la Guerre froide, Truman ira d'ailleurs jusqu'à affirmer que la « sécurité américaine » était directement menacée par cette « incursion communiste » (Hanley *et al.*, 2001, p. 68). Dans son discours du 27 juin 1950, le président affirmait que le « communisme » (une formule volontairement floue) était maintenant « passé au-delà de l'emploi de la subversion pour conquérir des nations indépendantes », il utiliserait désormais, assurait le président, « l'invasion armée et la guerre ».

Cette étrange réification du communisme pouvait difficilement ne pas interpeller l'ennemi soviétique – et pourtant, il est utile de rappeler que les Soviétiques n'interviendront jamais directement en Corée. Staline a bel et bien fourni un appui militaire et logistique au régime de Kim Il-sung, mais il le fit tardivement et après quelques hésitations. Comme le précise George-Henri Soutou, il fallut de nombreux télégrammes de Kim Il-sung pour convaincre Staline de fournir du matériel militaire à la Corée du Nord, et c'est seulement en avril 1950 qu'il se décida à envoyer de conseillers militaires et des trains contenant du matériel militaire et des munitions (Soutou, 2001, p. 237). Le rôle de l'URSS tout au long du conflit se limitera à cela. Tout porte à croire que c'est la prudence qui guidait la conduite de Staline – certains postulent même un sentiment de « faiblesse » (Matray, 2002). Au moment de l'offensive, la Corée du Nord disposait de quelques centaines de pilotes adéquatement formés, qui avaient combattu avec l'Armée rouge ou avec l'armée chinoise. L'URSS aurait tout aussi bien pu envoyer des avions en soutien à l'armée nord-coréenne. Elle ne le fit pas (Stone, 2014, p. 149-150). C'est seulement au prix de quelques entorses aux circonstances que le soutien militaire et logistique soviétique au régime de Kim Il-sung peut être interprété comme une « provocation » de la part de Moscou. Il semble assez clair que les Soviétiques n'étaient pas du tout intéressés à « provoquer » la guerre avec les États-Unis. Et contrairement à ce qu'invitait à croire la rhétorique des décideurs américains, l'offensive (bien réelle) du Nord n'avait rien d'un plan « orchestrée » par Moscou⁷⁰. Pourquoi, dans ce cas, avoir consenti à fournir un appui militaire au Nord? Tout indique que dans les circonstances, Staline ne cherchait pas tant la confrontation qu'il anticipait l'inaction américaine. Il avait peut-être de bonnes raisons de croire que les États-Unis n'interviendraient pas en Corée.

4.3.3 L'offensive du 25 juin 1950 : une guerre « par invitation »?

C'est le 12 janvier 1950 que Dean Acheson livre l'une des déclarations officielles les plus controversées du début de la Guerre froide. Durant cette intervention publique, Acheson apportera des précisions quant au « périmètre de sécurité » américain dans la région – un tracé imaginaire qui va des îles Aléoutiennes au

⁷⁰ Il est d'ailleurs intéressant de sonder les formules creuses et les mots codés qu'employaient les décideurs pour « établir » ce lien. Une de ces formules est cette « hypothèse » d'un plan qu'on dit « *masterminded* » par Moscou. L'expression peut être traduite par « orchestré », mais l'expression anglaise évoque le rôle d'un « esprit » aux intentions malveillantes, à l'origine du plan. Elle confère aux « communistes » une sorte de pouvoir sur les esprits et permet d'anticiper la question du « lavage de cerveaux ». Elle sera mobilisée pour décrire la situation en Corée mais aussi pour décrire des situations où des politiques sociales s'imposent et où, précisément : il n'y a pas de lien ou d'implication directe (ou même apparente) de l'URSS. On parlera ainsi des politiques redistributives du gouvernement Arbenz, au Guatemala, comme étant *masterminded* par Moscou. Voir (Glejese, 1991, p. 261)

sud-ouest de l'Alaska, des Philippines en passant par le Japon et les îles Ryu-Kyu. Curieusement, le secrétaire d'État omettra de mentionner la Corée du Sud.

« En ce qui concerne la sécurité militaire des autres zones du Pacifique », affirme le secrétaire d'État, « personne ne peut garantir ces zones contre une attaque militaire ». Si une attaque devait se produire dans une zone située à l'extérieur de ce périmètre : « c'est sur le peuple attaqué qu'il faut compter en premier lieu pour résister », et aussi : « sur [...] les Nations Unies » (Acheson, 1950). C'est seulement en avril 1950, deux mois plus tard, que Staline accepte de livrer du matériel militaire à la Corée du Nord. Il est tentant de conclure que les propos d'Acheson achevèrent de convaincre Staline qu'il ne courait pas de risque en satisfaisant aux demandes de Kim Il-sung. D'autant que ce n'était ni le premier, ni le dernier signal d'un apparent désintérêt pour la Corée du Sud : MacArthur avait lui aussi, quelques mois auparavant, placé la Corée du Sud à l'extérieur du périmètre de défense des États-Unis et le Congrès semblait assez indifférent au sort de la Corée du Sud pour s'opposer (19 janvier) à un plan d'aide économique pour la jeune république (Fontaine, 2006, p. 145) qui n'avait cessé de faire pression sur Washington pour obtenir un meilleur soutien.

André Fontaine qualifie de « désastreux » ces propos d'Acheson. L'historien (qui est loin de faire dans les théories du complot) écrit : « [s]i Staline avait besoin d'un argument supplémentaire pour donner son feu vert à l'invasion de la Corée du Sud par les troupes de celle du Nord, Washington venait de les lui fournir » (Fontaine, 2006, p. 144-145). Matray rappelle de son côté le « choc » que générèrent à l'époque ces propos d'Acheson, et rappelle qu'encore aujourd'hui, plusieurs Sud-Coréens tiennent Acheson pour responsable de cette guerre fratricide (Matray, 2002) ; il écrit : « La réaction de choc et de panique en Corée du Sud à l'exclusion de la Corée du Sud du périmètre défensif américain par Acheson a été bien documentée ». Même Eisenhower questionne la responsabilité du secrétaire d'État dans l'attaque du 25 juin. Mais on peut légitimement se poser la question : Acheson avait-il véritablement « omis » ou « oublié » de mentionner l'importance de la Corée du Sud dans son périmètre de sécurité ? S'agissait-il d'une maladresse ?

C'est au National Press Club, devant journalistes – qui de mieux pour faire le relais de ce discours – et officiers de renseignement que le secrétaire d'État commet cette « bévue ». Cumings, lui, croit qu'il s'agissait surtout de leurrer Kim Il Sung (Matray, 2002, p. 18-19), et d'entraîner Staline avec lui. Je ne trancherai pas sur cette question, mais l'hypothèse d'une « guerre par invitation », développée par I.F.

Stone, ne peut pas être discréditée si facilement. Selon ses termes : l'offensive du Nord aurait été « encouragée politiquement par le silence » (c'est l'enjeu du discours d'Acheson, le *silence sur la Corée*) ; elle avait été « invitée militairement par des formations défensives » (on verra dans le prochain chapitre les troupes sud-coréennes se replier en entonnant des chants... un comportement étrange, pour une armée supposée être débordée) ; et finalement : son déclenchement avait été provoqué (ce qui rompt avec le récit dominant) par « quelques petits coups d'éclat de l'autre côté de la frontière » (Stone, 2014, p. 119).

Ce qui est certain ou à tout le moins : ce que j'espère avoir démontré ici, c'est que la guerre de Corée ne commence *ni comme le veut le récit hagiographique, ni au moment où ce récit la fait démarrer*.

CHAPITRE 5

LA « COURTE GUERRE DE CORÉE » (1950-1953) : DE LA VIOLENCE IMPÉRIALISTE OUBLIÉE À L'ÉMERGENCE DU CLANDESTIN

« La Corée, c'est le lieu où la Guerre froide a pris forme et où elle n'a jamais pris fin ; elle n'a jamais vraiment quitté les lieux, on peut toujours la voir à l'œuvre sur les écrans de nos téléviseurs ».

Bruce Cumings, *The Korean War: A History*

Le premier conflit « manifeste » (*overt*) de l'après-guerre représente un véritable test pour les médias de masse ; le fait qu'on appelle aujourd'hui « guerre oubliée » ce conflit fratricide pointe peut-être vers certains manquements de ce côté. Les médias auraient-ils échoué ce test ? Je pense que ce sont surtout les décideurs politiques qu'il faut blâmer ; ce sont eux qui ont *systématiquement rejeté* les reportages qui compromettaient les intérêts américains, qui ont, à compter de janvier 1951, appliqué une *censure* de moins en moins subtile, cherché à exercer un *contrôle de plus en plus strict sur la presse*, qui ont, en un mot, cherché à orienter le récit de la guerre de Corée. Le récit hagiographique de la guerre de Corée résulte d'une *gestion politique de la couverture* médiatique de la guerre. Le maccarthysme a bien sûr eu une incidence sur la construction du récit de la guerre de Corée. Bruce Cumings ne saurait être plus clair sur ce point : « La guerre de Corée est une guerre méconnue car elle s'est déroulée pendant l'ère McCarthy » (Cumings, 2010, p. 79). Le climat paranoïaque induit par la Deuxième Peur rouge, extraordinaire chasse aux sorcières, a eu une incidence sur la façon d'aborder les événements, imposant une grille de lecture aux accents manichéens, amenant une distorsion du regard, une dramatisation des menaces et... une atténuation des torts. Le sénateur William Fullbright (D.-Arkansas) expliquera plus tard que sous le maccarthysme : « Nos leaders s'affranchirent des règles normales de la preuve » ; leur lutte au « communisme », devenue idéologie en soi, aura pour effet, selon Fullbright « [d']épargner la peine de prendre connaissance des *faits* spécifiques de situations spécifiques » (Saunders, 2003, p. 220, c'est moi qui souligne). Ce commentaire ouvre la voie à un réexamen des faits, à une *révision* du récit (longtemps) dominant de la guerre de Corée. Je présente dans un premier temps (5.1) un survol des principales périodes de la « courte guerre de Corée » (l'offensive du Nord et le repli du Sud ; la « guerre pour le Nord »

et « l'impasse »). Mon but est d'attirer le regard du lecteur vers certains mythes qui ponctuent le récit de la « courte guerre » (et qui participent de certaines dynamiques qu'on a vu à l'œuvre dans cette étude : mythe de la puissance par dépit, déni d'impérialisme, etc.).

La deuxième partie de ce chapitre s'attaque frontalement au récit hagiographique et superficiel de la guerre de Corée qui a cherché à préserver intact les seuls faits « convenables » (récits héroïques du débarquement de Inchon, reprise de Séoul, pour ne nommer que ces événements), avec pour plus tragique conséquence, la suppression du récit des nombreux « massacres », cyniquement « enterrés et oubliés » (Cumings, 2010, p. xviii). C'est à ces « massacres oubliés » que je consacre la deuxième partie de cette section (5.2). Ce n'est pas quelque pulsion macabre, quelque attirance pour le lugubre qui m'amène à aborder ces questions délicates, et pour tout dire, rebutantes. C'est que le caractère *systématique* de ces massacres et le traitement qu'on a réservé à ces événements représente une démonstration éclatante du fait qu'on a *systématiquement cherché à nier ces violences*, à les *écarter du récit officiel*, à les *rendre invisibles*. Il aura fallu, comme on le verra, plus d'un demi-siècle pour que le récit de ces nombreux massacres (re)fasse surface, pour que la mémoire s'impose. À vrai dire, encore aujourd'hui, comme le dit Cumings, le simple fait d'en parler « est suspect et paraît biaisé [alors qu']il s'agit aujourd'hui d'un des aspects les mieux documentés du conflit » (Cumings, 2010, p. xviii). Dans cette section importante, je donnerai des exemples concrets du travail de réexamen des faits, de réécriture du récit, qui justifie, en parti, le travail réalisé ici. Je présenterai, d'abord, le travail réalisé par une équipe de journalistes d'Associated Press, un travail pionnier qui contribuera à ouvrir les « valves de la mémoire » en Corée du Sud (et, dans une certaine mesure, aux États-Unis). Je survolerai également le travail réalisé par la *Commission de vérité et de réconciliation*, mise en place en 2005.

Dans la troisième section de ce chapitre (5.3), j'analyse la notion de *brainwashing*, son incidence et ses potentialités instrumentales. Celles-ci sont indéniables : la notion *dramatise et externalise la menace* de manière incroyablement efficace ; elle *démonise* l'ennemi et, en fait : donne une forme concrète, un *agir concret* au « Mal communiste ». Elle distingue deux camps dans la conduite de la guerre, d'un côté une conduite « classique » qui répond aux « normes » ou à une certaine « éthique » de la guerre (avec, par exemple, des « bombardements de précision », une notion que j'aurai l'occasion de questionner) et de l'autre : un comportement *voyou* (sinon *maléfique*) dans la conduite de celle-ci ; d'un côté la guerre impérialiste qui cherche à envahir jusqu'aux esprits, de l'autre, la guerre *réactive*. La notion – comme on le verra – déplace ou permet d'éviter toute discussion sur l'un des dossiers les plus délicats de toute la

période de la Guerre froide : celle du développement (avéré) et de l'utilisation (ou de l'absence d'utilisation) d'armes bactériologiques par les Américains dans le contexte de la guerre de Corée. Elle sert de puissant justificatif pour la mise en place des programmes (ou d'événements, comme la mort suspecte de Frank Olson, scientifique de l'agence) les plus questionnables de la CIA, sur le plan éthique : Artichoke, Bluebird, MKUltra, les recherches du docteur Cameron à Montréal, etc. Mon objectif est de montrer que le clandestin (*covert*) s'invite progressivement dans un conflit ouvert (*covert*), ce qui devrait nous permettre de mieux situer le coup d'État de 1954, au Guatemala, nouveau mode d'action privilégié du renseignement – et du gouvernement américain.

5.1 Survol des grandes périodes de la courte guerre de Corée

Les historiens divisent habituellement la guerre de Corée, que j'ai nommé la « courte » guerre de Corée, en trois périodes distinctes (Cumings, 2010, p. 3-35). Simons, à la différence de Cumings, présente quatre périodes distinctes : (1) *l'offensive* du Nord, qui va de juin 1950 juin à septembre 1950 ; (2) *la riposte* appuyée des troupes américano-onusiennes et l'incursion au Nord, après septembre ; (3) *l'intervention de la Chine* qui force le *repli* au 38^e parallèle ; (4) la « stabilisation » du conflit (ou *l'impasse*) autour du 38^e parallèle, jusqu'au 27 juillet (à la différence de Cumings, Simons fait du *repli* vers le Sud et de la période d'*impasse* deux périodes distinctes) (Simons, 1995, p. 194-195). J'emprunte ici assez mollement à la périodisation suggérée par Cumings pour présenter les moments clés de la période qui débute avec l'offensive du 25 juin 1950 et se conclut avec l'armistice du 27 juillet 1953.

5.1.1 L'*offensive* du Nord, le *repli* du Sud

De juin à septembre (1950), l'offensive de l'Armée de la République populaire de Corée (Nord) force le repli des troupes sud-coréennes dans l'enclave connue sous le nom du périmètre Busan. Les premiers mois qui suivent l'offensive de juin sont à l'avantage des troupes nord-coréennes. L'issue de la guerre semble même scellée.

Le succès du Nord est à ce point convaincant... qu'il en est suspect. Kolko et Kolko évoquent la possibilité que Rhee ait pu *feindre son impuissance*. Il s'agirait d'effectuer un *repli stratégique* afin de mettre les Américains devant ce dilemme : soit ces derniers se décident à s'engager *massivement* en Corée, soit le Sud subit la défaite et les États-Unis devront se résigner à abandonner la péninsule. Kolko et Kolko relèvent le comportement étrange des troupes sud-coréennes en repli : des soldats parfaitement équipés, en bonne condition physique se dirigeaient vers le Sud, tout en entonnant des chants. N'est-ce pas

anecdotique? Pas selon les deux historiens : « Une armée en déroute, prétendument détruite [et] prête à se rendre, ne procède pas de cette manière », elle n'est pas non plus « censée pouvoir reconstituer une armée offensive efficace en à peine quelques mois » (Kolko et Kolko, 1972, p. 584). Les développements invitent à une action rapide de la part des Américains – on a vu que le dossier est porté à l'attention du Conseil de sécurité des Nations Unies, pour action *immédiate*. Le président Truman opte d'abord pour une intervention limitée – une « *police action* », selon les termes qui ressortent d'un échange avec un journaliste. Il sera vite appelé à revoir ces objectifs.

Avant juin 1950, les médias ne sont pas légion pour couvrir les événements en Corée ; l'attention et le regard du public américain sont surtout tournés vers l'Europe, et plus encore vers Berlin au moment du blocus (1948-1949). L'offensive de juin 1950 change la donne : dans les mois qui suivent, quelques 270 journalistes en provenance de 19 pays suivent l'évolution de la situation (Cumings, 2010, p. 80). Mais si la couverture journalistique est d'abord satisfaisante, elle perd vite de sa vitalité. La marge de manœuvre des journalistes sur le terrain (moins nombreux à mesure que le conflit avance) est de plus en plus réduite : le maccarthysme impose vite son rythme.

C'est durant cette période que se produisent les événements de No Gun Ri (5.2.1), longtemps « invisible » et d'autres massacres perpétrés par le Sud ou les Américains, et « déterrés » par la Commission de vérité et de réconciliation cinquante ans plus tard (5.2.2).

5.1.2 La « guerre pour le Nord » : la constance de l'*expansion*

Des troupes américaines sont déjà présentes sur le terrain, mais c'est le 15 septembre 1950 que commence le débarquement massif à Inchon. La contre-offensive est d'une extrême efficacité. Le 25 septembre, « le Sud » parvient à reprendre Séoul ; le 29 septembre, l'on parvient à repousser les Nord-Coréens sur le 38^e parallèle. On ne se contentera pas de ce repli sur la ligne de démarcation entre les deux Corées. Fin septembre 1950, Washington approuve les incursions au Nord ⁷¹. Dans cette « guerre pour le Nord », les troupes pousseront jusqu'à la rivière Yalu, qui marque la frontière avec la Chine. Cette posture,

⁷¹ L'objectif initial était de rétablir le 38^e parallèle, mais « le climat au sein de l'administration Truman et les pressions internes en faveur d'une approche plus ferme en Asie n'auguraient rien de bon pour une stratégie de retenue » (Stueck, 1995, p. 44).

beaucoup plus agressive, reflète, il est vrai, les visées de Douglas MacArthur. Mais dans cette guerre au-delà du 38^e parallèle, Douglas MacArthur n'agit pas du tout de manière unilatérale.

Le général conçoit l'Asie comme la « nouvelle frontière américaine » (un terme qui réfère à la conquête, mieux : à l'*expansion* américaine vers l'Ouest) ; il déplore l'obsession des décideurs pour les affaires européennes (Kolko et Kolko, 1972, p. 571). Il est important de le mentionner puisque la tendance est forte, chez les décideurs (voire chez certains historiens), à attribuer au généralissime l'échec de la « guerre pour le Nord ». Prenons les propos du président Eisenhower, par exemple : selon lui, c'est MacArthur qui « choisit [...] de mener une campagne au nord du 38^e parallèle » (Eisenhower, 1963, p. 175). Le fait que le président approuve la décision (*rightly in my opinion*, écrit-il) ne change rien à l'affaire : la décision de mener une offensive par-delà le 38^e parallèle est présentée comme l'affaire d'un seul homme. MacArthur est un bouc émissaire commode lorsqu'il s'agit de présenter les décisions prises dans les plus hautes instances du pouvoir comme relevant des lubies d'un seul homme. Dans les faits, lorsque les États-Unis (*et les Nations Unies*) optent pour une offensive au-delà du 38^e parallèle, ils agissent en toute conformité avec une consigne qui émane du Conseil national de sécurité (NSC). Cette consigne apparaît dans un document classé « top secret », le NSC-81 (Cumings, 2010, p. 190), dont l'importance est soulevée par tous les historiens sérieux de la guerre de Corée.

Écrit de la main de Dean Rusk (ce même Rusk à qui l'on doit, on s'en souvient, la partition de la Corée), daté du 9 septembre 1950, le NSC-81 représente une manifestation éloquente (1) des visées *expansives* des États-Unis (2) des efforts de Washington pour *dissimuler* ces intentions. La « guerre pour le Nord » ne résulte pas des lubies d'un seul homme ; elle est la *suite logique* des débats « bouillonnants » au sein même de l'administration Truman. La situation évolue à l'avantage des troupes américano-onusiennes, en Corée, et dans les cercles du pouvoir, « l'endiguement » tend de plus en plus à être perçu comme une posture faible, qui donne beaucoup trop de latitude aux « communistes » ; on en appelle maintenant au *rollback*, il faut refouler les communistes (Cumings, 2010, p. 22). Pour David Harvey : « [l]a sphère d'influence de l'impérialisme américain [*imperial realm of the United States*] a été définie de manière négative, se résumant à tout ce qui n'était pas directement compris dans l'orbite soviétique » (Harvey, 2005, p. 52). Cette idée correspond au *containment*, mais pas à la posture plus agressive qui cherche à s'imposer dans les cercles du pouvoir, aux États-Unis. L'incursion au Nord ne représente pas une quelconque anomalie dans la gestion de la politique militaire américaine : elle est la matérialisation de cette idée dans le contexte de la guerre de Corée. Le 30 septembre 1950, juste avant que les troupes sud-

coréennes ne traverse le 38^e parallèle pour mener l'offensive au Nord, Dean Acheson, qui à peine huit mois plus tôt excluait la Corée du périmètre de sécurité en Asie, tenait maintenant un tout autre discours : la Corée devait servir de « scène » pour « montrer ce dont la démocratie occidentale est capable » (Cumings, 2010, p. 190) lorsqu'il s'agit de contrer une « agression communise ».

Attribuer à MacArthur la responsabilité de l'offensive au Nord est contrefactuel et participe du mythe de la puissance par dépit et du déni d'impérialisme. Cela ne permet pas de saisir la dynamique qui s'impose aux États-Unis, où l'on voit des partisans du *rollback* s'affirmer avec de plus en plus d'insistance. Dans le contexte de l'élection présidentielle de 1952, par exemple, on verra John Foster Dulles, futur secrétaire d'État sous Eisenhower, reprocher à Truman de ne pas avoir exploité, pendant qu'il était encore temps, *l'avantage nucléaire des États-Unis* ; on l'entendra assurer que *l'endiguement est dépassé*, défendre l'idée qu'une approche plus agressive (fondée sur « la libération ») doit la remplacer (Whiteclay Chambers III, 1999, p. 239). L'ironie, c'est que cette posture *plus agressive* repose sur un mode d'action qui rend *de moins en moins visibles* les interventions, qui invisibilise l'impérialisme américain – Foster Dulles, comme on l'a déjà vu (chapitre 3) et comme on le verra dans les chapitres suivants (chapitres 6 et 7), est un des plus ardents défenseurs, avec son frère Allen, des opérations clandestines.

La charge menée au Nord par les Américains devrait faire voler en éclats le mythe d'une puissance américaine simplement réactive : c'est *l'agressivité et le désir d'expansion* de Washington qui convaincra Mao de faire intervenir la Chine dans le conflit.

5.1.3 « L'impasse » et l'imprécision des « bombardements de précision »

L'entrée en scène du géant chinois modifie le rapport de force. La Chine lance des attaques surprises en octobre 1950, puis : à compter de novembre 1950, 1,7 million de « volontaires » (une estimation qui apparaît dans diverses sources) viennent en appui aux troupes de Corée du Nord, et forcent les troupes américano-onusiennes à se replier. À compter de janvier 1951, le conflit se « stabilise » autour du 38^e parallèle. Les historiens anglo-saxons désignent la période stagnante des deux dernières années du conflit, sorte de guerre de tranchées, par le terme « impasse ». On observera très peu de mouvements des lignes dans les deux dernières années du conflit. En parallèle, l'Armée américaine mènera d'importantes campagnes aériennes.

Depuis que les troupes américano-onusiennes ont avancé au Nord, la couverture journalistique a perdu de son mordant. La guerre de tranchée de la période de « l'impasse » aura un impact sur l'information en provenance du front : la dynamique-même du conflit contribue à réduire les contacts entre les journalistes et la population locale. Comme le dit Cumings : « au cours des deux dernières années, on assista à une guerre de positionnement le long de la zone démilitarisée, et les Occidentaux avaient peu de contact avec les Coréens, sinon en tant qu'ennemi, serviteur ou prostituée » (Cumings, 2010, p. 80). L'adage voulant que la première victime de la guerre soit l'information prend tout son sens lorsque, à compter de janvier 1951, les correspondants sont placés sous « complète juridiction » de l'armée (Cumings, 2010, p. 83-84). Aucun reportage susceptible de miner le moral des troupes ne sera plus toléré. L'opinion mondiale semble prendre conscience des horreurs du napalm, au moment où le World Press Photo attribue le prix de la photo de presse de l'année à Nick Ut (1972), pour cette célèbre image montrant une jeune Vietnamiennne, le dos brûlé par le napalm. Mais les journalistes en Corée sont déjà témoins de scènes semblables quelques vingt ans plus tôt. George Barrett, reporter pour le *New York Times*, rapporte ainsi : « Un raid au napalm a frappé le village [au nord d'Anyang] il y a trois ou quatre jours [...] et l'on ne trouve aucun endroit dans le village où les morts ont été enterrés » ; puis il conclut : « c'est simplement qu'il n'y a plus personne pour le faire » (Pace, 1984). Pyongyang sera presque entièrement détruite par les bombes incendiaires, ce qui donne lieu à des scènes d'horreur : « des dizaines de milliers de civils furent immolés dans des tempêtes de feu qui rappelaient les bombardements des villes japonaises durant la Seconde Guerre mondiale » (Simons, 1995, p. 203), image l'historien Geoff Simons. Ces scènes de destruction ne devraient pas surprendre. Face à l'entrée en scène de la Chine, Macarthur a donné l'ordre de « créer une zone dévastée [*wasteland*] » qui s'étendrait du Nord du 38^e parallèle « à la frontière de la Rivière Yalu » (Cumings, 2010, p. 29). C'est en réaction à l'article de Barrett que Dean Acheson demande aux autorités de la censure concernées que cesse ce genre de « reportages sensationnalistes » (Cumings, 2010, p. 30). Tibor Meray, alors correspondant en Corée du Nord, affirmera dans une entrevue avoir vu « des choses terribles commises par les forces américaines » ; selon ses observations, des paysans « essuyaient souvent les tirs » des avions américains et, selon les témoignages de ces derniers, il semblait que l'aviation « s'amusait [...] à tirer sur les cibles mouvantes » (Cumings, 2010, p. 158). Ces témoignages et les reportages auxquels ils donnent lieu sont rapidement et vigoureusement discrédités par les autorités américaines.

L'ampleur des campagnes aériennes menées par les États-Unis invalide toute prétention d'une « guerre limitée » en Corée. Ce sont 650 000 tonnes de bombes qui sont larguées sur la Corée entre 1950 et 1953, plus que durant les quatre années que dura la guerre du Pacifique (Miller, 2020). L'armée se plait

néanmoins à désigner ces campagnes avec l'appellation « bombardements de précision », un terme parfois repris par la presse que le maccarthysme semble avoir rendu plus docile. Des documents aujourd'hui déclassifiés montrent que l'armée avait pris conscience de l'inefficacité de ces bombardements : selon ce que rapporte Cumings, ces « estimations secrètes », montraient que moins de la moitié des « grosses bombes » larguées touchaient la cible (Cumings, 2010, p. 150).

C'est sous la présidence de Dwight D. Eisenhower, en fonction depuis janvier 1953, qu'est lancée, en mai 1953, une campagne aérienne de grande envergure, avec pour objectif de détruire d'importantes infrastructures hydro-électriques. Le 13 mai 1953, des Thunderjets américains perforent le barrage de Toksan. Les conséquences sur les populations civiles sont désastreuses : l'inondation qui s'ensuit détruit 10 kilomètres de voies ferrées, 3 kilomètres d'autoroutes, 8 kilomètres carrés de rizières ; quelques 250 000 tonnes de riz sont détruites (Cumings, 2010, p. 154-155). Les événements sont boudés par les médias ; seul le *New York Times* rapporte la nouvelle (Cumings, 2010, p. 156). Le (tristement) célèbre journaliste Seymour Hersh – ce sont les révélations entourant le massacre de My Lai qui ont permis au journaliste d'atteindre la notoriété – affirmera qu'il s'agissait de la première attaque de cibles d'irrigation visant délibérément à affecter les populations civiles, depuis la destruction par la Luftwaffe de digues et de barrages en Hollande (Simons, 1995, p. 203).

C'est seulement le 27 juillet 1953 que l'armistice de Panmunjeom qui met « fin » aux hostilités est signé. La Chine, la Corée du Nord et les Nations Unies sont au nombre des signataires (pas la Corée du Sud). Il aura fallu 36 mois de conflit fratricide, pour aboutir à ce *statu quo ante bellum*.

5.2 L'invisibilisation des violences (les politicides invisibles)

L'information en provenance du front est un enjeu politique assez important pour que la CIA sente le besoin de s'immiscer dans le récit des événements : selon ce que rapporte Cumings, *The Reporter* publie des articles « raccommodés » par l'agence et, toujours selon Cumings, certains journalistes (sous l'effet de la pression?) vont jusqu'à concocter des articles raccommodés par la CIA (*faked articles*) (Cumings, 2010, p. 84-85). Mais la principale stratégie que mobilise le pouvoir politique pour présenter un récit « convenable » des événements est toute simple : elle repose sur le discrédit, la dénégation. Le massacre de No Gun Ri représente un cas d'école.

5.2.1 Le massacre de No Gun Ri

Fin juillet 1950. Des soldats américains donnent l'ordre d'évacuer des villages dans la région du Chungcheong du Nord, anticipant l'arrivée des troupes nord-coréennes. Des centaines de civils quittent leur demeure et marchent vers le Sud, en direction de la petite localité de No Gun Ri. 26 juillet 1950. Les réfugiés rencontrent les troupes américaines – pour la plupart, il s'agit de jeunes hommes inexpérimentés, fraîchement débarqués sur la péninsule coréenne, ignorant tout de la culture et de la langue. À ce moment, des rumeurs circulent dans les rangs américains à l'effet que des « communistes » pourraient chercher à infiltrer les colonnes de réfugiés. Une « menace » qui semble bien réelle aux yeux du commandement militaire, qui donnera l'ordre de traiter les civils comme des ennemis.

C'est du moins la version des événements racontée par les journalistes de l'Associated Press, dont le travail a permis de faire la lumière sur les événements. À compter du 29 septembre 1999, des journaux du monde entier publient une série d'articles sur le « massacre de No Gun Ri ». Ce travail d'investigation vaudra à l'équipe de journalistes de l'Associated Press de remporter le prestigieux prix Pulitzer pour leur série d'articles, en plus du Polk Award, du prix de la Samsung Press Foundation, du prix Novartis de la Johns Hopkins University, etc. L'ouvrage *The Bridge at No Gun Ri* raconte, dans ses moindres détails, les événements et la démarche des journalistes (Hanley *et al.*, 2001). Il ne laisse aucun doute quant aux tentatives répétées des États-Unis et de la Corée du Sud de *dissimuler les faits*, de discréditer le récit des événements ; même au moment d'admettre les faits, le gouvernement américain aura tendance (comme on le verra) à minimiser l'implication américaine dans ces violences. Le traitement des événements de No Gun Ri par le gouvernement américain s'inscrit parfaitement dans la tendance lourde du pouvoir américain à nier le rôle impérial des États-Unis (et la violence mobilisée par cet impérialisme).

Le récit croisé des victimes et des bourreaux

C'est par un drôle de hasard, en avril 1998, que Sang-Hun Choe, correspondant pour l'agence de presse à Séoul, met la main sur un article d'un magazine sud-coréen qui rapporte une histoire alors très peu médiatisée. Des hommes d'un âge vénérable ont manifesté devant l'ambassade des États-Unis, à Séoul. Ils demandent « réparation » pour un prétendu « massacre », qu'ils attribuent aux troupes américaines, dans le contexte de la guerre de Corée. En creusant l'affaire, Sang-Hun Choe apprend qu'au milieu des années 1990, ces prétendus « survivants » auraient envoyé au gouvernement des États-Unis une pétition lui demandant de *reconnaître publiquement les faits*. Le gouvernement américain aurait répondu

sèchement à cette demande, affirmant que les troupes américaines *n'étaient pas dans cette région* (près du village de No Gun Ri) au moment des faits allégués (« Haditha Incident Renews Interest in No Gun Ri », 2006). Sur la base d'un détail technique, les demandes de compensation des plaignants sont également rejetées par le gouvernement sud-coréen (1997) (The Associated Press, 1999). Installé dans son bureau de Séoul, Sang-Hun Choe contacte par téléphone un des signataires, Chung Eun-Yong, qui acceptera de raconter sa version des faits. Le délicat et rigoureux travail journalistique révélera les détails du massacre.

Les bureaux d'Associated Press aux États-Unis sont mis à contribution. Martha Mendoza se joint à l'équipe américaine d'investigation menée par Randy Herschaft pour fouiller les archives nationales – fin mai 1998, Charles J. Hanley rejoint l'équipe. La tâche première des journalistes consiste à déterminer si les troupes américaines *étaient bel et bien présentes dans les environs de No Gun Ri* au moment des faits allégués (ce que nie le gouvernement). L'enquête porte fruit : on confirme que la First Cavalry Division de la 25th Infantry Division opérait dans cette zone à la fin de juillet 1950 (Hanley *et al.*, 2001, p. 270). En fouillant les « récits des unités militaires » et autres « carnets de guerre » (*unit histories and war diaries*), l'équipe d'AP parvient à mettre la main sur un ordre daté du 26 juillet (le jour du début du massacre) : « À aucun moment les réfugiés ne sont autorisés à franchir les lignes de combat » (*No refugees will be permitted to cross battle lines at any time*) (Hanley *et al.*, 2001, p. 270). L'agence de presse entre en contact avec des militaires de cette division, qui acceptent de livrer leurs témoignages. Les militaires confirment que les propos émanant du général William B. Kean ont été interprétés sans ambages comme un *appel à ouvrir le feu sur les réfugiés* (considérés comme potentiellement « hostiles ») (Hanley *et al.*, 2001, p. 270). Le travail croisé des bureaux américain et sud-coréen d'AP confère au contre-récit de No Gun Ri, une puissance, une vitalité et une crédibilité qui justifient l'attribution des nombreux prix pour cette série d'articles.

No Gun Ri : les faits (et le silence sur les faits)

Pendant quatre jours, des réfugiés essuient les tirs (*et les bombes*) des avions américains. Le mitraillage au sol (*strafing*) débute le 26 juillet et se poursuit les 27, 28 et 29 juillet 1950. Il est impossible de déterminer avec précision le nombre de victimes, mais des listes compilées par les survivants indiquent qu'il s'établit minimalement à 200 – les estimations varient entre 200 et 400 victimes (Hanley *et al.*, 2001, p. 145). Les témoignages sont percutants. Chun Choon-ja, un des survivants du massacre raconte : « Les soldats américains jouaient avec nos vies comme des garçons s'amuse avec des mouches » (Hanley *et al.*, 2001, p. 126). Perchés depuis les collines environnantes, les soldats américains tirent indistinctement sur les

femmes, les vieillards, les enfants. Chung Koo-hun, un autre survivant contacté par les journalistes d'AP raconte : « On aurait cru que les Américains nous tiraient dessus pour tromper l'ennui » (Hanley *et al.*, 2001, p. 129). Le témoignage de Yang Hae Chan va dans le même sens : « Sous le pont, le sol était un mélange de gravier et de sable. Certains creusaient des trous dans le sol avec leurs mains nues pour s'y cacher. D'autres empilaient les corps pour en faire une barricade et se protéger des balles » (Williams, 2011). Le carnage se poursuit jusqu'au matin du 29 juillet. Les comptes rendus des militaires contactés par l'agence de presse rejoignent « jusque dans les moindres détails » ceux des victimes : « les cris des enfants, les ricochets des balles sur le ciment de l'armature du pont, les corps qui s'empilent dans les deux entrées » (Buddy Wenzel, Joe Ipock et Art Hunter affirment être éprouvés depuis par l'insomnie, la nausée et de nombreux symptômes relevant de syndromes post-traumatiques) (Hanley *et al.*, 2001, p. 17, 28, 35 et 273).

Ce n'est pas seulement la violence des événements qui devrait nous interpeller : c'est aussi la violence du *silence*, du *déni*, de la *dissimulation* des gouvernements américain et sud-coréen. Des articles de journaux nord-coréens *rapportaient* en 1950 la découverte d'un massacre de civils à No Gun Ri (Hanley *et al.*, 2001, p. 273). Mais à l'époque (et pour les cinquante années qui suivent), ces reportages sont *discrédités* et présentés comme relevant d'une vulgaire « propagande rouge ».

La publication des articles de l'Associated Press (1999) poussera le président Bill Clinton à déclencher, dans la dernière année de son mandat présidentiel, une enquête sur les événements. Mais lorsqu'après 15 mois d'investigation l'on présente les conclusions de cette enquête, le penchant pour l'occultation d'une partie des faits trouvera moyen de se faufiler dans les déclarations officielles. William Cohen, secrétaire à la Défense sous Clinton (1997-2001) présente les conclusions de l'enquête (les italiques sont de moi) :

Les 50 années qui se sont écoulées ont considérablement réduit la possibilité de connaître avec exactitude les faits entourant l'incident tragique qui se produisit dans les environs de No Gun Ri [le travail des journalistes d'investigation nous rapproche toutefois sérieusement des faits]. Nous avons néanmoins pu déterminer que des soldats américains ont tué ou blessé un nombre indéterminé de réfugiés coréens dans la dernière semaine du moins de juillet de l'année 1950, au cours d'un *retranchement* [ce n'est pas ce qui ressort des entretiens avec les militaires américains présents sur les lieux] près de No Gun Ri [...]. Bien que le souvenir de ces événements soit douloureux, Américains et Coréens ne devraient en aucun cas *enterrer* cette histoire [c'est pourtant ce qu'ont cherché à faire les gouvernements américains et coréens]. Des civils Coréens sont morts à cause d'une guerre qui a été *imposée* à nos deux pays et l'on ne devrait jamais les oublier [on voit encore à l'œuvre, ici, l'explanans réactif]. Pas plus que l'on ne devrait oublier les valeureux soldats qui se sont battus pour défendre la liberté [...]. L'on doit aussi garder à l'esprit que cet effort de guerre a permis de protéger et de préserver la liberté du peuple de la République de Corée [une liberté toute relative, si l'on considéré la

longue période de dictature], ce qui a jeté les bases de notre partenariat, de la prospérité et de la *démocratie* en République de Corée » (*No Gun Ri Investigation*, 2001).

Par un « choix de mots inexplicable », écrit l'un des journalistes d'AP, ce massacre qui dura quatre jours, raconté avec force détails par les victimes *et corroboré* par leurs « bourreaux » sera présenté comme un acte « involontaire » (*not deliberate*) (Hanley, 2015, p. 2). Le *récit officiel* transformera *une attaque dirigée contre une population civile* (il n'existe aucune preuve que des « subversifs » aient intégré les colonnes de réfugiés à No Gun Ri) en une *situation de combat* (les tirs interviendraient lors d'un « retranchement ») et l'on continuera de nier l'existence d'un « ordre » de tirer sur les réfugiés. Le travail des journalistes d'AP ne laisse pourtant aucune place au doute sur ce point. Et selon ce que rapporte la BBC, des documents de US National Archives récemment déclassifiés confirment « que le commandement américain a ordonné – de manière répétée, et sans ambiguïté – aux forces sous son contrôle de viser et de tuer les réfugiés coréens qui se trouvaient sur leur passage » (Williams, 2011).

J'ai relevé, dans le chapitre précédent, que le récit américain faisait démarrer la guerre de Corée avec l'offensive de juin 1950, alors que les historiens sud-coréens avaient tendance à faire commencer la guerre en 1945. Face aux événements de No Gun Ri, le récit américain n'est pas seulement en rupture avec le récit journalistique : il l'est avec les conservateurs du musée du No Gun Ri Peace Park. Érigé par les Américains dans une geste d'ouverture et de reconnaissance vis-à-vis les victimes et inauguré en 2011, le Peace Park expose les documents officiels qui confirment qu'un ordre de tirer sur les civils émanait de haut-gradés militaires. Voilà qui illustre, écrit Charles Hanley, « le fossé grandissant sur la façon de se remémorer [...] les événements de No Gun Ri des deux côtés de l'océan Pacifique » (Hanley, 2015, p. 2). De se remémorer... « ou pas », prend-t-il soin d'ajouter.

5.2.2 No Gun Ri : la règle qui infirme le caractère exceptionnel

Le travail d'investigation de l'AP mènera à la publication d'autres articles évoquant des massacres qui auraient été perpétrés par les troupes américaines pendant la première année de la guerre. Des reportages du 13 octobre et du 28-29 décembre (1999) exposeront les faits entourant la démolition des ponts de Naktong et d'autres cas de « *strafing* » de réfugiés. Martha Mendoza confirme dans une entrevue de 2006 : « [n]ous avons [...] déniché plusieurs documents qui décrivaient des cas semblables ailleurs sur le front » (« Haditha Incident Renews Interest in No Gun Ri », 2006). L'équipe d'investigation de l'AP procédera de façon toute aussi méthodique et rigoureuse pour révéler les détails entourant le bombardement de civils sur le pont de Taksong-dong – des témoins américains et coréens confirmeront

que les événements ont bel et bien eu lieu (Hanley *et al.*, 2001, p. 274). Avisé des découvertes des journalistes, le Pentagone réitérera que sa priorité (*first priority*) est de faire la lumière sur ces événements : « Le Département [de la Défense] décidera [une fois l'enquête terminée] si d'autres événements exigent une enquête plus approfondie » (Choe *et al.*, 1999) (les propos sont de Kenneth Bacon, alors principal porte-parole du Pentagone). Pourtant, aucune autre investigation ne sera lancée, une fois les conclusions de l'enquête sur les événements de No Gun Ri déposées.

La Corée du Sud a connu son lot de régimes répressifs : après le règne de Syngman Rhee (de 1948 à 1960), la violence politique ne ralentit pas sous la gouverne de Park Chung-hee, au pouvoir de 1962 à 1979. Si bien que ce ne sont pas simplement les reportages de l'AP qui permettent de faire la lumière sur ces événements. Les journalistes en sont conscients : ce sont d'abord les « nouvelles libertés démocratiques », écrivent-ils, qui ont contribué à « ouvrir les vannes de la mémoire » (Hanley *et al.*, 2001, p. 276).

Vérité et réconciliation

La Commission de vérité et de réconciliation voit le jour en décembre 2005. Le mandat de la Commission est décrit en ces termes par la présidente, Ahn Byung-Ook : « [Il s'agit] d'investiguer : les massacres illégaux commis avant, [pendant] et après la guerre de Corée ; les violations des droits de l'homme ayant résulté de non-respects des règles constitutionnelles ou de l'exercice illégal de l'autorité », et elle prend soin d'ajouter : « les cas de manipulation de vérité [...] » (Byung-Ook, 2009, p. 2). L'investigation des massacres et autres meurtres de masse commis durant la guerre de Corée représente un des trois axes couverts par le travail de la Commission ; son mandat lui était accordé pour une durée de quatre ans ; chaque six mois, la Commission devait soumettre au président de la République et à l'Assemblée nationale un rapport sur les résultats partiels de l'investigation. Toujours selon les mots de sa présidente, l'objectif général de la Commission était de « donner la parole aux victimes afin que le gouvernement [sud-coréen] reconnaisse officiellement certaines vérités inconfortables, et que la société parvienne à accepter ce passé » car, ajoute-t-elle : « Les victimes et les responsables connaissent déjà la vérité. Mais bien qu'elle soit connue de plusieurs, celle-ci n'est pas encore acceptée par la société dans son ensemble » (2009, p. 2). Au terme de ses trois premières années d'existence, la Commission aura déjà analysé plus de 3 721 cas parmi les 10 962 soumis (elle put durant ce même laps de temps en authentifier 1813) (Byung-Ook, 2009, p. 2). Parmi les cas évalués par la Commission, au moins 215 cas de mitraillages au sol impliquant les forces aériennes américaines ou leurs alliés ont été investigués (McDonald, 2008). Certains des cas analysés par

la Commission mèneront à une reconnaissance par le président sud-coréen des « actions illégales » et des « abus du pouvoir public » commis par le passé (Byung-Ook, 2009, p. 2).

Le travail de la Commission révèle le caractère systématique des massacres. On sait par exemple que, quelques jours seulement après le massacre de No Gun Ri, les Américains ont bombardé deux autres ponts où s'entassaient des réfugiés (des femmes et des enfants essayèrent les bombardements) ; on sait que deux semaines *avant* No Gun Ri (11 juillet 1950), 300 civils sont morts lorsque l'armée de l'air américaine a bombardé une gare ferroviaire ; on sait que les forces aériennes américaines ont bombardé ou mitraillé des résidents ou des réfugiés dans les villes de Masan, Sacheon, Pohang, Andong, Gumi et dans les districts de Haman, Yecheon et de Danyang, qu'entre 50 et 400 civils ont été tués sur chacun de ces sites (Kim, 2004, p. 530). Des cas de *strafing* dans au moins une douzaine de villages à l'extrémité sud de la Corée du Sud ont été confirmés par la Commission (Kim, 2004, p. 530). L'analyse de documents effectuée par la Commission montre aussi qu'en août 1950, l'artillerie navale américaine a bombardé des villages en bord de mer près de Pohang, tuant plus de 400 civils (Kim, 2004, p. 530) ; des témoignages recueillis par la Commission semblent démontrer que les Américains ont tiré à d'autres occasions sur des femmes, des enfants et des vieillards *facilement reconnaissables* parmi les réfugiés (Kim, 2004, p. 531). Quant aux troupes sud-coréennes (sous commandement et sous responsabilité américaine) : on évalue que sur la période allant de l'automne 1950 au printemps de 1951, près de 10 000 civils sont morts dans le cadre d'opérations de « nettoyage » menées contre les éléments « subversifs » (Kim, 2004, p. 533). Contrairement à la conviction populaire et bien qu'il soit délicat, et peut-être futile de comparer : « [...] il semble assez clairement établi que le nombre de civils non armés tués sous le commandement américain et sud-coréen dépasse le nombre de civils tués par les troupes nord-coréennes » (Kim, 2004, p. 537) ⁷².

Les massacres ne représentent pas des formes quelconques de « dérapages » de la guerre menée par les Américains en Corée. Ils pourraient bel et bien représenter, comme l'écrit Kim Dong Choon : « un tournant décisif dans le développement de massacres d'un type nouveau, des 'politicides' qui deviendront la norme

⁷² Kim Dong Choon ajoute : « Ce résultat est peut-être tout simplement la conséquence naturelle des avancées technologiques américaines, du fait que ces derniers possédaient des armes plus performantes permettant de tuer un nombre important de personnes à la fois ». L'auteur ajoute néanmoins que Kim Il Sung « mit l'accent sur l'interdiction de tuer des civils, ce qui est logique dans la mesure où l'Armée populaire de Corée, en tant qu'armée révolutionnaire, devait conquérir le cœur et l'esprit des Sud-Coréens » (Kim, 2004, p. 537).

dans le tiers-monde durant la Guerre froide » (Kim, 2004, p. 538) ⁷³. Le terme « politicide » est évocateur et instructif non pas seulement de la volonté d'éliminer les personnes « physiques » incarnant certaines visions du politique, mais également de *la volonté* et de *l'acharnement à enterrer leur histoire*.

5.2.3 Daejon, juin-juillet 1950. La « fabrication d'un massacre »

Dans certains cas, les voix subversives seront étouffées par le fatras de la propagande. Ici, c'est Daejeon qui représente un cas d'école. Le 9 août 1950, le *Daily Worker* publie un article au titre évocateur : « Belsen américain en Corée » (*U.S.-Belsen in Korea*), en référence au camp de concentration nazi de Bergen-Belsen, en Basse-Saxe, où des fosses contenant les cadavres de nombreux prisonniers soviétiques furent retrouvées.

Alan Winnington, journaliste-correspondant en Corée, y rapporte un massacre qui aurait été perpétré par les troupes sud-coréennes, dans la ville de Daejon, quelques 150 kilomètres au sud de Séoul. Winnington écorchera les Américains au passage : selon ce que rapporte le journaliste, des officiers américains auraient assisté impassibles à la scène. Le récit ne repose pas sur des témoignages : Winnington lui-même était sur place. À Londres, l'ambassade américaine parle d'une « atrocité fabriquée de toute pièce » (Cumings, 2010, p. 175) et s'empresse de discréditer l'intégralité du contenu de l'article. À en croire les autorités américaines, il s'agit d'une invention pure et dure, une autre duperie communiste (le *Daily Worker* est, comme on le sait, l'organe officiel du Parti communiste de Grande-Bretagne). Les autorités britanniques se rangent derrière l'allié américain et considèrent même tenter un procès pour « trahison » contre le journaliste, pour avoir publié un article si peu « patriotique » (McCormack, 2008, p. 3) ; le passeport de Winnington lui est retiré (Miller, 2020).

Les autorités américaines ne se contentent pas simplement de nier les faits, de discréditer la version « communiste » des événements : ils déploieront des efforts considérables pour présenter un récit à l'extrême opposée de la réalité. La U.S. Signal Corps, qui s'occupe des communications pour l'armée, sera chargée de préparer une capsule « d'information » sur les événements de Daejon. *The Crime of Korea* (1950) présente une tout autre version des événements. Selon la capsule, ce sont des « prisonniers Sud-

⁷³ Kim Dong Choon poursuit : « Au nom de la liberté et de la démocratie, les tueries de masse et le terrorisme d'État par [l'extrême-]droite en vinrent à être tolérés, comme dans le cas de la guerre de Corée. Les dirigeants d'extrême-droite en Asie et en Amérique latine après 1945, appuyés ouvertement par les Américains, exécutaient ceux qu'ils suspectaient de sympathies pour le communisme ou de dissidences politiques, en évoquant la sécurité nationale » (Kim, 2004, p. 538).

Coréens », qui auraient été « [...] abattus par balle, les mains liées derrière le dos ». Selon les mots du narrateur, ces hommes, ces femmes et ces enfants :

[...] ne sont pas morts dans le feu de l'action : ils ont été assassinés de sang-froid, délibérément, massacrés afin de semer l'effroi. Afin d'envoyer le message aux survivants que s'ils refusent de se soumettre corps et âme au monstre communiste, leur vie n'a plus aucune valeur à leurs yeux » (U.S. Signal Corps, *The Crime of Korea*, 1950, 4min.35-5min).

Il s'agit, selon Cumings (la Commission de vérité et de réconciliation lui donne raison) d'une « image inversée, purement et simplement, de ce qui se produisit véritablement à Daejeon » (Cumings, 2010, p. 174). Car les quelques 4 000 à 7 000 Coréens (Hanley *et al.*, 2001, p. 98) (et non pas entre 10 000 ou 25 000 Sud-Coréens, comme le suggère le narrateur de *The Crime of Korea*), qui sont assassinés froidement à Daejeon *ne sont pas les victimes des « communistes »*. Ce sont les forces du Sud qui ont « libéré » des prisonniers politiques (auxquels s'ajoutaient des civils) pour ensuite les éliminer un à un (Cumings, 2010, p. 176), sous le regard d'officiers américains (comme le rapportait Winnington). Le Joint Chief of Staff ordonnera en octobre 1950 la suppression des images captées par les Américains sur place ; elles seront finalement saisies et placées sous scellé pendant plus de quarante ans (Cumings, 2010, p. 173). Le Pentagone subventionnera des récits « officiels » (Cumings, 2010, p. 177) qui, comme la capsule *The Crime of Korea*, intervertissent les rôles, et jettent le blâme sur les Nord-Coréens.

Cumings considère qu'il s'agit d'une des entreprises de dissimulation « les plus effarantes de l'histoire américaine d'après-guerre » (Cumings, 2010, p. 174). Quoique Stephen Endicott et Edward Hagerman, historiens et professeurs à l'Université York, ne seraient peut-être pas d'accord : leur recherche porte sur le programme d'armes bactériologiques américain, entouré du plus grand secret pendant toute la durée de la Guerre froide et au-delà (Endicott et Hagerman, 1998).

5.3 Le « lavage de cerveau » comme *explanans réactif*

On peut difficilement traiter de la guerre de Corée sans aborder un des mythes tenaces que le conflit a fait naître : celui du *brainwashing*. Ronald Reagan contribuera, à sa manière, à forger ce *mythe d'un contrôle communiste sur les esprits*, en incarnant un officier de l'armée fait prisonnier dans le film *Prisonniers de guerre* (1954). Une capsule promotionnelle du film montrait le futur président américain, soutenant la caméra du regard ; Reagan évoquait les « nouvelles en provenance du front », les récits de « brutalité et de trahisons » à l'égard des prisonniers de guerre qui se multipliaient, ainsi que le témoignages de « lavages de cerveau [*brainwashing*] et d'atrocités » (*Prisoner of War Original Trailer*, 1954). Ces histoires

prouvaient « une fois pour toute l'énormité du mensonge communiste », il s'agissait, assurait Reagan de « quelque chose de si incroyable » que l'idée même d'en faire un film « représentait un défi » impossible à relever sans les ressources nécessaires, sans la contribution des Studios MGM. Selon Reagan, nombreux étaient ceux qui, ayant lu le scripte, avaient cherché à décourager le projet : « c'est trop délicat, trop dur » (*You don't dare do it, it's too tough, too hard*) et conseillaient de « jouer sur certains faits » (*fake it up a little*) ; mais c'était hors de question, assurait-il : « [l'histoire] devait être racontée dans ses moindres détails [aussi] choquants, aussi cruels et aussi déplaisants [soient-ils] » (*Prisoner of War Original Trailer*, 1954). Pourtant, peu de temps après (1956), le Département de la Défense assurait, dans ses documents internes que les geôliers des camps de Corée s'en étaient remis aux techniques classiques d'interrogation ; il n'existait rien de tel qu'une « manipulation des esprits ».

Les événements en Corée donnent à la notion de *brainwashing* un caractère concret – et profondément inquiétant. Et la propagande américaine verra dans la notion des potentialités instrumentales indéniables. Comme le dit Stephen Kinzer : l'explication par le lavage de cerveau deviendra un argument « magnifiquement commode » pour expliquer « toute forme de comportement humain que les gens ne comprenaient pas » (Kinzer, 2020, p. 85).

5.3.1 L'invention de la notion de *brainwashing* (le constat de ses potentialités instrumentales)

Le 24 septembre 1950, Edward Hunter, auteur et journaliste dont les liens avec la CIA sont avérés ⁷⁴, publiait dans les pages du *Miami News* un texte empruntant à la tonalité dramatique de la doctrine Truman : *Brain-Washing' Tactics Force Chinese into Ranks of Communist Party*. Alors que la guerre de Corée sévit depuis quelques mois, Hunter assure que les « Rouges » comptent dans leurs rangs des « spécialistes du lavage de cerveau », passés maîtres dans l'art de l'hypnose et l'administration de substances chimiques à des fins de contrôle des esprits. Ces développements ne devaient pas être pris à la légère : selon Hunter, ils menacent de faire des Américains « les sujets d'un 'nouvel ordre mondial' au profit d'un petit cercle de despotes diaboliques au Kremlin [*mad little knot of despots in the Kremlin*] » (les extraits du texte de Hunter sont tirés de (Weiner, 2008)).

⁷⁴ C'est ce qu'on peut le lire dans les pages du *New York Times*, qui ne clarifie pas néanmoins le rôle qu'Hunter a joué au sein de l'Agence (AP, 1978). Plusieurs sources le présentent comme un spécialiste des opérations psychologiques ; il aurait notamment été directeur de publication pour une revue (*Tactics*) spécialisée dans les questions liées à la guerre psychologique (*psychological warfare*). Voir (Melley, 2008, p. 145).

On attribue à Hunter l'invention du terme *brainwashing* pour décrire ces « méthodes » de contrôle sur la pensée. Mais George Orwell faisait déjà allusion à un processus semblable dans *1984*. Dans cette scène où Winston subit un interrogatoire, O'Brien, membre du Parti intérieur et tortionnaire l'informait : les confessions auxquelles aboutissaient les « criminels de la pensée » étaient « évidemment extorquées et fausses. Nous ne commettons pas d'erreur de cette sorte. Toutes les confessions faites ici sont exactes », et poursuivait, flegmatique : « Aucun de ceux que nous amenons ici ne se dresse plus contre nous. Tous sont lavés » (Orwell, 1950, p. 336 et 338).

5.3.2 Des confessions au mythe du *brainwashing*

Dans les derniers mois de 1951, la Chine et les Nord-Coréens, prétendant s'appuyer sur des preuves circonstancielles, accusent le gouvernement américain d'avoir fait usage d'armes non conventionnelles. La Chine réitère ses accusations dans les premiers mois de 1952, alors qu'elle dit observer des foyers épidémiques de variole, de choléra, puis des cas de peste et de méningites dans certaines régions de la péninsule coréenne (Endicott et Hagerman, 1998, p. 1-26). Les accusations sont vite rejetées par les Américains et dénoncées comme de vicieuses campagnes de propagande communiste. Le gouvernement chinois déploie néanmoins une impressionnante campagne de vaccination. Selon les chiffres avancés par Endicott et Hagerman, quelques 11,4 millions de Chinois reçoivent des vaccins préventifs contre la peste (près de 5 millions sont vaccinés dans les deux premières semaines de la campagne de vaccination), alors qu'on inocule 3,5 millions de personnes avec des solutions vaccinales quatre et cinq-en-un (Endicott et Hagerman, 1998, p. 12 et 18). Selon Endicott et Hagerman, les sources révéleraient une « approche pragmatique des faits et des cas » qui correspond à ce qu'on attend du personnel de la santé publique et des décideurs dans pareille situation (Endicott et Hagerman, 1998, p. 20).

Ces accusations gagnent en force en 1953, au moment où des pilotes américains faits prisonniers confessent à leurs geôliers chinois avoir pris part à des missions ultrasecrètes afin de larguer des bombes non conventionnelles, bactériologiques. Le renseignement militaire chinois publiera vingt-cinq de ces trente-six confessions (Endicott et Hagerman, 1998, p. 156). Des enregistrements des confessions circuleront par la suite. La presse internationale rapporte la nouvelle (« Red Germ Charges Cite 2 US Marines. Peiping Radio Says Air Officers Disclosed Joint Chiefs Order for Bacteriological War », 1953). Mais de retour aux États-Unis, le revirement est soudain : les pilotes se rétractent un à un ; leurs « confessions » seraient le résultat d'une insidieuse manipulation des esprits, ils auraient été les victimes et les instruments des campagnes de propagande communistes. Lorsqu'ils feront le récit de leur expérience dans

les camps, chacun d'eux cherchera à l'inscrire dans un phénomène qui a toutes les apparences de ce que Hunter décrivait comme du *brainwashing*.

Le colonel Frank Schwable affirmera avoir fait ces aveux « faux, frauduleux et à certains égards absurdes » au terme de nombreuses tentatives afin de « contaminer [son] esprit » (Endicott et Hagerman, 1998, p. 168). Les autorités chinoises, soutient Schwable, appliquaient toutes les méthodes possibles pour le faire « craquer mentalement » : ils « ont contaminé mon esprit », affirmera-t-il, en employant la « perversion » de sa pensée, la « cruauté mentale », une cruauté « difficile à comprendre » (United Nations General Assembly, 1953, p. 7) pour qui ne l'a pas vécue ; ses geôliers l'auraient poussé à une « phase d'épuisement » (United Nations General Assembly, 1953, p. 8) afin qu'il « confesse » des « faits » fabriqués de toute pièce.

S'il avait fait ces « confessions » (l'emploi des guillemets apparaît dans chacune des rétractations des pilotes), soutiendra Schwable, c'est qu'il lui avait semblé évident que cela représentait « la seule issue » (United Nations General Assembly, 1953, p. 4) pour faire cesser ces méthodes inhumaines. Selon ses rétractations, on le contraignit à retravailler son récit et à réécrire ses dépositions jusqu'à ce que celles-ci prennent une « forme convenable » aux yeux des autorités chinoises (United Nations General Assembly, 1953, p. 3-4). Schwable jugea qu'il « aurai[t] plus de valeur pour [s]on pays en exposant ce moyen hideux de propagande calomnieuse que s'[il] sacrifierai[t] [s]a vie en refusant de [s]'y soumettre [...] » (United Nations General Assembly, 1953, p. 4). Les images et les enregistrements des confessions relèveraient donc de la pure mise en scène. La question de la guerre bactériologique, justifiait Schwable, « un enjeu de propagande trop précieux pour que les communistes y renoncent », et les communistes chinois étaient parfaitement conscients que le haut rang du colonel Schwable donnerait une crédibilité à ces « confessions » (United Nations General Assembly, 1953, p. 3-4).

Le lieutenant John Quinn prétendra aussi, à son retour en sol américain, avoir subi des traitements qui rappellent le lavage de cerveau. « Il serait vrai de dire, et Dieu merci je suis de retour là où je peux parler franchement, que j'ai été contraint par une *torture mentale diabolique*, que seul un homme comme [Edgar Allan] Poe pourrait décrire avec justesse » (United Nations General Assembly, 1953, p. 17). Un autre pilote, Roy H. Bley assurait, dans sa rétraction, qu'il « avait toutes les armes utilisées par la Marine Air Wing et à toutes fins pratiques toutes celles dont l'Air Force faisait usage, et pas une seule fois [il n'avait] entendu parler d'armes biologiques pendant [s]on séjour en Corée du Sud » (United Nations General Assembly,

1953, p. 12). Il aurait été soumis, selon ce qu'il affirme dans sa rétraction, à un processus semblable à celui de Schwable et contraint de faire cette « fausse déposition » (United Nations General Assembly, 1953, p. 13-14).

Walker Mahurin, un autre des aviateurs capturés ayant confessé aux autorités chinoises avoir pris part à des missions secrètes impliquant des armes bactériologiques, se rétractera aussi, fois de retour au pays, et deviendra, selon Endicott et Hagerman, « le porte-parole le plus visible » (Endicott et Hagerman, 1998, p. 170) parmi les pilotes. Les auteurs relèvent plusieurs incohérences dans ses rétractations. Ils écrivent : « [l]es contradictions dans le récit de Mahurin rendent tout observateur intelligent profondément suspicieux quant à ses tentatives de renier ses aveux » (Endicott et Hagerman, 1998, p. 171). Il semble évident que Mahurin cherchait lui aussi à inscrire son expérience dans un processus qui a toutes les apparences du lavage de cerveau. Mahurin parle d'une « phase plus éprouvante », puis d'un « processus de confession » qui affectera les « mécanismes de [sa] pensée » ; durant cette phase particulièrement pénible, affirme Mahurin : « j'ai fini par craquer : j'ai dit que j'avais visité le camp militaire de Detrick, à Frederick, au Maryland. Bien sûr, c'est ce qu'ils voulaient entendre et ils m'ont ensuite pressé d'écrire le détail de ma visite... » (Endicott et Hagerman, 1998, p. 171). À son retour aux États-Unis, devant la menace d'être traduit en cour martiale (c'est un détail non négligeable), Mahurin s'empressait d'écarter ces confessions, les qualifiant maintenant de « stupides... si on prend la peine d'y réfléchir un peu » ; toute cette histoire, jurait-il, était « complètement ridicule » (Endicott et Hagerman, 1998, p. 171). Dans les « aveux » à ses geôliers, Mahurin avait confié des détails liés à l'utilisation de bombes « non conventionnelles » contenant des insectes infestés, ce qui corroborait les « preuves » amassées par la Chine. Mais il prétendait maintenant que toutes ces affirmations étaient fausses.

On sait aujourd'hui que Camp Detrick était le centre où les États-Unis développaient leur programme d'armes bactériologiques ; on sait que l'un des objectifs du programme MK-NAOMI était de « garantir que des composants [*items*] spécifiques étaient disponibles et opérationnels, dans une optique de dissémination de matériaux biologiques et chimiques » (le jargon technique est difficile à traduire : [*to maintain in operational readiness special and unique items for the dissemination of biological and chemical materials*]) (United States Senate, 1976, p. 388). Hagerman et Endicott concluent de manière assez convaincante que les Américains exploraient les possibilités *offensives* (et non pas simplement *défensives*) de cet armement biologique (Falk, 1998, p. xix). On sait que c'est Sidney Gottlieb (obscur personnage dont il sera question dans la conclusion de cette étude), en sa qualité de chef de la Division chimique, qui fut

chargé de préparer un « dossier de presse » visant à réfuter les accusations qui émanaient de la Chine, des Soviétiques et des Nord-Coréens (Kinzer, 2020, p. 84). L'étude de Hagerman et Endicott conclut que Camp Detrick était « directement impliqué dans le développement de bombes à vecteurs d'insectes [ces bombes, destinées à larguer des tracts, étaient modifiées pour contenir des vecteurs de virus] dans une optique de guerre bactériologique » (Endicott et Hagerman, 1998, p. 171). En ce qui concerne plus directement Mahurin, Endicott et Hagerman assurent qu'il possédait une autorisation de haute sécurité (ce qu'on appelle dans le jargon *top security clearance*) et que, contrairement à ce qu'il affirme dans ses rétractions, il aurait bel et bien visité Camp Detrick dans l'exercice de ses fonctions – il avait également, selon les auteurs, des contacts au sein de la CIA (Endicott et Hagerman, 1998, p. 170).

Je ne chercherai pas ici à trancher sur la question de l'utilisation ou non d'armes bactériologiques par les Américains dans le contexte de la guerre de Corée. Ce qui m'intéresse, c'est le fait qu'en faisant plus ou moins directement appel au *brainwashing* pour expliquer leurs confessions initiales, les pilotes mobilisaient un explanans dont la fonction stratégique était *connue et recherchée* par les artisans de la guerre psychologique contre l'Union soviétique. On sait par exemple que le U.S. Psychological Strategy Board envisagea l'emploi du terme « menticide » pour référer à ces procédés, et que le terme fut « jugé trop fort » et abandonné (on jugeait qu'il aurait conféré un trop grand pouvoir aux communistes) ; on sait qu'il *adopta plutôt le terme lavage de cerveau* « dans le but de donner un aspect sinistre aux méthodes chinoises d'obtention de confessions » (Endicott et Hagerman, 1998, p. 196). En laissant entendre que les méthodes employées par les communistes affectaient les « mécanismes de la pensée », qu'il s'agissait d'une sorte de « torture mentale diabolique » et d'une « contamination de l'esprit », les pilotes mobilisaient donc des schémas explicatifs, disons... *étonnamment pratiques* dans une optique de guerre psychologique.

La mobilisation de ce schéma explicatif par les pilotes est surprenante puisque les analyses qui se penchèrent sur la question du *brainwashing* discréditèrent complètement cette hypothèse. Le magazine *Time* examina la question et fut contraint de conclure que c'est simplement « une formation lacunaire ou des problèmes émotionnels [qui] expliquaient [le] comportement [des pilotes] » (Kinzer, 2020, p. 84). Le magazine *Newsweek* était plus... « cynique » : les soldats avaient trahi leur pays en échange d'un meilleur traitement, parce qu'ils étaient tombés amoureux de femmes asiatiques ou encore à cause de l'attrait de « l'homosexualité » (plusieurs commentateurs, rapporte Kinzer, se rabattaient également sur cette drôle d'hypothèse, mettant en cause la « fragilisation de la masculinité américaine »). Au terme de la guerre de

Corée, plusieurs *déserteurs* américains qui avaient joint les rangs « communistes » décidèrent de rentrer au pays. Aucun d'entre eux ne déclara avoir subi quelque forme de lavage de cerveau que ce soit ; certains expliquèrent leur désertion par le fait qu'ils étaient désillusionnés par l'Amérique, d'autres disaient avoir été contraints par des méthodes traditionnelles ; certains affirmaient avoir été simplement motivés par un désir d'aventure (Kinzer, 2020, p. 85).

Dans un document officiel que j'ai déjà commenté (et qui date de 1956), était écrit en toute lettre : « Les moyens employés par les communistes pour obtenir des informations [...] n'étaient pas nouveaux, uniques, mystérieux ou irrésistibles », ils employaient des « méthodes [classiques] pour miner la force physique et morale d'un individu » : les prisonniers avaient été soumis à des formes classiques d'endoctrinement de groupe, et non à du « lavage de cerveau » (Department of the Army, 1956, p. 35). Les conclusions sont d'une étonnante clarté :

Les rapports sur le traitement des prisonniers de guerre américains en Corée ont donné lieu à plusieurs idées fausses, dont la plus répandue est celle du "lavage de cerveau" [...] En Corée, les prisonniers de guerre américains ont été soumis à un endoctrinement de groupe, et non à un "lavage de cerveau" [...]. Les efforts exhaustifs de plusieurs agences gouvernementales n'ont pas permis de trouver ne serait-ce qu'un seul cas concluant de "lavage de cerveau" sur un prisonnier de guerre américain en Corée [...] (Department of the Army, 1956, p. 51).

Considérons la séquence des événements : le rapatriement des pilotes date du 6 septembre 1953 (selon Schwable (United Nations General Assembly, 1953, p. 3)), alors que leurs rétractions datent du 25 septembre 1953. Ils auraient été détenus sur une longue période dans les camps chinois (Schwable indique que son avion a été abattu le 8 juillet 1952 (United Nations General Assembly, 1953, p. 3), d'autres mentionnent la fin de l'année 1951) et selon leurs rétractions, les « confessions » sont « retravaillées » jusqu'au début de l'année 1953. Schwable mentionne la « fin janvier » (United Nations General Assembly, 1953, p. 5), alors que Bley affirme : « Je crois que la date de ma déposition [aux autorités chinoises] est le 25 janvier 1953 » ; l'enregistrement des confessions daterait de la « fin février » (United Nations General Assembly, 1953, p. 15). C'est à ce moment que les médias occidentaux rapportent les nouvelles de ces confessions enregistrées.

S'il est clair que l'usage stratégique de l'explication par le brainwashing était voulu et recherché par les instances qui étaient « au front » dans la guerre psychologique contre les Soviétiques, il semble aussi que les rétractions des pilotes allaient servir d'écran pour toute une série d'actions et tout un pan des recherches expérimentales liés à la « guerre sur les esprits » (*brain warfare*).

5.3.3 Conclusion

Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure la CIA disait vrai, lorsqu'elle prétendait disposer d'informations quant à des « percées considérables » (*amazing results*) dans la recherche « sur le cerveau » – un argument souvent mobilisé pour justifier la mise en place des programmes Chatter, Bluebird ou Artichoke, créés respectivement en 1947 en 1950 et 1951. Mais on ne peut pas écarter qu'il s'agit d'arguments-refuges qui semblent carbrer autant qu'ils alimentent le mythe de la puissance par dépit (United States Senate, 1976, p. 387). L'explication par le lavage de cerveau a fourni à la CIA et à Allen Dulles un argument commode pour faciliter la mise en place du programme MK-ULTRA, beaucoup plus *expansif* que les précédents, peu de temps après les rétractions des pilotes, soit le 13 avril 1953.

À peine trois jours avant, dans un discours daté du 10 avril 1953, le directeur de la CIA brossait le portrait d'un programme ennemi sophistiqué, qui soumettait « des sujets à des traitements tels qu'ils sont privés de la capacité d'exprimer leurs propres pensées » ; ces « sujets », assurait Dulles, étaient « conditionnés » au point de répéter « à la manière de perroquets » des « pensées implantées dans leur esprit par suggestion de l'extérieur » (Kinzer, 2020, p. 71-72). « Nous, Occidentaux, sommes quelque peu handicapés dans cette guerre de l'esprit », concluait Dulles : « Nous n'avons pas de cobayes humains » ; pourtant « le contraire était vrai », écrit à juste titre Kinzer (2020, p. 72) ⁷⁵.

Le postulat de la « réaction » permet de masquer le caractère impérialiste des politiques américaines et de pousser la recherche expérimentale : MK-Ultra comme d'autres programmes ultrasecrets de la CIA trouvera sa justification dans cette hypothèse que les Soviétiques ont déjà réalisé des percées dans la guerre sur les cerveaux (*brain warfare*) et qu'en ce sens, les programmes américains offrent un contrepoids à ces développements. On reconnaît la prégnance du mythe de la « puissance par dépit » : c'est bien malgré eux que les Américains sont entraînés dans cette guerre expérimentale. La Commission Church endosse d'ailleurs de telles interprétations : « La possibilité [*the belief*] que des puissances hostiles avaient employé des agents chimiques et biologiques lors d'interrogatoires [et] de lavages de cerveau [*brainwashing*] [...] a contribué de manière décisive à la mise en place d'un programme 'défensif' de recherche sur les agents chimiques et biologiques ». Et il en va de même pour les expérimentations avec

⁷⁵ Les traitements expérimentaux – pour ne pas dire inhumains – réalisés dans le cadre de recherches subventionnées par la CIA sont aujourd'hui connus. Le cas du docteur Ewen Cameron du Allan Memorial de l'Université McGill est documenté (Farnsworth, 1992 ; Radio-Canada, 2021 ; Weiner, 2008).

les drogues : « La CIA avait reçu des rapports selon lesquels l'Union soviétique était engagée dans des efforts intensifs pour produire du LSD [...] », peut-on lire dans le rapport de la Commission (United States Senate, 1976, p. 392).

Tout porte à croire que les décideurs américains, Allen Dulles en tête, ont consciemment cherché à inscrire les décisions américaines dans un tel explanans « réactif ». Comme le dit Stephen Kinzer : « [L]e récit de l'encerclement et du danger imminent a permis à la CIA de se convaincre qu'elle menait une guerre purement défensive » (Kinzer, 2020, p. 82). La vérité, c'est que Dulles voyait le programme américain de « contrôle de l'esprit » comme « une partie indispensable de la guerre secrète contre le communisme » (Kinzer, 2020, p. 39).

Dans les chapitres 4 et 5, on a vu que les États-Unis sont disposés à déployer des moyens considérables – une guerre ouverte – pour défendre leurs intérêts géopolitiques. On a vu que dans un tel contexte, le récit de l'intervention américaine est empreint d'un caractère hagiographique. Je me suis attaqué à plusieurs mythes entourant la guerre de Corée : on a vu que la guerre débute avant le 25 juin 1950 et que le récit hagiographique de cette « courte guerre » occulte un récit important, celui d'une « longue guerre de Corée », qui implique l'occupation du territoire par les États-Unis, la réactivation de certaines politiques de la puissance coloniale japonaise, etc. On a vu que, dans le cas d'un conflit ouvert d'une telle envergure, l'empire américain puise dans le « mythe de la puissance par dépit » et le récit du caractère insatiable de l'expansion soviétique pour justifier une intervention, quitte à nier ses ambitions et son propre caractère expansif – le *rollback* et la guerre américaine pour le Nord. On a vu que les Américains emploient divers moyens (la propagande ou l'instrumentalisation du *brainwashing*) pour dissimuler la violence de leurs interventions ou celle que mobilisaient les forces alliées du capitalisme américain. Ces éléments montrent le caractère illusoire du déni du caractère (géo)politique du succès contemporain de la Corée du Sud ; ils pointent vers un lien direct entre ce succès et l'empire américain.

Mais les États-Unis n'ont pas seulement généré des succès économiques et ne sont pas seulement intervenus « ouvertement » pour modifier les trajectoires d'économies périphériques. C'est vers la guerre secrète, clandestine et le cas guatémaltèque que je me tourne maintenant.

CHAPITRE 6

SOUS LE FÉTICHE DE LA BANANE : GÉNÉALOGIE DU COUP DE 1954

Figure 6-1. *Glorieuse victoire*, Diego Rivera (1954)



Tiré de https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Gloriosa_victoria-Diego-Rivera-1.jpg

Nous sommes en 1953. Le couple célèbre formé par les artistes Diego Rivera et Frida Kahlo a choisi d'afficher sa « solidarité pour la cause de l'Amérique latine » : à l'entrée de la célèbre *Casa Azul* de Coyoacán, au Mexique, le drapeau du Guatemala virevolte, aux côtés du drapeau mexicain (Lazo, 2015, p. 246). Mais il faudrait plus que ces élans de solidarité pour sauver la présidence de Jacobo Arbenz. Le 27 juin 1954, le *soldado del pueblo* livre son dernier discours à titre de président : « ils » ont cherché à « semer la panique dans » et à « détruire [l']économie » du pays, dénonce-t-il : « [q]u'est-ce qui peut bien justifier de tels actes de barbaries ? Au nom de quel drapeau agissent-ils ? » (les extraits du discours d'Arbenz sont tirés de Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 199-200). Ce sont des questions rhétoriques : Arbenz connaît l'identité des « forces obscur[es] qui oppriment aujourd'hui le monde sous-développé ». Mais il fait montre d'une certaine délicatesse, évitant d'accuser frontalement le gouvernement américain. Ses attaques contre la United Fruit Company et autres « monopoles américains » sont beaucoup plus directes. Par crainte que le modèle guatémaltèque ne se propage, juge-t-il, ceux-ci ont employé tous les moyens à leur disposition pour générer ce chaos. Il faut mettre un terme à ces « attaques lâches ». Afin d'éviter la perpétuation de ce « bain de sang », Arbenz confie les rênes du pouvoir à Carlos Enrique Díaz et choisit

l'exil. Le colonel Díaz, assure le président : « saura défendre la démocratie guatémaltèque et préserver les acquis sociaux [du] peuple [guatémaltèque] ». Mais Arbenz sous-estime peut-être la rigidité – et l'implication – du géant américain, qui suit de près le déroulement des événements. Après deux jours seulement, Enrique Díaz cède le pouvoir. C'est le colonel Elfego Monzón accède à la présidence. C'est ce dernier qui est au pouvoir lorsque Rivera et Kahlo prennent part, le 2 juillet 1954, à une manifestation en soutien au président déchu (De Cortanze, 2013, p. 42 ; Löwy, 2013, p. 59). Diego pousse le fauteuil roulant de son épouse ; aux prises avec la maladie, Frida vient tout juste de subir l'amputation de sa jambe droite. Ce sera sa dernière apparition publique : elle s'éteint le 13 juillet 1954. Au moment de son décès, Monzón a déjà cédé le pouvoir. Le 7 juillet 1954, Carlos Castillo Armas, l'homme de main de Washington, s'installe à la tête du pays ; Diego vivra juste assez longtemps pour voir le règne du dictateur prendre abruptement fin : Armas se fait assassiner en juillet 1957 – ce sont des « temps sauvages », pour reprendre le titre du roman de Mario Vargas Llosa, inspiré de ces événements (Vargas Llosa, 2021). Dans les mois qui suivent le renversement d'Arbenz, Rivera peint *Glorieuse victoire* (1954), une représentation « cartoonesque » des principaux acteurs du coup d'État de 1954. Le titre est un pied-de-nez à John Foster Dulles, qui se serait empressé de saluer la « glorieuse victoire » de l'armée « libérationniste » de Castillo Armas contre le président Arbenz.

L'œuvre recevra un accueil mitigé – Michael Löwy juge qu'elle est « loin d'être la plus réussie de Rivera » (Löwy, 2013, p. 59) –, mais elle a quelque chose de sublime. On a du mal à détacher le regard du tableau. Les tonalités sombres et la luminosité cohabitent harmonieusement, la disposition des éléments est équilibrée, voire envoutante ; on reconnaît le style du muraliste, mais le trait est moins expressif. Il s'agit d'une murale transportable de dimension respectable (plus de 8 pieds sur la hauteur et 15 pieds de largeur). À l'avant-plan du tableau, on aperçoit John Foster Dulles, secrétaire d'État sous Eisenhower (1953-1959). Il serre la main de Carlos Castillo Armas – à la tête du Guatemala de 1954 à 1957. Fidèle à son habitude, ce dernier porte un revolver à la taille. Rivera a également pris soin d'ajouter des billets verts dans la poche gauche de la veste du dictateur. À gauche de Foster Dulles, on reconnaît Allen Dulles ; le directeur de la CIA durant « l'âge d'or » de l'agence (1953-1961) susurre quelque chose à l'oreille de son frère. À droite de Foster Dulles se trouve John Peurifoy, ambassadeur des États-Unis au Guatemala au moment du coup (1953-1954). À sa droite, un groupe de militaires (parmi lesquels Elfego Monzón, qui comme on le verra dans le chapitre suivant, assurera la transition jusqu'à l'arrivée de Castillo Armas à la tête du pays). À la droite de ce groupe se trouve l'archevêque du Guatemala au moment du coup (1939-1964), monseigneur Mariano Rossell y Arellano. Aux pieds de Castillo Armas et du secrétaire Dulles git un

obus, que le secrétaire d'État tient fermement. Sur cet obus apparaît le visage du président américain Dwight D. Eisenhower. Tout autour, gisent des civils ensanglantés. À droite, au fonds, des civils emprisonnés brandissent le drapeau guatémaltèque, alors que des travailleurs agités brandissent leurs machettes. L'assistante (guatémaltèque) de Rivera, Rina Lazo, fait partie de ce groupe, et c'est une mitraillette qu'elle brandit (son arme est en partie dissimulée par l'archevêque Rossell y Arellano). Dans le chapitre suivant de cette étude (chapitre 7), j'aurai l'occasion d'analyser dans le détail le rôle de chacun de ces acteurs dans le coup d'État de 1954. Mais pour le moment, j'aimerais attirer le regard du lecteur vers un des éléments du tableau.

Au centre, vers la gauche où remarque Allen Dulles. Alors que sa main gauche distribue des billets verts ; sa main droite est posée sur une claie de portage, où a été déposé un régime de bananes. À l'extrémité gauche du tableau, un militaire lourdement armé veille à la régularité du travail. Derrière lui, des débardeurs chargent un navire. Sur ce navire, on reconnaît distinctement le drapeau des États-Unis. C'est à la compagnie fruitière américaine qu'on surnommait la « pieuvre », la United Fruit Company, que réfère, sans ambages, Diego Rivera. Et c'est principalement l'histoire de cette entreprise que l'on suivra dans ce chapitre.

Structure du chapitre : de la surface du fétiche aux processus d'accumulation

La structure de ce chapitre s'inspire de la structure du *Capital* de Marx, et des *déplacements épistémiques* que j'ai abordés dans le premier chapitre. Dans un premier temps (6.1), j'interrogerai la *surface* des choses et m'attaquerai à une *marchandise fétichisée* : la banane. République d'Amérique centrale, le Guatemala représente un cas paradigmatique de ce qu'on désigne, dans le langage courant, comme une « république de bananes ». Mais ce terme doit faire l'objet d'une analyse critique. L'expression « république de bananes » est indissociable de l'histoire de la United Fruit Company, et c'est le récit de cette entreprise que j'aborde en premier lieu (6.1.1). Je montrerai que les usages habituels de la notion évacuent la contribution du politique et de la *violence impériale* dans les succès de ces républiques. Bien que mon analyse concerne une *entreprise privée*, elle devrait faire apparaître l'entrelacement du politique et de l'économique. Cet entrelacement disparaît à mesure que le commerce de la banane s'impose sur le marché. En fait, à bien des égards, la banane représente le paradigme de la *marchandise fétichisée*. On verra qu'un récit hagiographique, uniquement préoccupé ou entièrement dévoué à la surface des choses (un récit porté, par exemple, par Frederick Upham Adams (1914), apologiste de la United Fruit Company

dont on survolera le travail), participe de la fétichisation de cette marchandise (6.1.2). Ce récit de surface éclipse du tableau *l'exploitation et la violence* que sous-tend la production et la création de ce bien de consommation (tout autant, on pointera vers cette direction, que la contribution du politique dans la *mise en marché* de celle-ci). Ce récit sera contrasté par un contre-récit de la banane (6.1.3). Je chercherai à *défitichiser* la banane-marchandise (indissociable, comme on le verra, de l'histoire du Guatemala), à suivre *l'histoire réelle* de la banane, une histoire *faite de « sueur et de sang »* (Marx). J'aborderai aussi un moment-clé dans l'histoire de l'Amérique latine (6.1.3.1), soit le « massacre des bananeraies » (1928). Ce drame qui secoue une petite municipalité de Colombie (l'histoire du Guatemala ne s'écrit pas en vase-clos) illustre à quel point les zones bananières représentent, sur tout le continent, de véritables « exceptions spatiales » (Coleman, 2016, p. 158), soustraites aux juridictions des États, reposant sur leurs propres règles. Ces « enclaves » pointent vers l'absence de souveraineté politique dont disposent les « républiques de bananes » face à « l'impérialisme privé » de la United Fruit Company (Coleman, 2016, p. 74-75). Les latino-américanistes le savent : on peut difficilement aborder les républiques de bananes et encore moins le « massacre des bananeraies » sans parler de Jorge Eliécer Gaitán ; véritable monument de la politique latino-américaine, Gaitán est l'incarnation parfaite du contre-récit de la banane. *Debate sobre las bananeras* (Gaitán, 1988), que je survolerai dans cette section (6.1.3.2), présente une synthèse du débat entourant les événements de Ciénaga, un débat qui a lieu à la Chambre des représentants de Colombie, du 3 au 6 septembre 1929.

Dans un deuxième temps (6.2), ce sont les processus historiques d'accumulation (*l'accumulation primitive*), c'est l'histoire écrite en « lettres de feu et de sang », la « violence brute des origines » (Marx) qui m'intéressent. Je quitte définitivement la surface des choses pour m'attaquer aux « conditions préexistantes » (Fraser et Jaeggi, 2018) du capitalisme au Guatemala. J'analyserai la structure de classe de la société guatémaltèque et chercherai à montrer comment la marginalisation des *indios* a favorisé, au Guatemala, l'accumulation du capital au tournant du 19^e et du 20^e siècles (6.2.1). En ce sens, la présidence de Jorge Ubico (6.2.2), surnommé le « Napoléon d'Amérique centrale », est sous le signe de la continuité. Pour Ubico, la démocratie représente un luxe que le Guatemala *ne peut pas se payer* (Immerman, 1982, p. 33). Sous son règne, l'État guatémaltèque se dévoue au capital étranger : la violence politique de l'appareil d'État garantit le maintien des salaires à un niveau « concurrentiel », l'accumulation des profits ; les *indios* sont placés dans un état de quasi-servitude (6.2.2.1) qui répond parfaitement aux exigences du capital étranger. La United Fruit Company est au nombre des bénéficiaires : la « générosité » du dictateur lui permet de conforter son pouvoir, d'augmenter son emprise sur les terres, les rails et les ports du pays.

Ubico est un partisan de l'endiguement avant l'heure (6.2.2.2) ; sa paranoïa anticommuniste détonne peut-être avec la politique du président Roosevelt, mais elle est en parfaite adéquation avec les intérêts de la compagnie fruitière : Ubico est garant de la stabilité et des profits des entreprises étrangères. Mais il ne parviendra pas à étouffer tout à fait les voix dissidentes.

Avec la chute d'Ubico (qui s'exile en Nouvelle-Orléans, où se trouve le siège social de la United Fruit) s'ouvre un nouveau récit (6.3). Le « printemps de 1944 » annonce des transformations radicales dans l'ordre politique de la jeune république (6.3.1). Ceux qui vivaient dans les marges de la société guatémaltèque acquièrent enfin une parole politique. Mais le rythme de la Guerre froide va s'imposer rapidement ; les États-Unis se montrent de moins en moins tolérants face à un Président qui, bien qu'il prétende s'inspirer de Roosevelt, se réclame ouvertement d'un socialisme « spirituel » (6.3.2). L'heure n'est plus à l'accommodement. Le Guatemala se butera au nouvel Empire. Pendant ce temps, le jeune Jacobo Arbenz Guzman prépare son entrée en scène.

6.1 Les « républiques de bananes » comme dissimulation du politique

C'est l'écrivain William Sydney Porter (mieux connu sous son nom de plume, O. Henry) qui invente en 1904 l'expression « république de bananes », une expression qui désigne alors les pays, tout particulièrement en Amérique centrale, dont l'économie repose presque entièrement sur la culture et l'exportation de la banane. Dans ses emplois contemporains, l'expression en vient à désigner des pays aux prises avec une constante instabilité économique et une corruption endémique. Dans ses emplois courants, l'expression « républiques de bananes », a tendance à présenter ces « débâcles » économiques (et politiques) comme des *échecs endogènes*, pourtant : les républiques bananières sont rigoureusement indissociables d'un pouvoir impérial. Les récits qui entourent la banane ont aussi tendance à occulter, à invisibiliser l'empire, et l'on retrouve une tension entre le *récit superficiel d'une banane-marchandise*, un récit fait de faux-fuyants dans lequel l'aspect comique, « l'éclat jaune-or » de la banane-marchandise (en un mot, l'*abstraction*) cherche obstinément à s'imposer, à étouffer ce récit autre, celui-ci plus tragique : le récit des violences et des fondements politiques de la mise en place d'un marché de la banane, le récit de l'exploitation des travailleurs, des relations sociales et du travail nécessaires à la production (*concrète*) de cette marchandise. Le terme « république bananière » désigne en bout de ligne un « pays qui n'en est pas tout à fait un », un « terrain qui attend d'être développé », des républiques qui n'ont d'autres lois que la « loi de la déprédation », dont « la seule institution est l'exploitation » (Coleman, 2016, p. 95).

6.1.1 L'émergence de la compagnie-pieuvre

C'est vers la fin du 19^e siècle que commence l'histoire de la banane en Amérique latine, et elle est étroitement liée à la figure d'un certain Minor C. Keith (1848-1929). En 1871, Keith est appelé en renfort pour aider son oncle à construire un chemin de fer qui doit relier San José, la capitale costaricienne, à Puerto Limón, sur la côte caribéenne. La compagnie de son oncle possède alors de vastes terres, particulièrement fertiles. Keith flairé une occasion d'affaires : il lui vient l'idée de planter des bananes en bordure des lignes de chemin de fer et d'en faire le commerce. Après avoir testé le marché nord-américain, il décide de se lancer dans le commerce du fruit. La Nouvelle-Orléans, deviendra l'un des principaux ports d'entrée pour la banane aux États-Unis. Les jeunes républiques d'Amérique centrale se convertiront tour à tour à l'économie de la banane et son commerce connaîtra une croissance fulgurante : aux États-Unis, les importations de bananes atteignent 92 318 \$ en 1874, puis 487 674 \$ en 1875 et 5 854 758 \$ en 1891 (T. Palmer, 1932, p. 261-263). Les nations qui aspirent au développement doivent alors pouvoir compter sur un réseau moderne de transport (on a vu qu'il s'agissait du point névralgique de la colonisation japonaise en Corée) qui permettra aux marchandises de circuler sur les marchés. La construction des chemins de fer devient le principal levier de négociation de Minor C. Keith : en échange de la construction des lignes de chemins de fer, il négocie l'acquisition de parcelles de terre inexploitées qui serviront à la culture de la banane. Entrevoyant une voie d'accès rapide au commerce et au « progrès », les dirigeants politiques des jeunes républiques plient l'échine, concèdent plus qu'il n'en faut. Keith jette ainsi les bases d'un modèle d'affaire qui transformera le visage du continent. Il utilise le chantage, menace de quitter le pays, devient maître dans l'art d'obtenir les faveurs des politiques, si bien qu'on le surnomme bientôt le « Roi sans couronne de l'Amérique centrale » (Gaston-Breton, 2009). Keith n'est pas le seul à voir le potentiel de ce commerce. Andrew W. Preston (1846-1924) a lui aussi flairé l'occasion d'affaire, et s'est associé avec le capitaine Lorenzo Dow Baker (pionnier du commerce), pour fonder la Boston Fruit Company (1885), qui importe vers Boston depuis la Jamaïque.

Les trajectoires parallèles des marchés des West Indies, pilotés par Andrew W. Preston et ceux de l'Amérique centrale et de la Colombie, contrôlés par Minor C. Keith convergent en 1899 : les deux entrepreneurs associent alors leurs forces pour fonder la United Fruit Company. La compagnie est bientôt installée un peu partout en Amérique latine, et on l'affuble d'un surnom qui relève l'aspect transnational (ou l'emprise impériale) de ses activités : « la pieuvre » (*el pulpo*). Cet ancrage multi-territorial permettra à la United Fruit de transcender les législations jugées trop contraignantes ou de profiter du laxisme d'autres législations, ou bien encore : de jouer les unes contre les autres. Au moment de sa création, la

firme possède déjà quelques 212 394 acres de terres, dont seulement près du quart (61 263 acres) produisent *effectivement* des bananes (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 67). La question des terres fertiles inutilisées sera au cœur des négociations entre le gouvernement Arbenz et la United Fruit, comme on le verra.

6.1.2 La création de la banane-fétiche

Conquête des tropiques (1914) de Frederick Upham Adams est un exemple patent des formes que peut prendre le récit de surface qui fétichise la banane-marchandise (Adams, 1914). Dans ce compte rendu apologétique des activités de la United Fruit Company en Amérique centrale (préparé à partir d'archives de la compagnie et avec l'étroite collaboration de l'entreprise) les tropiques apparaissent, ni plus ni moins, comme le *prolongement du territoire des États-Unis*. Dans les toutes premières pages de son ouvrage, cet apologiste célèbre cet « esprit d'entreprise » qui « ne reconnaît aucune frontière nationale » (Adams, 1914, p. 3) ; il en appelle au développement de ces zones « sous-développées » car les tropiques, assure-t-il, représentent un « formidable atout » qui demeure « inexploité », en ce début du 20^e siècle ; il faut appliquer sur les terres fertiles des tropiques, les méthodes « hautement civilisées » de « l'industrie scientifique » (Adams, 1914, p. 9). Notre auteur (qui est aussi inventeur) invite le lecteur à reconnaître l'héroïsme de ceux qui ont œuvré à la conversion des « marécages » et des « jungles » de cette Amérique hostile (on parle ici de l'Amérique centrale) en de vastes plantations. Sans cet esprit « distinctif » qui a « toujours amené l'Américain à conquérir et à repousser la frontière » (Adams, 1914, p. 53) (ici, la référence à l'*expansion*, tout autant que la conscience de sa *constance dans l'histoire américaine* est indéniable), les tropiques seraient demeurés de vastes terres en friche. Les terres des tropiques, assure-t-il, ne sont productives que dans la mesure où « le capital américain et l'entreprise américaine les rendent productifs » (Adams, 1914, p. 36). Notre apologiste souligne d'ailleurs que c'est au Guatemala « que l'on peut apprécier à leur juste valeur les vertus civilisatrices de la United Fruit Company » (Adams, 1914, p. 201). La United Fruit Company amène des vertus civilisatrices et une éthique de l'amélioration qui manquaient cruellement au pays ; avant l'arrivée de la United Fruit, les terres fertiles étaient en dormance, on les « négligeait » ou on les « ignorait » (Adams, 1914, p. 196). Ces sont les entrepreneurs américains qui amènent le progrès et la prospérité dans ces contrées hostiles. Dans ce « récit triomphaliste », comme l'écrit Colby, qui représente une véritable incantation d'une sorte d'impérialisme des tropiques, la violence impériale est complètement éclipsée, elle disparaît pour être remplacée par de supposés « sentiments amicaux » entre conquérants et conquis (Colby, 2015, p. 289). Un autre apologiste d'ailleurs cette idée, moins de deux décennies plus tard : « [l]e développement du commerce des bananes s'accompagne de

plus en plus d'un sentiment amical à l'égard des États-Unis », assure Palmer (T. Palmer, 1932, p. 272). L'auteur ne manque pas non plus de saluer l'engagement de la United Fruit pour « la paix et la prospérité des pays d'Amérique centrale » (T. Palmer, 1932, p. 267).

C'est l'industrie moderne qui crée le produit standardisé que l'on connaît comme « la banane » et ce sont des considérations commerciales qui expliquent l'*apparence* de ces bananes qu'on consomme aujourd'hui – la mise en marché et la consommation de masse de la variété « Gros Michel » s'expliquerait, en tout premier lieu, selon Chapman, par des considérations esthétiques (Chapman, 2007, p. 19). Cette mise en marché, qui représente aux yeux de Upham Adams : « [l']un des plus brillants triomphes de l'homme sur la Nature » (Adams, 1914, p. 26), est le résultat du travail réalisé par la United Fruit Company : c'est elle qui a « sorti le fruit de la jungle », qui a « fait de ce produit naturel » une « marchandise » (Chapman, 2007, p. 23). C'est elle qui est parvenue à pénétrer le marché de masse aux États-Unis, et qui afin de s'imposer dans les foyers de l'Amérique du Nord et de l'Europe, a dû fétichiser cette marchandise. Une capsule promotionnelle produite par la United Fruit Company (*Journey to bananaland*, 1950) illustre parfaitement les efforts de la compagnie afin de donner forme à cette banane-fétiche. On y retrace le « parcours de la banane » (évoquant les origines africaines de la banane), on multiplie les faits inusités (le temps nécessaire à la plante pour atteindre la maturité, puisque oui : le bananier est *une plante*, non pas un arbre), etc. Et il sera question de l'organisation du travail (mais pas des longues heures travaillées) ; on verra les travailleurs (dont aucun n'est blanc) exécuter leur travail avec un certain entrain, on les verra manier leurs machettes avec adresse (on ne verra pas les accidents de travail) ; on verra les bananes d'un « jaune-or éclatant » aboutir au supermarché, on observera une mère et sa fille (toutes deux blanches) observer, choisir leurs bananes, tout sourires... On ne verra pas le surtemps, le travail nocturne, les habitations de fortune des travailleurs, la répression des mouvements de grève et des syndicats, les nombreuses tractations avec le pouvoir politique pour maintenir les salaires le plus bas possible (*Journey to bananaland*, 1950).

Le « fatras des échanges » envahit tout l'espace du récit de cette banane-fétiche, vient étouffer complètement le récit des travailleurs, celui de la violence du processus productif. Le rythme enjoué, ludique de la chanson *Banana Boat Song (Day-o)* tend peut-être à faire à oublier que ce succès popularisé par Harry Belafonte quelques années plus tard (1956), raconte le travail pénible des *dockers* jamaïcains. *Banana Boat Song*, reprise d'une chanson folklorique jamaïcaine, raconte la plainte des travailleurs jamaïcains, tout juste émancipés de l'esclavage qui viennent combler les besoins d'une main

d'œuvre bon marché de la compagnie fruitière. Dans ce pays, le fruit tropical a pris le relais de la production sucrière, à laquelle l'abolition de l'esclavage a porté un dur coup (Maillard, 1969, p. 313). *Day, me say day, me say day-o (day-o pour day is over) ; le jour se lève et la journée est terminée*, insiste le *docker* dans le refrain : il est temps de rentrer à la maison (*Stack banana 'til de mornin' come, daylight come and me wan' go home*).

Si les relations de travail sont évoquées dans ces récits apologétiques, c'est pour mentionner, de manière catégorique, que le « système de contrat » qui régit les relations de travail est « absolument équitable », qu'il « fonctionne à l'entière satisfaction des hommes qui en vivent bien » (Adams, 1914, p. 200) et qui reçoivent en échange un « honnête salaire » (Adams, 1914, p. 202). Mais sous ce récit d'une banane-fétiche se dissimule un autre récit, une histoire écrite en « lettres de sang et de feu indélébiles » (Marx).

6.1.3 Contre-récit de la banane : la sueur et le sang des travailleurs

J'ai mentionné dans les chapitres précédents qu'il existait deux tendances dans les récits de la guerre de Corée : la tendance forte au sein des récits américains consistait à faire démarrer la guerre de Corée avec l'offensive du 25 juin 1950 (ce qui permettait d'insister sur le caractère prétendument *réactif* de l'intervention américaine) alors que les récits sud-coréens avaient plutôt tendance à faire démarrer la guerre en 1945 (Cumings, 1981, p. xxix). Une telle dualité existe dans les imaginaires entourant l'expression « république de bananes » : dans la littérature latino-américaine, par exemple, l'expression « république de bananes » évoque les pratiques abusives, frauduleuses ou criminelles de la United Fruit Company, laquelle enfante, littéralement, de républiques de bananes.

Dans sa « trilogie bananière » (publiée entre 1950 et 1960), le poète et prix Nobel guatémaltèque Miguel Ángel Asturias raconte les rapports conflictuels entre la compagnie fruitière et le Guatemala. Mario Vargas Llosa publiait tout récemment *Temps sauvages* (2021). Dans les toutes premières lignes de son roman inspiré des événements ayant mené au renversement d'Arbenz, il écrit : « Inconnus du grand public et, par ailleurs, peu présents dans les livres d'histoire, les deux hommes qui ont eu probablement le plus d'influence sur le destin du Guatemala et, d'une certaine façon, sur celui de toute l'Amérique centrale au 20^e siècle furent Edward L. Bernays et Sam Zemurray [...] » (Vargas Llosa, 2021, p. 17). Le premier, neveu de Freud, parfois considéré comme le père de la propagande politique et commerciale moderne, sera chargé de dynamiser les campagnes publicitaires de la United Fruit Company et jouera un rôle dans le coup de 1954 (on le verra dans le chapitre suivant) ; le second deviendra président de la compagnie (comme on

le verra au point 6.3.2.). L'affirmation de Llosa est peut-être exagérée, mais elle a l'avantage d'indiquer le fossé qui existe entre deux récits aux antipodes. Les critiques de la compagnie traversent l'histoire du continent, jusqu'au cône sud : Pablo Neruda, véritable monument de la littérature latino-américaine, réserve à la United Fruit un poème dans son célèbre *Canto general* (1950) – la United Fruit, ainsi vont les vers du poème, se réserva les terres les plus fertiles, elle se réserva « le plus juteux » du continent, la « douce hanche » de l'Amérique centrale, selon les mots qu'emploie le poète. L'aspect transnational des activités de la United Fruit permet également à la compagnie d'utiliser à son avantage la mobilité des travailleurs, en fonction des besoins de main d'œuvre et des impératifs de rentabilité de l'entreprise (Coleman, 2016, p. 225).

Le « nuage mystique » (Marx) qui enveloppe la banane-marchandise en Amérique du Nord, où elle est consommée dans le confort du foyer, disparaît là où la marchandise est produite. Au Honduras, au Nicaragua, au Salvador, au Panama ou en Jamaïque, la banane peut difficilement ne pas évoquer la *sueur* concrète des travailleurs. En Colombie, en partie grâce à Gabriel García Márquez, lorsque la United Fruit est évoquée, c'est le *sang* des travailleurs qui vient à l'esprit. *Cent ans de solitude* (1967) raconte comment l'euphorie devant l'arrivée de la compagnie fruitière laisse place, au fil du temps, à la tragédie des événements de 1928, à Ciénaga, dans le département de Magdalena.

La fiction rejoint la réalité : dans cette petite municipalité en bordure de la mer des Caraïbes, alors que l'économie de la banane bat son plein dans la région (selon les chiffres avancés par Palmer, quelques 64 307 656 régimes de bananes entrent aux États-Unis cette année-là ; la banane représente à elle seule 53 % des importations qui proviennent de l'Amérique centrale (T. Palmer, 1932, p. 265-266)), se produit l'un des grands drames de l'Amérique latine. La référence au « massacre des bananeraies » dans cette œuvre-phare du réalisme magique permettra à la mémoire des événements de transcender les frontières nationales (Díaz Jamarillo, 2019, p. 40) et malgré les tentatives d'occulter, d'étouffer ce récit, l'imaginaire latino-américain garde l'empreinte de ce baptême de sang de la classe ouvrière.

6.1.3.1 Violence historique de la banane-marchandise : le massacre des bananeraies (1928)

La United Fruit Company devient, à compter de 1910, la plus importante compagnie agricole au monde (M. Colby, 2011, p. 4). Le modèle d'affaires qui lui a permis de croître est implacable : les revenus des chemins de fer financent l'achat de nouvelles terres où sont plantées des bananes qui circuleront ensuite sur ces mêmes chemins de fer jusqu'aux ports que possède, à toutes fins pratiques, la compagnie ; sa

propre flotte est ensuite mobilisée pour envoyer les bananes-marchandises vers le marché nord-américain. Chacune de ses activités offre une rentabilité maximale : sur le chemin du retour, sa Great White Fleet vend aux touristes américains des croisières vers les tropiques, alors que la cale des navires est remplie de marchandises de première nécessité qui, une fois qu'elles atteignent les tropiques, sont vendues dans les magasins des zones bananières qui sont la propriété de la compagnie, aux employés dont une partie des salaires est versée en bons d'achat (*vales*) uniquement échangeables dans ces magasins, forçant la dépendance des travailleurs. Dans ces enclaves, les travailleurs sont non seulement dépendants et exploités : ils sont aussi invisibles. Ces enclaves bananières sont, comme l'indique Kevin Coleman, de véritables « exceptions spatiales » et le terme république de bananes représente la « nationalisation de ce trou noir juridique » (Coleman, 2016, p. 158).

À Ciénaga, la United Fruit emploie plusieurs milliers de Colombiens. Face aux pratiques abusives de la compagnie, ces travailleurs qui revendiquent de meilleures conditions se syndiquent, et devant le mutisme de la compagnie qui n'entend pas céder aux demandes des travailleurs, votent la grève le 12 novembre 1928. Ils exigent des habitations propres pour les travailleurs, demandent l'obtention d'au moins un jour de repos par semaine ; ils souhaitent obtenir des indemnités en cas d'accidents de travail et une assurance collective, etc. Leurs demandes, raisonnables, sont formulées en 9 points. Mais la compagnie ne cède pas et demande le soutien de l'État colombien pour écraser le mouvement de grève. Dans la nuit du 5 au 6 décembre 1928, les militaires colombiens sont appelés en renfort. Ils ouvrent le feu sur les grévistes. Le nombre de victimes varie selon les sources : *La Prensa* parle de 100 morts et de 238 blessés (« 100 muertos y 238 heridos en el conflicto de la región bananera », 1928, p. 1), mais un câble de l'ambassadeur américain en Colombie, daté du 16 janvier 1929 avance un chiffre beaucoup plus élevé (plus de 1 000 morts) (document d'archive disponible sur le site de Coleman, s.d.) ; les évaluations les plus pessimistes parlent de 1 500 victimes (Calvo Ospina, 2010). Les traces des corps doivent disparaître ; pas celles de la violence qui guette les travailleurs invisibles, s'ils devaient à nouveau chercher à faire entendre leurs voix : les corps des travailleurs abattus *disparaissent pendant la nuit*, mais le lendemain matin, seuls neuf corps gisent sur le sol de la gare de Ciénaga... rien n'est plus visible que ces *neuf corps*, répondant aux demandes en *neuf points* des travailleurs en grève (Coleman, s. d.).

Après avoir réprimé les grévistes, le gouvernement colombien reprend le contrôle de la zone bananière, ou plutôt, il fait comme le font les gouvernements latino-américains à l'époque et la rétrocède à la United

Fruit. Car en Colombie comme ailleurs, c'est elle qui est véritablement souveraine dans les zones où poussent les bananes (2015, p. 166).

6.1.3.2 Jorge Eliécer Gaitán : résurgence du récit de la violence, violence du récit impérial

Les événements de Ciénaga accoucheront du « débat sur les bananeraies » où se révèle un orateur exceptionnel en la personne de Jorge Eliécer Gaitán. En septembre 1929, le jeune Gaitán (il serait âgé d'à peine 26 ans, quoique les sources ne s'entendent pas sur le moment de sa naissance – il n'a pas plus de 31 ans dans tous les cas), expose aux élus de la Chambre des représentants les résultats d'*une enquête-terrain qu'il a lui-même menée dans la zone bananière*. Ce sont des « monstres ivres de sang » et sans « aucune compassion » qui ont commis ce crime, peste le jeune politicien (Gaitán, 1988, p. 114), qui expose aux élus l'horreur des événements :

[...] les mitrailleuses commencent à tirer, ensuite c'est au tour des fusils. À peine cinq minutes. La tragédie est consommée. Plusieurs vies, des centaines de vies tombent sous les balles [on] ordonne de passer à la baïonnette la multitude qui git sur le sol, vaincue. C'est une scène d'une indicible horreur [l]es blessés sont achevés à la baïonnette [...]. Je ne saurais dire pourquoi la Divine Providence n'a pas simplement ouvert le sol sous leurs pieds pour les avaler vivants. [Cette horrible tragédie] ne prendra fin que lorsque les portes des prisons laisseront s'échapper les prisonniers innocents et que les cellules vacantes accueilleront les vrais coupables (Gaitán, 1988, p. 113-114).

Figure incontournable de la politique en Colombie, sinon en Amérique latine, celui qu'on surnommait le « tribun du peuple » présente la séquence des événements, il passe habilement des faits – car sur place, des témoignages lui ont été livrés sous serments – aux discours sentis, des discours qui sont souvent suivis d'applaudissements nourris – on le sait à la lecture du *debate*, où sont indiquées les réactions des membres du Congrès ⁷⁶. Le *Débat sur les bananeraies* est un document d'une grande valeur historique qui permet de prendre la pleine mesure de l'ampleur du personnage : Gaitán y expose l'infortune des travailleurs qui « vivent dans de vraies porcheries », gagnent « des salaires de misère » ; il réserve ses mots les plus durs à la compagnie bananière : c'est une « entreprise prostituée », ose Gaitán qui expose, devant les parlementaires, les manœuvres malhonnêtes de la compagnie fruitière : elle « corrompt les consciences et achète les autorités » (Gaitán, 1988, p. 126). Alors que le discours dominant de l'époque attribue la rationalité au capital et l'irrationalité aux masses laborieuses, Gaitán expose (preuves à l'appui)

⁷⁶ 90 ans plus tard, ces inscriptions servent de didascalies à de jeunes étudiants d'une école de Ciénaga qui font revivre la scène par le théâtre de rue (« 90 años después (Informe especial) », 2018).

l'irrationalité de l'accumulation : les travailleurs en grève étaient « disposés à faire des compromis », rectifie Gaitán : « c'est la compagnie qui a refusé [d'en faire] » ; c'est elle qui souhaitait « continuer à exploiter les travailleurs » et « les maintenir dans des conditions misérables » (Gaitán, 1988, p. 111). Ces abus du capital américain n'auraient pas été possibles sans la complicité du gouvernement colombien, Gaitán ne l'ignore pas :

C'est ainsi que les autorités colombiennes procèdent quand vient le temps de choisir entre l'ambition excessive des étrangers et l'équité à laquelle aspirent les Colombiens. Le gouvernement se bouche les oreilles devant les enfants de son pays, mais [accepte de rendre des comptes] aux Américains [...] le gouvernement [colombien] n'a déployé aucun effort pour réparer les injustices que subissaient les travailleurs. Alors qu'il s'agissait de Colombiens, et l'entreprise, elle, était américaine. Or nous savons douloureusement que dans ce pays, le gouvernement réserve aux Colombiens les balles meurtrières, alors que devant l'or américain il met un genou tremblant au sol (Gaitán, 1988, p. 103 et 112).

Ce n'est pas au métal noble que réfère Gaitán lorsqu'il affirme que ces exploiters ne cherchent qu'à étancher leur soif de *oro americano* (« or de l'Amérique ») (Gaitán, 1988, p. 114) : l'expression révèle *la violence dissimulée sous le jaune éclatant de la banane, d'une banane fétichisée*. Elle permet de donner une trajectoire, une histoire, de resocialiser la marchandise – de la *défitichiser*. En effectuant ce glissement rhétorique de l'or vers la banane, Gaitán vient d'inscrire le comportement de la compagnie qui vampirise (on se rappellera cette phrase de Marx : « en réalité le vampire qui le suce [le vendeur de force de travail] ne le lâche point 'tant qu'il lui reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à exploiter' » (Marx, 1968, p. 385)) les terres fertiles de l'Amérique latine dans la continuité des empires coloniaux du passé.

Vingt ans après le débat sur les bananeraies, le 9 avril 1948, alors qu'il est candidat à l'élection présidentielle, Gaitán est assassiné. Il fait peu de doute qu'il aurait remporté cette élection. Son assassinat ouvre la voie, en Colombie, à la période dite de *La Violencia*. Bien qu'il soit chef du Parti libéral (un parti « centriste ») lorsque son parcours est abruptement interrompu, mais il n'a rien du libéral-type : le tribun du peuple évoquait la nécessité d'une réforme agraire et n'hésite plus à pointer du doigt l'impérialisme du Nord, dénonçant avec véhémence « l'oligarchie qui n'a ni vie ni parole propre », et cet « impérialisme qui la tient assise sur ses genoux » (Galeano, 2013, p. 755). Bien vite, le traumatisme de son assassinat transcende les frontières. Un jeune étudiant cubain du nom de Fidel Castro est à Bogotá au moment du drame et participera au *Bogotazo*, le soulèvement populaire qui succède à l'événement et, selon certains, c'est l'assassinat de Gaitán qui achèverait de convaincre Castro que cet *impérialisme du Nord* représente le principal problème auquel doivent s'attaquer les nations latino-américaines (Judson, 1983, p. 76-77).

L'assassinat de Gaitán est l'occasion d'un certain éveil : l'Amérique latine prend conscience de ce qui l'empêche de se réaliser, ce capital étranger qui la dépossède, qui brouille sa souveraineté.

Le récit des vertus civilisatrices de la United Fruit Company ne parviendra pas à s'imposer aux consciences, en Amérique latine, pas plus que la mort de Gaitán ne fera pas oublier le récit des pratiques « voyous » de l'entreprise bananière. En fait, la United Fruit Company continuera d'appliquer la même recette, sur tout le continent. Le Guatemala n'échappera pas à l'emprise de la compagnie-pieuvre.

6.2 Le Guatemala, archétype des républiques bananières

À vrai dire, le pays représente même *l'archétype* des républiques bananières : le Guatemala se convertira en une « annexe pure et simple » de la compagnie fruitière assurant, à lui seul, le quart des profits de la compagnie (Gaston-Breton, 2009). L'économie du pays en vient à tourner, comme le fait remarquer Immerman, autour d'un bien d'exportation dont la valeur marchande est sujette à des variations importantes ce qui le place dans une situation de dépendance et fragilise sa souveraineté (Immerman, 1982, p. 31). C'est une brèche que la United Fruit exploitera à son avantage.

Car ce ne sont pas seulement les terres fertiles qui expliquent l'attrait du pays pour la compagnie bananière : c'est aussi, sinon principalement, la courte vue de ses gouvernements. Un ancien haut-placé de la compagnie ayant travaillé pendant des décennies pour la compagnie (notamment en tant que vice-président), Thomas McCann, le confirme. Selon des propos rapportés par Schlesinger et Kinzer, l'auteur d'un best-seller sur la United Fruit : *An American Company : the Tragedy of United Fruit* (1976) affirme, sans ambage : « le gouvernement du Guatemala était le plus faible, le plus corrompu et le plus soumis de la région » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 73). Exemple de cette faiblesse des gouvernements : en échange de la construction du chemin de fer reliant la capitale de Guatemala-Ville à Puerto Barrios, la ville portuaire qui donne sur l'Atlantique, Manuel Estrada (1898-1920) accorde à la compagnie un monopole d'exploitation... d'une durée de 99 ans (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 67).

La pénétration de la compagnie dans l'économie du pays amène une concentration toujours plus grande des terres entre les mains d'un nombre restreint de propriétaires : la propriété terrienne se concentre ainsi en immenses *fincas* destinées, avant tout, à la production pour le marché mondial. Frederick Upham Adams, notre apologiste, célèbre la stratégie innovatrice entourant la « banane commerciale », qui consiste à réaliser un faible taux de profit sur la vente de chaque unité, à réaliser de « petits profits sur des

ventes énormes » (Adams, 1914, p. 44-45). Mais notre apologiste néglige le fait que cette stratégie commerciale repose, du début à la fin de la chaîne de production, sur l'extraction d'un surtravail et l'exploitation des travailleurs. Ce sont les *indios* qui paient les frais de cette stratégie commerciale, ce sont les Autochtones guatémaltèques qui, historiquement, représentent la classe exploitée par excellence (Immerman, 1982, p. 23).

6.2.1 Peuple invisible, violence invisible

Bien qu'ils représentent une proportion importante de la population du Guatemala (selon les recensements effectués au Guatemala : 64.70 % en 1893 ; 64.80 % en 1921 ; 53.65 % en 1950 et 39.26 % au recensement de 2002) (Rodríguez L., 2009), les Autochtones, surtout Mayas (qui comptent 21 groupes : K'iche, Q'eqchi, Kaqchikel, Mam), ont toujours été marginalisés politiquement et exploités sur le plan économique. Encore aujourd'hui, la précarité affecte particulièrement ce groupe qu'on nomme souvent les *indios*, au Guatemala, alors que ce sont les *ladinos*, un dérivé du terme *latinos* qui réfère, *grosso modo*, aux « non-autochtones » (Adams, 1994, p. 527). Rigoureusement parlant, il ne s'agit pas d'une référence à l'ethnicité : le terme désigne en fait un membre de « n'importe quel groupe ethnique », ayant résolument adopté « des comportements et des mœurs non indiens et s'exprimant dans une langue européenne » (Immerman, 1982, p. 26) qui bénéficient de situations socio-économiques plus avantageuses.

Traditionnellement, l'économie des Autochtones reposait sur la subsistance, et non sur l'accumulation⁷⁷. Dans un extrait qui rappelle la fonction du politique chez les Guayakis étudiés par Pierre Clastres, Immerman écrit : « [a]u sein des villages tribaux, le fait d'afficher ses richesses est méprisé, puisque cela vient perturber l'équilibre de la 'pauvreté égalitariste' ». Il poursuit :

C'est la figure du conformiste qui est idéalisée par la société et non pas celle de l'innovateur ; c'est l'individu circonspect qui se démarque, pas celui qui cherche à accumuler du pouvoir. Historiquement, les Mayas possèdent les terres en commun, les possessions individuelles sont réparties en fonction de l'usage de la terre et non en fonction [d'une conception productiviste, moderne ou capitaliste de la] propriété. Ces traditions [insiste Immerman] ont

⁷⁷ Alors que le système *ladino* repose sur l'accumulation du capital, les *indios* s'en remettent à la coopération, au collectivisme, à la propriété *communale* (Aybar de Soto, 2018, p. 148).

survécu aux politiques des Conquistadors espagnols et des *caudillos* [...] » (Immerman, 1982, p. 25) ⁷⁸.

Mais leur marginalisation ne repose pas *principalement* sur des facteurs endogènes : elle découle en premier lieu des politiques coloniales puis néocoloniales, du racisme des élites locales à leur égard – un racisme qui traverse tout le 20^e siècle. Un jeune intellectuel guatémaltèque (qu'on devine *ladino*) affirmait ainsi en 1927 que les *indios* se « rapprochent plus de la bête que de l'homme », alors que de son côté, un fonctionnaire du gouvernement assurait : « Pour l'*indio*, il n'y a qu'une seule loi – celle du fouet » (Gleijeses, 1991, p. 12). De tels propos puisent à même la pensée libérale, tissée du même mépris pour ceux qu'elle place hors de la « civilisation ». John Stuart Mill, le plus « progressiste » des libéraux – en 1867, Mill défend l'idée d'accorder le droit de vote aux femmes – écrit : « [il y a] des tribus sauvages qui répugnent tellement à une industrie régulière, que la vie industrielle peut à peine s'introduire parmi eux jusqu'à ce qu'ils soient subjugués ou réduits en esclavage » (Losurdo, 2013, p. 254). Vis-à-vis cette « barbarie », les pires formes de despotisme semblent légitimes.

C'est une « législation sanguinaire » (Marx) qui ouvre la voie, au Guatemala, à l'accumulation des uns (*ladinos*) par la dépossession des autres (*indios*). Ces lois viendront renforcer la dépendance des *indios* vis-à-vis les riches propriétaires terriens (Immerman, 1982, p. 23), assurant, du même élan, la tranquillité d'esprit et la prospérité aux classes aisées en sécurisant, non pas seulement leurs propriétés, mais aussi leurs besoins de main d'œuvre. Les formes historiques de l'accumulation que l'on met en œuvre au Guatemala rappellent les méthodes mises en œuvre un siècle plus tôt en Angleterre, où émergeait le capitalisme agraire. Certains *ladinos* accèdent ainsi aux sommets de la hiérarchie sociale par la *suppression radicale et violente des propriétés communales*, des terres spoliées aux *indios*, puis confiées à quelque *ladino* à l'esprit entrepreneurial. Les cérémonies, les fêtes et les traditions, autrefois intégrées au tout de la culture autochtone, sont rangées dans un extérieur ; le travail productif vient rythmer la vie paysanne et condamne les communautés à un « état de décomposition » ; « [l]e semi-prolétaire *indio* est contraint d'apprendre l'espagnol dans les plantations ; l'économie familiale fondée sur une valorisation différente du temps de travail commence à être régie par la loi de la valeur » (Payeras, 2010, p. 65 ; Martínez Peláez, 1973). La « spoliations » des terres communales, véritables « actes de rapines », toujours dans les mots de Marx, permettent de prendre des mains des Autochtones les terres (les plus) fertiles du pays, autant de

⁷⁸ Sur la question du pouvoir chez les Guayakis (société *an*-archique, au sens étymologique du mot), il faut voir (Clastres, 2011).

violences qui bénéficient, comme un siècle plus tôt en Angleterre, de la bénédiction de l'organe législatif. « La loi même devint l'instrument de spoliation », écrit l'auteur du *Capital* en parlant des *enclosures* parlementaires (Marx, 1968, p. 728) ; semblablement : « l'avènement de la production de café et des réformes libérales [libérales sur le seul plan économique] », la consolidation d'un État disposé à employer la force pour soumettre à la loi du Capital, tous ces développements « contraignent de plus en plus les *indios* à dépendre des *ladinos* pour l'obtention d'un salaire » (Adams, 1994, p. 531). Le prolétariat agricole guatémaltèque n'émerge pas du néant : ce sont des lois despotiques qui le font « naître », comme ce code du travail des années 1880 et 1890, qui satisfait aux demandes des grands propriétaires, comble leurs besoins de main d'œuvre... en légalisant le travail forcé (Gleijeses, 1991, p. 10).

La United Fruit Company ne s'offusque pas du traitement que les autorités réservent aux Autochtones, bien au contraire : depuis les tout débuts de son « aventure » dans les tropiques, le racisme est au cœur des pratiques de travail de la compagnie. Sous la gouverne de Minor C. Keith, les meilleurs emplois sur les plantations sont confiés aux travailleurs blancs et ce, sans trop de considération pour leur curriculum. Keith fait appel, par exemple, à des vétérans de la guerre de Sécession et autres « individus louches » (selon les mots de Gaston-Breton) fraîchement sortis des prisons de la Nouvelle-Orléans pour venir travailler dans les tropiques (Gaston-Breton, 2009). Leur curriculum vitae pèse moins lourd dans la balance que leur nationalité, ou la couleur de leur peau. Notre apologiste sert aux lecteurs les préjugés d'usage au sein de l'entreprise (dont il ne cesse par ailleurs de saluer les vertus civilisatrices) lorsqu'il écrit : « les ouvriers indigènes boivent de grandes quantités de rhum indigène infâme » ; puis, sans aucune pudeur, l'auteur nous assure que les *indios* : « sont sales dans leurs habitudes » et représentent des « proies faciles pour la malaria » et sert les clichés d'usage, lorsqu'il assure que sous l'influence de l'alcool, ces derniers sont « querelleurs » et (ajoute-t-il) « vicieux » (Adams, 1914, p. 274). Ces préjugés – ce racisme – permettent la consolidation et la rigidification d'une structure hiérarchique du travail au sein des plantations bananières qui bénéficie à la compagnie-pieuvre. Les postes d'autorité, ceux que l'on appelle les *mandadores*, puisqu'ils donnent des ordres (*mandan* : ils « commandent »), ces postes sont comblés par des Blancs, pour la plupart Américains (Adams, 1914, p. 200). Les *mandadores* sont chargés de superviser les plantations et de faire respecter les contrats des travailleurs, pour la plupart des Autochtones, des contrats que notre apologiste juge tout à fait honnêtes : les Autochtones, assure-t-il : « reçoivent un salaire plusieurs fois supérieur à celui dont on rêvait avant [l'arrivée de la] United Fruit Company » (Adams, 1914, p. 202). Ici, le *quantitatif* se substitue bêtement et superficiellement au

qualitatif, pour reprendre une formule qui revient constamment dans les premiers chapitres du *Capital* de Marx : *l'indio a perdu sa subsistance... mais il faudrait célébrer puisqu'il gagne désormais un salaire.*

Convaincue qu'elle incarne le « progrès », confiante en ses vertus « civilisatrices », certaine que ses assises au Guatemala, et dans toute l'Amérique centrale favoriseront l'émergence de « races de personnes fortes » (Adams, 1914, p. 202), la compagnie-pieuvre consolide son influence sur les jeunes républiques latino-américaines. Elle s'est constitué une flotte importante, la Great White Fleet, dotée d'équipements modernes. Elle profite des voyages effectués pour s'accaparer la gestion du courrier, et rentabilise aussi le transport des marchandises, en vendant des croisières vers les tropiques, à bord des mêmes navires qui transportent les bananes (Coleman, 2016, p. 79-81). Son empire sur rails prend de l'expansion : la United Fruit dispose maintenant de milliers de kilomètres de chemins de fer (elle fait même payer pour l'accès à ses rails) ; elle possède des hôtels, des hôpitaux, ainsi que la Tropical Radio Telegraph Company, installée dans une vingtaine de pays d'Amérique (Schlesinger et Kinzer, 2005). Les principaux ports d'Amérique centrale sont désormais sous son contrôle (dont celui de Puerto Barrios au Guatemala, qui donne sur l'Atlantique). Et avec l'arrivée au pouvoir de Jorge Ubico, en 1931, tout semble indiquer que la United Fruit a devant elle des années fastes.

6.2.2 Jorge Ubico, Napoléon d'Amérique centrale (1931-1944)

Celui qui aimait lui-même se comparer à Napoléon accède à la présidence du Guatemala, sous la bannière du Parti libéral progressiste, qui n'a de « progressiste » que le nom. Son admiration pour les dictateurs européens est connue de la presse de l'époque. C'est son appui indéfectible à l'Italie du *Duce* qui est évoquée pour expliquer le retrait du Guatemala de la Société des Nations, en 1936 (« Guatemala quits the League », 1936) et on rapporte dans cet article qu'Ubico méprisait Hitler, *non pas pour ses idées, mais... à cause de ses origines modestes*. Son gouvernement initiera d'importants travaux publics, et la criminalité connaîtra, durant son règne, une baisse importante. Mais ces quelques « progrès » sont indissociables de privilèges frauduleusement accordés à la United Fruit Company et son affection pour les dictateurs fascistes fait écho à son acharnement pour réprimer les demandes des travailleurs qui cherchent à améliorer leurs conditions (Chapman, 2007, p. 106 et « Empire Call for Sanction Parley », 1936). C'est seulement devant l'échec imminent des puissances de l'Axe que le dictateur se désintéresse du dictateur italien et collaborera avec les Alliés : Ubico permet aux Américains de manœuvrer dans l'espace aérien du pays et accède à la demande américaine de saisir les propriétés allemandes du pays (Hemeroteca PL, 2017).

Étonnamment, son « affection » pour les régimes autoritaires ne lui aliènent pas les sympathies de l'Oncle Sam. Les États-Unis lui offriront leur appui jusque dans les tout derniers mois de sa présidence, alors que la légitimité de cet appui est fortement – sinon fatalement – compromise : « C'est peut-être un enfant de chienne, mais c'est *notre* enfant de chienne », aurait dit Roosevelt d'Anastasio Somoza, dictateur au Nicaragua... il aurait très bien pu s'agir d'Ubico.

6.2.2.1 Structure de classes et question ethnique sous Ubico

A vrai dire, les États-Unis n'ont aucune raison de brouiller leurs relations avec le gouvernement d'Ubico : ce n'est pas contre les États-Unis ou les entreprises nord-américaines, accueillies à bras ouverts sous son gouvernement, qu'Ubico dirige son mépris, c'est contre les *indios* voire, comme le dit Cullather : contre les « nationaux » (1999, p. 10). Quant à la richesse qui se crée au Guatemala : elle l'est *par et pour les étrangers* (Schlesinger et Kinzer, 2005). Ubico cherche avant tout à sécuriser le climat d'investissement, à assurer la stabilité économique (Aybar de Soto, 2018, p. 86).

On ne peut sans doute pas s'attendre à une grande sympathie pour les cultures autochtones chez un admirateur de Mussolini. Sous la présidence d'Ubico, les Autochtones sont maintenus dans des conditions malheureuses : la malnutrition et l'analphabétisme sont quelques-uns des maux qui affectent particulièrement les populations autochtones, si bien que même après 1944 (un tournant dans l'histoire du pays qu'on abordera sous peu), la malnutrition est généralisée pour la forte majorité indienne du pays et l'espérance de vie n'atteint pas plus de quarante ans, selon les chiffres avancés par Immerman : 70 % de la population du Guatemala était illettrée, un taux qui pouvait grimper à 90 %, voire à 99 % au sein de certaines communautés indiennes ; le taux de mortalité infantile atteint 40 % dans l'ensemble du pays, un pourcentage qui grimpe à 60 % chez certaines communautés indiennes des hauts plateaux (Immerman, 1982, p. 24 et 29).

Ubico, lui, considère les *indios* comme « grossiers, brutaux et d'origine primitive » (Immerman, 1982, p. 35), il réserve sa clémence à l'élite *terrateniente*, une élite dont les membres sont souvent nés en Amérique du Nord ou en Europe. La classe des grands propriétaires terriens voit son pouvoir décupler sous sa présidence. La situation est si critique que même le président réformiste Juan José Arévalo ne parviendra pas à renverser la tendance : avant la réforme agraire mise en place par Jacobo Arbenz en 1952, une véritable aristocratie terrienne qui représente 2,2 % de la population possède 70 % des terres, alors

que moins de 0,2 % de la population possède autour de 14 % (Immerman, 1982, p. 28). Les Autochtones sont complètement exclus de cette répartition.

Dans une société aussi inégalitaire, la discipline et la contrainte deviennent les moyens privilégiés afin d'éviter que le mécontentement ne dégénère en révolte. Le général rend le service militaire obligatoire. Il voit là un excellent moyen d'inculquer la discipline aux *indios*, voire de les « civiliser »⁷⁹. L'institution des forces armées est là pour leur rappeler que la structure de classe et le fossé de la « race » traverse toute la société guatémaltèque : les hauts gradés de l'armée sont *ladinos*, alors que pratiquement tous les soldats sont autochtones (Gleijeses, 1991, p. 15). Quelques 800 *ladinos* occupent ainsi les plus hauts rangs de l'armée et commandent à quelques 5 000 soldats *indios* qui « dorm[ent] sur le sol, port[ent] des uniformes en lambeaux, ne re[çoivent] pas toujours leurs payes, et [sont] fouettés ou tirés à bout portant à la moindre infraction » (Cullather, 1999, p. 10).

Il faut faire entrer les Autochtones dans le moule étroit et rigide du travail dévoué à la classe des grands propriétaires : il en va de l'impératif d'accumulation. À compter de 1934, Ubico met en place une législation qui rappelle (elle aussi) les *poor laws* anglaises du 19^e siècle : les *lois sur le vagabondage* (l'Angleterre avait sa propre version) considèrent les Autochtones qui ne *savent pas rendre la terre assez productive* comme des « vagabonds » (Schneider, 1979, p. 6) et les contraignent à travailler sur des *fincas* en échange d'un salaire, alors que la *Ley Fuga* de 1935 donne le pouvoir aux propriétaires de plantations d'exécuter ou de torturer les travailleurs récalcitrants (Aybar de Soto, 2018, p. 90). En somme, je me permets d'insister encore une fois : c'est l'État qui crée un prolétariat (agricole) docile, et c'est ce même État qui réprime la soi-disant « oisiveté » de ceux qui ne produisent pas pour le marché, pour exporter (une « oisiveté » fantasmagorique, motivée par le désir d'accumulation). Ce que Marx voit à l'œuvre en Angleterre un siècle plus tôt s'applique parfaitement au Guatemala d'Ubico : l'État répressif et dictatorial

⁷⁹ Sur l'importance de l'imaginaire de la « civilisation » en Amérique latine, voir l'excellent ouvrage de Maristella Svampa (1994). Svampa montre comment une élite « éclairée », exilée en Europe pendant le règne du *caudillo* Juan Manuel de Rosas en Argentine, s'emparera du pouvoir et imposera sa propre conception de l'argentinité : « La civilisation [écrit Svampa] se légitimera par la stigmatisation de son contraire » (p. 21). Pour cette élite convaincue que l'histoire du pays commence avec son arrivée au pouvoir (avant elle : la barbarie), le « désir de civilisation », l'appel à une Argentine « civilisée » est une force motrice dans la construction d'une identité argentine « éclairée », blanche, qui exclut le « barbare », le *mestizo*. L'arrivée au pouvoir de Juan Perón représente un renversement complet : c'est aux « barbares » (les *sans-chemises*) que s'adressera le haut-représentant du populisme de gauche en Amérique latine ; ce « barbare » devient une composante essentielle de l'argentinité, une argentinité niée, étouffée à qui Perón offre enfin la possibilité de s'exprimer politiquement. Si le travail de Svampa concerne plus spécifiquement l'Argentine, il jette un éclairage sur des dynamiques semblables sur l'ensemble du continent.

traite les Autochtones dépossédés en « criminels volontaires », comme si leur dépossession n'était pas le résultat « d'expropriations violentes et répétées » (Marx, 1968, p. 740). Gleijeses écrit à juste titre : « Jusqu'en 1934, le travailleur était lié à son maître par la servitude pour dettes. Après 1934, il est lié à l'État par les lois sur le vagabondage d'Ubico » (Gleijeses, 1991, p. 13). Bien sûr, en théorie – on pourrait dire : à la « surface » des choses –, les travailleurs ont la « liberté » de choisir leur employeur dans l'espoir d'obtenir un « salaire juste ». Mais en pratique, les propriétaires de grands domaines joignent leurs forces, se constituent en trust, fixent des salaires ridiculement bas – dans la région de Quezaltenango, par exemple, le salaire s'établit à 15 centimes par jour ; l'ambassade américaine note en 1943 que « l'*indio*, illettré, pieds nus et malade est le travailleur guatémaltèque [par excellence] » (Gleijeses, 1991, p. 13). Les lois achèvent ainsi la conversion et la dépendance des *indios* au salariat, contraignent ceux qui possèdent toujours de petites propriétés à vendre leurs terres à qui possède les capitaux.

En cas de manquement, la justice condamne les contrevenants qui sont emprisonnés ou contraints de réaliser des travaux publics (Immerman, 1982, p. 36). Sous Ubico, plusieurs routes ont ainsi été construites et plusieurs édifices publics ont été érigés par des travailleurs non rémunérés. La police, par exemple, s'assure par des « raids dans les sections pauvres de la capitale », de mettre la main sur cette main d'œuvre bon marché ; elle place en état d'arrestation des « travailleurs [potentiels] en état d'ébriété », pour ensuite les contraindre à réaliser des travaux publics (Gleijeses, 1991, p. 11). Si bien que les lois sur le vagabondage et les sanctions de son non-respect sont censées s'appliquer à tous les citoyens guatémaltèques « en pratique, elles s'appliqu[ent] presque exclusivement aux [Autochtones] » (Gleijeses, 1991, p. 13).

6.2.2.2 Ubico : partisan de l'endiguement avant l'heure

Ubico conçoit le Guatemala comme un « État rempart » (*buffer state*) face au « Mexique socialiste » (Croft-Cooke, 1938). Son régime est empreint de cette même paranoïa anticomuniste qui s'imposera une décennie plus tard : il ne fait confiance à personne, sinon à la caste que représentent les riches propriétaires, les compagnies étrangères et les militaires (Immerman, 1982, p. 33). Doublée d'une certaine suffisance, cette paranoïa donne lieu à une vision tronquée des idéologies politiques : Ubico désigne comme « communiste » toute conception plus progressiste que la sienne (Immerman, 1982, p. 33). Cette vision tronquée ne vient pas sans excès. Aux yeux du dictateur, écrit Gleijeses, « ceux qui lisaient étaient susceptibles de succomber aux idées subversives, c'est-à-dire, au communisme » ; Ubico s'assure donc qu'aucun ouvrage « subversif » n'entre au pays et « qu'aucune idée subversive ne perturb[e] la jeunesse » (Gleijeses, 1991, p. 17).

Ce mépris des intellectuels et de la culture se retournera éventuellement contre lui (on verra qu'Arévalo fait de la culture et de l'éducation son principal cheval de bataille). L'anticommunisme d'Ubico s'accompagne d'une aversion pour les syndicats : le code pénal mis en place sous son gouvernement contient une clause pour quiconque est jugé coupable de participer à un effort de syndicalisation (*union organizing*) (Immerman, 1982, p. 34). Une mesure qui fait sans doute le bonheur de la United Fruit Company qui emploie alors quelques 40 000 Guatémaltèques (Cullather, 1999, p. 10). La Compagnie se réjouit aussi des exemptions fiscales qui lui ont été consenties par Ubico, ainsi que des garanties offertes par le gouvernement du maintien des salaires à un niveau « concurrentiel » (le salaire est fixé à 50 sous par jour) (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 70). Sous Ubico, la United Fruit obtient un nouveau contrat d'une durée de 99 ans pour l'exploitation de la plantation de Tiquisate (sur la côte pacifique) ; le dictateur permet à la compagnie de consolider son monopole des chemins de fer et d'affermir son contrôle sur le port de Puerto Barrios. Le gouvernement d'Ubico ne semble pas trop offusqué du fait que la compagnie ne rapporte qu'une fraction de la valeur de ses terres et de ses exportations, afin de bénéficier d'avantages fiscaux (Cullather, 1999, p. 15).

Si le récit de surface continue de célébrer les vertus civilisatrices de l'entreprise bananière, de nommer « progrès » cette emprise qu'elle exerce sur les jeunes républiques latino-américaines, le contre-récit des abus de la « pieuvre » a traversé les frontières des républiques, de la Colombie vers le Honduras, et atteint maintenant le Guatemala, pays du « printemps éternel » qui s'apprête justement à vivre le printemps le plus vibrant de son histoire. Dans les milieux académiques, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer la cruauté du régime d'Ubico et le comportement dévoyé de la United Fruit Company, comme s'il s'agissait des faces d'une même monnaie. Les propos d'Alfonso Bauer Paiz, acteur important de la « Révolution de 1944 », futur ministre du Travail et de l'Économie sous Arbenz, permettent de saisir l'ampleur du renversement qui s'effectue. Notre apologiste célébrait la venue du progrès avec la compagnie, Bauer Paiz, lui, la considère comme : « le principal ennemi du progrès du Guatemala, de sa démocratie et de tout effort visant sa libération économique » (propos rapportés dans Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 73).

6.3 De la révolution de 1944 au coup d'État de 1954

Avec le mordant qu'on lui connaît, Eduardo Galeano écrit : « La colonie souhaitait devenir patrie : avant 1944, le [Guatemala] avait été témoin et victime, jamais protagoniste de son histoire » (Galeano, 1967, p. 36). Le printemps de 1944, connu comme le « printemps démocratique » est ce moment où le Guatemala devient « protagoniste de son histoire » : c'est en 1944 qu'un mouvement de contestation d'une ampleur

inédite contraindra le Napoléon de l'Amérique centrale à démissionner de son poste. Son successeur, Ponce Vaidés, subira le même sort que lui. Le 20 octobre, le jour du renversement du gouvernement de Vaidés, est connu au Guatemala comme le « jour de la révolution » (par extension, les dix années qui suivent sont souvent désignées par l'expression « décennie du printemps »). Parmi les officiers qui participent au renversement de Ponce Vaidés dans le but d'établir le premier gouvernement démocratique du pays on retrouve un jeune officier, promis à jouer un rôle important dans l'histoire du Guatemala : Jacobo Arbenz Guzmán.

6.3.1 L'éveil politique : le printemps 1944

Ce sont des étudiants de l'Université de San Carlos (seule université publique du pays, fondée en 1676) qui mènent d'abord la charge contre les politiques « illibérales » d'Ubico. Dans les premiers élans du mouvement, la contestation tourne autour d'enjeux locaux ; on demande le renvoi du recteur de l'université et plus d'autonomie vis-à-vis du gouvernement, etc. Des professeurs rejoignent la contestation et donnent un nouveau souffle au mouvement qui, de proche en loin, se transforme en un plaidoyer en faveur de l'éducation puis en une remise en question de la légitimité d'Ubico et d'un puissant appel en faveur de la démocratisation du régime. Face au mouvement qui prend de l'ampleur, Ubico opte comme il l'a toujours fait pour la répression.

Ubico durcit le ton : par la voie du décret 3114 (signé le 22 juin 1944), les garanties constitutionnelles sont suspendues. Il envoie la cavalerie pour réprimer les manifestants. Mais cette fois-ci, la stratégie s'avère un échec : « Les informations qui parviennent jusqu'à nous », peut-on lire à l'époque dans les pages du *Yorkshire Times*, invitent à penser que « malgré les sévères représailles, le nombre de grévistes a augmenté quotidiennement » (Reuters, 1944). En réponse au décret, 311 personnalités parmi les plus influentes du pays (universitaires, membres de professions libérales, intellectuels) signent la *Carta de los 311*. Plusieurs des acteurs centraux du mouvement de contestation (notamment, des signataires de la *Carta de los 311*) assumeront des fonctions importantes au sein des gouvernements démocratiques qui suivront (Immerman, 1982, p. 39). La pétition est déposée directement au palais présidentiel le 24 juin, un geste qu'Ubico voit, selon Gleijeses, comme une « douloureuse trahison » (Gleijeses, 1991, p. 24). Dans cette lettre, les signataires se rangent sans ambiguïté derrière le mouvement : « La jeunesse [...] ne vibre jamais au rythme des mesquineries », écrivent les signataires, et le Guatemala « ne peut se soustraire aux impératifs démocratiques de cette époque » (Schneider, 1979, p. 11). Les signataires, qui dénoncent les étranges accusations de « nazi-fascistes » formulées par Ubico à l'endroit des étudiants, concluent que les

méthodes coercitives ne parviendront pas à décourager les « élans irrépressibles » vers une « doctrine démocratique » qui « tend à s'affirmer avec force dans la conscience mondiale ». Malgré la répression, les manifestations se poursuivent. Étudiants et professeurs défilent dans les rues de Guatemala-Ville. Et lorsqu'ils passent devant le consulat américain, les manifestants s'arrêtent pour acclamer le président Roosevelt (Gleijeses, 1991, p. 24). Il faut garder cet élément à l'esprit, j'y reviendrai.

Le régime d'Ubico continue de faire la sourde oreille, poursuit dans la voie de la répression. Le 25 juin, dans le cadre d'une manifestation pourtant pacifique, une jeune institutrice de 34 ans du nom de María Chinchilla, est tuée par un soldat. C'est un coup fatal pour le gouvernement. La contestation prend de l'ampleur – des petits commerçants rejoignent le mouvement ; consternés par la mort de l'institutrice, ils ferment leurs magasins (Gleijeses, 1991, p. 25). Les signataires de la *Carta* réagissent par une seconde missive. Cette fois, ils ne se contentent pas d'évoquer la nécessité de rétablir les garanties constitutionnelles : ils insistent sur l'importance de « réaliser les réformes sociales nécessaires », ils montrent du doigt les dérapages qui résultent de l'intransigeance d'Ubico, ils dénoncent la répression et les tirs à balles réelles, dirigés indistinctement contre les « femmes et les enfants qui défil[ent] pacifiquement » (Crónica, 2016). Les échos des événements traversent l'Atlantique : le 27 juin, le *Daily Express* britannique parle d'une « révolte étudiante dans une république pro-Alliés » (« Students Revolt in pro-Allied Republic », 1944) (quant à la décision d'Ubico de renvoyer son chef de police à la fin juin, c'est trop peu trop tard, selon le *Yorkshire Times* (Reuters, 1944)).

Selon Immerman, les signataires parlent au nom d'une « écrasante majorité » de Guatémaltèques qui *exigent des réformes démocratiques* (Immerman, 1982, p. 43). Ubico cède sous la pression. Le dictateur démissionne le 1^{er} juillet 1944 et désigne son successeur, le militaire Federico Ponce Vaidés. La nouvelle est rapportée quelques jours plus tard par le *Daily Express*, qui affirme que les « grévistes ont contraint Ubico à démissionner après 12 jours de grève et quelques 500 morts » (« Strikers overthrow President Ubico », 1944). C'est en Nouvelle-Orléans, lieu de résidence de Samuel Zemurray et du siège social de la United Fruit Company qu'Ubico choisit de s'exiler – il meurt en 1946. Les réformes devront attendre. Ponce ramène la censure de la presse. Les emprisonnements d'opposants politiques reprennent de plus belle, le gouvernement élimine même certains opposants politiques. Si l'assassinat de la jeune institutrice annonce la fin du régime d'Ubico, l'assassinat d'Alejandro Córdova, propriétaire et rédacteur en chef du journal *El Imparcial* (ordonné par le gouvernement) joue pour beaucoup dans la chute de Ponce (Immerman, 1982, p. 40). Cette fois, la contestation est institutionnelle : face à l'intransigeance du régime, des militaires

dissidents rejoignent le mouvement d'opposition. Jacobo Árbenz Guzman et Francisco Javier Arana prennent la tête d'une unité dissidente de la Guardia de honor commandant 12 tanks (Gleijeses, 1991, p. 28-29 ; Immerman, 1982, p. 41). Appuyés d'étudiants et de quelques 2 000 à 3 000 civils armés, ils pénètrent, durant la nuit du 19 au 20 octobre 1944, dans le Palacio Nacional et contraignent Ponce à démissionner – après avoir passé à peine 100 jours au pouvoir (Gleijeses, 1991, p. 28-29).

La Junte révolutionnaire de gouvernement, composée des militaires Arbenz et Arana et du civil Jorge Toriello s'installe au pouvoir. Elle promet de procéder rapidement à des élections, et elle remplit cette promesse. À l'approche des élections, les partis politiques s'organisent. Ce sont des « semaines enivrantes », écrit Gleijeses : un « nouveau Guatemala » semble sur le point d'émerger, un « Guatemala démocratique » (Gleijeses, 1991, p. 30), libéré enfin de ses caudillos modernes. Après des années d'exil en Argentine où il a complété un doctorat (fait très rare, à l'époque, pour un Guatémaltèque) et où il enseigne (Université de Tucumán), Juan José Arévalo prépare son entrée en scène.

6.3.2 Le socialisme spirituel de Juan José Arévalo

Juan José Arévalo revient au pays et se présente à l'élection présidentielle de décembre 1944 sous la bannière du Frente Unido de Partidos Arevelistas (FUPA, Front uni des partis derrière Arévalo), un front multipartite composé du Parti du renouveau national (force politique qui regroupe professeurs et autres intellectuels guatémaltèques) et du Frente Popular Libertador (FPL, lequel propose de poursuivre le combat mené par les étudiants). Charismatique, d'un physique imposant, reconnu comme un pédagogue hors-pair, Arévalo obtient plus de 85 % des voix.

Professeur « avant toute chose » (on dit d'Arévalo qu'il avait embrassé la profession par choix, mais que c'est par une « heureuse circonstance pour le pays » qu'il devint président (Sandoval, 2004, p. 12)), Arévalo accorde une importance à l'éducation et tout particulièrement à l'éducation publique. Son gouvernement lancera des programmes d'alphabétisation, il construit des écoles publiques, crée la Faculté des sciences humaines au sein de l'Université publique de San Carlos, la Bibliothèque nationale, l'Orchestre symphonique national et le ministère de l'Éducation publique, qui publie de nombreux ouvrages éducatifs via sa maison d'édition⁸⁰. Le nouveau président aspire à améliorer les conditions de vie des classes

⁸⁰ Des piliers de la culture guatémaltèque qui existent – ou *résistent* – encore aujourd'hui (Poitevin, 2004, p. 19). On créa également une Université populaire, pour rendre les formations professionnelles accessibles aux « secteurs moins privilégiés ». Voir (Fansen, 2004, p. 19 et 30).

défavorisées, conçoit bien la nécessité de socialiser la richesse, mais ce n'est pas Karl Marx qui inspire Arévalo : c'est Franklin Delano Roosevelt qui lui sert de modèle. Digne héritier des idées du printemps de 1944, Arévalo est un admirateur de Roosevelt. Il souhaite que les principes du New Deal s'étendent à toute l'Amérique latine. Les principes énoncés dans la Charte de l'Atlantique de 1941 (défense des institutions démocratiques, fin des politiques de conquête et d'agrandissement territorial, etc.) et la politique de bon voisinage de Roosevelt vis-à-vis l'Amérique latine, les indices sont nombreux qui invitent à penser que c'est une possibilité réelle (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 30). Selon Arévalo : « [Roosevelt] nous a enseigné qu'il n'est pas nécessaire de supprimer la liberté inhérente au système démocratique pour y insuffler l'esprit du socialisme » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 34).

Mais le président guatémaltèque a une conception bien particulière du socialisme. Les idéologies du passé, du conservatisme au libéralisme sont à son avis inadaptées aux problèmes de l'Amérique latine (Gleijeses, 1991, p. 38). Convaincu qu'il faut d'abord élever l'esprit des marginaux, le professeur Arévalo s'identifie à une doctrine qu'il a lui-même théorisée et qu'il nomme le « socialisme spirituel ». L'idéaliste Arévalo s'oppose à une « redistribution naïve de la propriété » ; il assure que la « haine » entre classes sociales est chose du passé ; à son avis, les principaux problèmes du pays sont d'ordre spirituel et non d'ordre matériel (Gleijeses, 1991, p. 36). C'est d'ailleurs au « matérialisme marxiste » qu'Arévalo réserve ses mots les plus durs : il s'agit d'un « outil de propagande » que mobilisent les « régimes totalitaires » ; le socialisme qui s'en inspire est à son avis tissé de « non-sens » (Gleijeses, 1991, p. 36).

Arévalo se présente volontiers comme le « symbole » des « idées romantiques » et de l'esprit de l'époque (Poitevin, 2004, p. 17), une époque où le président américain est un référent incontournable et où c'est la démocratie (on aurait presque envie de dire le « démocratism ») qui représente le phare pour le monde qui semble émerger. Il place la « doctrine démocratique » au-dessus de tout. Une démocratie qui ne se veut pas un « absolu » : le « démocratism » d'Arévalo n'a rien à voir avec la « démocratie totalitaire » que Talmon voyait à l'œuvre chez Rousseau, par exemple. Comme Rousseau, Arévalo est conscient que, même si la société tend vers les inégalités, le rôle des gouvernements est de les ramener vers plus d'égalité ⁸¹. Il rejette le marxisme, rejette le principe de la lutte des classes et le « déterminisme matérialiste » ; il respecte la propriété privée et se voit comme un réformiste ; à la manière de Rousseau, il met en garde « contre les intérêts particuliers qui peuvent devenir des obstacles aux besoins et au

⁸¹ « C'est précisément [écrit Rousseau] parce que la force des choses tend toujours à détruire l'égalité, que la force de la législation doit toujours tendre à la maintenir » (Rousseau, 1993, p. 87).

progrès de la société dans son ensemble » (Immerman, 1982, p. 47). La démocratie à laquelle aspire le président en est une qui travaille à « corriger les imperfections » (*straighten out crooked paths*), tout en acceptant « de travailler avec des éléments humains » ; c'est une démocratie qui cherche à « harmoniser les mouvements cacophoniques d'une symphonie en construction » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 32). Pour Arévalo, c'est cette démocratie qui représente la clé du « progrès et des relations humaines » (Immerman, 1982, p. 46).

Force est de constater, pour le contemporain, que l'affection du premier président guatémaltèque élu pour la démocratie est tout aussi sincère que son aversion pour le communisme. Ses convictions démocratiques et sa droiture morale amènent même Arévalo à rompre les liens diplomatiques avec les dictatures de Somoza au Nicaragua et Trujillo en République dominicaine – une rupture qui viendra hanter son successeur ; les deux dictatures appuieront des initiatives visant à le renverser. Dans les mots du président : « Bien que l'on ne devrait pas interférer dans les affaires intérieures d'autres pays... on ne devrait pas être contraints de préserver une amitié avec des gouvernements qui ont transformé les pratiques républicaines en l'exercice d'un pouvoir monarchique » (Immerman, 1982, p. 49). Mais le monde qui émerge est de moins en moins enclin aux nuances, de plus en plus empreint de manichéisme. Le péril nazi est bientôt remplacé par la terreur communiste, le démocratisme de Roosevelt a cédé le pas à la doctrine Truman. Ce seront les McCarthy, Foster Dulles et autres figures américaines de l'anticommunisme qui détermineront les grandes lignes et les fractures de la politique et de la politique étrangère américaine. À mesure que se rigidifie la posture américaine, que la Deuxième Peur rouge parvient à s'imposer par-delà les frontières des États-Unis (on verra le ministre des Affaires étrangères d'Arbenz parler d'une « internationalisation du maccarthysme »), le gouvernement d'Arévalo est sous les feux de la rampe et se voit contraint de déployer des efforts considérables pour se soustraire aux accusations de « communisme ». Le professeur insiste : le communisme « est contraire à la nature de l'homme », contraire « à la psychologie humaine », laquelle est constituée autant « de grandes que de petites choses, de nobles et d'ignobles désires, de bas instincts et d'intelligence, d'aptitudes et de faiblesses, de légèreté et d'héroïsme » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 32). Mais toute réforme pour améliorer les conditions des travailleurs est l'occasion d'une nouvelle offensive américaine. Ce qui était acceptable ou « toléré » quelques années plus tôt prend bientôt un caractère infâme aux yeux de l'Oncle Sam.

Le gouvernement Arévalo choisit la date symbolique du 1^{er} mai 1947 (près de vingt ans avant que le gouvernement de Jean Lesage ne promulgue le Code du travail du Québec) pour faire entrer en fonction

une série de mesures qui garantit le droit de grève, donne le droit aux travailleurs de se syndiquer et offre une protection contre les congédiements injustes (Gleijeses, 1991, p. 41). Ce Code du travail, qui paraît modéré aux yeux des législations occidentales, est, dans ce pays où les inégalités sociales et la misère des travailleurs sont criantes, perçu comme une mesure « radicale ». Lorsqu'Arévalo quitte l'espace abstrait du socialisme « spirituel » pour s'attaquer aux problèmes « matériels » concrets des classes paupérisées et des travailleurs, il s'expose à de violentes critiques. Les tensions sont palpables. Ces critiques ne s'encombrent plus de nuances et l'admirateur de feu Roosevelt est de plus en plus sur la défensive : « Vous avez entendu les accusations de nos ennemis communs », lance-t-il en mai 1946 : « Vous avez vu les campagnes infatigables de vos ennemis, mes ennemis. Vous savez que pour ces politiciens [...] le président du Guatemala est 'communiste' simplement parce qu'il aime son peuple, parce qu'il souffre avec lui, parce qu'il est du côté des pauvres, parce qu'il supporte les travailleurs » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 42). Les discours du pédagogue sont désormais empreints de ce ton acrimonieux : « Vous savez qu'ils disent que le Congrès est 'communiste' parce qu'on y vote des lois pour le bénéfice du plus grand nombre et tout spécialement pour vous défendre [vous, travailleurs guatémaltèques] » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 42).

On peut comprendre ce changement de ton, puisque selon ce que révélait Arévalo au terme de son mandat, il aurait fait face à quelques 32 tentatives de coup d'État pendant ses six années au pouvoir (certains complots impliquant la participation de la United Fruit Company) (Galeano, 1967, p. 38 ; Aybar de Soto, 2018, p. 114). En 1950, des rencontres ont lieu entre des représentants de la United Fruit Company et des représentants du gouvernement américain. En mai de cette année, Thomas G. Corcoran, avocat pour la compagnie fruitière, rencontre Thomas C. Mann, du Bureau de l'Amérique centrale du Département d'État, pour discuter de façons de sécuriser l'élection d'un gouvernement centriste (Cullather, 1999, p. 17). C'est Thomas Corcoran, dit « Tom the cork », qui effectuera la liaison entre la United Fruit et le renseignement américain dès la première mission lancée par la CIA, l'opération PBFortune (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 102). Ce serait forcer la note de dire que les États-Unis agissent « à la demande » de la compagnie et insensé de dire que cette dernière « instrumentalise » l'appareil gouvernemental pour forcer l'intervention. Les intérêts de la compagnie et ceux du gouvernement se recoupent. Comme le dit Cullather : les États-Unis cherchent tout autant à « utiliser la United Fruit pour endiguer le communisme dans l'hémisphère » (Cullather, 1999, p. 19). Et à bien observer les processus décisionnels, on constate que « [l]a menace qui pesait sur les entreprises américaines n'est qu'une partie mineure du danger plus important qui planait sur la sécurité américaine » (Cullather, 1999, p. 37).

Les mesures d'Arévalo n'ont pas cette « radicalité » que lui prêtent ses pourfendeurs ⁸² : selon Susanne Jonas, elles ne vont pas aussi loin que le New Deal de Roosevelt ou que les réformes du gouvernement du Labour Party britannique (Immerman, 1982, p. 57). Peu importe. La Guerre froide redéfinit les frontières du dicible et de l'indicible, du réalisable et de l'irréaliste, de l'acceptable et de l'inadmissible. Arévalo s'en prend à « certains des symptômes », mais ne s'attaque pas au « au virus qui consum[e] les campagnes du Guatemala » ; si l'on espère « améliorer le sort des Indiens » et des plus marginaux de cette société qui carbure depuis toujours à l'exploitation et aux inégalités, c'est au problème de la terre qu'il faudra s'attaquer (Gleijeses, 1991, p. 48). C'est à cette tâche que s'attèle Jacobo Arbenz Guzman.

⁸² Arévalo cherche plutôt, selon ses mots, à « libérer et protéger le capital guatémaltèque », dans l'espoir qu'il puisse se livrer à « une concurrence loyale avec le capital étranger » (cité dans Aybar de Soto, 2018, p. 116).

CHAPITRE 7

LE COUP DE 1954 : L'EMPIRE CLANDESTIN

« Dans l'histoire de l'Amérique latine, jamais aussi petite nation n'a été soumise à une pression aussi grande. »

Jacobo Arbenz Guzman, discours du 15 mars 1951

Rappelons brièvement le destin des œuvres de Diego Rivera. On a vu que les murales *Glorieuse victoire* et *Cauchemar de guerre, rêve de paix* avaient voyagé ensemble, que les deux œuvres devaient faire partie d'expositions itinérantes en Europe de l'Est. J'ai mentionné la disparition de la murale *Cauchemar de guerre, rêve de paix*, et on se rappellera qu'au début des années 2000, la presse mexicaine prétendait que le tableau avait été aperçu, ce que le directeur adjoint du Musée Pouchkine niait vigoureusement. Dans un étrange rebondissement et du même souffle, ce dernier confirmait toutefois que la murale *Glorieuse Victoire*, elle aussi disparue, faisait partie de la collection du Musée. Selon la version officielle, celle-ci aurait été donnée à l'Union des peintres d'URSS par l'artiste, qui en aurait fait l'acquisition en 1958 (soit, un an après la mort de Rivera), si bien que l'œuvre qu'on croyait disparue se trouvait dans le sous-sol du musée moscovite, à l'abri des regards près de cinquante ans⁸³. En 2007, la murale a été prêtée au Musée Dolores Olmedo (ville de Mexico), puis exposée pour la première fois au Guatemala en 2010. Elle est ensuite retournée au Musée Pouchkine⁸⁴.

Alors que l'on croyait avoir mis la main sur une œuvre dépeignant les horreurs de la guerre de Corée, une autre œuvre resurgissait, celle-ci dépeignant le rôle des États-Unis dans une intervention clandestine (*covert operation*). C'était plusieurs années après les grandes révélations des commissions d'enquête sur

⁸³ *Glorieuse victoire* dissimulerait une autre œuvre du peintre mexicain : « 'Une des perles de cette œuvre réside dans le fait qu'un tableau incomplet et sans titre se trouve à l'endos. Rivera y expose ses convictions politiques sur le capitalisme, l'oppression', explique Lopátkina » (Aragonés, 2018).

⁸⁴ Stephen Kinzer a cherché à voir le tableau, alors qu'il s'affairait à écrire la biographie des frères Dulles (les frères apparaissent au centre de la murale). Mais le tableau se déroba toujours aux regards : « il n'est pas possible de le voir », déplorait le Musée, évoquant des raisons logistiques (Kinzer, 2013, p. 312). Les tensions actuelles entre la Russie et le monde occidental laissent présager qu'il en sera ainsi pour un moment.

le renseignement américain (qui confirmaient que la presse communiste, à plusieurs égards, avait vu juste) et peu de temps après la publication de l'ouvrage de Nick Cullather, historien pour le compte de la CIA, qui eut accès aux archives et à toute la documentation nécessaire pour raconter le rôle des États-Unis dans cette opération clandestine (Cullather, 1999). On retrouve d'ailleurs cette œuvre sur la couverture de l'ouvrage de Cullather.

Dans ce chapitre (7.1.1), je reviens sur la présidence de Dwight D. Eisenhower. J'insiste sur la rupture *essentielle* (c'est-à-dire : dans l'essence-même des interventions) que représente la présidence d'Eisenhower par rapport à son prédécesseur. Comme on l'a vu au chapitre 3, plusieurs inscrivent la présidence dans la continuité de son prédécesseur, là où je pense qu'il faut insister plutôt sur la rupture. La présidence d'Eisenhower marque un glissement important en faveur d'opérations clandestines. Il s'agit d'un véritable changement de paradigme qui annonce des transformations durables dans le comportement politique des États-Unis : le débarquement de la baie des Cochons, le renversement du président Salvador Allende au Chili, le financement des Contras au Nicaragua et le Irangate (pour ne nommer que celles-ci), ces opérations clandestines sont dans la continuité logique de ce changement de paradigme. Ces transformations sont également, comme on le verra, indissociables de la nomination des frères Allen et John Foster Dulles à des postes-clés de l'administration Eisenhower. Le duo permettra une articulation extrêmement efficace des pouvoirs « manifeste » et « clandestin » (*overt and covert*). Il est essentiel de cerner cette dynamique, qui constitue une des clés de la présente thèse.

Dans un deuxième temps (7.1.2), je présente les grandes lignes de la présidence d'Arbenz ; on verra que dès son investiture, Arbenz identifie le principal frein au développement et à la modernisation du Guatemala. Dans un pays où une proportion importante de la population (principalement, les *indios*) vit dans les marges de la société et où l'économie dépend essentiellement de l'exportation de marchandises agricoles (le café et les bananes comptent pour 90 % de la production agricole du pays, en 1944 (Immerman, 1982, p. 30)), Arbenz prend vite conscience de l'urgence de s'attaquer à la question de la propriété terrienne. La réforme agraire lancée par son gouvernement (7.1.3) accentue dramatiquement les tensions avec les grands intérêts – et le gouvernement – américains. Bien qu'il s'agisse d'une réforme « modérée » (Arbenz ne propose pas la collectivisation des terres ; son gouvernement se saisit de *terres improductives*, et offre des compensations financières aux compagnies visées), la réforme lancée par le Décret 900 affecte les intérêts de la puissante United Fruit Company. Dans le contexte de la Guerre froide, un tel affront aux intérêts américains est inadmissible ; on assiste à un véritable dialogue de sourd (7.1.4)

entre les décideurs américains (Foster Dulles, Eisenhower, John Peurifoy, etc.) qui crient à la « pénétration communiste » dans l'hémisphère (la version la plus caricaturale fait d'Arbenz le pantin du communisme incarné par son épouse) et les représentants du gouvernement Arbenz. Guillermo Toriello, le ministre des Affaires étrangères guatémaltèque, fournit peut-être une explication : on assisterait selon lui à une « internationalisation du maccarthysme ».

Dans la deuxième section de ce chapitre (7.2), j'analyse l'opération PBSuccess, afin de montrer comment *overt* et *covert*, clandestin et manifeste, s'alimentent et se renforcent mutuellement. On verra (7.2.1) que le travail réalisé par le Département d'État dans les instances diplomatiques officielles renforce l'offensive clandestins, menée par les paramilitaires (7.2.2), mais dont la propagande représente le noyau dur (7.2.3). Dans cette présentation, je cherche à compléter les principales analyses du cas guatémaltèque (Cullather, 1999 ; Gleijeses, 1991 ; Immerman, 1982) pour montrer (7.2.3.1 et 7.2.3.2) qu'un réseau global de propagande clandestine permet l'inscription du cas guatémaltèque dans un horizon de sens plus large, donne de l'élan à la guerre psychologique menée au Guatemala (7.2.3.3). L'opération PBSuccess se conclut avec la démission du président Arbenz, le 27 juin 1954. Peu de temps après (on verra dans quelles circonstances), Carlos Castillo Armas, le candidat de Washington, assume la présidence. Le départ d'Arbenz annonce la fin de PBSuccess. Mais c'est le début d'une autre opération clandestine (7.3) : avec PBSuccess, le gouvernement américain s'assure de malléabilité du pouvoir politique au Guatemala ; avec PBHistory, Washington cherche à contrôler le récit.

7.1 Le Guatemala et l'Empire

C'est Dwight David Eisenhower (1953-1961) qui est en poste au moment du coup d'État qui renverse le gouvernement Arbenz et, comme on l'a déjà mentionné (chapitre 3), il cherche à se distinguer de son prédécesseur dans sa stratégie pour combattre l'Union Soviétique. « Ike » voit les opérations clandestines (*covert*) comme un parfait succédané des opérations manifestes (*overt*), beaucoup plus coûteuses et potentiellement contre-productives. L'opération PBSuccess est donc parfaitement en phase avec les objectifs de politique étrangère fixés par l'administration Eisenhower. Comme l'écrit Immerman, son élection ne garantit pas une intervention des États-Unis au Guatemala... « mais elle point[e] dans cette direction » (Immerman, 1982, p. 122).

7.1.1 Dwight D. Eisenhower : priorité à la clandestinité

Nous sommes le 17 janvier 1961. Dwight D. Eisenhower s'apprête à quitter la présidence. Il livre, à la Maison Blanche, un discours d'adieu qui marquera l'histoire. C'est un avertissement au peuple américain, contre une menace sérieuse qui pèse sur la démocratie :

« [...] nous devons nous prémunir contre toute influence excessive que chercherait, intentionnellement ou non, à acquérir le complexe militaro-industriel. Le risque d'une montée désastreuse d'un pouvoir indu existe, et tout indique qu'il persistera » (Ike's Warning of Military Expansion, 50 Years Later, 2011).

Le discours du général quintuplement étoilé et tout particulièrement l'extrait que je viens de citer, devint vite le cri de ralliement des opposants au militarisme à tout vent, des critiques de la course à l'armement et de l'industrie des armes en général. Mais il y a plus dans ce discours que ce qu'on tend à y voir. Comme le dit Stephen Kinzer, derrière cette image bienveillante d'Eisenhower se cache « un fervent défenseur des opérations clandestines, même dans ses formes les plus extrêmes... fomenter des guerres civiles, renverser des gouvernements, il s'agit de tactiques qu'Eisenhower jugeait tout à fait légitimes » (The Washington Post, s. d.).

C'est par l'expression « New Look » que le Président Eisenhower désignait sa politique sécuritaire (et étrangère), et c'est sous ce vocable qu'elle est connue du public américain. Officiellement, celle-ci reposait sur les deux grands piliers suivants : conformément aux promesses de campagnes d'Eisenhower, il fallait limiter voire réduire drastiquement les dépenses militaires, qui depuis le début de la Guerre froide partaient en vrille. En contrepartie, l'administration adopterait une stratégie « d'intimidation nucléaire » ; il s'agissait d'accumuler des stocks nucléaires, dans l'espoir que cette stratégie, moins coûteuse que des interventions armées, permettrait de dissuader les Soviétiques de provoquer quelque confrontation avec les États-Unis. Mais on sait maintenant que la politique étrangère américaine reposait, sous Eisenhower, sur un troisième pilier. Un document aujourd'hui déclassifié, longtemps ignoré du public et d'une importance capitale, le NSC 162/2, faisait aussi, et de manière plus significative pour mon propos, la part belle aux opérations clandestines (*covert operations*).

Le public ignorait l'existence de ce document, et l'on comprend qu'Eisenhower n'allait pas convoquer la presse pour informer de son engagement en faveur de la clandestinité – ce qui allait à l'encontre de l'esprit même des opérations sous couvert, régies par le secret (la *clandestinité*, précisément). Le NSC 162/2 présentait une synthèse des discussions entourant la politique sécuritaire américaine connues sous le nom

de Solarium Talks, des discussions impliquant les principaux conseillers d'Eisenhower en matière de politique étrangère (parmi lesquels John Foster Dulles et George F. Kennan), qui avaient lieu au solarium de la Maison Blanche (d'où leur nom). Le secret entourant ce pilier de la politique étrangère des États-Unis irait bien au-delà de la présidence d'Eisenhower : comme le dit Stephen Kinzer, « Ike » chercherait des années plus tard à dissimuler l'affaire, mentant explicitement sur son implication ou même sa connaissance des opérations menées secrètement par le renseignement américain (The Washington Post, s. d.). Qu'est-ce qui explique ce biais favorable de « Ike » pour des interventions d'un nouveau genre? Kinzer voit deux raisons principales : en tant que commandant suprême des forces alliées en Europe (*Supreme Commander of Allied Forces in Europe*), Eisenhower avait pu prendre la mesure de l'impact des opérations clandestines durant la Seconde Guerre mondiale ; il savait que les opérations clandestines avaient joué un rôle crucial dans la victoire contre les nazis (The Washington Post, s. d.). Mais il concevait également, toujours selon Kinzer, que ce type d'interventions pouvaient permettre d'éviter la confrontation directe avec l'ennemi, tout en limitant les coûts, non seulement *économiques*, mais également et peut-être *principalement* en termes de vies humaines. « Ike » avait vécu la Seconde Guerre mondiale aux premières loges, et on a vu que la guerre de Corée avait coûté la vie de 33 500 à 54 000 soldats américains (Granfield, 2004, p. xvii). Le coût des opérations clandestines pouvait s'avérer presque nul – à tout le moins pour les États-Unis. Ce penchant d'Eisenhower pour les opérations clandestines rompt avec Truman qui, soutient Kinzer, ne croyait pas en les vertus du secret et de l'action clandestine (Kinzer, 2013, p. 89). Je converge avec sa lecture et il est clair que la nomination des frères Dulles à des postes clés de l'administration joue pour beaucoup dans ce changement de paradigme de la politique étrangère.

Avant d'entamer une carrière politique, John Foster Dulles était « un des plus éminents avocats spécialisés en droit des affaires de sa génération », travaillant au sein de la firme Sullivan & Cromwell, l'une des plus réputés des États-Unis (The Washington Post, s. d.). Sa pratique juridique l'amenait à négocier des contrats à l'étranger pour les grandes corporations américaines, l'immergeant ainsi dans les affaires politiques de plusieurs pays : il sera au cœur de négociations qui mèneront à l'obtention de contrats pour la United Fruit Company au Guatemala – ce qui fait dire à Kinzer qu'il était passé maître dans l'art de « faire plier l'échine », de soumettre les gouvernements étrangers à la volonté de entreprises américaines (The Washington Post, s. d.). Sa nomination au poste de secrétaire d'État ne prit personne par surprise : il avait agi comme conseiller du président Eisenhower sur les questions de politique étrangère depuis l'investiture de ce dernier, et représentait déjà une figure incontournable du Parti républicain. Sa candidature allait de soi. Un mois après la nomination de Foster Dulles au poste de secrétaire d'État, son frère Allen Dulles est

nommé directeur de la CIA par Eisenhower. La nomination d'Allen Dulles, plus surprenante, était néanmoins compréhensible : Allen s'était fait la main à l'Office of Strategic Services, l'agence de renseignement américaine créée durant la Seconde Guerre mondiale ; il était le co-auteur du National Security Act de 1947, qui avait permis la création de la CIA. Convaincus que le monde de l'après-guerre est le théâtre d'un « conflit entre deux puissants empires, dont l'un [doit] ultimement vaincre l'autre » (Kinzer, 2013, p. 313), les frères Dulles se percevaient comme des « paladins de liberté »... une liberté qui s'en tient à des critères économiques : « libres » étaient, à leurs yeux, les pays qui respectaient l'entreprise privée et accueillent à bras ouverts les entreprises multinationales (américaines, en premier lieu) (Kinzer, 2013, p. 324-325).

La nomination des deux frères ne représente pas une anecdote ou un fait divers : le duo confère à l'appareil d'État une efficacité jamais vue. Pour la première et la seule fois de l'histoire des États-Unis, deux frères exercent un contrôle direct sur les aspects *manifestes* et *clandestins* (*overt* et *covert*) de la politique étrangère américaine. La proximité est telle entre les deux frères que, selon l'image qu'en donne Kinzer : « leurs esprits [ont] fini par fonctionner comme un seul » (Kinzer, 2013, p. 109). Un commentaire d'Howard Hunt (acteur central de l'opération PBSuccess, comme on le verra – et du Watergate) donne de la substance à cette idée : « Un mot d'un [frère] à l'autre permet[tait] d'escamoter des semaines de débats inter et intra-agences » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 108). Avec l'arrivée d'Allen Dulles à la tête de la CIA, l'Agence prend un « tournant militant » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 100) : la CIA lance des *covert operations* de grande envergure. À la demande du MI6 britannique, elle mène la charge contre le gouvernement de Mohammad Mossadegh, en Iran (1953). Le renseignement britannique se sentira rapidement dépassé par l'Agence américaine, qui fera de cette opération sa « priorité absolue » et mobilisera du personnel et des ressources en conséquence. L'opération AJAX n'a pas simplement permis de repousser les Soviétiques de l'Iran : c'est aussi, comme le soutient Immerman, le premier glissement (*shift*) visible de l'Empire britannique vers l'Empire américain (Immerman, 2010, p. 182). Le succès de l'opération confère à l'Agence de renseignement un sentiment de toute-puissance : la CIA a acquis son indépendance, sa maturité ; elle ne ressent aucun besoin de s'appuyer d'un autre service de renseignement pour mener à terme ses opérations. Ce sentiment de toute-puissance traverse rapidement la cloison peu étanche qui sépare le Renseignement (*covert*) et le Département d'État (*overt*).

Pour l'Administration Eisenhower, il est impératif de trouver des « réponses créatives » aux problèmes rencontrés dans les « zones périphériques » (Cullather, 1999, p. 36-37). Au Guatemala, le problème se nomme Jacobo Arbenz.

7.1.2 La présidence d'Arbenz : la turbulence sous la surface (1950-1954)

Après avoir participé au renversement du pouvoir dictatorial en 1944, puis occupé le ministère de la Défense sous le gouvernement Arévalo (1945-1950), Jacobo Arbenz Guzmán se présente comme candidat à l'élection présidentielle de novembre 1950. Promettant d'approfondir la « révolution de 1944 », il remporte l'élection et devient, à 37 ans, le plus jeune dirigeant des Amériques (Immerman, 1982, p. 61). Mais Arbenz réalise vite que cela implique de prendre à bras-le-corps l'épineuse question de la propriété terrienne. Les réformes timides initiées par Arévalo n'ont pas rempli la promesse de donner des propriétés aux sans-terre : au moment où Arbenz prend le pouvoir, 2,2 % des propriétaires terriens se répartissent 70 % des terres arables ; quant au revenu des travailleurs de la terre, il ne dépasse pas les 87 dollars américains annuels (Blum, 2003, p. 74) ⁸⁵.

Arbenz annonce ses couleurs dans son discours d'investiture du 15 mars 1951. Il dénonce la « propagande antidémocratique », le chantage, les mensonges et les « innombrables complots » auxquels son prédécesseur a dû faire face (Arbenz Guzmán, s. d.). Son discours culmine sur la question économique. Il s'en prend aux « investisseurs étrangers voraces » (*voraces financieros del exterior*) et, à la manière de Gaitán qui, 20 ans plus tôt, attribuait un esprit de compromis aux travailleurs et un entêtement déraisonnable à « la compagnie », Arbenz oppose la « rationalité d'un peuple » (*la razón de un pequeño pueblo*) à « l'irrationalité des grands propriétaires terriens » (*sinrazón de los grandes intereses fincados*) (Arbenz Guzmán, s. d.).

La voie du développement économique du Guatemala passe par les trois objectifs suivants : (1) « convertir un pays économiquement dépendant et sous domination coloniale en un pays économiquement indépendant » ; (2) « convertir un pays en retard de développement et à l'économie essentiellement féodale, en un pays moderne et capitaliste » et (3) faire en sorte que « cette transformation élève le niveau de vie du plus grand nombre possible » (Arbenz Guzmán, s. d.). En somme, le discours d'investiture

⁸⁵ Même les Nations Unies (Résolution 401, de l'Assemblée Générale) insistaient sur la nécessité d'une réforme agraire pour les pays sous-développés (Aybar de Soto, 2018, p. 170) et – aux dires Guillermo Toriello – identifiaient le Guatemala comme l'un des pays où une telle réforme était particulièrement nécessaire (Toriello, 1955, p. 38).

d'Arbenz en appelle très clairement à une réforme de la propriété agraire, préalable nécessaire à toute transformation sociale.

7.1.3 Le déclencheur des tensions : liquider la « propriété féodale »

C'est le Décret 900 qui donne le coup d'envoi à la réforme agraire de 1952. L'article premier du Décret – qui mobilise les mêmes termes que ceux que mobilisait Arbenz dans son discours d'investiture – propose de développer des « méthodes *capitalistes* » de production agricole, « d'ouvrir la voie à l'*industrialisation* du Guatemala » et stipule que la réforme a pour objet de « liquider la propriété féodale ». On a vu que les Coréens employaient la même référence à la « propriété féodale » pour décrire une situation, commune aux deux pays, où une infime minorité de propriétaires terriens, ici pour exploiter la banane, là le riz, contrôle l'essentiel des terres du pays, plaçant ainsi les travailleurs dans une situation de totale dépendance. Arbenz ne cherche pas à s'attaquer à la logique capitaliste de production agraire : « Il ne s'agit pas, soutient-il, de morceler toutes les propriétés rurales qui pourraient être jugées trop grandes ou en friche [...] [N]ous le ferons pour les *latifundia*, mais pas pour les entités économiques agricoles de type capitaliste » (cité dans Ordóñez Agüello, 1951, p. 10). La volonté « d'ouvrir la voie à l'industrialisation », de faire entrer le Guatemala dans la modernité « capitaliste » n'est pas simplement rhétorique : Arbenz répète sur toutes les tribunes et à qui veut bien l'entendre son *opposition au communisme*, et réitère son admiration pour la « démocratie capitaliste » à l'Américaine. Ce n'est pas Staline qui sert de modèle au président Arbenz, mais Franklin Delano Roosevelt.

Dans sa plus simple expression, la réforme agraire cherche à réduire la dépendance aux *fincas*, ces immenses domaines exploités par une poignée de propriétaires. On est bien loin des « collectifs stalinien », commente à juste titre Cullather : de petites propriétés rurales (*rural yeomanry*), seront distribuées suivant un modèle capitaliste d'entreprise privée individuelle (Cullather, 1999, p. 22). Des lots individuels de dimension raisonnable seront attribués aux paysans sans terres ; le gouvernement fournira des conseils, consentira des prêts et appuiera le développement. D'ailleurs, les décideurs américains ont beau crier à la « pénétration communiste » sur les tribunes diplomatiques officielles, ils reconnaissent, en privé, que la réforme est « modérée » (Cullather, 1999, p. 22). Il est clair, toutefois, que la mesure ne fait pas l'affaire de la United Fruit Company, directement affectée par la réforme agraire : quelques 209 842

âcres de terres sont retirées à la United Fruit Company afin d'être redistribuées ⁸⁶. Mais non seulement le gouvernement offre-t-il une compensation financière à l'entreprise américaine, ce sont surtout des terres *non cultivées* appartenant à la compagnie que saisit le gouvernement – des « terres en friches », pour utiliser un terme qui renvoie à John Locke.

Rappelons que, selon Meiksins Wood, la théorie de la propriété élaborée par le penseur anglais le « range dans une catégorie à part face à ses prédécesseurs » : Locke *dynamise* une forme d'appropriation essentiellement capitaliste, fondée sur « la productivité en vue du profit », ce qui en fait, de l'avis d'Ellen et de Neal Wood, le *penseur par excellence du capitalisme agraire* (Wood, 1984, 2012, p. 275). Dans un plaidoyer en faveur des enclosures, Locke en appelle à l'amélioration de la production de la terre : les « terres en friche », improductives, doivent devenir l'héritage de celui qui sait les rendre productives. Locke écrit :

[q]uiconque aussi a fermé d'une clôture une certaine étendue de terre, afin que le bétail qui y paîtra, et les fruits qui y proviendront, soient employés à sa nourriture, est le propriétaire légitime de cet endroit-là. Mais si l'herbe de son clos se pourrit sur la terre, ou que les fruits de ses plantes et de ses arbres se gâtent, sans qu'il se soit mis en peine de les recueillir et de les amasser, ce fonds *quoique fermé d'une clôture et de certaines bornes*, doit être regardé comme une *terre en friche et déserte*, et peut devenir l'héritage d'un autre (Locke, 1992, p. 172, souligné par moi).

« N'[est]-ce pas l'esprit d'entreprise, la libre concurrence et la propriété privée que la réforme agraire voulait promouvoir ? », s'interroge le Arbenz du roman de Vargas Llosa (Vargas Llosa, 2021, p. 111). Car en effet, si Arbenz est « communiste », il faudrait aussi penser à ranger John Locke dans cette catégorie : Arbenz n'ambitionne pas d'aller plus loin que cette confiscation des *terres improductives* de la United Fruit ⁸⁷, et en échange de ces terres inutilisées, le gouvernement juge raisonnable d'offrir le *montant exact de la valeur déclarée par la compagnie pour des fins d'imposition* (1 185 000 \$ US). Mais il semble évident que la compagnie a cherché à bénéficier d'avantages fiscaux en évaluant à la baisse la valeur de ses

⁸⁶ Notons toutefois que les expropriations de propriétés appartenant à la United Fruit Company n'affecteraient d'aucune manière la productivité de l'entreprise, selon Aybar de Soto (il s'agit, je le rappelle de *terres en friches*) (2018, p. 196).

⁸⁷ Au moment de la réforme, quelques 73,96 % des terres de la United Fruit Company étaient en friches (*fallow land*) (Aybar de Soto, 2018, p. 200).

propriétés⁸⁸ et il y a fort à parier qu'Arbenz a utilisé cette stratégie à son avantage. Le gouvernement américain viendra à la rescousse de l'entreprise américaine. Au nom de la United Fruit, il dépose une demande formelle de compensation qui revoit ce montant à la hausse. Le montant réclamé s'élève à quelques 15 854 849 \$ US (Immerman, 1982, p. 81). Les tensions sont à leur comble, non pas simplement entre l'entreprise et le gouvernement Arbenz, mais entre le gouvernement américain et le Guatemala.

Pourtant, le succès de la réforme est cependant indéniable. Quelques 100 000 familles reçoivent en tout et pour tout 1,5 million d'âres de terre redistribuées ; pour donner l'exemple, le président Arbenz et son ministre Guillermo Toriello, acceptent de donner respectivement 1 700 et 1 200 âres de terres leur appartenant afin qu'elles soient distribuées (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 55). On a survolé, dans le chapitre précédent, la question autochtone et on a vu comment dans un pays comme le Guatemala, l'inégalité dans la répartition des revenus et des privilèges suit les tracés des identités ethniques. Il est clair que les autochtones sont les premiers bénéficiaires de la réforme agraire (Immerman, 1982, p. 66). La réforme agraire vient donc corriger une injustice qui sévit depuis la colonisation, permettant une meilleure intégration de ceux et celles qui n'existaient que dans les marges de la société guatémaltèque. Mais la réforme amène des pertes pour la compagnie fruitière, et plus que tout : elle laisse planer la menace de l'exemple. Le succès des réformes guatémaltèques pourrait bien avoir un effet domino, et inspirer des réformes semblables dans les pays où la United Fruit a des intérêts à protéger : au Honduras, au Salvador, en Colombie, à Cuba, etc. Mais on ne peut pas ranger d'un côté les *intérêts économiques* de la compagnie fruitière et de l'autre les *intérêts politiques* du ou *géopolitiques* des États-Unis. Des figures importantes du gouvernement américain entretenaient alors des liens étroits avec la United Fruit Company. Par exemple : John Moors Cabot, assistant aux Affaires interaméricaines (1953-1954) était le frère du président de la compagnie, et il possédait un stock d'actions important au sein de la compagnie fruitière ; Thomas Dudley Cabot, nommé directeur de la Sécurité intérieure sous Truman, avait été président de la United Fruit

⁸⁸ L'évasion fiscale des firmes comme la United Fruit est une pratique connue et relevée par des études indépendantes : une étude de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (l'ancêtre de la Banque Mondiale) avait mis en lumière les pratiques de la United Fruit pour échapper à l'impôt ; l'étude relevait que non seulement la United Fruit sous-évaluait ses propriétés, mais qu'elle exploitait la structure de l'entreprise – elle exportait à « ses propres agences » aux États-Unis et en Europe – pour « déclarer des prix d'exportation fictifs » (Adler *et al.*, 1952, p. 49 et 52 cité dans Aybar de Soto, 2018, p. 209). De manière générale, la peur d'une réforme agraire amènera les grands propriétaires à minimiser leurs actifs lors du recensement de 1950 – soit avant même la prise du pouvoir d'Arbenz – si bien que les chiffres auxquels le gouvernement *et les contemporains* ont accès sous-estiment sans doute l'ampleur de la mauvaise répartition des propriétés terriennes (Aybar de Soto, 2018, p. 152).

(1948) ; Henry Cabot Lodge Jr., le représentant des États-Unis aux Nations Unies au moment du coup, possédait également des actions de la United Fruit Company, et défendait publiquement la compagnie (Immerman, 1982, p. 116, 124-125 ; Kinzer, 2013, p. 148 ; Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 107). Quant aux frères Dulles, leurs liens avec la United Fruit Company ne dataient pas d'hier : alors qu'il était avocat pour Sullivan & Cromwell, John Foster Dulles avait été mandaté par la compagnie pour effectuer des missions de lobbying en Amérique centrale, à la faveur de certains dirigeants autoritaires (dont Jorge Ubico, au Guatemala). Il jouera un rôle déterminant dans la négociation d'un contrat qui accorde à la United Fruit un « statut exceptionnel » pour les prochaines 99 années. Allen Dulles, lui aussi avocat pour la Sullivan & Cromwell, avait même siégé au conseil d'administration de la United Fruit Company.

Le gouvernement Arbenz et ses représentants ont beau réitérer qu'il s'agit de développer le pays, de faire entrer le Guatemala dans la modernité, d'implanter en Amérique centrale une république « démocratique capitaliste » inspirée du modèle américain, il a beau répéter que la réforme est fondée sur la productivité de la terre, l'exploitation des terres inexploitées, rien n'y fait. Aux yeux du gouvernement américain, le Décret 900 n'est rien de plus qu'un « instrument menaçant de la pénétration communiste » au Guatemala (Cullather, 1999, p. 26).

7.1.4 « Bourgeois réformiste » ou « communiste » ? « Communisme » ou « maccarthysme » ?

Les tensions étaient déjà présentes entre le Guatemala et les États-Unis, mais avec la réforme agraire, on assiste à un véritable dialogue de sourd. Pour Eisenhower, le Guatemala d'Arbenz représente un « avant-poste [communiste] dangereux pour toutes les nations des Amériques » ; attention à ce « type de terrorisme communiste », avertit le président américain (Blum, 2003, p. 73). Les propos de John Peurifoy, nommé ambassadeur au Guatemala par le président républicain, vont dans le même sens : « On ne peut permettre qu'une république soviétique ne soit établie » en Amérique centrale (Blum, 2003, p. 73). À un correspondant du magazine *Time*, le même Peurifoy confie d'ailleurs : « [L']opinion publique américaine pourrait nous forcer à prendre des mesures afin de prévenir la chute du Guatemala sous l'influence du communisme international » (Immerman, 1982, p. 138).

Les propos du ministre guatémaltèque des Affaires étrangères, Guillermo Toriello, montrent l'ampleur du désaccord : les États-Unis, soutient-il, « appellent 'communisme' n'importe quelle forme de nationalisme ou d'indépendance économique, n'importe quel désir de progrès social » (Blum, 2003, p. 73). Arbenz sent lui aussi le besoin de clarifier : « [L]es investissements étrangers seront toujours bienvenus » au

Guatemala, pour autant « qu'ils s'ajustent aux conditions locales, se conforment aux lois en vigueur [...] et s'abstiennent d'intervenir dans la vie politique et sociale du pays » (Blum, 2003, p. 75). Mais les efforts déployés par le gouvernement Arbenz pour échapper aux accusations ressemblent à des coups de bâton dans les nuages : plus le gouvernement s'efforce de discréditer les accusations... et plus il est suspect.

Selon ce que rapporte Stephen Kinzer, un ambassadeur étranger aurait demandé à Foster Dulles s'il était bien certain que les Soviétiques avaient quelque chose à voir avec la réforme agraire. Dulles dut admettre qu'il était « impossible de produire des preuves », mais le secrétaire d'État prenait soin d'ajouter que ce n'était pas nécessaire, puisque le Département d'État (sinon le gouvernement) avait la « profonde conviction qu'un tel lien existe » (Kinzer, 2013, p. 320). Mais n'était-il pas préférable de présenter des « preuves » ? L'ambassadeur Peurifoy présentait un avis intéressant de la question : « [l]e communisme est dirigé par le Kremlin dans le monde entier, et toute personne qui pense différemment ne sait pas de quoi elle parle » (Cullather, 1999, p. 26). Howard Hunt, l'agent de la CIA devenu célèbre pour son implication dans le scandale du Watergate – et qui joue, comme on le verra, un rôle important dans l'opération PBSuccess – assurait encore au milieu des années 1990 que le jeune Arbenz était « superficiel » et « malléable », qu'il n'était que l'exécutant de la volonté de son épouse (María Cristina de Arbenz), une « marionnette » sans « philosophie politique » ; c'est son épouse qui tirait les ficelles du pouvoir (affirme en tout sérieux Hunt), et « faisait le travail de l'Internationale communiste » : Arbenz n'était que le « masque couvrant [le] visage [du communisme] » (*Devils don't dream!*, 1995). Cette interprétation est absurde : même les *documents sensibles déclassifiés par la CIA* décrivent Arbenz comme un homme « brillant » et « cultivé » ; ils soulignent le « magnétisme » de sa personnalité, son intelligence, relèvent que son caractère lui valait l'admiration autant des cadets de l'armée que des professeurs de l'académie militaire (Cullather, 1999, p. 20). Ce sont vraisemblablement ces qualités (et non le Kremlin, par l'entremise de son épouse) qui ont permis à Arbenz de gravir les échelons de l'Armée et qui lui assurent une victoire électorale convaincante – Arbenz accède à la présidence avec près de 65 % des voix.

Et on peut se permettre d'insister : ce n'est pas Staline qui inspire le jeune Président. Comme son prédécesseur, il puise son inspiration dans la figure de Franklin Delano Roosevelt. Cohabitent en lui les mêmes tensions que chez le président américain : cette volonté réelle de « développer » l'économie et cette conscience lucide de la nécessité d'une répartition plus équitable des propriétés, de la richesse, autrement dit : la *nécessité du capitalisme et sa nécessaire modernisation*. Arbenz n'est pas le « marxiste-léniniste » que craignent les maccarthystes ; il s'apparente beaucoup plus à un « bourgeois réformiste »

(Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 198) qu'à un socialiste révolutionnaire. C'est sans compter que dans la société guatémaltèque, au moment de la présidence d'Arbenz, le « communisme » représente une force politique marginale : aucun « communiste » n'est nommé au sein du cabinet Arbenz, et sur 61 sièges au Congrès, seulement quatre sont occupés par le Parti guatémaltèque du travail ; le parti communiste guatémaltèque ne compte guère plus de 4 000 membres sur une population d'un peu plus de 3 000 000 d'habitants (Cullather, 1999, p. 21). Mais le rythme de la Guerre froide s'est accéléré, et l'heure n'est pas aux nuances ou à la tolérance. L'ambassadeur Peurifoy a d'ailleurs pris soin d'avertir Arbenz : les relations entre les États-Unis et le Guatemala demeureront tendues tant et aussi longtemps *qu'un seul communiste sera payé par l'État* (Blum, 2003, p. 74), et Arbenz a le malheur d'entretenir des liens avec José Manuel Fortuny, fondateur du Parti guatémaltèque du travail en 1949. Fortuny a même aidé le président à élaborer les grandes lignes de la réforme agraire. Cette amitié fait de Fortuny une espèce de chaînon manquant entre le gouvernement Arbenz et le « communisme (international) ». L'imagination clandestine se nourrira de cette brèche pour construire l'image d'un président à la solde de Moscou.

Il est tout compte fait beaucoup plus difficile d'identifier les éléments « communistes » au sein du gouvernement guatémaltèque que de discerner l'influence du maccarthysme et ses ramifications dans le système politique américain. On a vu (chapitre 3) que, victimes du Programme de loyauté, des fonctionnaires sont expulsés de la profession ou contraints au recentrage idéologique. Parallèlement, la ferveur anticommuniste s'empare de postes clés de l'administration américaine. En pleine Peur rouge, lorsque vient le temps de combler le poste de responsable du Personnel et de la Sécurité, qui sera chargé de faire les investigations nécessaires notamment les ambassadeurs pour vérifier leur « loyauté » (lire leur anticommunisme), John Foster Dulles désigne Scott McLeod, un proche de Joseph McCarthy. Kinzer écrit à ce sujet : « Par ce geste [d'ouverture] envers McCarthy, Dulles a contribué à rendre la vision du sénateur du Wisconsin [...] respectable parmi les fonctionnaires de l'État » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 101). L'ambassadeur John Peurifoy est nommé est justement nommé ambassadeur au Guatemala parce qu'il a su démontrer sa ferveur anticommuniste en Grèce ; le *cold warrior* ne cache pas, d'ailleurs, son admiration pour le sénateur McCarthy (Cullather, 1999, p. 45). Le maccarthysme dicte la voie à suivre à la politique étrangère, selon le ministre guatémaltèque des Affaires étrangères (Toriello), qui parle d'une véritable « internationalisation du maccarthysme » (on aura l'occasion d'en reparler) et accuse John Foster Dulles (dans un clin d'œil à Churchill) de chercher à imposer en Amérique centrale une espèce de « rideau de bananes (*banana curtain*) » (Blum, 2003, p. 81). Selon les mots de l'ancien maire de Guatemala-Ville (Colom Argueta), c'est une véritable « inquisition internationale » que lancent les États-Unis, en Amérique

latine et ailleurs, qui aboutira au « renforcement de dictatures fascistes ou conservatrices ») (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 202).

Cette apparente cacophonie dissimule une stratégie soigneusement élaborée par l'empire. Dans un échange avec John Moors Cabot, alors secrétaire d'État adjoint aux affaires interaméricaines, Raymond G. Leddy Officier, chargé des Affaires d'Amérique centrale et du Panama, écrit : « nous devons considérer le Guatemala comme une *zone test* pour explorer les méthodes de lutte contre le communisme » (Cullather, 1999, p. 35). C'est exactement ce que deviendra la Guatemala.

7.2 Le Guatemala comme « zone test » : l'opération PBSuccess

PBSuccess n'est pas la première opération menée par la CIA au Guatemala (elle fait suite à l'opération PBFortune⁸⁹) et elle sera suivie d'une opération de « dissimulation » nommée PBHistory, sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir dans la conclusion de ce chapitre. Mais c'est l'ampleur de PBSuccess et le succès (précisément) qui couronne cette opération à « faible coût » (ce qui est relatif) qui font de PBSuccess, plus encore que d'autres qui la précèdent (le coup de 1953 contre Mossadegh), un modèle et une référence pour de futures interventions clandestines menées par l'agence. En donnant le feu vert à l'opération PBSuccess, Eisenhower ressuscite PBFortune, mais cette fois-ci, le renseignement américain procèdera de manière beaucoup plus systématique. Départements, agences et ressources seront mis à contribution afin d'imaginer et de développer les « remèdes clandestins » (une expression qu'emploie Nick Cullather) aux maux du Guatemala.

Le quartier général de l'opération (nom de code Lincoln) est établi à Opa Locka, en Floride et des fonds sont débloqués. Les évaluations les plus conservatrices avancent la somme de 4,5 millions \$ US, d'autres évaluent à quelques 20 millions les coûts de l'opération clandestine. L'historien Nick Cullather a consciemment écarté la question des budgets, la période d'accès aux milliers de pages de documents internes de l'agence étant limitée, il suspectait que les chiffres sous-évalueraient les montants totaux : « [l]e coût total [des opérations] pouvait être plus important que les estimations données à l'administration » (Cullather, 1999, p. x-xi). Ainsi, cette opération dite « à faible coût » pourrait facilement

⁸⁹ Une première opération de la C.I.A. est lancée sous Truman, le 9 septembre 1952, et vise déjà à renverser Arbenz ; l'opération avorte en raison de la réticence de Dean Acheson (Gleijeses, 1991) et/ou de la révélation de l'opération clandestine (Cullather, 1999).

avoir coûté 200 millions de dollars, si l'on rapporte le montant en dollars constants – avec un taux d'inflation de 3,52 % (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 111-112). Les alliés régionaux (Honduras, République dominicaine, Salvador) collaboreront étroitement avec la CIA : le dictateur Somoza (Nicaragua) donnera même accès à son domaine personnel de El Tamarindo, où quelques 150 mercenaires recevront un entraînement afin de mener des opérations de sabotage (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 114). Au Honduras, Juan Manuel Galvez (1949-1954) fournira également un appui logistique.

Mais la CIA bénéficie aussi, et surtout de l'appui des instances gouvernementales officielles : le succès de l'opération dépend d'une charge menée conjointement par le renseignement et le Département d'État.

7.2.1 La diplomatie à la rescousse des opérations clandestines

On est parfaitement conscients de la nécessité de coordonner la *diplomatie officielle* et les *opérations clandestines* : le travail de sape de la CIA est renforcé par le travail du Département d'État, qui cherche à isoler le Guatemala sur la scène internationale, et mène une offensive diplomatique au sein des grandes organisations internationales (l'ONU, et en particulier à l'OEA). Ces initiatives *manifestes* ont un effet paralysant qui renforce l'efficacité des actions clandestines : *overt* et *covert* se coordonnent, se synchronisent.

Comme je le disais, cette coordination est recherchée, et le pouvoir de la fratrie Dulles contribue indéniablement à son succès. On exercera une *pression économique clandestine*, qui s'appuie — ce sont les archives consultées par Cullather qui le confirment — sur un influent groupe d'hommes d'affaires (*top ranking American businessmen in New York City*), et qui a pour mission de *générer artificiellement des pénuries* de produits de première nécessité, de réduire ainsi les recettes des exportations guatémaltèques (Cullather, 1999, p. 41). Une stratégie semblable sera mobilisée dans l'opération de déstabilisation menée au Chili contre le gouvernement d'Allende (1973) (*La Spirale*, 1976). Le Département d'État cherche à compléter ces manœuvres clandestines par des actions manifestes : souhaitant accentuer la pression économique sur le pays, John Foster Dulles tente d'imposer des pénalités sur les exportations de café guatémaltèques, mais malgré ses efforts, ne parvient pas à mettre à contribution l'OEA, et à rallier les pays-membres à cette idée (Cullather, 1999, p. 52).

Les instances diplomatiques officielles sont mobilisées dans le but de faire du pays un « paria » et de paralyser son économie (Cullather, 1999, p. 44). Sur toutes les tribunes diplomatiques, Foster Dulles répète

que la « liberté » américaine est le seul antidote au « despotisme » soviétique. Mais les initiateurs et décideurs de l'opération PBSuccess n'entretiennent, eux, aucune illusion : leur objectif n'est pas de « rétablir » l'ordre démocratique. Pour ceux qui mènent la charge, la démocratie ne représente pas une « alternative réaliste » pour le Guatemala (Cullather, 1999, p. 62). Le personnage d'Edward Bernays du roman de Vargas Llosa (Bernays est souvent considéré comme le « créateur » des relations publiques ; il sera embauché par la United Fruit Company pour faciliter la mise en marché de la banane et joue un rôle dans l'opération PBFortune) résume cette idée : « Ce péril [celui du communisme] est irréel, bien qu'il nous convienne que l'on croie qu'il existe, surtout aux États-Unis » ; l'amour « sans mesure pour la démocratie » des gouvernements du Guatemala « représente une menace sérieuse pour la United Fruit. Il est bon de le savoir, pas de le dire ». Et il conclut : « [L]e danger, Messieurs, c'est le mauvais exemple. La démocratisation du Guatemala, bien plus que le communisme » (Vargas Llosa, 2021, p. 25 et 27). C'est exactement ce qui ressort de la lecture des documents déclassifiés du renseignement. L'objectif à court terme est de remplacer Arbenz par un gouvernement jugé plus convenable, et l'on entrevoit cyniquement pour la suite une « période prolongée de dictature » (Cullather, 1999, p. 60). Le cas guatémaltèque n'est qu'un élément du tout de la Guerre froide et pour que l'opération clandestine (opération *invisible*) réussisse, on doit créer ou alimenter un *fonds visible*, un « climat international propice » (Immerman, 1982, p. 143).

L'ascendant diplomatique des États-Unis au sein des organisations internationales sera exploité à cette fin : la 10^e Conférence de l'Organisation des États américains (OEA), à Caracas, représente un exemple patent de cette dynamique. Pour les pays latino-américains, l'intérêt de cette conférence résidait surtout dans la possibilité de traiter de questions économiques. Mais en mars de l'année 1954, les préoccupations américaines sont d'un tout autre ordre : « l'ultime intérêt des États-Unis à cette conférence », selon Foster Dulles : « est de s'assurer de faire passer une résolution anticomuniste qui établira que [toute politique communiste] est nécessairement en lien avec une conspiration internationale » (Immerman, 1982, p. 145). Le secrétaire d'État sera chargé du dépôt d'une résolution dont le titre est, en soi, assez explicite : *Déclaration de solidarité pour la préservation des États américains contre le communisme international*. Ce projet de dépôt d'une résolution portée par le Département d'État des États-Unis éclipsera tous les autres enjeux lors de la Conférence de Caracas et ouvrira la voie à des « actions appropriées » contre ce qui est présenté comme une invasion communiste dont l'origine est « extérieure à l'hémisphère » (Immerman, 1982, p. 147).

Plusieurs observateurs soulignent le « travail remarquable » du secrétaire Dulles, qui livrera à Caracas un solide discours. Il s'agissait de « l'un des discours les plus clairs, puissants et concis » qu'il fut donné d'entendre au sénateur Hickenlooper (Allen Dulles aurait offert son aide à Foster Dulles, pour le phrasé de l'introduction) (Immerman, 1982, p. 147). Mais les mots du secrétaire Dulles n'exercent pas leur charme sur tous. Le ministre guatémaltèque Toriello cherchera à savoir ce que Dulles entend exactement par cette vague formule de « communisme international ». La réplique de Foster Dulles est cinglante : « Il est inquiétant que les affaires étrangères de l'une de nos républiques d'Amérique soient conduites par une personne si naïve qu'elle doive se poser la question » (Immerman, 1982, p. 147-148). Faisant remarquer que la résolution offre un « prétexte pour intervenir dans les affaires internes [du Guatemala] » (Immerman, 1982, p. 147), Toriello accuse Dulles d'utiliser le « prétexte du communisme » et d'instrumentaliser le panaméricanisme afin de supprimer la démocratie et l'industrie dans la région. Le discours du ministre guatémaltèque sera suivi d'applaudissements nourris (Cullather, 1999, p. 58).

Mais les protestations du Guatemala sont vaines. La résolution est adoptée à la majorité. Seul le Guatemala s'y oppose (l'Argentine et le Mexique s'abstiennent de voter). Les États-Unis comprennent parfaitement que la diplomatie peut servir de tribune de propagande, et l'on se charge de faire rayonner ce succès américain : la United States Information Agency (USIA) envoie une « équipe spéciale » sur place pour la Conférence de l'OEA ; le Département d'État produira un film « documentaire » sur les événements marquants de la Conférence de Caracas (Immerman, 1982, p. 149). Les discours et interventions manifestes de Foster Dulles simplifient ainsi le travail d'Allen Dulles, fournissant à l'agence les axes déterminants de la propagande : (1) « démontrer » que le gouvernement Arbenz est bel et bien communiste ; (2) établir des « liens » avec l'URSS. Pendant ce temps-là, le soulèvement des « rebelles » s'organise.

7.2.2 L'offensive des paramilitaires – et la main dissimulée de l'Empire

L'offensive est lancée le 18 juin 1954 par les troupes de Carlos Castillo Armas Castillo Armas, qui comptent alors quelques 480 soldats dans leurs rangs (Cullather, 1999, p. 96), parmi lesquels des mercenaires américains, selon Blum (Blum, 2003, p. 76). Les dictateurs de la région ne se font pas prier pour offrir leur appui à Castillo Armas : Somoza (Nicaragua) fournit fusils mitrailleurs, mortiers, bombes au napalm et jets ; lui et le généralissime Trujillo (République dominicaine) consentent à le soutenir financièrement. Mais Armas est conscient que le succès de l'offensive dépend du soutien de la CIA. L'agence consent à soutenir les troupes de celui qu'on surnomme « face de hache » : elle entraîne des paramilitaires, lui fournit des

armes et assure le transfert clandestin des fonds nécessaires aux opérations – qui transitent par une organisation fictive « d'hommes d'affaires américains » (portant le nom cryptique de « the group » (Cullather, 1999, p. 52)). Une trentaine d'avions, ainsi que des pilotes, sont mis à la disposition de Castillo Armas, certains provenant de la compagnie aérienne de l'agence, la Civil Air Transportation ; avec la collaboration des gouvernements dociles vis-à-vis Washington, ils seront basés au Nicaragua, au Honduras et dans la zone du canal de Panama (Cullather, 1999, p. 71). La campagne aérienne « rebelle » se limite à quelques interventions ciblées dans une optique de guerre psychologique, de jeux d'illusions. Car les paramilitaires menés par Castillo Armas ont beau remplir une fonction importante, ce n'est pas sur ce front qu'on cherche à « gagner ». L'objectif principal est de convaincre Arbenz *qu'il n'y a aucune autre issue que son renoncement au pouvoir*.

Sur le front, les choses tournent à l'avantage de Castillo Armas le 19 juin. Ce jour-là, les avions « libérationnistes » font sauter un pont ferroviaire. Le lendemain, les troupes de Castillo Armas prennent le contrôle d'Esquipulas. Face à l'insurrection, le ministre guatémaltèque des Affaires étrangères, Guillermo Toriello, intervient au Conseil de sécurité des Nations Unies. Il blâme une « agression étrangère » menée par le Nicaragua, le Honduras et la United Fruit (Cullather, 1999, p. 92), mais ne mentionne pas les États-Unis. Le 20 juin, le Conseil approuve une motion enjoignant les membres à s'abstenir de soutenir le mouvement insurrectionniste. Cullather rapporte que cette décision rend Foster Dulles furieux : la démarche déclenche une flopée de réunions entre les frères Dulles, Henry Cabot Lodge (le représentant des États-Unis aux Nations Unies), Wisner (de la CIA), etc. Selon ce que rapporte Cullather, dans l'éventualité où le Conseil de sécurité déciderait d'envoyer une « mission d'enquête » au Guatemala, Eisenhower est disposé à utiliser le veto américain (ce qui eut compromis sérieusement les activités américaines). Il n'eût pas à le faire ; Frank Wisner recommanda de son côté de mettre en place une mission d'inspection pour ensuite chercher à la contrôler (Cullather, 1999, p. 92). Le ministre ignore-t-il le rôle des États-Unis ou préfère-t-il feindre l'ignorance ?

Le jeu des apparences est au cœur de la stratégie américaine. Le plan d'invasion prévoit des incursions à cinq points différents. Le but : « donner l'impression d'une attaque sur un large front » — or, le front le plus important chargé d'attaquer Puerto Barrios ne comptait que 198 soldats (Cullather, 1999, p. 87). Le personnel de l'agence insiste sur l'importance de donner une « impression » de chaos, en s'appuyant sur une « force fictive d'invasion » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 111). Ce chaos doit être présenté comme « endogène ». Pendant que les forces génératrices du chaos agissent dans l'ombre, les organes de

la diplomatie continuent de remplir leur rôle de tribunes de propagande pour les diplomates américains : le soulèvement qui prend forme « n'implique pas d'agression » externe, assure Henry Cabot Lodge aux Nations Unies ; il s'agit une révolte de « Guatémaltèques contre Guatémaltèques » (*Guatemala Revolution Reel 1*, 1954, 7:56-8:03). L'Empire capitaliste doit effacer son rôle impérial.

7.2.3 La propagande – le Guatemala comme élément du tout de la Guerre froide

Il faut d'abord soulever un angle-mort des analyses sur le coup de 1954. Les historiens insistent à juste titre sur le rôle absolument central de la propagande dans le renversement d'Arbenz : je le répète, c'est en premier lieu une *guerre psychologique* que mènent les États-Unis au Guatemala. Mais cette offensive n'intervient pas en vase-clos. Au moment du coup, les États-Unis peuvent compter sur un arsenal de publications, d'agences de presse, d'institutions de toutes sortes sur lesquelles la CIA exerce un contrôle plus ou moins direct, dont le Congrès pour la liberté de la culture⁹⁰. Ce réseau politico-culturel complexe et diffus facilite le « relais » des idéaux anticomunistes, il permet l'inscription d'événements « particuliers » (la *crise guatémaltèque*) dans un réseau et un horizon de sens plus large (la Guerre froide, la *menace communiste*). Comme l'écrira Guillermo Toriello : « La configuration et le fonctionnement des médias du monde entier allaient priver le Guatemala de toute possibilité de neutraliser efficacement cette infâme propagande » (Toriello, 1955, p. 12).

7.2.3.1 Détour par la question de la « Guerre froide culturelle »

L'ouvrage *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*, de Frances Stonor Saunders, fait école dans le champ de l'historiographie de l'après-guerre qu'on appelle la « Guerre froide culturelle » (*Cultural Cold War*) (voir : Scott-Smith, 2002). Saunders, qui adopte une posture dite « révisionniste », montre que dans les premières décennies de la Guerre froide, l'agence de renseignement américaine pouvait compter sur un réseau tentaculaire et global de productions culturelles, d'institutions financées ou encore créées

⁹⁰ Le Museum of Modern Art de New York est au nombre des institutions culturelles qui entretenaient des liens plus « ténus » avec l'agence : « [I]a composition des comités et conseils du MoMA [écrit Saunders] révèle une prolifération de liens avec l'agence », selon Saunders : Henry Luce, à la tête de *Time-Life*, et qui collaborait avec la CIA fut un temps administrateur du MOMA ; Joseph Verner Reed était, simultanément, administrateur du musée et administrateur de la Fondation Farfield, une fondation que la CIA utilisait comme écran pour faire transiter des fonds clandestins, dans le cadre de la « Guerre froide culturelle » qu'elle menait ; Oveta Culp Hobby, membre fondateur du Musée, qui siégeait au comité Europe libre, permettait à la CIA d'utiliser sa fondation comme « canal » pour le transfert de fonds clandestins (Saunders, 2003, p. 268 et 270). Avant de rejoindre les rangs de la CIA, Tom Braden, devenu une espèce de « star » du renseignement américain, avait lui-même occupé des fonctions importantes au MoMA d'avril 1948 à novembre 1949 (Cockroft, 1985, p. 128).

de toutes pièces par la CIA. Cet arsenal politico-culturel dont disposait l'agence était même connu, en son sein, sous le nom de « puissant Wurlitzer » (Wilford, 2008b), une référence au célèbre orgue de la compagnie Wurlitzer, capable de reproduire assez fidèlement tous les instruments d'un orchestre pour accompagner les films muets.

Le *New York Times* rapporte ainsi : « il suffisait d'appuyer sur un bouton [...] pour que le 'Wurlitzer' devienne le moyen d'orchestrer, dans presque n'importe quelle langue, partout dans le monde, n'importe quel air que la CIA était d'humeur à entendre » (Crewdson et Treaster, 1977). On reproche au postulat révisionniste une tendance à accorder une trop forte influence de la CIA sur les publications ou les productions artistiques de la jeune Guerre froide, de présenter une lecture simpliste des rapports parfois complexes, discordants et tendus entre l'agence et les acteurs qu'elle cherchait à « coopter ». Le courant « post-révisionniste » a ainsi cherché à relativiser tant l'*affinité* de la CIA pour les productions culturelles « liées » à elle que le *contrôle* que l'agence a pu exercer sur les artistes (Jackson Pollock représente sans doute le cas le plus célèbre) ou les intellectuels qui recevaient secrètement des fonds de la CIA. Wilford relève par exemple que l'agence entretenait à plusieurs égards de meilleures relations avec l'industrie du cinéma, où son « contrôle » était limité, sinon inexistant (j'évaluerai cette question sous peu), qu'avec plusieurs organisations qu'elle finançait ou était supposée contrôler directement (Wilford, 2008b, p. 102 et 122). On lui reproche également d'accorder une trop grande importance au rôle du Congress for Cultural Freedom. Ces critiques méritent notre attention.

Concevoir les moyens à la disposition de la CIA dans le domaine de la culture et de l'information comme un « puissant Wurlitzer » capable de jouer « n'importe quel air que la CIA était d'humeur à entendre » nous fait peut-être perdre de vue quelques nuances. Mais notons que c'est Frank Wisner, premier chef du personnel chargé des affaires clandestines de la CIA, qui aimait faire cette comparaison (Crewdson et Treaster, 1977). Et de nombreux commentaires de décideurs montrent une conscience aigüe de l'importance du culturel (et de l'information) dans la guerre au communisme. Tout porte à croire, en effet, que les *cold warriors* dans le domaine de la culture étaient bercés d'une « vision d'omnipotence » (on se souviendra du sens de cette notion héritée de William Appleman Williams) comparable à celle qui animait les décideurs de la politique étrangère américaine dans les débuts de la Guerre froide. La culture américaine d'après-guerre « se voulait garante de la survie des libertés démocratiques du monde 'libre' », rappelle Guilbaut, « au même titre que la puissance économique et militaire » (Guilbaut, 1998, p. 226). Il n'en va pas autrement dans le « domaine culturel » que dans le domaine économique : la Guerre froide

est une *offensive sur tous les fronts*. Une *offensive*, précisément : les États-Unis ne sont pas plus « réactifs » face aux ambitions culturelles des Soviétiques qu'ils le sont face aux ambitions (réelles ou imaginaires) de conquête de l'impérialisme « communiste ».

Dans le domaine culturel, l'Empire capitaliste américain mobilise ce même *mécanisme caractéristique de son modèle impérialiste* qui consiste à *séparer artificiellement l'économique et le politique* ; il *cherche consciemment à dissimuler la contribution du politique* dans les « succès » culturels de l'Amérique. L'hagiographie des succès culturels de l'Amérique présente ces « succès » comme relevant simplement d'une adhésion « spontanée » ou « volontaire » à la culture américaine ; on conçoit cette adhésion à la culture et aux valeurs de l'Amérique comme une transaction qui évacue complètement de l'équation le rôle du politique, les rapports de pouvoir en cause.

Je ne chercherai pas ici à déterminer *dans quelle mesure exactement* le politique et l'implication du renseignement américain permet d'expliquer le succès des entreprises et des institutions culturelles américaines. Ce qui m'intéresse et qui ce qui représente l'élément le plus fertile, c'est le *caractère recherché, conscient, réfléchi de la dissimulation du politique* (et pour ainsi dire de l'empire) y compris dans le domaine de la culture.

7.2.3.2 Le Congrès pour la liberté de la culture (*Congress for Cultural Freedom*)

En avril 1949 s'ouvre le Congrès mondial pour les partisans de la paix, qui adopte le célèbre symbole de la colombe (peinte par Picasso, membre du Parti communiste français depuis 1944). En mars 1950, le Congrès pour la paix lance l'Appel de Stockholm, qui exigeait « l'interdiction absolue de l'arme atomique » — *Cauchemar de la guerre, rêve de la paix*, le tableau disparu de Diego Rivera militait pour cette cause. Le succès de ces initiatives « communistes » est indéniable : l'Appel de Stockholm reçoit des millions de signatures à travers le monde ; des intellectuels, des artistes et de nombreuses personnalités influentes y apposent leurs signatures (outre Picasso, Rivera et Frédéric Joliot-Curie : Louis Aragon, Thomas Mann, Yves Montand, Marc Chagall, Duke Ellington, Maurice Chevallier, Marcel Carné et Jacques Prévert, pour ne nommer que ceux-là). Face au succès remporté par cette initiative culturelle « communiste », les États-Unis vont créer le Congrès pour la liberté de la culture.

C'est à Berlin-Ouest, le 26 juin 1950 (*le lendemain* du « déclenchement » de la guerre de Corée), qu'a lieu la rencontre qui verra naître le Congrès. À l'origine, on retrouvait en son sein des figures parmi ce qu'on

appelait communément, à l'époque, des « ex-communistes »⁹¹ (James Burnham, Sidney Hook, etc.). Mais les dérapages du maccarthysme et une réévaluation de la stratégie sur le front culturel feront finalement converger les principaux acteurs du Congrès pour la liberté de la culture vers une posture plus « centriste ». Ce sont les « libéraux anticommunistes » qui tiendront éventuellement le haut du pavé : c'est le Vital Center d'Arthur Schlesinger (qu'on a brièvement survolé au chapitre 3), qui représentera le fondement théorique par excellence des opérations de l'agence dans le domaine culturel (Saunders, 2003, p. 74). Il s'agira pour le Congrès de promouvoir des points de vue et des productions culturelles qui sont issues de la « gauche non communiste », et c'est Michael Josselson (qui incarne parfaitement cette posture idéologique) qui assumera le double rôle de secrétaire administratif (*Administrative Secretary*) du Congrès et... d'agent de la CIA. Après avoir mis le Congrès en marche, écrit Michael Warner : « [on] se contenta d'observer les événements se dérouler d'eux-mêmes » (Warner, 1995, p. 95). Il ne s'agissait plus que de *maintenir l'illusion d'une institution indépendante, portée à la défense d'une culture « libre » et « apolitique »*. La révélation des liens entre le Congrès et la CIA a fait voler en éclat ces prétentions.

Sans exagérer l'importance du Congrès dans la diffusion de la culture, des valeurs et des points de vue américains, on peut difficilement ignorer son « influence hégémonique et normative » (Scott-Smith, 2002, p. 4). Il n'y a qu'à survoler le réseau de publications de publications liés au Congrès pour en saisir l'ampleur (Saunders, 2003). Dans le « libre-marché » des publications, certaines revues se retrouvaient ainsi en « concurrence » avec des revues subtilement financées par l'agence – et qui émettaient des opinions plus « convenables » aux yeux de celle-ci : *Partisan Review*, *New Leader*, *Forum*, *Science and Freedom*, *Soviet Survey*... la liste est longue. Parmi les publications créées par le Congrès ou liées à lui, on retrouvait : en France, la revue *Preuves*, conçue comme un contrepoids aux *Temps modernes* ; en Italie, *Tempo Presente*, qui se voulait le contrepoids idéologique à la revue *Nuovi Argumenti* (sorte de version italienne des *Temps*

⁹¹ Non pas « d'anciens » communistes ; c'est Hannah Arendt qui nous éclaire sur cette nuance : les « ex-communistes » étaient ces « intellectuels et autres arrivistes politiques » convaincus que leur passé communiste donnait un caractère « plus vrai » à leur anticommunisme (Arendt, 1953, p. 595). Pour ces ex-communistes, « toute la texture de notre époque » se résumait à l'opposition du monde libre et du communisme, « une grande dichotomie » qui devait se conclure « dans une bataille finale » (Arendt, 1953, p. 596). Sortes de « communistes à l'envers », ils prétendaient être mieux formés à la « pensée totalitaire », puisqu'ils avaient déjà été communistes ; leur objectif : « appliquer cette formation à une nouvelle cause après qu'ils eurent été déçus par leur ancienne cause » ; leur méthode : « s'arroger le rôle de la police ». Ce qui « aboutit presque toujours à semer la méfiance entre les citoyens », écrit la philosophe. Venant de l'autrice de *L'origine du totalitarisme*, le moins qu'on puisse dire, c'est que cette missive donne à réfléchir : « Mais nous ne pouvons pas accepter vos prétentions, votre objectif, et surtout vos méthodes », avertissait Arendt : « tant que vous insistez sur votre rôle d'ex-communistes, nous devons vous mettre en garde [...] vous ne pourrez que renforcer les éléments dangereux qui sont aujourd'hui présents dans toutes les sociétés libres et que nous ne voulons pas voir muter vers un mouvement totalitaire » (Arendt, 1953, p. 599).

modernes). En Angleterre, *Encounters*, représentait, selon les mots de Michael Josselson, le « meilleur atout de la CIA » (Saunders, 2003, p. 175). En Amérique latine circulaient *Cuadernos* et *El Mundo Nuevo*, toutes deux liées au Congrès ; au Japon, la revue *Jihu* ; les revues *African Forum* et *Africa Report* recevaient également des fonds de la CIA qui transitaient par la American Society of African Culture ou la *African - American Institute* (Crewdson et Treaster, 1977)⁹². Le Congrès ne représente qu'un des axes, peut-être un des points nodaux d'un réseau clandestin plus large, plus diffus et plus insaisissable.

Le renseignement américain finance clandestinement ce réseau complexe de publications, mais aussi d'autres lieux clandestins de pouvoir, qui alimentent plus ou moins directement le *soft power* américain (et facilitent, au besoin, la tâche au *hard power*). Il est clair que la propagande qui « rapporte » les événements au Guatemala s'inscrit sur ce « fonds » : elle *signifie* à travers ce réseau de sens (j'essaierai, dans les lignes qui suivent, d'effectuer, lorsque cela s'avérera pertinent, les rapprochements avec le réseau global de propagande). En clair, la guerre psychologique *localisée* que mène la CIA au Guatemala puise de sa puissance d'une sorte d'*opération psychologique globalisée* (et elle conforte ce réseau de sens en retour). Dans les lignes qui suivent, on verra l'agence s'immiscer dans les pages des plus grandes publications américaines (*Time-Life*, *Washington Post*, *New York Times*, etc.), chercher à brouiller les repères du vrai et du faux, toujours en s'assurant de dissimuler cette implication.

7.2.3.3 L'opération de perturbation au Guatemala

Nous sommes au début de l'année 1954. Arbenz dispose de renseignements précis quant au modus operandi des milices rebelles (Cullather, 1999, p. 54-55). Il choisira de révéler l'existence des milices au public. Mais la machine de propagande « anti-communiste » est déjà bien huilée. La presse (américaine ou occidentale), souvent docile, préfère s'en tenir aux déclarations officielles des décideurs américains pour qui ces « révélations » ne sont que de la « propagande rouge », une propagande qui vise à saper les négociations de Caracas qui approchent à grands pas (Cullather, 1999, p. 56). Dans les hautes instances de

⁹² Au Kenya, la CIA avait créé *The East African Legal Digest*, qui agissait « moins comme un organe de propagande que comme une couverture pour l'un de ses agents » (Crewdson et Treaster, 1977). En Ouganda, la revue *Transition*, liée à l'agence, atteignait une diffusion respectable de 12 000 exemplaires (Saunders, 2003, p. 339). En Australie, le Congrès était à l'origine de la revue *Quadrant*, alors qu'en Inde, l'agence était liée à la publication *Quest*. Dans le monde arabe, c'est la revue *Hiwar* qui était liée au Congrès. À Stockholm, la publication *Argumenten* recevait des fonds de la CIA « par un canal si complexe que même son rédacteur en chef ne connaissait pas la source de l'argent », et, selon ce qu'une source révèle au *New York Times*, même le magazine *Paris Match* aurait bénéficié à un certain moment du soutien financier de l'agence (Crewdson et Treaster, 1977).

la diplomatie ou dans la presse écrite, Arbenz a depuis longtemps perdu la bataille pour le « sens ». Arbenz assiste donc, impuissant, de plus en plus isolé, à l'organisation du contre-pouvoir qui aura raison de lui.

La bataille par les armes ne s'annonce pas plus prometteuse que la bataille des idées. Depuis 1948 un blocus imposé par les États-Unis empêche le gouvernement Arbenz de faire l'acquisition d'armes. Arbenz choisit de contourner le blocus ; c'est son seul espoir de se maintenir au pouvoir. Le 15 mai 1954, un cargo suédois chargé de quelques 2 000 tonnes d'armes accoste à Puerto Barrios. Il s'agit d'armes auparavant saisies aux nazis ; c'est José Manuel Fortuny, cet « ami communiste d'Arbenz », qui a négocié l'achat avec le secrétaire du Parti communiste tchèque (Cullather, 1999, p. 54). L'incident du Alfhem, un cargo en provenance de Tchécoslovaquie (pays du bloc soviétique), représente une belle aubaine pour la propagande américaine ; l'incident semble donner raison à la propagande alarmiste qui dépeint depuis des années la république d'Amérique centrale comme un « satellite soviétique ». Allen Dulles s'assure que ces développements ne passent pas sous silence.

Fort de ses contacts et de son influence, le directeur de la CIA multiplie les appels aux élus du Congrès, qui effectuent le relais de la propagande de l'agence. Le Sénateur Wiley juge ainsi que la livraison d'armes au Guatemala s'inscrit dans un « plan de domination mondiale communiste » ; un représentant de la Californie renchérit : ces armes (en piteux état, défectueuses) devaient servir, assure l'élu, à « saboter le canal de Panama » (Immerman, 1982, p. 156). Le Département d'État présente un portrait semblable de la situation : le secrétaire d'État Dulles affirme que la livraison d'armes vient « tripler la taille de l'armée guatémaltèque » (rien de moins) ; il assure que la menace face aux États-voisins est bien réelle (Cullather, 1999, p. 79). La presse américaine reconduit assez docilement cette version des faits. Elle voit dans cet événement un point tournant dans le conflit qui oppose le Guatemala (l'Union soviétique) et les États-Unis. La « menace de l'impérialisme communiste » n'est plus simplement « théorique », interprète le *Washington Post* : elle est désormais un « état de fait » (Cullather, 1999, p. 79). Le *New York Times* abonde dans le même sens : ce n'est qu'une question de temps avant que des armes ne soient disséminées par les « sentiers secrets de la jungle », avant que la « révolution » ne prenne d'assaut tout l'hémisphère (Cullather, 1999, p. 79). Le réseau NBC diffuse de son côté une capsule au titre sans équivoque : *Red Rule in Guatemala* (« Domination rouge au Guatemala »), dans laquelle est reconduite la thèse d'une menace sérieuse pour le canal de Panama (Cullather, 1999, p. 56). Dans la même lignée, lorsque le *Reader's Digest*, le *Chicago Tribune* ou le *Saturday Evening Post* abordent la « crise guatémaltèque », c'est pour broser un portrait « effrayant » du Guatemala d'Arbenz (selon Cullather).

Il serait insensé de croire que la CIA exerce un « contrôle direct » sur la ligne éditoriale des grandes publications et des médias américains. On apprendra néanmoins des années plus tard que l'agence possédait « au moins un journal dans chaque capitale étrangère » ; qu'elle « plaçait » occasionnellement des agents qui devaient agir comme des « employés » dans certains organes de presse : *Rome Daily American*, *Okinawa Morning Star*, *Manila Times*, *The Bangkok World*, *The Tokyo Evening News*, etc. Une source confie au *New York Times* : « ceux que l'agence ne possédait pas directement ou ne subventionnait pas lourdement étaient infiltrés par des agents ou des fonctionnaires rémunérés qui assuraient la publication d'articles convenables pour l'agence » (Crewdson et Treaster, 1977). Des sources proches du dossier confirment aussi au *New York Times* que l'agence « empruntait » occasionnellement des « actifs » britanniques au sein de l'Agence Reuters « dans le but de placer [*plant*ing] des articles d'information » ; mais l'agence « n'a jamais 'manipulé' Reuters », précisait la source : « ce n'était pas de la manipulation parce que Reuters savait » que les histoires étaient concoctées par la CIA, et que certaines étaient carrément fausses (Crewdson et Treaster, 1977). Certaines agences de presse étaient même la « propriété exclusive » de la CIA et vendaient des articles à des centaines de journaux dans le monde – même le *Washington Post* serait tombé dans le panneau (Crewdson et Treaster, 1977)⁹³. Il est difficile d'évaluer l'incidence concrète qu'a pu avoir ce réseau propagandiste clandestin plus large sur le cas guatémaltèque. Mais il est indéniable que cette armature clandestine a contribué (je le répète) à inscrire le cas particulier du Guatemala dans le contexte plus large de la Guerre froide.

La CIA disposait également d'un important programme clandestin de livres. La lecture des objectifs dudit programme nous permet de voir la *contribution active de la CIA à l'invisibilisation du politique* et la conscience aigüe de son rôle ou de sa contribution en ce sens. Il s'agissait, selon le descriptif tiré du *Final Report on the Church Committee* (1976) : de « [f]aire publier ou distribuer des livres à l'étranger *sans révéler aucune influence américaine*, grâce au financement *clandestin* de publications ou des libraires à

⁹³ Parmi ces agences : la Foreign News Service, le Forum World Features ou le Continental Press Service. Des nouvelles furent également « placées » dans le *Christian Science Monitor* ou le *New York Herald Tribune*. « Bien que la CIA ait insisté sur le fait qu'elle n'a jamais tenté de placer directement sa propagande dans la presse américaine, à un moment donné, Forum World Features comptait 30 journaux nationaux parmi ses clients, dont le *Washington Post*, et a essayé, sans succès, de vendre son matériel au *New York Times* ». La Editors Press Service était une agence établie avec des clients partout en Amérique latine lorsque « selon deux anciens agents de la CIA et une source qui fait autorité, elle devint un canal de diffusion de la propagande inspirée par l'agence » (Crewdson et Treaster, 1977).

l'étranger » de publier des livres « qui ne soient pas '*contaminés*' par des liens apparents avec le gouvernement des États-Unis ⁹⁴ ». Le descriptif poursuit :

Faire publier des livres *pour des raisons opérationnelles*, sans tenir compte des chances de succès commercial. Instaurer et financer sur place des organisations nationales pour la publication et la distribution de livres. *Stimuler* l'écriture d'ouvrages d'intérêt politique écrits par des auteurs étrangers inconnus – en subventionnant directement l'auteur, si *le contact secret est possible*, soit *indirectement*, via les agents littéraires ou les éditeurs (Saunders, 2003, p. 254, les italiques sont de moi).

Le cas guatémaltèque s'inscrit dans cet horizon de sens et la *dissimulation* commande également les actions de la CIA sur le terrain. En mai 1954, le récit d'une invasion « orchestrée » par le Kremlin est dynamisé par une nouvelle : des pêcheurs nicaraguayens viennent de faire la « découverte » d'une cache d'armes de fabrication soviétique. Dans les faits, c'est l'agence de renseignement américaine (sans doute inspiré par les événements récents) qui a dissimulé les armes dans le cadre de l'opération Washtub). Quant aux pêcheurs, on apprendra plus tard qu'ils étaient à la solde du dictateur Somoza (Cullather, 1999, p. 57 ; Gleijeses, 1991, p. 294), allié des États-Unis et collaborateur de la première heure de l'armée « libérationniste » — autant de détails qui échappent à la presse et aux médias. Le magazine *Time* réserve sa page couverture de juin 1954 au jeune président ; l'illustration le montre devant une stèle maya en pierre, dans laquelle apparaît, gravé, le visage de Staline (voir figure 7.1).

⁹⁴ Selon ce que rapporte le *New York Times*, de nombreuses maisons d'édition (Franklin Books ou Walker & co., pour ne nommer que celles-ci) imprimèrent et distribuèrent au moins 1 000 ouvrages « produits ou subventionnés d'une manière ou d'une autre par l'agence [entre 1947 et 1977] » (Crewdson et Treaster, 1977). C'est sans même le savoir que des éditeurs comme Ballantine Books se retrouvaient liées à l'agence de renseignement alors que dans d'autres cas, des agents de la CIA l'instrumentalisaient en publiant des ouvrages dans le seul but d'obtenir une « couverture » pour leurs activités de renseignement et d'espionnage. Occasionnellement, la CIA se faisait simplement pourvoyeur, assurant un revenu à certains auteurs soit en remboursant leurs dépenses soit « en garantissant [...] par le biais d'une fondation quelconque, l'achat d'un nombre suffisant d'exemplaires pour que la publication en vaille la peine ». La CIA serait parvenue à tromper la vigilance du *New York Times*, en faisant paraître dans les pages du quotidien une recension écrite par un auteur sous contrat avec l'agence. L'ironie... c'est que c'est le *New York Times* qui nous l'apprend (Crewdson et Treaster, 1977).

Figure 7-1. La page couverture du *Time* de juin 1954.



Photo tirée des archives personnelles de l'auteur.

L'entreprise de déstabilisation que mène la CIA repose sur des méthodes « classiques », que l'agence mobilisera lors d'interventions subséquentes. Quelques 100 000 tracts sont largués par des avions de l'agence : « Chronologie du communisme au Guatemala », peut-on lire sur de ces tracts ; un autre suggère qu'Arbenz cherche activement à remplacer l'armée gouvernementale par des « milices communistes » (Blum, 2003, p. 77). Présente depuis plus d'un demi-siècle sur le terrain, la United Fruit Company est aux premières loges des transformations socio-économiques que connaît le pays et dispose d'un accès privilégié aux journalistes. Elle exploitera cette situation à son avantage : la compagnie « informe » ainsi

les journalistes des derniers développements et distribue des images censées montrer les multiples exactions du régime « communiste » d'Arbenz – corps mutilés, fosses contenant des cadavres, etc. Des images qui reçoivent une « large couverture médiatique » ; mais le bureau publicitaire de la compagnie révélera des années plus tard, n'avoir aucune idée de ce que représentaient les images : « [i]l aurait tout aussi bien pu s'agir de victimes [...] d'un tremblement de terre » (propos de Thomas McCann, rapportés par Blum, 2003, p. 79). Le cinéma est également mis à contribution.

On sait que, par les accords Blum-Byrnes, les Américains cherchent à faire la part belle à leur cinéma sur les écrans français, conscients que cela sert leur intérêt national. Les décideurs ont clairement conscience du rôle névralgique du cinéma dans le contexte de la Guerre froide culturelle. Shaw et Youngblood montrent que cette conscience des finalités atteint aussi le Département d'État et la CIA qui conjuguent leurs efforts afin de chercher à « pénétrer cinématographiquement le rideau de fer » (Shaw et Youngblood, 2010, p. 28). Le FBI (alors sous la gouverne d'un anticommuniste notoire en la personne de J. Edgar Hoover) utilise son influence pour écarter les productions aux points de vue indésirables⁹⁵. À compter d'octobre 1947, la House Un-American Activities Committee (HUAC) débarque à Hollywood avec pour objectif d'*en finir* (ce sont les mots du Président de la Commission) *avec ceux qui cherchent à établir un* « foyer de propagande rouge » au sein de l'industrie du film (Shaw et Youngblood, 2010, p. 19). Entre 1948 et 1953, les grands studios hollywoodiens produisent au bas mot soixante-dix films « explicitement anticommunistes », qui comptent pour environ 5 % de la production cinématographique de cette période (Shaw et Youngblood, 2010, p. 21). Près d'une cinquantaine de films produits par les grands studios abordent la guerre de Corée (on se souvient du film *Prisonniers de Guerre* sorti en 1954 et produit par les studios MGM). Faisant écho à un élément névralgique des discours des décideurs (qu'on a vu au chapitre 2), ces films ont tendance à dépeindre Moscou et Beijing comme « expansionnistes » (Shaw et Youngblood, 2010, p. 25). Le studio MGM distribue le dessin animé *Meet King Joe* (1949), ode à l'Amérique, au travail salarié et à la société de consommation, qui se conclut sur ces recommandations : « [l]es travailleurs, les patrons et les propriétaires doivent continuer à faire augmenter la production, afin que les gens continuent d'acheter plus de biens qui rendent leur vie plus heureuse » (*Meet King Joe. Fun and Facts about America*,

⁹⁵ Youngblood et Shaw présentent une stratégie en trois temps : (1) le Bureau menait sa propre opération de surveillance à Hollywood ; (2) il coulait des renseignements par le canal de la HUAC afin de « faire pression sur l'industrie pour qu'elle établisse, puis renforce [la] liste noire » et (3) le FBI a contribué à renforcer sa propre image de « protecteur du peuple américain » en fournissant des compétences en matière de montage, du matériel de scénario, en prodiguant des conseils de production ou même : en plaçant des « agents spéciaux » qui travailleront sur au moins huit films réalisés entre 1945 et 1959 (Shaw et Youngblood, 2010, p. 20-21).

1949)⁹⁶. La propagande américaine ne cherche pas seulement à diaboliser l'ennemi communiste : elle doit aussi convaincre des vertus de l'*american way of life*. Les grands studios ne se font pas prier pour diffuser ces capsules de propagande : Metro-Goldwyn-Mayer, qui possède autour de 5 000 cinémas à travers les États-Unis, accepte de diffuser gratuitement les capsules du National Education Program (NEP) (Moreton, 2009, p. 166).

William Blum soutient que la United States Information Agency, qui mène la charge de la propagande anti-Arbenz au Guatemala, aurait produit trois films sur le Guatemala (Blum, 2003, p. 77). On retrouve en tout cas Ronald Reagan comme tête d'affiche d'une autre production des studios hollywoodiens (Paramount, cette fois) sortie en 1953 : *Tropic Zone*. Dans cette odyssée de la banane, un expatrié fraîchement débarqué sur l'île fictive de Puerto Barrancas, Dan McCloud (interprété par Reagan) rencontre Flanders White (interprétée par Rhonda Fleming), propriétaire d'une plantation bananière héritée de son père, un « pionnier de cette industrie » animé du désir – selon l'héritière – de donner de « meilleurs emplois aux travailleurs locaux » (Foster, 1953). Mais le marché de la banane est hostile et la plantation est constamment menacée par des brigands. C'est ici qu'intervient McCloud : fort de huit années d'expérience de gestion de « la plus grande plantation du Guatutura » (toute ressemblance avec la situation guatémaltèque n'est sans doute pas fortuite), McCloud devient l'homme de main de Mme White. Travailleur acharné, McCloud s'affaire à améliorer la productivité de la plantation... dans l'espoir qu'une grosse compagnie fruitière démontre de l'intérêt pour celle-ci (Foster, 1953).

7.2.3.4 Générer un chaos (réel ou imaginaire)

À l'initiative de la CIA, on crée une station de radio, La Voix de la libération, qui servira d'organe de propagande pour les « libérationnistes » de Castillo Armas. La station de radio est dirigée par David Atlee Phillips et Howard Hunt (Watergate). C'est ce même Howard Hunt qui aurait expédié un agent de la CIA du nom de Carleton Alsop à la rencontre de la veuve de George Orwell afin de négocier les droits sur *La*

⁹⁶ Le film est produit par le Harding College, une institution marginale dans le domaine de l'éducation, mais qui développa une machine de propagande impressionnante pendant la Guerre froide. Fondé en 1924, dirigé par George S. Benson, fervent anticommuniste et protestant, le College représentait (selon la Anti-Defamation League of B'nai B'rit) : « le plus grand producteur de propagande d'extrême-droite [au pays] » ou « la Mecque de l'ultra-conservatisme et de l'extrême-droite » (selon *Newsweek*), alors que le *New York Times* soutenait que le Harding College du début des années 1960 était « peut-être [...] le centre le plus prolifique de propagande anticommuniste aux États-Unis » (Moreton, 2009, p. 164). Il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'à cette même époque, la CIA cherchait « à infiltrer les syndicats, pour en extirper les éléments douteux », qu'elle cherchait « à favoriser l'ascension de leaders [syndicaux] plus convenables aux yeux de Washington » (Saunders, 2003, p. 334).

ferme des animaux (Saunders, 2003, p. 301)⁹⁷. Sonia Orwell, qui ne se doute pas que le renseignement américain est derrière le projet, accepte que l'œuvre de son mari soit portée à l'écran. La version originale d'Orwell présentait une critique acerbe du stalinisme, mais renvoyait néanmoins capitalisme et stalinisme dos à dos ; la version de 1954 apporte des modifications significatives au message.

Dans cette version animée, ce n'est plus la *nature du système* (capitaliste) qui est la cause des malheurs des animaux, mais la *mauvaise administration* de la ferme et le penchant pour l'alcool de son propriétaire⁹⁸. Impossible de savoir si les altérations émanent de quelque directive de la CIA, mais « c'était certainement ce dont la CIA avait besoin » (Cohen, 2003), résume un article du *Guardian*. La principale altération, toutefois, intervient à la fin de la capsule : dans la version d'Orwell, les humains sont invités à rejoindre les cochons pour souligner leur amitié, mais dans cette version édulcorée... ce sont les *cochons* qui rejoignent les *cochons*. Si Orwell cherchait à montrer comment la dégénérescence du communisme rejoignait la déchéance du capitalisme, le récit mis en image avec le soutien de la CIA insiste pour montrer que la déchéance du communisme... est égale à elle-même (Orwell, 2020, p. 155-156 et 159-160).

C'est donc à Howard Hunt qu'on confie les rênes de La Voix de la libération (opération Sherwood). La stratégie n'a rien d'exceptionnel. L'histoire des liens entre le renseignement américain et Radio Free Europe est connue. De la même manière, la station Radio Free Asia, installée à Manille depuis 1951, émet vers la Chine continentale, et la CIA s'enthousiasme à l'idée qu'elle pourrait bien rivaliser avec la Radio Free Europe (Crewdson et Treaster, 1977). L'agence est aussi derrière la création de Free Cuba Radio, qui

⁹⁷ Selon ce que rapporte Saunders, Carleton Alsop, qui travaillait pour les studios *Paramount* et avait travaillé pour les studios *MGM*, agissait comme agent par la CIA. et représentait un de ses plus précieux atouts. Selon Saunders : « Les rapports secrets d'Alsop sont d'une lecture extraordinaire. Ils révèlent précisément jusqu'où la CIA étendait son influence dans l'industrie du film, malgré ses protestations du contraire » (Saunders, 2003, p. 298). Toujours selon Saunders, Alsop était là pour prendre la « température d'Hollywood », mais déployait aussi des efforts pour faire adhérer les studios hollywoodiens à « ce que la CIA appelait sa 'formule hollywoodienne' ». Dans un de ces rapports survolés par Saunders, Alsop s'inquiète d'un projet qui présente un portrait peu flatteur de riches Texans : « Je veillerai à ce que [le projet] soit descendu chaque fois que quelqu'un essaiera de le réactiver à la Paramount », assure-t-il (Saunders, 2003, p. 300). Voir également (Wilford, 2008b, p. 120).

⁹⁸ « Tout le produit de notre travail ou presque, nous est confisqué par les humains », annonçait le sage Maréchal dans la version d'Orwell : « Débarrassons-nous de l'Homme, et le produit de notre travail sera nôtre » (Orwell, 2020, p. 14 et 15). Dans la version « de la CIA », l'on ne cherche pas (cela va de soi) à mettre en image l'exploitation par le travail : les images qui enchaînent nous montreront plutôt un M. Jones cuvant sa cuite de la veille, incapable de nourrir ses bêtes, qui attendent impatiemment leur subsistance (d'ailleurs, sitôt les animaux « émancipés », la version animée nous montre le principal intérêt de l'affaire : accéder enfin aux vivres). La tonalité militante de l'œuvre originale disparaît complètement, de sorte que le chant militant de la version originale qui évoquait l'Internationale et annonçait : « Nous recevrons tout en partage », est remplacé par les grognements des cochons, le hennissement des chevaux ou les aboiements des chiens.

achète du temps d'antenne à des stations floridiennes et de la Louisiane ; elle aurait procuré du financement à l'AIP, une agence de presse radiophonique de Miami produisant des « programmes envoyés gratuitement à plus de 100 petites stations d'Amérique centrale et latine » (Crewdson et Treaster, 1977). L'originalité de la station clandestine « guatémaltèque » (bien qu'elle prétende diffuser depuis « la jungle du Guatemala », elle est installée dans le Honduras voisin) repose sur son utilisation dans un contexte d'opération psychologique devant mener au remplacement d'un gouvernement. La Voix de la libération mène ainsi une campagne de déstabilisation qui s'inspire – c'est voulu – de *La guerre des mondes* d'Orson Welles (1938) : ses émissions exagèrent les victoires, gonflent les succès et relativisent les défaites, elles inventent des conquêtes « libérationnistes », imaginent même, de toutes pièces, certains foyers de combats (Cullather, 1999, p. 76). Le caractère clandestin de l'entreprise de sabotage cherche à faire apparaître le chaos ambiant comme un *phénomène endogène*, ce qui contribue à aiguïser les nerfs du gouvernement. Audace et effronterie ponctuent les actions clandestines. Ainsi, pendant un raid aérien nocturne, des haut-parleurs qu'on a installés sur le toit de l'ambassade américaine diffusent à haut volume des enregistrements d'attaques à la bombe, afin de désorienter le gouvernement, d'accentuer le climat de panique (Blum, 2003, p. 77). L'invasion réelle (modeste) se dédouble, s'accompagne d'une invasion imaginaire déformée, exagérée, augmentée.

« Les apparences suffisent largement à faire un monde », dit le proverbe, et ce sont les apparences qui forment la texture même de cette « guerre » dont l'illusion est la tactique. Dans certaines zones, on largue même des parachutistes factices afin d'accentuer l'impression d'une offensive généralisée (Blum, 2003, p. 77). Pleinement consciente que la survie d'Arbenz dépend de la loyauté dans les rangs de l'armée gouvernementale, on sape le soutien au président de l'intérieur ; l'agence établit des contacts, identifie les militaires susceptibles de plier l'échine, offre des pots-de-vin en échange du retrait de leur appui au gouvernement : « Il est beaucoup plus facile de soudoyer une personne pour qu'elle ne fasse rien, que de lui dire 'si vous faites telle ou telle chose, et mettez votre vie en danger, alors vous gagnerez votre salaire' », commente Howard Hunt (*Devils don't dream!*, 1995). C'est exactement ce que cherche et ce que parvient à faire l'agence : un officier, soutient Blum, accepte ainsi de déposer les armes en échange d'un montant de 60 000 \$ US (Blum, 2003, p. 79). La CIA accomplit son travail de sape : elle paralyse l'appareil militaire et gouvernemental, elle génère l'inaction, laisse le chaos remonter à la surface, s'imposer peu à peu.

L'alliance avec les forces hégémoniques locales fait partie de la stratégie, et l'une de ces forces est le clergé. Des contacts sont ainsi établis entre la CIA et l'archevêque du Guatemala, Mariano Rossell Arellano (Blum,

2003, p. 76). Cette rencontre accouche le 4 avril 1954 de la fameuse *carta pastoral*. Dans ce message adressé aux fidèles, Mariano Rossell exprime le choix qui s'offre à eux : obéir à Moscou et être excommunié pour l'éternité, ou demeurer fidèle à l'Église catholique. S'il est difficile d'évaluer l'incidence du message, on peut convenir avec la CIA que, dans un pays comme le Guatemala, où la religion catholique représente souvent la substance même du lien social, il s'agit à n'en point douter d'une initiative « extrêmement efficace » (Wisner, 1954). Sans doute inspirée par le succès du Congrès pour la liberté de la culture, la CIA organise une série de rencontres dans le cadre du Congrès contre l'intervention soviétique en Amérique latine, qui a lieu à Mexico (D.F.) du 27 au 30 mai 1954. Selon Frank Wisner, l'initiative devait représenter « un appel à lutter pour tous les anti-communistes » latino-américains (Wisner, 1954).

La pression aura raison du gouvernement Arbenz. Le 27 juin 1954, à 20h00, Jacobo Arbenz Guzmán annonce sa démission. C'est le colonel Díaz (Carlos Enrique) qui lui succédera. Il garantira la prévalence de la démocratie, préservera et approfondira les conquêtes sociales, assure (ou espère) Arbenz. Díaz confirme qu'il prend le pouvoir « au nom de la révolution de 1944 » (Cullather, 1999, p. 101). Peurifoy est furieux : « Nous avons été trahis », dit le télégraphe qu'il envoie au quartier général (Cullather, 1999, p. 101-102). Díaz ne représente pas le choix de Washington. Cullather rapporte que lors d'une rencontre avec le nouveau président, « on » (un agent de la CIA?, le document caviardé ne permet pas de savoir de qui il s'agit) interrompt le protégé d'Arbenz pour lui communiquer cette information : « vous ne répondez pas aux attentes de la politique étrangère américaine » ; dubitatif, Díaz aurait cherché à connaître le point de vue de l'ambassadeur américain. La pression et l'instabilité jouent vite en la faveur de Washington, et après avoir reçu la confirmation de Peurifoy, Díaz accepte de céder le pouvoir (Cullather, 1999, p. 102). Il n'aura été en poste que pendant deux jours. Il est remplacé par Elfego Monzón, qui cède rapidement le pouvoir à Castillo Armas, qui s'installe à la tête du pays le 7 juillet 1954.

7.3 Conclusion partielle : PBHistory ou l'importance du contrôle sur le récit

Dès le 1^{er} juillet, les agents chargés de mener l'opération clandestine commencent à se retirer du pays. PBSuccess a rempli ses objectifs. La Voix de la libération cesse d'émettre le jour suivant. Wisner ordonne la destruction de documents concernant l'opération (Cullather, 1999, p. 105). Mais à peine a-t-on commencé à effacer les traces de l'opération clandestine, une autre opération prend forme : PBSuccess cède le pas à PBHistory. On s'était attaqué à un gouvernement contraire aux intérêts américains, maintenant, c'est une autre tâche qui incombe au renseignement américain : il faut s'attaquer au récit, à l'histoire. PBSuccess est aujourd'hui l'une des opérations clandestines américaines les plus documentées,

mais elle jette de l'ombre sur l'opération qui la suit. Comme le dit Max Holland : « l'opération secrète qui a suivi PBSuccess a été reléguée à un paragraphe ici et là » ; elle représente pourtant, selon lui : « l'un des efforts de contre-espionnage les plus notables de l'agence et l'une des plus grandes réussites de la première décennie de la Guerre froide contre le communisme » (Holland, 2004, p. 300).

Le 30 juin 1954, Frank Wisner donne le coup d'envoi. Dans un télégramme connu comme le *shift of gears cable*, Wisner écrit : les « chirurgiens doivent maintenant se retirer [...] c'est aux infirmières de s'occuper du patient » (Cullather, 1999, p. 103). Le 4 juillet 1954, des agents du renseignement, et une équipe du Département d'État arrivent sur le terrain (Cullather, 1999, p. 106). L'opération PBHistory devra se saisir des documents laissés derrière par le gouvernement Arbenz et autres communistes (du PGT) ayant fui le pays à la hâte ; le but premier de l'opération : établir des liens entre le Guatemala et Moscou. Les locaux du PGT, le domicile d'anciens communistes, le ministère des Affaires étrangères, et, bien sûr : les effets personnels d'Arbenz sont passés au peigne fin (Holland, 2004, p. 302 et 304). Quelques 500 000 documents « sensibles » sont saisis (de ce nombre : 150 000 documents sont retenus, dont seulement 2 095 sont photocopiés ; 750 photographies seront « immédiatement » mises à la disposition des médias). Le 20 juillet 1954 l'équipe de la CIA présente un « inventaire préliminaire » : une biographie de Staline appartenant à l'épouse du Président ; de la littérature marxiste tirée de sa bibliothèque ; des documents révélant qu'Arbenz a cherché à acquérir des armes de l'Italie... de maigres trouvailles, somme toute (Holland, 2004, p. 305 et 307), mais que la propagande se chargera de monter en épingle.

Le 4 août 1954, on décide d'augmenter les effectifs déployés pour mener l'opération à terme. Le groupe de travail, composé d'agents de terrain de la CIA, de représentants du Département d'État et d'un agent de la U.S. Information Agency reçoit le nom de « Groupe de recherche sociale » (Social Research Group) (Holland, 2004, p. 305). Bien qu'elle travaille de concert avec le Département d'État, la CIA se réserve un usage exclusif des documents, si ceux-ci sont susceptibles d'être utilisés dans le cadre d'autres opérations clandestines (Holland, 2004, p. 308). PBHistory alimentera de nombreuses initiatives de la CIA en matière de propagande : des documents sont disséminés dans les médias (Reuters reprend, tel quel, le dossier de presse du Comité de défense contre le communisme) ; l'équipe de PBHistory rend accessibles, pour les journalistes (correspondants ou locaux) un certain nombre de ces « trouvailles » ; on produit un court-métrage documentaire, diffusé dans « tous les cinémas de Guatemala-Ville ». Comme le dit Holland : « la population guatémaltèque lettrée ou cinéphile [...] a été saturée de *preuves* à l'effet que le gouvernement Arbenz [était] contrôlé par les communistes » (Holland, 2004, p. 310, l'italique est de moi). Certains médias

tombent dans le piège tendu par la CIA : le magazine *Harper's* s'inspire des trouvailles de PBHistory pour la publication d'un article au titre sans équivoque : *What the Red Left Behind* ; Donald Grant, un journaliste réputé qui couvrait l'Amérique latine, conclut que les « liens entre le gouvernement Arbenz et la Russie soviétique sont indubitables » ; un document de vingt-en-une pages « récupéré » lors de l'opération sert de base à Henry Cabot Lodge pour un discours aux Nations Unies ; les gouvernements régionaux ayant collaboré avec les États-Unis s'appuient eux aussi des trouvailles de PBHistory ; les documents compilés serviront de base pour l'écriture d'une biographie « dommageable » pour Jacobo Arbenz (Holland, 2004, p. 311-312).

Comme l'écrit le poète et romancier uruguayen Eduardo Galeano, le coup contre le gouvernement Arbenz « marque au fer rouge » l'histoire du Guatemala (Galeano, 1967). En plus d'annuler la réforme agraire et de rendre illégaux les partis politiques et les organisations paysannes, Castillo Armas créera le Comité de défense nationale contre le communisme (sous l'impulsion et avec le financement de la CIA) « un service de renseignement embryonnaire », doté de pouvoirs exceptionnels, chargé d'arrêter quiconque est soupçonné d'activités subversives » (Holland, 2004, p. 306). Armas ne s'en prend pas simplement aux « communistes » : les œuvres de Victor Hugo et de Dostoïevski, considérées subversives, sont bannies (Cullather, 1999, p. 103), certains auteurs évoquent même des autodafés. À la suite du coup, le pays connaîtra trente-six années d'une guerre civile ayant coûté la vie à plus de 200 000 personnes – pour la plupart mayas. Le renversement d'un gouvernement qui cherchait à mettre fin aux injustices en entreprenant des réformes somme toute modérées, directement inspirées du président Roosevelt et non pas du communisme à la soviétique « a rendu la modération impossible », écrit Richard Immerman (1982, p. 201). Cela a en quelque sorte ouvert la voie à l'option révolutionnaire – le jeune Ernesto Guevara, qui était sur place dans les derniers moments du gouvernement Arbenz, n'aura de cesse de référer à ce moment « fondateur ». Quant à la CIA : « [elle] ne sera plus jamais la même après le succès de PBSuccess » (1999, p. 105). L'opération conclue, la CIA prépare tout de suite ses prochains coups. Les acteurs du coup chilien de 1973 sont déjà dans les coulisses, prêts à entrer en scène.

En février 1955, la visite du vice-président Richard Nixon au Guatemala, dans le cadre d'une « exposition anticommuniste » au palais national, sera l'occasion de presser le citron de l'opération PBHistory pour un dernier coup de propagande :

J'ai vécu une très vive expérience au cours de cette exposition [affirme Nixon] sur ce qu'ont
ont cherché à accomplir les communistes au Guatemala [...] les images des atrocités que nous

avons vues au début [de cette exposition] sont indescriptibles [...] une partie des immenses piles d'ouvrages communistes, se trouvent juste derrière nous, des ouvrages par lesquels on a cherché à modifier les pensées des gens [on reconnaît la référence au *brainwashing*], à les convaincre de soutenir le communisme international. On a pu voir des documents audiovisuels, des documents envoyés directement de Moscou vers le Guatemala [...], une propagande produite dans l'espoir de gagner le peuple à la cause du communisme, de le soustraire à la cause de la liberté que votre gouvernement [celui de Castillo Armas] défend [...]. C'est la première fois dans l'histoire mondiale qu'un gouvernement communiste est renversé par le peuple ; nous vous félicitons pour ce que vous avez accompli, vous et le peuple guatémaltèque [...] Nous avons ici la preuve que [le régime d'Arbenz était contrôlé par Moscou] [...]. Le régime d'Arbenz n'était pas un gouvernement guatémaltèque, c'était un gouvernement étranger, contrôlé par des puissances étrangères » (Carlos Castillo Armas and Nixon speeches 221196 19 | Footage Farm, s. d.)⁹⁹.

Le Guatemala est le lieu depuis lequel irradie le pouvoir clandestin. Un communiqué envoyé au Chili décrit les liens entre les communistes guatémaltèques et les communistes chiliens (Holland, 2004, p. 310). Mais Allen Dulles et le renseignement prêchent par excès de confiance : le « déni plausible » (*plausible deniability*) apparaît aux yeux de plusieurs dirigeants latino-américains, comme un « invraisemblable déni » (*implausible deniability*) (Holland, 2004, p. 323). Dans son discours de démission du 27 juin, Arbenz pointe vers ce pouvoir clandestin : ces « forces obscures [*las fuerzas obscurantistas*] qui oppriment aujourd'hui le monde seront un jour vaincues » (Schlesinger et Kinzer, 2005, p. 199-200), annonce-t-il. La formule rappelle celle qu'emploiera Salvador Allende dans son discours livré aux Nations Unies, le 2 décembre 1972 :

Depuis notre triomphe électoral, nous subissons d'innombrables pressions [...] on a voulu nous isoler du monde, étrangler notre économie, paralyser le commerce [...] il ne s'agit pas cependant d'une agression ouverte, déclarée à la face du monde [...] Nous sommes confrontés à des forces qui opèrent dans la pénombre [...] (Exposición del Presidente de la República de Chile, Dr. Salvador Allende G. ante la Asamblea General de las Naciones Unidas. Naciones Unidas, 4 de diciembre 1972, 2016).

⁹⁹ John Foster Dulles abonde dans le même sens (27 juin 1954) : « [l'avenir du pays] appartient aux dirigeants loyaux au Guatemala et non [...] à ces agents d'un despotisme étranger qui ont cherché à soumettre le Guatemala à leurs intentions maléfiques » (*Devils don't dream!*, 1995).

CONCLUSION

« *Make the Economy Scream.* »

Richard Helms, 15 septembre 1970,
à propos du Chili de Salvador Allende

« *La tromperie est un mensonge en actes.* »

John Mulholland, magicien pour le compte de la CIA

« *Let's let this die with us.* »

Richard Helms, ordonnant la destruction des documents
sensibles du programme MK-Ultra

PBSuccess inspirera le renseignement dans son offensive clandestine contre le président chilien Salvador Allende, le 11 septembre 1973, autre cas d'école. À la surface des choses – dans le récit de surface –, le chaos économique et politique chilien qui aboutit au coup d'État du 11 septembre 1973 est – et demeure, si l'on s'en tient à l'hagiographie – le résultat de quelque *défaillance endogène* du socialisme d'Allende. Cette idée représente l'*explanans* dominant des échecs des régimes progressistes pendant la période de la Guerre froide. Mais au terme des grandes commissions d'enquête des années 1970 et aux vues des archives désormais accessibles, un tout autre récit émerge. L'implication du gouvernement américain dans le coup d'État est largement documentée. Les documents déclassifiés sont explicites : « Allende doit être renversé par un coup d'État [...] Nous devons exercer une pression maximale à cette fin en utilisant toutes les ressources appropriées. Il est impératif que ces actions soient mises en œuvre clandestinement afin que le [gouvernement américain] et la main américaine soient bien cachés » (National Security Agency, 1970).

Dans le cadre de la Commission Church (1975), Richard Helms, directeur de la CIA (1966-1973), *cold warrior* de la première heure, sera contraint d'expliquer la signification d'une curieuse inscription, écrite de sa main et apparaissant dans un mémorandum daté du 15 septembre 1970. Ce jour-là, le président Nixon, Henry Kissinger (conseiller à la Sécurité nationale), John N. Mitchell (*Attorney General*) et Helms se

rencontrent dans le Bureau ovale pour discuter de la situation au Chili. Salvador Allende vient tout juste de remporter l'élection présidentielle (4 septembre 1970), sous la bannière de l'Unité populaire, une coalition de partis de gauche et de centre-gauche. Il souhaite nationaliser des secteurs névralgiques de l'économie (les mines de cuivre, les télécommunications) ; l'International Telephone & Telegraph (ITT) et la Anaconda Copper, des multinationales américaines, sont au cœur du litige. Les inscriptions qui apparaissent dans le mémorandum de Helms ont beau être « cryptiques », elles permettent de cerner les grandes lignes des enjeux discutés dans le Bureau ovale : « *Meeting with President* » ; « *1 in 10 chance perhaps, but save Chile!* » et « *\$10, 000, 000 available, more if necessary* ». Tout au bas du mémorandum, Helms a écrit : « *Make the economy scream* » (voir Annexe C). La formule synthétise parfaitement le rôle, les visées et la signification profonde de la CIA : en faisant disparaître toute trace de ses interventions, la CIA fait aussi disparaître la contribution du politique dans les « succès » ou les « échecs » que l'empire américain génère.

L'escapologie comme mode opératoire du renseignement américain

En 2007, on découvre « par accident », dans les archives de la CIA, un document qu'on présumait perdu ou détruit. Il s'agit d'un manuel en deux volumes, connu sous le nom *The Official C.I.A. Manual of Trickery and Deception*. C'est à toutes fins pratiques le seul document d'envergure du programme MK-Ultra auquel on a accès (pour des raisons qu'on abordera sous peu) (Melton et Wallace, 2009, p. viii). À la lecture du document déclassifié, on apprend que John Mulholland (1898-1970), magicien réputé de son époque, accepte le 4 mai 1953 de travailler pour le compte de la Central Intelligence Agency. Le contrat qui le lie à l'agence implique la rédaction d'un manuel sur la « ruse et la tromperie ». Des fonds (3 000 \$ US) lui sont accordés dans le cadre du sous-projet numéro 4 du programme MK-Ultra (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 13). Il y a fort à parier que John Mulholland n'aurait pas souhaité que le document soit révélé au public. Le « serment du secret » était, après tout, au cœur de sa profession. Le « secret » était également au cœur du travail de Sidney Gottlieb, le brillant chimiste qui le mit sous contrat. Nommé responsable du Technical Services Staff (TSS) de la CIA, c'est Gottlieb qui était responsable du programme MK-Ultra, un programme « secret au sein même de la CIA » (Kinzer, 2020, p. 154). En fait, c'est tout le travail de Gottlieb qui « [était] entouré d'un secret si complet que cela l'a rendu invisible » ; invisible, et puissant : « [a]ucun autre Américain [...] n'a jamais exercé un tel pouvoir de vie ou de mort tout en demeurant complètement invisible » (Kinzer, 2020, p. 2 et 279).

Sous la supervision de Gottlieb, le TSS mettra en œuvre une série d'activités clandestines empruntant à la ruse, à la tromperie, ou si l'on veut, à la « magie » : confection de caches servant à dissimuler du matériel d'espionnage ; création d'encre « spéciales », permettant aux espions de la CIA d'intégrer des « messages invisibles » dans leurs correspondances ; installation de caméras ou de microphones clandestins, etc. (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009). « Invisibilité », « falsification », « tromperie » : il est frappant de constater à quel point le vocabulaire employé par Mulholland pour décrire les « actes magiques » fait écho aux opérations clandestines entreprises par la CIA, comme si ces deux mondes étaient en fait le même. Et ils le sont en effet : des mondes de faux-semblants, de tromper l'œil, de leurres, de « mensonges inoffensifs », d'illusions. Le travail des agents et celui du magicien se recoupent : les agents en mission d'espionnage peuvent être appelés, comme le magicien, à « échapper à une surveillance étroite » ; leur travail peut exiger d'eux qu'ils fassent « circuler des messages [...] sans être détecté[s] », qu'ils « dissimulent » du matériel (McLaughlin, 2009, p. xii-xiii). En matière de contre-espionnage, les analystes doivent « être aussi familiers que les magiciens avec les méthodes de tromperie » afin de détecter les ruses des adversaires ; de la même manière, les agents de la CIA doivent « éviter d'être découverts lorsqu'ils exécutent divers actes clandestins » (McLaughlin, 2009, p. xiii). Absolument tout ce qui dans les deux volumes de Mulholland réfère à la « magie » est applicable aux actions clandestines : les références aux gestes « trompeurs », les techniques permettant de « dissimuler », de « détourner l'attention », d'« exécuter sans s'exposer », de procéder à des « exfiltrations secrètes » (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 15, 20 et 26), de cacher ou de tromper, d'exécuter sans être vu...

Mais le TSS n'agissait pas simplement comme accessoiriste de la CIA et le champ d'action de Gottlieb dépassait largement celui plus « classique » de l'espionnage : recherche sur des drogues psychotropes peu comprises comme le LSD ou d'autres « toxines incapacitantes, mortelles et indétectables » ; exploration du potentiel militaire de « matières chimiques, biologiques et radiologiques » ; recherche et expérimentations avec des « poisons exotiques » (venin de cobra, toxines de crustacés, toxine botulique, bile de crocodile), voilà seulement quelques-uns des axes de recherche que supervisait le diplômé du California Institute of Technology et que détaille le manuel (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 5 et 9 ; United States Senate, 1976). Comme l'écrit Kinzer, le chimiste Gottlieb « avait rassemblé toute une gamme de poisons » ; le magicien « Mulholland lui enseignait les méthodes pour les administrer » (Kinzer, 2020, p. 93). On sait maintenant, les historiens de la CIA les confirment sans ambages, que l'agence de renseignement américaine a exploré, dans le cadre du

programme MK-Ultra, des méthodes diverses d'assassinats politiques (considérant, par exemple, l'utilisation d'un mouchoir imbibé d'une toxine botulique pour assassiner un colonel irakien, ou encore : l'emploi d'un tube dentifrice empoisonné, dans le but d'assassiner Patrice Lumumba) (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 9) ¹⁰⁰. Le TSS explorait diverses « avenues » (qui ont de quoi surprendre le lecteur) afin d'éliminer clandestinement Fidel Castro (opération Mongoose) : vaporisateurs ou cigares hallucinogènes ; bottes contaminées ; cigares empoisonnés ou explosifs ; coquillages explosifs ; combinaison de plongée contaminée ; stylo empoisonné, toutes ces « méthodes » ont été étudiées sous la supervision de Gottlieb (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 9-12). La magie s'ajoutait à cet arsenal peu conventionnel, comme en témoigne cette étrange relique, ce manuel des arts de la ruse et de la tromperie, rare vestige d'un programme ultrasecret du renseignement américain.

L'un des risques, lorsque l'on aborde ce type de document, est de se laisser prendre au jeu des intrigues, de tomber dans le piège des trépidations de l'espionnage, de céder au suspense et d'éclipser le tragique de l'affaire. On ne peut pas, par exemple, le rapporter simplement à l'expérience limitée des « agents de terrain » de l'agence, de ses espions, ainsi qu'ont tendance à le faire Melton et Wallace, les historiens de la CIA qui ont assemblé le manuel – pas si surprenant : Wallace est un agent retraité du renseignement américain. Le principal intérêt du manuel de Mulholland réside, à mon sens, dans le fait qu'on peut (*et qu'on doit*) le rapporter au *comportement institutionnel de la CIA*. Pour Helms, Gottlieb, Dulles et autres décideurs institutionnels, la ruse et la tromperie sont un « moyen » en vue d'une fin autre, une fin qu'aucun de ces acteurs de l'ombre ne perdra de vue dans le contexte de la jeune Guerre froide : remporter la Guerre froide en menant cette guerre sur tous les fronts – sur le front économique, culturel et dans le domaine de l'esprit – et par tous les moyens à la disposition des États-Unis. C'est le rôle qui leur incombait dans le strict exercice de leurs fonctions. Lorsque, dans le cadre de la Commission Church, sur son rôle dans le complot qui visait à assassiner Lumumba (avait-il envisagé se retirer du projet?), Gottlieb répondit : « À l'époque, je concevais que mon travail et mes responsabilités s'inscrivaient dans un contexte de guerre silencieuse [...] j'aurais bien pu être... un objecteur de conscience, un opposant à cette guerre », mais Gottlieb coupe net : « cette posture ne correspondait pas à ma vision des choses » (cité dans Kinzer, 2020, p. 227, réponse au sénateur Richard Schweiker, représentant de la Pennsylvanie). Les manuels de magie de Mulholland ne sont pas simplement des *cookbooks* pour espions, ils permettent de mieux cerner

¹⁰⁰ Sur l'assassinat de Patrice Lumumba (et l'implication de la CIA), voir l'incontournable ouvrage de Ludo de Witte (De Witte, 2002).

le *modus operandi* de l'agence et jettent un éclairage sur les comportements évasifs des décideurs au moment où l'attention et le regard du public se portent ailleurs que sur *ce qui ne doit pas être vu*, ce qui *ne devrait pas intégrer sa conscience*.

Le manuel de Mulholland nous rappelle en effet que : « [l]es mêmes principes d'illusions d'optique qui émerveillaient le public lors de spectacles à Las Vegas ont ouvert la voie à des opérations clandestines de la CIA plus audacieuses et plus fructueuses » (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 52). Ces « opérations clandestines plus audacieuses » ne réfèrent pas à des abstractions pures. Ces actions « fructueuses », ce sont : les coups d'État, le renversement de présidents élus en Iran, au Guatemala ou au Chili, les programmes d'assassinat de dirigeants politiques contraires aux intérêts bien compris de Washington, mais porteurs d'espoir pour des millions de personnes ; c'est le bouleversement de la vie de ces millions de personnes, les périodes prolongées de dictatures répressives, etc. Le public du magicien consent aux plaisirs de l'illusion mais pas celui qui, en Iran, au Guatemala ou au Chili voit se dérouler sous ses yeux une intervention « clandestine » – par-delà les tentatives d'échapper au regard, car ce type d'illusion ne fonctionne pas sur tous les publics. On pourrait ainsi remplacer les références à la magie dans le manuel de John Mulholland par les termes liés aux opérations clandestines de grande envergure : les deux mondes sont interchangeables. Ainsi on lira : « Le principe de base dans l'exécution d'un tour [ou d'une opération clandestine de perturbation au Chili, où l'on doit *faire crier l'économie*] est de faire en sorte que les actions secrètes ne soient pas observées », qu'elles soient et qu'elles demeurent invisibles (Melton et Wallace, 2009, p. 76).

« Une illusion est principalement mentale et non visuelle » (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 29), peut-on lire dans le manuel. Lorsque la CIA effectue une opération clandestine de l'ampleur de celle qu'elle mène au Guatemala, la conscience du public doit être affectée par les jeux de miroirs et les faux-semblants (PBSuccess). Et l'illusion devra être maintenue par-delà l'opération initiale (PBHistory), et même si l'opération clandestine devait être *révélée* au public. Les décideurs de l'agence sont *eux aussi* appelés à utiliser « le détournement d'attention pour que leur public *regarde dans la direction voulue et s'éloigne de l'action secrète* » (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 29, les italiques sont de moi). Comme les magiciens (et comme les espions sous leur responsabilité), Allen Dulles, Sidney Gottlieb et Richard Helms doivent « attirer l'attention de l'auditoire sur *des détails destinés à renforcer l'illusion* », ou au contraire : « masquer » ceux qui compromettent cette clandestinité (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing

Manuals », 2009, p. 24) ; il faut « *détourner la perception visuelle* de la cible des événements qui se déroulent » et implanter ainsi « *une image et un souvenir erronés* » (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 29-30, l'italique est de moi).

Si l'on considère que la stratégie de l'empire américain consiste pour une large part, durant la jeune Guerre froide, à chercher à invisibiliser à la fois la violence capitaliste et la contribution du politique dans la mise en place d'un capitalisme mondialisé dont le noyau dur est Washington, le guide de Mulholland permet de comprendre la corrélation et la proximité entre magie et clandestinité ; il aide à voir le caractère conscient, recherché et *institutionnel* du principe de dissimulation. « Lorsque l'esprit a été trompé, il est *presque impossible de travailler à rebours et de découvrir la tromperie* » nous disent les auteurs du Manuel (Melton et Wallace, 2009, p. 88, l'italique est de moi). L'aphorisme s'applique aux opérations clandestines : à mesure que le temps passe, quelque chose s'efface, le passé n'apparaît plus qu'en fragments ; c'est en tout cas l'espoir et la stratégie des principaux acteurs, des décideurs qui écrivent l'histoire clandestine.

L'entreprise de dissimulation rencontre bien sûr des obstacles. Mise en place dans le sillon du scandale du Watergate, la Commission Church (1975) est l'une des plus importantes sinon *la* plus importante des commissions chargées d'enquêter sur les opérations clandestines de CIA. Elle ouvre la voie à la déclassification de plusieurs documents classés « secrets » en 1977 (« Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals », 2009, p. 17).

« *Let's let this die with us* »

La Commission Church conclut néanmoins : « Les dossiers de MK-Ultra ayant été détruits, il est impossible de reconstituer l'utilisation opérationnelle des contenus de MK-Ultra par la CIA à l'étranger » (Kinzer, 2020, p. 232). Car dans un geste digne d'un magicien, l'un des derniers qu'il posa à titre de directeur de l'agence, Richard Helms exigea la disparition de toutes les traces du programme MK-Ultra. Agissant sur recommandation du directeur, Sidney Gottlieb s'assura ainsi que soient détruits tous les documents sensibles du programme qu'il dirigeait. Le 30 janvier 1973, ce sont sept boîtes qui contenaient des documents sensibles présentant la progression du programme entre 1953 et 1967 qui furent ainsi détruites, rendues invisibles à jamais. Furent ainsi détruites, selon ce que rapporte Kinzer, les vingt-cinq copies d'une brochure qui portait le titre *LSD-25 : Some Un-Psychedelic Implications* (Kinzer, 2020, p. 213)). « *Let's let this die with us* »... « ce projet mourra avec nous », aurait décrété Richard Helms, juste avant d'être congédié par le président Nixon, le 1^{er} février 1973 (Kinzer, 2020, p. 208). Malgré les ambitions de

la Commission, aucune de ses conclusions ne touchera directement Gottlieb – qui témoigna d’ailleurs sous un pseudonyme – de manière compromettante ou « dangereuse » (Kinzer, 2020, p. 232).

La destruction des documents liés au programme MK-Ultra n’a pas simplement empêché la justice d’effectuer son travail : elle prive pour toujours les historiens d’une compréhension plus profonde du travail de Sidney Gottlieb et Richard Helms. Les détails du programme MK-Ultra sont, et demeureront *invisibles* à jamais. Passé maître dans l’art de l’escapologie, cet art que maîtrisait Houdini et qui consiste à s’échapper de situations dont il ne semble pas a priori y avoir d’issue, Sidney Gottlieb plaidera tout comme Helms une mauvaise mémoire des événements lorsque questionné par la Commission Church – il « prétendait avoir oublié pratiquement tout ce qu’il avait passé les vingt-cinq dernières années à investiguer », relève un observateur (Kinzer, 2020, p. 227). Les documents détruits de MK-Ultra faciliteraient grandement sa dérobade.

Sociologie et histoire

La sociologie n’accorde pas toujours une assez grande importance à l’histoire – la sociologie marxiste, par exemple, a parfois eu tendance à s’empêtrer dans des débats théoriques (la question de la prévalence de l’infrastructure sur la superstructure) plutôt que d’adopter une approche plus fidèle à l’esprit de Marx et du matérialisme historique. Dans cette thèse, j’ai voulu recourir à l’histoire tout en me conformant à un certain nombre de règles qui donnent, à mon sens, un caractère sociologique à mon analyse. J’emprunte ces quelques « règles » à Enzo Traverso qui, dans *L’histoire comme champ de bataille*, les présente comme des « repères utiles » pour la « production de la connaissance historique », et non pas comme des « lois rigides » (Traverso, 2011, p. 19).

La première règle est celle de la *contextualisation*. Elle consiste à « placer un événement ou une idée dans son époque, dans un cadre social, dans un environnement intellectuel et linguistique, dans un paysage mental qui lui sont propres » (Traverso, 2011, p. 18). J’ai cherché, en ce sens, à inscrire les cas étudiés (Corée et Guatemala, chapitres 4, 5, 6 et 7) dans « l’environnement intellectuel » et le « paysage mental » des débuts de la guerre froide (chapitre 3). La deuxième règle est celle de l’*historicisme*. Il s’agit d’éviter de faire un récit historique linéaire qui aboutirait à une « vision apologétique du passé » et entrerait « en empathie avec les vainqueurs » (Traverso, 2011, p. 18). Je l’assume pleinement : j’ai adopté ici un « historicisme critique » qui cherchait à « reconstitu[er] le passé du point de vue des vaincus » (Traverso, 2011, p. 20). Les massacres de Corée ont trop longtemps été oubliés et les autochtones du Guatemala ont

trop longtemps été réduits au silence. Comme le dit Reinhart Koselleck : « il se peut que l'histoire soit faite par les vainqueurs mais, à long terme, les gains historiques de connaissance proviennent des vaincus » (1997, p. 239 cité dans Traverso, 2011, p. 21). Un tel historicisme ne se limite pas à adopter le point de vue des vaincus : Traverso milite pour une approche dialectique, non-linéaire, qui implique de naviguer entre le « temps » de l'événement et les « temps » qui l'ont constitué. Il m'a semblé nécessaire, par exemple, pour comprendre le coup de 1954, de sonder la question des classes sociales dans le Guatemala du 19^e siècle, d'aborder les rapports sociaux fondés sur la race. Ces « temps passés » de l'événement éclairent la réforme agraire proposée par le gouvernement Arbenz. Il m'a semblé nécessaire d'interroger le rapport au colonialisme et au capitalisme, au sein de la société coréenne, de sonder la question des rapports sociaux de propriété pour mieux comprendre cette « guerre oubliée ». Je pense que ces rapprochements enrichissent l'analyse historique d'une perspective sociologique.

Mon travail se distingue de celui d'un historien en ce qu'il accorde une grande importance à cette quatrième et dernière règle de Traverso qui concerne la *conceptualisation* (je reviendrai dans un instant sur la troisième). J'ai mentionné au chapitre 3 que pour Georges-Henri Soutou, l'un des historiens de la Guerre froide les plus réputés en France, l'opposition entre deux modèles de démocratie – l'une libérale et l'autre « socialiste » – représentait « le grand débat du 20^e siècle » (Soutou, 2001, p. 12). J'ai aussi insisté sur le fait que Soutou endossait la lecture de Jacob L. Talmon, l'auteur de *Les origines de la démocratie totalitaire* (1966), qui voyait en Jean-Jacques Rousseau la source des excès de la démocratie¹⁰¹. Soutou ne se sentait pas contraint de présenter une synthèse de la pensée de Talmon ou de détailler les arguments avancés par ce dernier, pas plus qu'il ne jugeait nécessaire de revenir aux textes ou aux concepts de Rousseau pris en défaut. Pour étayer son idée, il se contentait d'une mention furtive à l'ouvrage de Talmon, dans une note de bas de page. Si le travail de l'historien le lie aux archives, on peut dire que le sociologue travaille, lui, avec la théorie et les concepts¹⁰². Le sociologue n'est pas contraint de « repasser » sur les sources qu'utilisent les historiens – rien ne l'en empêche, néanmoins – mais il a le devoir, je pense,

¹⁰¹ Losurdo appelle « sophisme de Talmon », cette tendance qui consiste à attribuer aux demandes excessives de démocratie, tous les dérapages des mouvements progressistes de l'histoire moderne, de la Terreur robespierre à la stalinisme (on a abordé ces questions au point 3.1.5.2).

¹⁰² Évidemment, tout n'est pas noir ou blanc. J'ai mobilisé ici de nombreux historiens dont le travail profondément ancré dans la sociologie (Beard, 1913 ; Beard et Beard, 1921 ; Gleason, 1995 ; Immerman, 1982 ; Linebaugh, 2018 ; Traverso, 2001, 2011 ; Williams, 1944 ; Wood, 1984, 2009, 2013). La sociologie a souvent recours à l'histoire pour cerner ses objets d'étude, mais je pense qu'il existe un certain conservatisme disciplinaire, qui fait que la discipline a parfois tendance à s'enfermer dans le temps présent, ce qui « appauvrit la portée de la réflexion sociologique [et] limite l'imagination de ce qu'ont été d'autres mondes que le nôtre » (Dufour, 2015, p. 2).

d'adopter une posture critique face à l'historien qui, comme Soutou, brandit de manière instrumentale, voire idéologique, une approche théorique ou un concept sans les questionner – le litigieux concept de « démocratie totalitaire », par exemple. C'est ce que j'ai fait au chapitre 3, lorsque j'ai discuté des thèses de Talmon et de Hayek. Une approche historique ne m'aurait pas donné la latitude nécessaire pour interroger le langage de la Guerre froide, la portée des concepts qui permettent d'exprimer ce conflit, leur polysémie ainsi que leur fonction stratégique et instrumentale. La sociologie offre certaines libertés par rapport à la méthode historique : elle permet, par exemple, de procéder à des analyses comparatives (ce *comparatisme* qui constitue la troisième règle chez Traverso) afin d'en tirer des conclusions théoriques. C'est ce que j'ai fait ici avec les cas sud-coréen et guatémaltèque – ce que fait aussi Vivek Chibber (2011), dont j'ai parlé en introduction, avec l'Inde et la Corée du Sud.

Dans le premier chapitre de cette thèse, j'ai inscrit mon analyse dans le champ de la sociologie marxiste – à d'autres occasions, j'ai préféré parler d'une sociologie politique d'inspiration marxiste. Il m'a semblé que le Livre 1 du Capital de Marx commandait, en quelque sorte, l'analyse comparative à laquelle j'ai procédé. Les nombreuses métaphores visuelles, l'opposition entre « surface » et « profondeur », l'insistance sur les apparences (les « fétiches »), le parcours de l'abstrait vers le concret, cette excavation vers les origines du capitalisme ou la nécessité de creuser « sous la surface » pour faire réapparaître le politique et la violence des origines du capitalisme, il m'a semblé que ces indications n'avaient rien d'accessoire, qu'elles ne relevaient pas simplement du « style » de Marx, mais qu'à travers elles s'exprimait une méthode – c'est un point de vue que partage Derek Sayer (1983, 1987, 1991). Il m'a semblé qu'elles pointaient vers la nécessité de revenir à l'histoire des débuts de l'impérialisme capitaliste, que tout n'avait pas été dit sur cette forme impérialiste. Il m'a semblé qu'une lecture attentive du Capital commandait non seulement un retour à cette histoire sourde de l'impérialisme capitaliste, mais qu'il était fondamental d'accorder, pour analyser cette forme impériale, une place centrale à la question de la « clandestinité », aux *covert operations* et que ce mode d'action, cette « sourde violence » de l'impérialisme américain faisait écho, en quelque sorte, à la « sourde violence » des débuts du capitalisme anglais.

Il me semble, en ce sens, que ma thèse contribue à enrichir les analyses des théoriciens de l'impérialisme de qui elle s'inspire – je pense ici à Ellen Meiksins Wood et David Harvey.

La contribution de cette thèse

Pour compléter l'analyse de Meiksins Wood, je dirais que le recours au clandestin représente une stratégie offensive qui sert parfaitement les objectifs de l'empire capitaliste. Le clandestin, c'est l'invisibilisation du politique en acte : les actions clandestines (*politiques*) cherchent à rendre les perturbations de l'empire imperceptibles, à ne laisser paraître que la surface des choses (*l'économique*). Le récit des débuts de la Guerre froide montre que les décideurs, stratèges et idéologues américains avaient une « intelligence » des potentialités stratégiques des actions clandestines et des avantages de la séparation formelle entre l'économique et le politique.

Ma thèse complète aussi l'analyse de l'impérialisme présentée par David Harvey. Le plus souvent, ce sont les notions « d'accumulation par dépossession » et de « *spatial fix* » de David Harvey qui retiennent l'attention des sociologues et des politologues. À juste titre, puisqu'elles font voir que le capitalisme dépend fondamentalement du temps (il n'y pas de création de valeur sans le temps et sans la réactualisation du processus d'accumulation) et de l'espace (l'ancrage territorial est essentiel à toute forme de valorisation). Mais c'est la notion d'économie « politiquement orchestrée » (*politically orchestrated economy*) (Harvey, 2005, p. 69) qui m'a semblé la plus fertile pour mon propos – bien que j'aie préféré parler, dans le cas de la Corée du Sud, d'un « succès » économique « géopolitiquement constitué ». Je pense que mon analyse du cas coréen confirme ce que Harvey disait des « États sur la ligne de front » avec l'Union soviétique (Harvey, 2005, p. 53), lesquels devaient bénéficier d'un traitement privilégié. Je pense que les États-Unis n'ont pas simplement « permis » à la Corée du Sud de développer une économie de marché : ils ont déployé des efforts phénoménaux pour constituer une des économies les plus puissantes au monde. Je pense bien sûr à la guerre de Corée, je pense également au soutien logistique et militaire massif offert aux gouvernements dictatoriaux alliés à Washington, aux nombreux appuis financiers sous forme de prêts ou de bourses et aux traitements de faveur du Fonds monétaire international qui accompagnaient cette aide (Toussaint, 2006). Rien en 1945 ne laissait présager de tels résultats, de telles « performances » pour la Corée – à vrai dire, comme on l'a vu, le Nord semblait promis à un meilleur sort que le Sud (Cumings, 1981). Et il est difficile de croire que la Corée du Sud aurait obtenu un tel « succès », si elle n'avait pas partagé sa frontière avec la Corée du Nord, État paria, contre-modèle par excellence.

Ma thèse soutient en fait qu'il est impossible de dissocier un tel succès de la puissance américaine, que couper ce « succès » de l'empire capitaliste et célébrer le « miracle » sud-coréen, c'est tomber dans les multiples pièges de l'hagiographie – adhérer au sempiternel déni d'impérialisme et au mythe de la puissance par dépit (chapitre 2). On a vu que la tendance est forte à minimiser la portée de cet empire y compris chez des auteurs marxistes comme Vivek Chibber, comme je l'ai mentionné en introduction de cette thèse. L'illusion de ces succès posés comme indépendants de la puissance capitaliste par excellence se prolonge dans un déni du politique : le corollaire de cette illusion consiste à nier la contribution de l'État dans « l'orchestration » de ces « succès ». Comme le dit David Harvey : « le corps politique le mieux à même d'orchestrer les aménagements institutionnels et de manier les forces moléculaires de l'accumulation du capital afin de préserver une asymétrie des échanges avantageuse pour les intérêts capitalistes dominants » (Harvey, 2005, p. 132-133). À vrai dire, seule une lecture ahistorique ou une hagiographie de la Guerre froide peut concevoir la Corée du Sud comme un succès – ou un « miracle » – « (purement) économique ». C'est l'État américain – Panitch et Gindin l'ont démontré de manière assez convaincante (2013) – qui orchestre ces « succès » économiques et ces succès ne sont donc que *superficiellement économiques*. Hélas, l'hagiographie libérale des cinquante dernières années multiplie les références à ces « miracles » ¹⁰³.

À l'avis de Milton Friedman, le cas chilien, qu'on vient tout juste d'aborder, représente un tel « miracle ». L'auteur de *Capitalisme et liberté* (2016) y voit un cas « exceptionnel » en ce qu'il s'agirait selon lui « [du] premier endroit où un mouvement vers le libre-marché est parvenu à remplacer un mouvement vers le communisme » (« Reform Without Liberty: Chile's Ambiguous Legacy », 2003). Friedman s'étonne qu'un gouvernement militaire ait opté pour l'application de principes économiques qu'il juge à l'extrême opposé des principes d'une organisation militaire (une organisation où le pouvoir est distribué du haut vers le bas, *top-down*). N'a-t-on pas assisté à un phénomène assez semblable en Corée du Sud, sous la gouverne

¹⁰³ Dans les années 1990, c'est l'Argentine qui hérite de l'étiquette. Les politiques néolibérales de Carlos Menem (1989-1999) amènent le Fonds Monétaire International à présenter l'Argentine comme « l'élève modèle » du Fonds ; les tenants du libre-marché saluent le « miracle argentin ». Ce « miracle » économique se transforme, au début des années 2000 en « débâcle » : l'Argentine n'était pas promise aux sommets dans l'économie mondiale ; c'est une autre place, subordonnée, qui lui était réservée. L'expression « élève modèle » revient dans la littérature sur le cas argentin ; elle apparaît dans la documentation et les publications officielles du FMI. Sur les politiques néolibérales de Menem, voir l'excellent ouvrage de Maristella Svampa : *La sociedad excluyente. La Argentina bajo el signo del neoliberalismo* (Svampa, 2005) ; pour une première approche des imaginaires et des fondements culturels-identitaires permettant d'expliquer l'adhésion populaire à ces politiques, voir l'ouvrage *Construcción imaginaria de la desigualdad social*, d'Ana Wortman (Wortman, 2007). Mon mémoire de maîtrise, aborde ces questions (Veillette, 2009).

autoritaire de Park Chung-hee? On vient de survoler le « sophisme de Talmon » ; le « sophisme de Friedman », lui, pose le marché comme une organisation où les pouvoirs vont du bas vers le haut (*bottom-up*). Il postule un consommateur « libre » d'où irradie le pouvoir et qui détermine ultimement l'issue de l'organisation politique. Ce qui est remarquable du cas chilien, nous dit Friedman, c'est que « les marchés libres » résultant des décisions militaires « sont parvenus à instaurer une société libre » (« Reform Without Liberty: Chile's Ambiguous Legacy », 2003). Dans cette énième itération de l'hagiographie libérale, les forces du marché, les contraintes et l'exploitation liées au travail salarié – présentées au chapitre 1 – n'existent pas. Nous voici face à un autre « miracle économique » : « les forces libératrices du marché », répète Friedman, ont finalement eu raison de la dictature militaire. Le « sophisme de Friedman » fait le silence sur la contribution des contestations et des oppositions dans ce renversement de situation ; celles et ceux qui ont contesté, manifesté, résisté disparaissent du tableau, tout comme l'État impérialiste américain *orchestrateur* du coup d'État. Et comme c'est Pinochet lui-même qui a implanté ce marché qui a amené la liberté, on en déduit que la brutalité du régime est au moins en partie excusée. Le « sophisme de Talmon » attribue les origines d'une « démocratie totalitaire » à Rousseau ; le « sophisme de Friedman » célèbre la « dictature libératrice » de Pinochet. Le « miracle » chilien ne vaut donc que si l'on évacue le rôle politique de l'empire (*Make the economy scream!*, notait Helms), que si ce lien est magiquement coupé et si l'on s'en tient à la surface économique : exit l'Opération Condor, le rôle de la DINA, le service de renseignement chilien (qui reçut les bons conseils de la CIA pour sa mise en place, en plus d'un appui logistique de la part de Washington), exit la répression et les tortures de masse, les milliers de disparues et de disparus, les centaines de milliers d'exilés, les nombreux assassinats politiques (de René Schneider à Orlando Letelier, en passant, selon toute vraisemblance, par Pablo Neruda (Feinstein, 2017)).

Exit aussi les criantes inégalités sociales qui résultent de ces décennies de politiques néolibérales, un problème auquel il est urgent de s'attaquer, croit l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE, 2021). De la même manière, la célébration du « miracle » sud-coréen occulte la réalité des travailleurs soumis à des heures de travail interminables¹⁰⁴, la réalité d'une jeunesse marginalisée, inquiète et désillusionnée (une enquête récente montre que 75 % des jeunes souhaitent quitter la Corée

¹⁰⁴ « Un Coréen pourrait passer toute sa journée dans le monde de Samsung [peut-on lire dans une publication du FMI]. Le matin, il peut quitter son appartement construit par Samsung et aller au bureau dans sa voiture Samsung (Renault) en utilisant son téléphone portable Samsung. Il peut acheter son déjeuner dans un grand magasin appartenant à Samsung et manger de la nourriture produite et distribuée par Samsung (Cheil Jedang), réchauffée dans son four à micro-ondes Samsung, tout en regardant sa télévision Samsung » (Fonds Monétaire International, 2010, p. 20).

pour vivre à l'étranger (Sang-Hun, 2020, p.)), celle des « travailleurs irréguliers » (on compte cinq millions de travailleurs en situation précaire en Corée du sud) (Morris, 2018)) et autres marginaux de la société coréenne hypermoderne, hyperfétichisée et *spectaculaire* – au sens où l'entend Guy Debord. Sous la surface des performances enviables des multinationales sud-coréennes, ces marginaux qu'on surnomme « cuillères sales » (*Dirt spoons*), par opposition à ceux qu'on nomme les « cuillères dorées » (*Gold spoons*) (Choi et Park, 2019), vivent dans les demis sous-sol des quartiers malfamés de Séoul, exactement comme ceux qu'on voit dans le film *Parasite*. Le film récipiendaire le Palme d'Or à Cannes (2019) et de l'Oscar du meilleur film (2020) ne présente pas seulement une critique des tensions sociales inhérentes au capitalisme globalisé – ce qu'il parvient néanmoins à faire habilement. La saleté, les odeurs, le peu de lumière, l'espace restreint, tout cela ne relève pas d'un effet de style : « le pouvoir de *Parasite* réside avant tout dans sa représentation brutalement honnête et objective de la société coréenne d'aujourd'hui » (Cho et Park, 2019).

En exposant cette réalité et cette spécificité sud-coréenne, le réalisateur empruntait une démarche semblable à la mienne : il révélait le caractère factice du « récit de surface » qui fait de la Corée du Sud un modèle économique à suivre – un *miracle*. L'empire américain orchestre de tels « succès ». Il écrit ensuite le récit de ces « succès ». Il orchestre aussi des échecs économiques – le Guatemala en est un exemple. L'empire désigne des places et des rôles à occuper dans l'économie mondiale. Et le succès de son entreprise repose, pour une large part sur une stratégie d'invisibilisation du politique et de l'empire.

ANNEXE A
LE RÔLE DE LA CIA DANS LE RENVERSEMENT D'ARBENZ

CIA HISTORICAL REVIEW PROGRAM
RELEASE AS SANITIZED
2003

12 May 1975

MEMORANDUM

SUBJECT: CIA's Role in the Overthrow of Arbenz

In August 1953, the Operations Coordinating Board directed CIA to assume responsibility for operations against the Arbenz regime. Appropriate authorization was issued to permit close and prompt cooperation with the Departments of Defense, State and other Government agencies in order to support the Agency in this task. The plan of operations called for cutting off military aid to Guatemala, increasing aid to its neighbors, exerting diplomatic and economic pressure against Arbenz and attempts to subvert and or defect Army and political leaders, broad scale psychological warfare and paramilitary actions. During the period August through December 1953 a CIA staff was assembled and operational plans were prepared.

Following are the specific operational mechanisms utilized by the Agency in the overall missions against the Arbenz government:

a. Paramilitary Operations. Approximately 85 members of the CASTILLO Armas group received training in Nicaragua. Thirty were trained in sabotage, six as shock troop leaders and 20 others as support-type personnel. Eighty-nine tons of equipment were prepared. The support of this operation was staged inside the borders of Honduras and Nicaragua.

There were an estimated 260 men in Honduras and El Salvador for use as shock troops and specialists, outside of the training personnel that had been sent to Nicaragua.

b. Air Operations. The planning for providing air operational support was broken down into three phases; i.e. the initial stockpiling of equipment; the delivering of equipment to advance bases by black flight; and the aerial resupply of troops in the field. Thirty days prior to D-day, a fourth phase, fighter support, was initiated. There were approximately 80 missions flown during the 14-29 June 1954 period, by various type aircraft such as C-47's, F-47's and Cessnas which were used to discharge cargo, distribute propaganda and for strafing and bombing missions.

ES-2 IMPDET CL BY 054514

~~SECRET~~

ANNEXE B LE RÔLE DE LA CIA DANS LE RENVERSEMENT D'ALLENDE

RESTRICTED/HANDLING MESSAGES NOT BE DELIVERED DIRECTLY TO SPECIAL AGENTS. DECLASSIFIED - E.O. 12356, Sec. 3.4
DO NOT EXCEED 66 TYPEWRITER CHARACTERS PER LINE, INCLUDING SPACES. With PORTIONS EXEMPTED
E.O. 12356, Sec. 1.3 (a) 41

ORIG: ~~SECRET~~
JHIT: ~~SECRET~~
EXT: ~~SECRET~~
DATE: 16 October 1970

RESTRICTED HANDLING
CLASSIFIED MESSAGE
~~SECRET~~

MR 89-38, #11 CIA Mr. N. J. 1/94
By COPY, NARA, Draf 4/4/95

ESNA enabled accounts

(CLASSIFICATION) (DATE AND TIME FILED)
~~SECRET~~ 422 CITE HEADQUARTERS 802

IMMEDIATE SANTIAGO (EYES ONLY ~~SECRET~~)
16 14 08 z Oct 70

1. ~~SECRET~~ POLICY, OBJECTIVES, AND ACTIONS WERE
REVIEWED AT HIGH USG LEVEL AFTERNOON 15 OCTOBER. CON-
CLUSIONS, WHICH ARE TO BE YOUR OPERATIONAL GUIDE, FOLLOW:

2. IT IS FIRM AND CONTINUING POLICY THAT ALLENDE
BE OVERTHROWN BY A COUP. IT WOULD BE MUCH PREFERABLE
TO HAVE THIS TRANSPIRE PRIOR TO 24 OCTOBER BUT EFFORTS IN
THIS REGARD WILL CONTINUE VIGOROUSLY BEYOND THIS DATE.
WE ARE TO CONTINUE TO GENERATE MAXIMUM PRESSURE TOWARD
THIS END UTILIZING EVERY APPROPRIATE RESOURCE. IT IS
IMPERATIVE THAT THESE ACTIONS BE IMPLEMENTED CLANDESTINELY
AND SECURELY SO THAT THE USG AND AMERICAN HAND BE WELL
HIDDEN. WHILE THIS IMPOSES UPON US A HIGH DEGREE OF
SELECTIVITY IN MAKING MILITARY CONTACTS AND DICTATES

COORDINATING OFFICERS
RELEASING OFFICER
AUTHENTICATING OFFICER

....CONTINUED....

~~SECRET~~

THIS FORM FOR USE BY AUTHORIZED RESTRICTED HANDLING MESSAGE USERS ONLY!

2905 120-52

ANNEXE C

LE MÉMORANDUM DE RICHARD HELMS : « MAKE THE ECONOMY SCREAM »

MEETING WITH PRESIDENT
ON CHILE AT 1525 SEPT 15, '70
PRESENT: JOHN MITCHELL + HENRY KISSINGER

1 in 10 chance perhaps, but save Chile!
with spending
not increased risk involved
no involvement of embassy
\$10,000,000 available, more if necessary
full-time job - but men we have
same plan
make the economy scream
48 hours for plan of action

BIBLIOGRAPHIE

100 muertos y 238 heridos en el conflicto de la región bananera. (1928, 14 décembre). *La Prensa* (Barranquilla, Colombie).

Adams, F. U. (1914). *Conquest of the Tropics. The Story of the Creative Enterprises conducted by the United Fruit Company*. Doubleday, Page & Company.

Adams, R. N. (1994, avril). Guatemalan Ladinization and History. *The Americas - Cambridge University Press*, 50 (4), pp. 527-543.

Adler, J. H., Schlesinger, E. R. et Olson, E. C. (1952). *Las finanzas públicas y el desarrollo económico de Guatemala*. Fondo de Cultura Económica.

Agencia EFE. (2007, 12 avril). Aseguran que mural desaparecido de Rivera estaría en México. *El Universal*. <https://archivo.eluniversal.com.mx/notas/418668.html>

Althusser, L. (1969). Avertissement aux lecteurs du Livre I du Capital. Dans K. Marx, *Le Capital Livre I* (Garnier-Flammarion).

Aybar de Soto, J. M. (2018). *Dependency and Intervention: The Case of Guatemala in 1954*. Routledge.

AP. (1978, 25 juin). Edward Hunter, Author and Expert On 'Brainwashing'. *The New York Times* (New York). <https://www.nytimes.com/1978/06/25/archives/edward-hunter-author-and-expert-on-brainwashing.html>

Aragónés, G. (Correspondant à M. (2018, 27 décembre). *Frida Kahlo y Diego Rivera: los caminos del arte, la traición y el sufrimiento*. La Vanguardia. <https://www.lavanguardia.com/cultura/20181227/453777313466/frida-kahlo-diego-rivera-exposicion-moscu-viva-la-vida.html>

Arbenz Guzmán, J. (s. d.). *Fragmento del discurso de toma de posesión del Presidente Jacobo Árbenz Guzmán 15 de marzo de 1951*. Atlas Histórico de América Latina y el Caribe. <http://atlaslatinoamericano.unla.edu.ar/assets/pdf/tomo2/fuentes/cap1/11-frag-discurso-posesion-pres-jacobo-arbenz-guzman.pdf>

Arendt, H. (1953, mars). The Ex-Communists. *Commonweal*, pp. 595-598.

Arendt, H. (1967). Préface. Dans *L'impérialisme (Les origines du totalitarisme)* (pp. 7-15). Fayard.

Arendt, H. (1982). *L'impérialisme (Les origines du totalitarisme)*. Fayard.

Audiffred, M. (2000, 2 mars). Localizan Pesadilla de guerra y sueño de paz, mural desmontable de Diego

- Aybar de Soto, J. M. (2018). *Dependency and Intervention: The Case of Guatemala in 1954*. Routledge.
- Rivera. *La Jornada*. <https://www.jornada.com.mx/2000/03/02/cul3.html>
- Bacevich, A. J. (2002). *American Empire. The Realities & Consequences of U.S. Diplomacy* Harvard University Press.
- Bacevich, A. J. (2008). *The Limits of Power. The End of American Exceptionalism*. Holt.
- Baillargeon, S. (2019, 29 août). Il y a 70 ans, la terreur nucléaire. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/561521/ou-en-est-la-course-aux-armements>
- Bavelier, A. (2013, 4 avril). Picasso, à « l'Olympe de l'imagination » quarante ans après. *Le Figaro*. <http://www.lefigaro.fr/culture/2013/04/04/03004-20130404ARTFIG00725-picasso-a-l-olymp-de-l-imagination-quarante-ans-apres.php>
- Beard, C. A. (1913). *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*. Dover Publications, Inc.
- Beard, C. A. et Beard, M. R. (1921). *History of the United States*. The Macmillan Company.
- Bensaïd, D. (2009). Qui a volé la plus-value? Le roman noir du capital. Dans *Marx [mode d'emploi]* (pp. 113-131). Éditions Zone (La Découverte).
- Berger, H. W. (1992). Introduction: the Revisionist Historian and his Community. Dans H. W. Berger (dir.), *A William Appleman Williams Reader. Selections from his Major Historical writings* (pp. 11-33). Iva R. Dee.
- Blum, W. (2003). *Killing Hope: US Military and CIA Interventions Since World War II. Updated Edition*. Zed Books.
- Bonefeld, W. (2001, septembre). The Permanence of Primitive Accumulation: Commodity Fetishism and Social Constitution. *The Commoner*, (2). <http://www.thecommoner.org>
- Byung-Ook, A. (2009, 20 mars). Truth and Reconciliation: Activities of the Past Three Years. Truth and Reconciliation Commission, Republic of Korea. <http://japanfocus.org/data/TRC2009Report.pdf>
- Cadeau, I. (2013). *La guerre de Corée : 1950-1953*. Perrin.
- Calvo Ospina, H. (2010, 16 décembre). En 1928, le massacre des bananeraies en Colombie. *Le Monde Diplomatique*. <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-12-16-colombie>
- Cardoso, F. H. et Faletto, E. (1979). *Dependency and Development in Latin America*. University of Chicago Press.

Cartillier, J. (2017, 24 février). Trump promet la sécurité et une armée « plus forte ». *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/201702/24/01-5072850-trump-promet-la-securite-et-une-armee-plus-forte.php>

Chapman, P. (2007). *Bananas. How the United Fruit Company shaped the World*. Canongate.

Chibber, V. (2011). *Locked in Place. State Building and Late Industrialization in India*. Princeton University Press.

Choe, S.-H., Hanley, C. J. et Mendoza, M. (1999, 29 décembre). Korean War Documents Say U.S. Jets Hit Civilians. <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/WPcap/1999-12/29/044r-122999-idx.html>

Clastres, P. (2011). *La société contre l'État*. Les Éditions de Minuit.

Cockroft, E. (1985). Abstract Expressionism, Weapon of the Cold War. Dans F. Frascina (dir.), *Pollock and After: the Critical Debate* (pp. 125-133). Harper & Row, Publishers.

Coffey, M. (2012). *How a Revolutionary Art Became Official Culture: Murals, Museums, and the Mexican State*. Duke University Press.

Cohen, K. (2003, 7 mars). The Cartoon that Came in from the Cold. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/culture/2003/mar/07/artsfeatures.georgeorwell>

Colby, J. M. (2015). Progressive Empire. Race and Tropicality in United Fruit's Central America. Dans D. E. Bender et J. K. Lipman (dir.), *Making the Empire Work. Labor and United States Imperialism* (p. 289-311). New York University Press.

Coleman, K. (2015). Las fotos que no alcanzamos a ver. Soberanías, archivos y la masacre de trabajadores bananeros de 1928 en Colombia. Dans J. Mraz et A. M. Mauad, *Fotografía e historia en América latina* (p. 149-175). Cdf Ediciones.

Coleman, K. (2016). *A Camera in the Garden of Eden. The Self-Forging of a Banana Republic*. University of Texas Press.

Coleman, K. (s. d.). *The 1928 Massacre of Banana Workers*. <https://kevincoleman.org/the-1928-massacre-of-banana-workers/>

Crowdson, J. M. et Treaster, J. B. (1977, 26 décembre). Worldwide Propaganda Network Built by the C.I.A. *The New York Times*.

Croft-Cooke, R. (1938, 19 avril). The Danger of Armed Revolt in Mexico. *The Yorkshire Post*.

Crónica. (2016, 8 mai). *Cuando 311 valientes dijeron a Ubico: ¡No más dictadura!* Crónica.

<https://cronica.com.gt/antes-de-la-revolucion-de-octubre-de-1944-cuando-311-dijeron-no-mas-dictadura/>

Cudlin, J. (2011, 12 mars). Blockbuster Picasso show in Richmond must be seen, but it's not all masterpieces. *The Washington Post*.
[https://www.washingtonpost.com/lifestyle/style/blockbuster_picasso_show_in_richmond_must_be_se
en_but_its_not_all_masterpieces_/2011/02/22/AB3x2bJ_story.html?utm_term=.9aa7c23eff24](https://www.washingtonpost.com/lifestyle/style/blockbuster_picasso_show_in_richmond_must_be_seen_but_its_not_all_masterpieces_/2011/02/22/AB3x2bJ_story.html?utm_term=.9aa7c23eff24)

Cullather, N. (1999). *Secret History: The C.I.A.'s Classified Account of its Operations in Guatemala, 1952-1954*. Stanford University Press.

Cumings, B. (1981). *The Origins of the Korean War. Volume 1*. Princeton University Press.

Cumings, B. (2004, décembre). Mémoires de feu en Corée du Nord. Quand les États-Unis détruisaient un pays pour le sauver. *Le Monde Diplomatique* (Paris), pp. 22-23. <https://www.monde-diplomatique.fr/2004/12/CUMINGS/11732>

Cumings, B. (2010). *The Korean War: A History*. Random House Publishing Group.

Daix, P. (2012). *Le nouveau dictionnaire Picasso*. Éditions Robert Laffont.

De Cortanze, G. (2013). Frida Kahlo. Une vie à soi. Dans *Frida Kahlo/Diego Rivera. L'art en fusion*. Musée de l'Orangerie.

De Witte, L. (2002). *The Assassination of Lumumba*. Verso.

Debord, G. (1989). Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale. *Inter. Art actuel*, (44), pp. 1-11.

Debord, G. (1992). *La société du spectacle*. Gallimard.

Dellios, H. et Travkina, E. (2004, 1^{er} juin). Missing mural ignites Mexico's imagination. *Chicago Tribune* (Ville de Mexico). <https://www.chicagotribune.com/news/ct-xpm-2004-06-01-0406010149-story.html>

Department of the Army. (1956, mai). *Communist Interrogation, Indoctrination and Exploitation of Prisoners of War* (30-101) [Pamphlet]. Gouvernement des États-Unis.
[http://palmm.digital.flvc.org/islandora/object/fau%3A32574/datastream/OBJ/view/Communist_interro
gation_indoctrination_and_exploitation_of_prisoners_of_war.pdf](http://palmm.digital.flvc.org/islandora/object/fau%3A32574/datastream/OBJ/view/Communist_interrogation_indoctrination_and_exploitation_of_prisoners_of_war.pdf)

Díaz Jamarillo, J. A. (2019, janvier). Los trabajos de la memoria : la masacre de las bananeras y los sectores subalternos en Colombia, 1929-2008. *Revista Americana de Historia Social, Transhumante-Revista americana de historia social* (13), pp. 30-54.

Duch, J. P. (2000, 10 mars). Kamensky : mienten Burrus e INBA sobre la obra de Rivera. *La Jornada*. <https://www.jornada.com.mx/2000/03/11/pesadilla.html>

Dufour, F.-G. et Martineau, J. (2011). Le marxisme politique et ses débats (entretien). *Actuel Marx*, (50), pp. 98-118.

Dufour, F.-G. (2015). *La sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*. Presses de l'Université du Québec.

Dulles, A. (1963). *The Craft of Intelligence*. Harper & Row, Publishers.

Dupuis-Déri, F. (2013). *Démocratie : histoire politique d'un mot. Aux États-Unis et en France*. Lux Éditeur.

Eisenhower, D. D. (1963). *Mandate for Change 1953-1956*. Doubleday & Company.

Empire Call for Sanction Parley. (1936, 16 mai). *Daily Express*, 2.

Endicott, S. et Hagerman, E. (1998). *The United States and Biological Warfare. Secrets from the Early Cold War and Korea*. Indiana University Press.

Eperjesi, J. R. (2015, 15 avril). The Unending Korean War: W.E.B Du Bois, Ko Un, and the Women's Peace Walk. *Huffpost*. https://www.huffpost.com/entry/the-unending-korean-war-w_b_7048634?guccounter=1&guce_referrer_us=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_cs=PQzkuwzjUVYGTdH3OP8fjA

Falk, R. (1998). Introduction. Dans S. Endicott et E. Hagerman, *The United States and Biological Warfare. Secrets from the early Cold War and Korea*. Indiana University Press.

Fansen, M. R. R. de. (2004). Evolución del arte en la revolución. Dans *Actas del encuentro "Juan José Arévalo, presencia viva : 1904-2004"* (p. 29-47). Abrapalabra, Universidad Rafael Landívar.

Farnsworth, C. H. (1992, 19 novembre). Canada Will Pay 50's Test Victims. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/1992/11/19/world/canada-will-pay-50-s-test-victims.html>

Fay, P. W. (1975). *The Opium War. 1840-1842*. The University of North Carolina Press.

Fontaine, A. (2006). *La Guerre froide, 1917-1991*. La Martinière.

Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir*. Éditions Gallimard.

Frascina, F. (1993). Chapter 2. The Politics of Representation. Dans P. Wood, F. Frascina, J. Harris et C. Harrison, *Modernism in Dispute. Art since the Forties*. Yale University Press.

Fraser, N. et Jaeggi, R. (2018). *Capitalism. A Conversation in Critical Theory*. Polity.

Friedman, M. (2016). *Capitalisme et liberté*. Flammarion.

Fry, M. (2013, 4 août). National Geographic, Korea, and the 38th Parallel. How a National Geographic map helped divide Korea. *National Geographic*. <https://www.nationalgeographic.com/science/article/130805-korean-war-dmz-armistice-38-parallel-geography>

Fukuyama, F. (1992). *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Flammarion.

Gaddis, J. L. (1986). The Long Peace: Elements of Stability in the Postwar International System. *International Security*, 10(4), pp. 99-142.

Gaitán, J. E. (1988). *El debate sobre las bananeras*. Centro Jorge Eliécer Gaitán.

Galeano, E. (1967). *Guatemala, país ocupado*. Editorial Nuestro Tiempo.

Galeano, E. (2013). *Mémoire du feu*. Lux Éditeur.

Gallagher, J. et Robinson, R. (1953). The Imperialism of Free Trade. *The Economic History Review*, 6 (1), pp. 1-15.

Gardner, L. (1972). Foreword. Dans W. A. Williams, *The Tragedy of American Diplomacy* (p. ix-xvii). W.W. Norton & Company Inc.

Gaston-Breton, T. (2009, 28 juillet). United Fruit, la mère des républiques bananières. *Les Échos*. <https://www.lesechos.fr/2009/07/united-fruit-la-mere-des-republiques-bananières-474488>

Gleason, A. (1995). *Totalitarianism. The Inner History of the Cold War*. Oxford University Press.

Gleijeses, P. (1991). *Shattered Hope. The Guatemalan Revolution and the United States, 1944-1954*. Princetown University Press.

Gowans, S. (2018). *Patriots, Traitors and Empires. The Story of Korea's Struggle for Freedom*. Baraka Books.

Grandin, G. (2006). *Empire's Workshop. Latin America, the United States, and the Rise of the New Imperialism* (Metropolitan Books).

Granfield, L. (2004). *I remember Korea. Veterans tell their stories of the Korean war, 1950-53*. Fitzhenry & Whiteside.

Guatemala quits the League. (1936, 16 mai). *The Yorkshire Post*.

Guilbaut, S. (1998). *Comment New York vola l'idée d'art moderne*. Éditions Jaqueline Chambon.

Hanley, C. J. (2015, 9 mars). In the Face of American Amnesia, the Grim Truths of No Gun Ri Find a Home. *The Asia Pacific Journal - Japan Focus*, 13(10), 1-9.

Hanley, C. J., Choe, S.-H. et Mendoza, M. (2001). *The Bridge at No Gun Ri. A Hidden Nightmare from the Korean War*. Henry Holt and Company.

Harvey, D. (2005). *The New Imperialism*. Oxford University Press.

Hayek, F. A. (1985). *La route de la servitude*. Presses Universitaires de France.

Hemeroteca PL. (2017, 19 novembre). 1956 : Guatemala termina la guerra con Alemania. *Prensa Libre*. <https://www.prensalibre.com/hemeroteca/guatemala-termina-la-guerra-con-alemania/>

Hilton, T. (1996). *Picasso*. Éditions Thames & Hudson.

Hofstadter, R. (1969). *The Progressive Historians. Turner, Beard, Parrington*. Jonathan Cape LTD.

Holland, M. (2004). Operation PBHISTORY: The Aftermath of SUCCESS. *Internationa Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 17 (2), pp. 300-332.

Immerman, R. H. (1982). *The CIA in Guatemala. The Foreign Policy of Intervention*. University of Texas Press.

Immerman, R. H. (2010). *Empire for Liberty*. Princetown University Press.

Immerwahr, D. (2019). *How to Hide an Empire. A History of the Greater United States*. Farrar, Straus and Giroux.

Jappe, A. (2017). *Les aventures de la marchandise*. La Découverte.

Jewett, E. (1952, 3 février). Picasso Sees Korean War in Red Light. *Chicago Daily Tribune*.

Kissinger, H. (1994). *Diplomacy*. Simon and Schuster.

Judson, F. (1983). Anti-Imperialism in the Cuban Rebel Army: the Sum of Precedents and Experiences of Armed Struggle. *NorthSouth*, 8 (16), pp. 75-90.

Keene, J. (2017, avril). Framing Violence, Framing Victims: Picasso's Forgotten Painting of the Korean War. *Cultural History*, 6(1), pp. 80-101.

Kim, D. C. (2004). Forgotten War, Forgotten Massacres - the Korean War (1950–1953) as Licensed Mass Killings. *Journal of Genocide Research*, 6(4), pp. 523-544. <https://doi.org/10.1080/1462352042000320592>

Kinzer, S. (2013). *The Brothers. John Foster Dulles, Allen Dulles and their Secret War*. Henry Holt and Company.

Kinzer, S. (2020). *Poisoner in Chief. Sidney Gottlieb and the CIA Search for Mind Control*. St. Martin's Griffin.

Kolko, J. et Kolko, G. (1972). *The Limits of Power. The World and United States Foreign Policy, 1945-1954*. Harper & Row, Publishers.

Laine, M. (2014, 9 août). « La route de la servitude » : autopsie d'un livre culte. *Le Point*. https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/la-route-de-la-servitude-autopsie-d-un-livre-culte-09-08-2014-1852525_1913.php

Lazo, R. (2015). Mi participación en el muralismo mexicano. *Crónicas. El muralismo, Producto de la Revolución Mexicana, en América*, 0(15-16), 234-249.

Leach, W. (1993). *Land of Desire. Merchants, Power, and the Rise of a New American Culture*. Vintage Books.

Lénine, V. I. (1970). *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Éditions en langues étrangères.

Leow, R. (2017, 24 juin). The Art of Peace in the Early Cold War. *Medium*. <https://medium.com/afro-asian-visions/art-of-peace-ee4288a43514>

Linebaugh, P. (2006). *The London Hanged: Crime and Civil Society in The Eighteenth Century*. Verso.

Locke, J. (1992). *Traité du gouvernement civil*. GF-Flammarion.

Losurdo, D. (1998). *Le péché originel du XXe siècle*. Éditions Aden.

Losurdo, D. (2013). *Contre-histoire du libéralisme*. La Découverte.

Löwy, M. (2013). Diego Rivera et Frida Kahlo. Artistes révolutionnaires. Dans *Frida Kahlo/Diego Rivera. L'art en fusion* (pp. 52-59). Musée de l'Orangerie.

M. Colby, J. (2011). *The Business of Empire. United Fruit, Race and U.S. Expansion in Central America*. Cornell University Press.

MacDonald, C. A. (1986). *Korea: The War before Vietnam*. Palgrave Macmillan.

Maillard, J.-C. (1969). La banane en Jamaïque et dans les Windward Islands. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 87(22), pp. 313-324.

Malešević, S. (2010). *The Sociology of War and Violence*. Cambridge University Press.

Martineau, J. (2017). *L'ère du temps : modernité capitaliste et aliénation temporelle*. Lux Éditeur.

Martínez Peláez, S. (1973). *La patria del criollo: ensayo de interpretación de la realidad colonial guatemalteca*. Editorial Universitaria.

Marx, K. (1968). *Le Capital. Livre 1*. Gallimard.

Marx, K. (1996). *Manuscripts de 1844*. Flammarion.

Marx, K. (1999). L'échange capital-travail, source de la production capitaliste (extrait). *Le Monde (hors-série). Karl Marx l'irréductible*, (10), pp. 42-43.

Matray, J. I. (2002). Dean Acheson's Press Club Speech Reexamined. *Journal of Conflict Studies*, 22(1). <https://journals.lib.unb.ca/index.php/JCS/article/view/366>

McCormack, G. (2008). Korea at 60. *The Asia Pacific Journal - Japan Focus*, 6(9), 1-5.

McCormick, T. (2009). From Old Empire to New: The Changing Dynamics and Tactics of American Empire. Dans A. W. McCoy et F. A. Scarano, *Colonial Crucible: Empire in the Making of the Modern American State*. University of Wisconsin Press.

McDonald, H. (2008, 15 novembre). *South Korea owns up to brutal past*. The Sydney Morning Herald. <https://www.smh.com.au/world/south-korea-owns-up-to-brutal-past-20081115-gdt2yw.html>

McLaughlin, J. (2009). Foreword. Dans H. K. Melton et R. Wallace, *The Official C.I.A. Manual of Trickery and Deception* (p. xi-xiv). William Morrow.

Melley, T. (2008). Brain-Washing' Tactics Force Chinese into Ranks of Communist Party. *New German Critique*, (103), pp. 145-164.

Melton, H. K. et Wallace, R. (2009). *The Official C.I.A. Manual of Trickery and Deception*. William Morrow.

Merleau-Ponty, M. (2001). Le langage indirect et les voix du silence. Dans *Signes* (pp. 49-102). Gallimard.

Mesch, C. (2014). *Art and Politics : A Small History of Art for Social Change Since 1955*. I.B.Tauris.

Miller, O. (2020). Uncovering the Hidden history of the Korean War. *Jacobin*. <https://jacobinmag.com/2020/06/korean-war-seventieth-anniversary-north-korea-south>

Moreton, B. (2009). *To Serve God and Wal-Mart. The Making of Christian Free Enterprise*. Harvard University Press.

National Security Agency. (1970, 16 octobre). Operating guidance cable on coup plotting in Chile.

<https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB8/ch05-01.htm>

Ordóñez Agüello, A. (1951). *Transformación económica de Guatemala: hacia una reforma agraria*. Ediciones Estrella de Centroamérica.

Ortiz Echagüe, J. (2010). « Esto no es Guernica... ». Photographie y propaganda de la destrucción de Gernika en la prensa durante la Guerra Civil española. *Zer*, 15(28), 151-168.

Orwell, G. (1945, 19 octobre). *You and the Atom Bomb*. The Orwell Prize. <https://www.orwellfoundation.com/the-orwell-foundation/orwell/essays-and-other-works/you-and-the-atom-bomb/>

Orwell, G. (1950). 1984. Gallimard.

Orwell, G. (2020). *La ferme des animaux*. Gallimard.

Pace, E. (1984, 22 novembre). George Barrett of the Times, Cited for War Coverage, Dies. *The New York Times*, section Obituaries. <https://www.nytimes.com/1984/11/22/obituaries/george-barrett-of-the-times-cited-for-war-coverage-dies.html>

Panitch, L. et Gindin, S. (2013). *The Making of Global Capitalism. The political Economy of American Empire*. Verso.

Payeras, M. (2010). *Los pueblos indígenas y la revolución guatemalteca: ensayos étnicos 1982-1992*. Magna Terra Ediciones.

Perkins, B. (1986). « The Tragedy of Diplomacy » : Twenty-Five Years After. Dans L. C. Gardner (dir.), *Redefining the Past: Essays in Diplomatic History in Honor of William Appleman Williams* (p. 21-34). Oregon State University Press.

Poitevin, R. (2004). Arévalo, un hombre de su tiempo. Dans *Actas del encuentro "Juan José Arévalo, presencia viva (1904-2004)"* (p. 15-22). Abrapalabra, Universidad Rafael Landívar.

Prashad, V. (2020). *Washington Bullets. A History of the CIA, coups and Assassinations*. Monthly Review Press.

Radio-Canada. (2021, 1^{er} mai). Électrochocs, LSD et lavage de cerveau : les cobayes de la CIA à Montréal. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1789587/mk-ultra-cia-montreal-allan-memorial-dr-calex-experiences-secretes-lavage-cerveau>

RED GERM CHARGES CITE 2 U. S. MARINES; Peiping Radio Says Air Officers Disclosed Joint Chiefs Order for Bacteriological War. (1953, 23 février). *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/1953/02/23/archives/red-germ-charges-cite-2-u-s-marines-peiping-radio-says-air-officers.html>

- Rediker, M. (2013). *À bord du négrier. Une histoire atlantique de la traite*. Seuil.
- Reuters. (1944, 3 juillet). Guatemala Crisis After Strike. *The Yorkshire Post* (San José de Costa Rica).
- Rice, J. (Associated P. (2000, 6 mars). Art mystery clearer: Riveras may be in Moscow. *The Miami Herald* (Miami).
- Robb, O. (1951, 2 juillet). Picasso. *Daily Worker*.
- Rodríguez L., C. A. (2009). La determinación estadística de los grupos étnicos, el Indigenismo, la situación de la pobreza y la exclusión social. <http://poblacion-indigena.iniciativa2025alc.org/la-determinacion-estadistica-de-los-grupos-etnicos-el-indigenismo-la-situacion-de-la-pobreza-y-la-exclusion-social/>
- Rousseau, J.-J. (1993). *Du contrat social*. Gallimard.
- Sandoval, M. E. de. (2004). Palabras de bienvenida y apertura del encuentro « Juan José Arévalo, presencia viva : 1904-2004 ». Dans *Actas del encuentro "Juan José Arévalo, presencia viva : 1904-2004"* (p. 11-14). Abrapalabra, Universidad Rafael Landívar.
- Sang-Hun, C. (2006, 30 mars). Daewoo founder sentenced to jail - Business - International Herald Tribune. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2006/05/30/business/worldbusiness/30iht-daewoo.1851876.html>
- Saunders, F. S. (2003). *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*. Denoël.
- Sayer, D. (1983). Afterword to Second Edition. Dans *Marx's Method: Ideology, Science & Critique in « Capital »* (pp. 157-167). Prentice Hall Europe.
- Sayer, D. (1987). *The Violence of Abstraction: The Analytic Foundations of Historical Materialism*. Basil Blackwell.
- Sayer, D. (1991). *Capitalism & Modernity: An Excursus on Marx and Weber*. Routledge.
- Schlesinger Jr., A. M. (1999). *The Cycles of American History*. Mariner Books.
- Schlesinger, S. et Kinzer, S. (2005). *Bitter Fruit. The Story of the American Coup in Guatemala*. Harvard University Press - David Rockefeller Center for Latin American Studies.
- Schneider, R. M. (1979). *Communism in Guatemala 1944-1954*. Octagon Books.
- Scott-Smith, G. (2002). *The Politics of Apolitical Culture. The Congress for Cultural Freedom, the CIA and post-war American Hegemony*. Routledge.

Selser, G. (2010). *Cronología de las Intervenciones extranjeras en América Latina. Tomo I (1776-1848)*. Universidad Autónoma de la Ciudad de México.

Shaw, M. (2003). *War & Genocide*. Polity.

Shaw, T. et Youngblood, D. J. (2010). *Cinematic Cold War. The American and Societ Struggle for Hearts and Minds*. University Press of Kansas.

Simons, G. (1995). *Korea: The Search for Sovereignty*. St-Martin's Press.

Snyder, T. (2010). *Bloodlands. Europe between Hitler and Stalin*. Basic Books.

Soutou, G.-H. (2001). *La guerre de Cinquante Ans : les relations Est-Ouest, 1943-1990*. Fayard.

Stamp, R. M. (2006, 7 février). Empire Day. Dans *The Canadian Encyclopedia*. Récupéré le 9 avril 2020 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/empire-day>

Stolz, J. (2007, 9 novembre). Le destin chaotique de deux œuvres murales de Diego Rivera. *Le Monde* (Paris).

Stone, I. F. (2014). *The Hidden History of the Korean War 1950-1951*. Open Road Integrated Media.

Storrs, L. R. Y. (2013). *The Second Red Scare and the Unmaking of the New Deal*. Princetown University Press.

Strikers overthrow President Ubico. (1944, 3 juillet). *Daily Express* (Ville de Mexico), 1.

Students Revolt in pro-Allied Republic. (1944, 27 juin). *Daily Express* (New York), 4.

Stueck, W. (1995). *The Korean War: an International History*. Princeton University Press.

Svampa, M. (1994). *El dilema argentino : civilización o barbarie*. Taurus.

T. Palmer, J. (1932). The Banana in Caribbean Trade. *Economic Geography*, 8 (3), pp. 262-273.

Talmon, J. L. (1966). *Les origines de la démocratie totalitaire*. Calmann-Lévy.

The Associated Press. (1999). Gi's Tell of a U.S. Massacre in Korean War. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/1999/09/30/world/gi-s-tell-of-a-us-massacre-in-korean-war.html>

The Washington Post. (s. d.). *Dwight D. Eisenhower: Covert Action* [Épisode de balado audio]. <https://www.washingtonpost.com/podcasts/presidential/dwight-d-eisenhower-covert-action/>

The White House (Office of the Press Secretary). (2009, 4 juin). *Remarks by the President at Cairo University, 6-04-09* [Transcription de discours]. Maison Blanche des États-Unis. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-cairo-university-6-04-09>

The World Bank. (2018). *GDP (current US\$)* [World Bank national accounts data, and OECD National Accounts data files]. Banque Mondiale. <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>

Tibol, R. (2007). *Diego Rivera. Luces y sombras*. Lumen.

Toriello, G. (1955). *La batalla de Guatemala*. Ediciones Cuadernos Americanos.

Toussaint, E. (2006). South Korea: The Miracle Unmasked. *Economic and Political Weekly*, 41(39), 4211-4219.

Traverso, E. (2001). *Le totalitarisme. Le XXe siècle en débat*. Éditions du Seuil.

Traverso, E. (2011). *L'histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XXe siècle*. La Découverte.

Truman, H. S. (1947, 12 mars). *President Harry S. Truman's Adress Before a Joint Session of Congress, March 12 1947*. The Avalon Project. Documents in Law, History and Diplomacy. https://avalon.law.yale.edu/20th_century/trudoc.asp

Turgeon, N. (2013). Chapitre 8. Ellen Meiksins Wood. Dans J. Martineau, *Marxisme anglo-saxon : figures contemporaines. De Perry Anderson à David McNally* (p. 263-295). Lux Éditeur.

United Nations General Assembly. (1953, 26 octobre). *Question of Impartial Investigation of Charges of Use by United Nations Forces of Bacterial Warfare (A/C.1/L66)*. Assemblée Générale des Nations Unies. <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/122622.pdf?v=ae4a9ba586a67807b29a4424807001fb>

United States Senate. (1976, 26 avril). *Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities (94-755)*. United States Senate.

Vargas, A. (2006, 13 juillet). Confirman que un mural de Rivera fue destruido en China. *La Jornada*. <https://www.jornada.com.mx/2006/07/13/index.php?section=cultura&article=a03n1cul>

Vargas Llosa, M. (2021). *Temps sauvages*. Gallimard.

Warner, M. (1995). Origins of the Congres for Cultural Fredom, 1949-50. *Center for the Study of Intelligence*, 38(5), 89-98.

Weiner, T. (2008, 6 juillet). Remembering Brainwashing. *The New Tork Times*. <https://www.nytimes.com/2008/07/06/weekinreview/06weiner.html>

Whiteclay Chambers III, J. (dir.). (1999). *The Oxford Guide to American Military History*. Oxford University Press.

Wilford, H. (2008a). AFL-CIA. Labor. Dans *The Mighty Wurlitzer. How the CIA Played America* (p. 51-69). Harvard University Press.

Wilford, H. (2008b). *The Mighty Wurlitzer. How the CIA Played America*. Harvard University Press.

Williams, E. (1944). *Capitalism and Slavery*. Andre Deutsch.

Williams, J. (2011, 17 février). World Wars: Kill em All: The American Military in Korea. http://www.bbc.co.uk/history/worldwars/coldwar/korea_usa_01.shtml

Williams, W. A. (1972). *The Tragedy of American Diplomacy*. W. W. Norton & Company.

Williams, W. A. (1992a). The Age of Corporate Capitalism, 1882 -. Dans H. W. Berger (dir.), *A William Appleman Williams Reader. Selections from his Major Historical Writings* (Ivan R. Dee, pp. 239-266).

Williams, W. A. (1992b). The Frontier Thesis and American Foreign Policy. Dans H. W. Berger (dir.), *A William Appleman Williams Reader. Selections from his Major Historical Writings* (Ivan R. Dee).

Wisner, F. G. (1954, 24 avril). 133. *Memorandum From the Deputy Director for plans of the Central Intelligence Agency (Wisner) to Director of Central Intelligence Dulles*. Office of the Historian (Department of State, United States of America). <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1952-54Guat/d133>

Wood, E. M. (1999). *The Origin of Capitalism*. Monthly Review Press.

Wood, E. M. (2000). *Democracy Against Capitalism*. Cambridge University Press.

Wood, E. M. (2009). *L'origine du capitalisme. Une étude approfondie*. Lux Éditeur.

Wood, E. M. (2011). *L'Empire du capital*. Lux Éditeur.

Wood, E. M. (2012). *Liberty & Property*. Verso.

Wood, E. M. (2013). *Des citoyens aux seigneurs. Une histoire sociale de la pensée politique de l'Antiquité au Moyen-Âge*. Lux Éditeur.

Wood, N. (1984). *John Locke & Agrarian Capitalism*. University of California Press.

Woolf, V. (1994). *Mrs Dalloway*. Gallimard.

Zizek, S. (2007). *Vous avez dit totalitarisme? Cinq interventions sur les (més)usages d'une notion*. Éditions Amsterdam.

Zubok, V. M. (2009). *A Failed Empire: The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*. The University of North Carolina Press.

MÉDIAGRAPHIE

(1949). *Meet King Joe. Fun and Facts about America* [Film d'animation]. John Sutherland Productions (Harding College). <https://www.youtube.com/watch?v=vbw8DFwoqJ0>

(1950). *Journey to bananaland* [Enregistrement vidéo]. The Institute of Visual Training & United Fruit Company. <https://www.youtube.com/watch?v=XI5WI6MxW1o>

(1950). *The Crime of Korea* [Enregistrement vidéo]. <http://archive.org/details/CrimeofK1950>

(1953). *Tropic Zone* [Film]. Paramount Studios. <https://www.youtube.com/watch?v=wYSUyvRE2No>

(1954). *Guatemala Revolution Reel 1* [Enregistrement vidéo]. British Pathé. <https://www.youtube.com/watch?v=03jfR1BaHr8>

(1954). *Prisoner of War Original Trailer* [Vidéo]. <https://www.youtube.com/watch?v=e2WjjGDtfJ0>

(1976). *La Spirale* [Documentaire]. Les Films Molière.

(1995). *Devils don't dream!* [Film documentaire]. <https://www.youtube.com/watch?v=BJdglJ5lvlg>

(2004). *The Fog of War* [Film]. Sony Classics.

(2006, 4 juin). Haditha Incident Renews Interest in No Gun Ri. Dans NPR, *Weekend Edition Sunday*. <https://www.npr.org/2006/06/04/5450418/haditha-incident-renews-interest-in-no-gun-ri>

(2009). Introduction: The Legacy of MKULTRA and the Missing Manuals. Dans H. K. Melton et R. Wallace, *The Official C.I.A. Manual of Trickery and Deception* (p. 1-65). William Morrow.

(2011, 17 janvier). *Ike's Warning Of Military Expansion, 50 Years Later*. <https://www.npr.org/2011/01/17/132942244/ikes-warning-of-military-expansion-50-years-later>

(2014). *Capitalism. Part 4. What if Marx was Right?* [Film]. Zadig Productions/Arte France/T.A.M.I. Media.

(2016). Exposición del Presidente de la República de Chile, Dr. Salvador Allende G. ante la Asamblea General de las Naciones Unidas. Naciones Unidas, 4 de diciembre 1972. *Textos de Salvador Allende 1972*, 973-990. <http://www.socialismo-chileno.org/PS/sag/Discursos/1972/Discursos%20de%20Salvador%20Allende%201972%20b.pdf>

(2018, 9 décembre). 90 años después (Informe especial) [Reportage]. Dans Caracol Televisión, *Noticias Caracol*. <https://www.youtube.com/watch?v=XdK-FbATQfs>

(S. d.). *Carlos Castillo Armas and Nixon speeches 221196 19 | Footage Farm*. <https://www.youtube.com/watch?v=RbtgRJ5hK7o>